

NATIXIS

Société anonyme au capital de 4 653 020 308,80 euros
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès-France-75013 Paris
542 044 524 RCS Paris

SECONDE ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2008

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 7 avril 2009 sous le numéro D.09-0208

Première actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 juin 2009 sous le numéro D.09-0208-A01

La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 septembre 2009 sous le numéro D.09-0208-A02

SOMMAIRE

SECONDE ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2008

I INTRODUCTION

Evénements postérieurs au dépôt de la première actualisationp.3

II CHAPITRE 6 : ELEMENTS FINANCIERS p.57

6.1 Facteurs de risquep.57

6.2 Rapport de gestion.....p.71

6.3 Eléments financiers (comptes semestriels consolidés
et notes annexes)p.136

6.4 Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière consolidée résuméep.216

III CHAPITRE 9 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES p.218

9.1 Responsable de l'actualisation du document de référence.....p.218

9.2 Attestation du responsable de l'actualisation du document
de référence.....p.218

9.3 Responsables du contrôle des comptesp.218

9.4 Documents accessibles au publicp.219

TABLE DE CONCORDANCE p.220

INTRODUCTION

Evènements postérieurs au dépôt de la première actualisation

1. Communiqués de presse du 30 juin 2009

1.1 Natixis finalise la cession de 35% du capital de CACEIS

Natixis a finalisé ce jour la cession de 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole S.A. pour un montant en numéraire de 595 millions d'euros. L'opération a reçu toutes les approbations requises de la part des autorités réglementaires dans le respect du calendrier initial.

Cette cession s'inscrit dans le cadre du recentrage stratégique annoncé et mis en oeuvre par Natixis depuis mi-2008. Natixis conserve une participation de 15% au capital de CACEIS afin de continuer à offrir la meilleure qualité de services à sa clientèle institutionnelle.

La cession de CACEIS vient renforcer la solvabilité financière de Natixis (environ 0,4% de Ratio Tier One sur la base des chiffres du 31 mars 2009).

1.2 Lancement de Banque Privée 1818

La fusion de la Banque Privée Saint Dominique et de La Compagnie 1818 - Banquiers Privés - a été approuvée le 30 juin 2009 par leurs assemblées générales respectives. La nouvelle entité ainsi créée a pris le nom de **Banque Privée 1818**.

Adossée au nouveau groupe BPCE et filiale à 100% de Natixis, Banque Privée 1818 se positionne comme un des acteurs majeurs de la banque privée en France. Elle gère plus de 12 milliards d'euros et compte plus de 400 collaborateurs.

Banque Privée 1818 est structurée autour de trois activités :

- la gestion de fortune auprès d'une clientèle directe constituée principalement d'entrepreneurs à qui elle propose des solutions financières et techniques sur mesure ;
- la distribution d'une offre patrimoniale à destination de la clientèle haut de gamme des réseaux Caisse d'Epargne et Banque Populaire s'appuyant sur les compétences de la banque privée en matière de gestion de fortune ;
- la commercialisation de produits et services à des Conseillers en Gestion Privée de Patrimoine Indépendants (CGPI) via le Centre Français du Patrimoine, la seconde plateforme multi-produits du marché dont la vocation est de devenir une référence pour les 300 CGPI les plus actifs.

Parallèlement, les deux sociétés de gestion d'actifs, filiales des deux banques, se rapprochent pour former **1818 Gestion**.

2. Changement d'actionariat de Natixis

Dans la continuité des opérations de rapprochement entre le réseau des Caisses d'Epargne et le réseau des Banques Populaires initiées depuis la création de Natixis en Novembre 2006, l'actionariat de Natixis s'est modifié au 31 juillet 2009, puisqu'à ses deux actionnaires de référence, BFBP et CNCE, s'est substitué le nouvel organe central commun aux deux réseaux coopératifs, BPCE, créé par la loi No 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE a en effet notamment bénéficié de l'apport de la participation en capital de BFBP et CNCE dans Natixis, et détient au 31 juillet 2009 71,538% du capital de Natixis et 71,840% des droits de vote, le solde constituant

le flottant. Le montant du capital de Natixis reste inchangé à 4 653 020 308,80 euros ; il est composé de 2 908 137 693 actions de 1,60 euro de nominal.

L'opération n'a pas d'impact sur la participation de 20% de Natixis dans les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires au travers des CCI (certificats coopératifs d'investissement).

La notation de Natixis reste inchangée :A+ (stable) Standards & Poor's, Aa3 (stable) Moody's et A+ (stable) Fitch Ratings. Natixis et BPCE ont la même notation.

Avec effet à compter du 31 juillet 2009 (non inclus), Natixis est affilié à BPCE. Cette affiliation à BPCE remplace, avec effet à cette même date, la double affiliation de Natixis à CNCE et BFBP, régie par une convention de double affiliation elle-même résiliée à cette date. BPCE est en effet en application de la loi No 2009-715 du 18 juin 2009 désigné comme organe central du nouveau groupe bancaire coopératif BPCE, composé de BPCE et de ses « Affiliés », c'est à dire:

> Les membres des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Épargne¹ ;

> Les autres établissements affiliés à BPCE (parmi lesquels Natixis)².

En tant qu'organe central et en application de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, BPCE est chargée de veiller à la cohésion de ses réseaux et de s'assurer du bon fonctionnement des Affiliés. Elle prend toutes mesures nécessaires notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité de BPCE, chacun des membres des réseaux et des autres Affiliés.

A cette fin, BPCE gère un fonds de garantie mutuel commun aux deux réseaux, dont bénéficie BPCE et les Affiliés (dont Natixis).

Le Groupe BPCE dispose de fonds propres Tier 1 de 37 milliards d'euros et représente 22% du total des dépôts des banques françaises. Il compte environ 34 millions de clients, 8000 agences, 120 000 collaborateurs et plus de 7 millions de sociétaires.

3. Communiqué de presse du 6 juillet 2009

Renforcement des fonds propres de base de Natixis grâce aux offres d'échange de BPCE

Suite à l'offre d'échange de BPCE portant sur des titres Tier 1 de Natixis (dont les modalités sont décrites dans le communiqué de presse publié par BPCE ce jour), Natixis annonce ce jour qu'il prévoit de racheter auprès de BPCE la totalité des titres qui auront été apportés à l'échange afin de les annuler. Le prix payé par Natixis pour ces titres sera identique à celui effectivement payé par BPCE dans le cadre des offres d'échange.

En contrepartie de cette rétrocession, Natixis prévoit d'émettre de nouveaux titres super subordonnés qui seront souscrits par BPCE, pour le même montant en principal que les nouveaux titres émis par BPCE dans le cadre de l'opération d'échange.

¹ C'est à dire les Caisses d'Épargne et les Banques Populaires, les sociétés de caution mutuelle attachées à chacun des réseaux, les sociétés locales d'épargne, la Fédération Nationale des Caisses d'Épargne et de prévoyance, ainsi que Caisses d'Épargne Participations et Banques Populaires Participations (ie ex-CNCE et ex-BFBP).

² Il s'agit des établissements de crédit français qui étaient affiliés de CNCE et de BFBP au 31 juillet 2009, dont (i) les établissements de crédit ayant été apportés à BPCE, notamment NATIXIS, (ii) les établissements de crédit qui restent des participations détenues et gérées par Caisses d'Épargne Participations et par Banques Populaires Participations (anciennement CNCE et BFBP), c'est à dire principalement Crédit Foncier de France et Banque Palatine, et (iii) tout établissement de crédit français contrôlé directement ou indirectement, exclusivement ou conjointement par BPCE ou un ou plusieurs membres des réseaux, affilié sur décision prise en application de l'article L. 512-106 alinéa 2 2.

Ces opérations auront pour effet d'améliorer la qualité des fonds propres de base de Natixis en augmentant le ratio Core Tier 1. Le montant de l'augmentation du ratio Core Tier 1 dépendra du succès des offres d'échange, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Taux de succès des offres d'échange ⁽³⁾	50%	75%	100%
Augmentation du ratio Core Tier 1 ⁽⁴⁾	0,2%	0,3%	0,4%

* * * * *

Laurent Mignon, Directeur Général de Natixis, a déclaré : « ***Cette transaction augmente la flexibilité financière de Natixis et illustre bien l'atout majeur que représente l'appartenance au groupe BPCE pour Natixis.*** »

Les titres Tier 1 de Natixis sur lesquels portent les offres sont les suivants : (i) les titres super subordonnés émis par Natixis le 25 janvier 2005 pour un montant nominal de 300 millions d'euros, taux variable (Code ISIN : FR0010154278), (ii) les titres super subordonnés émis par Natixis le 18 octobre 2007 pour un montant nominal de 750 millions d'euros, taux fixe puis variable (Code ISIN : FR0010531012), (iii) les titres super subordonnés émis par Natixis le 31 mars 2008 pour un montant nominal de 150 millions d'euros, taux fixe puis variable, à durée indéterminée (Code ISIN : FR0010600163), (iv) *Noncumulative Trust Preferred Securities* émises par NBP Capital Trust I le 28 juin 2000 pour un montant nominal total de 200 millions d'euros, taux fixe de 8,32% (code ISIN : XS0113462609), (v) *Noncumulative Trust Preferred Securities* émises par NBP Capital Trust III le 27 octobre 2003 pour un montant nominal total de 200 millions de dollars américains, taux fixe de 7,375% (code ISIN : XS0176710068), (vi) les titres super subordonnés non cumulatifs libellés en dollars américains émis par Natixis le 16 avril 2008, taux fixe (Code ISIN : FR0010607747), et (vii) les titres subordonnés émis par Natixis le 30 avril 2008 pour un montant nominal de 750 millions de dollars américains, taux fixe puis flottant (Code ISIN : US63872AAA88 pour les titres soumis à la *Rule 144A* et Code ISIN : USF6483LHM57 pour les titres soumis à la *Regulation S*).

4. Communiqué de presse du 4 août 2009

Résultats de l'opération de renforcement des fonds propres de base de Natixis grâce aux offres d'échange de BPCE

Suite aux offres d'échange de BPCE portant sur des titres Tier 1 de Natixis (dont les résultats détaillés sont décrits dans le communiqué de presse publié par BPCE ce jour), Natixis rappelle qu'il prévoit de racheter auprès de BPCE la totalité des titres qui ont été apportés à l'échange et acceptés par BPCE afin de les annuler, soit un montant nominal total de 1187 millions d'équivalent euros.

⁽³⁾ Hypothèses de taux de succès pour toutes les souches entrant dans l'offre d'échange.

⁴ Sur la base du Ratio Core Tier 1 pro forma de 6% communiqué lors de la publication des résultats trimestriels

En contrepartie de cette rétrocession, Natixis prévoit d'émettre de nouveaux titres super subordonnés qui seront souscrits par BPCE, pour le même montant en principal que les nouveaux titres émis par BPCE dans le cadre de l'opération d'échange, soit 794 millions d'équivalent euros.(hors coupon couru sur les titres existants).

Ces opérations permettront à Natixis de réaliser une plus-value de 393 millions d'équivalent euros, représentant une augmentation d'environ 0,2% de son ratio Core Tier 1 [1].

[1] Sur la base du Ratio Core Tier 1 pro forma de 6% communiqué lors de la publication des résultats trimestriels

5. Communiqué de presse du 26 août 2009

Natixis se met en ordre de marche avec un nouveau plan stratégique à horizon 2012

Natixis entre dans une nouvelle phase en adoptant une stratégie claire autour de 3 métiers : la BFI, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés. Opérant dans un cadre financier assaini et stabilisé, avec la mise en place de la garantie des actifs de la GAPC par BPCE, Natixis confirme ses objectifs de croissance et de retour à la rentabilité attendu pour le second semestre 2009. A horizon 2012, l'objectif de ROE est supérieur à 12%.

- Une nouvelle stratégie autour de 3 métiers coeurs, adaptée au nouveau profil de risque et résolument tournée vers les clients.
- BPCE garantit les actifs de la GAPC sur environ 35 milliards d'euros. La mise en place de cette garantie qui a pour conséquence la suppression de la volatilité sur les résultats de ces actifs, permet à Natixis de mettre en œuvre les nouvelles orientations stratégiques.
- Natixis conforte sa solidité financière avec un Tier 1 pro forma de 9,3% et un Core Tier 1 pro forma de 8,2%.

Résultats 2^e trimestre 2009⁵

- Des éléments non récurrents affectent le résultat du second trimestre :
La revue approfondie des actifs menée par des experts financiers internationaux a conclu que les portefeuilles existants sont correctement valorisés au 30 juin 2009, après la prise en compte d'une provision complémentaire.

Natixis complète ses provisions sur certains secteurs d'activité sensibles (immobilier, LBO) à hauteur de 748 millions d'euros.

⁵ Les comptes du 2T09 intègrent la cession de 35% de CACEIS, qui n'est désormais plus consolidé en intégration proportionnelle. Toutes les séries précédentes figurant dans le présent communiqué ont fait l'objet d'un retraitement pro forma de cette cession. Voir explications détaillées dans les précisions méthodologiques.

Résultats 2T09 du groupe	Résultats 2T09 des activités pérennes
PNB : 568 MEUR	PNB : 1 276 MEUR
Résultat avant impôts récurrent : 262 MEUR ⁶	Résultat avant impôts récurrent : 409 MEUR ⁷
RNPG courant : -841 MEUR	RBE : 229 MEUR
Résultat net part du groupe : -883 MEUR	RNPG courant : -181 MEUR
Ratio Core Tier One pro forma : 8,2% ⁸	Résultat net part du groupe : -212 MEUR

Les comptes trimestriels consolidés de Natixis ont été arrêtés le 25 août 2009 par le conseil d'administration.

Avec cette nouvelle stratégie et l'intégration à un groupe bancaire puissant, le Groupe BPCE, 2^e groupe bancaire français, Natixis est désormais en ordre de marche pour accompagner ses clients, jouer pleinement son rôle de banque au service des acteurs économiques et retrouver des résultats positifs.

1 – FAITS MARQUANTS

Le principal événement du deuxième trimestre 2009 concerne le **rapprochement des groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne**, qui s'est traduit par la naissance le 3 août du **nouveau groupe BPCE**. Dans le cadre de ce rapprochement, le mode de **gouvernance de Natixis** a été simplifié vers une société à conseil d'administration avec dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Parallèlement Natixis a réalisé :

1) un **état des lieux exhaustif des portefeuilles de crédits structurés** avec l'assistance de conseils extérieurs dont Blackrock.

Les comptes trimestriels reflètent les résultats de cette analyse :

- pour ce qui concerne GAPC, ils intègrent une variation de valeur négative complémentaire de **866 millions d'euros** au 30 juin de telle sorte que le portefeuille est correctement valorisé sur la base de stress de marchés comparables à ceux utilisés par la FED.
- pour la BFI, ils intègrent une provision complémentaire de **748 millions d'euros** liée à un renforcement de la couverture globale des risques sur certains secteurs d'activité (immobilier et LBO).

2) une **revue stratégique détaillée de ses métiers**.

Il en résulte la mise en place, dans le cadre d'un **plan à moyen terme 2012**, d'une stratégie s'appuyant sur les forces et expertises de la banque et s'articulant autour de **trois métiers** :

- la **BFI**, banque d'affaires du groupe BPCE ;
- l'**Epargne**, comprenant la Gestion d'actifs, métier à vocation mondiale, et intégrant l'Assurance et la Banque Privée ;

⁶ Hors CPM, renforcement de la couverture globale des risques sur certains portefeuilles et provisions GAPC

⁷ Hors CPM, renforcement de la couverture globale des risques sur certains portefeuilles

⁸ Après impact du changement de méthode de calcul du ratio Core Tier One (déduction de 50% de la valeur des CCI des seuls fonds propres hybrides), prise en compte de l'opération d'échange des titres Tier One de juillet 2009, de la garantie BPCE, et du remboursement de l'avance d'actionnaire.

- les **Services Financiers Spécialisés**, offrant une expertise au service des réseaux BPCE.

Les conclusions de ces deux exercices ont permis la mise en place d'une **garantie BPCE sur environ 35 milliards d'euros d'actifs de GAPC**.

Cette garantie a pour conséquence une **baisse d'environ 16 milliards d'euros d'encours pondérés**, tout en conservant une partie du potentiel d'appréciation des portefeuilles. En outre, elle permet la remobilisation des équipes pour mettre en œuvre les nouvelles orientations stratégiques.

Par ailleurs, des opérations importantes, qui avaient été préalablement annoncées, ont été conclues au cours du deuxième trimestre.

Natixis a finalisé la **cession à Crédit Agricole S.A. de 35% du capital de CACEIS**. Au terme de cette cession intervenue le 30 juin, Natixis conserve 15% du capital de CACEIS.

Le métier de banque privée a été réorganisé avec la fusion des entités Banque Privée Saint Dominique et La Compagnie 1818, qui a donné naissance **au nouvel établissement Banque Privée 1818**.

Enfin, comme prévu, Natixis a reçu en juin de ses actionnaires de référence BFBP et CNCE des **avances d'un montant total de 1,5 milliard d'euro** (750 millions d'euros de la part de chaque groupe).

2 - RESULTATS CONSOLIDES

NATIXIS

en MEUR	2T09	1T09	2T08	1S09
PNB	568	2	81	570
Charges	-1 086	-1 095	-1 164	-2 181
RBE	-518	-1 093	-1 083	-1 611
Coût du risque	-1 286	-928	-280	-2 214
Mises en équivalence	157	113	193	271
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	36	2	32
Variations valeur écarts d'acquisition	0	0	1	0
Résultat avant impôt	-1 651	-1 872	-1 166	-3 522
Impôt	831	78	217	908
Intérêts minoritaires	-21	-2	-36	-23
RNPG courant	-841	-1 795	-985	-2 637
Résultat des activités abandonnées	-11	25	21	13
Produits exceptionnels nets	0	0	70	0
Coûts de restructuration nets	-31	-68	-123	-99
Résultat net part du groupe	-883	-1 839	-1 017	-2 722

Au deuxième trimestre 2009, **le produit net bancaire** s'élève à 568 millions d'euros.

Le PNB est affecté par la structure de cantonnement GAPC (PNB -708 millions d'euros). Les principaux impacts proviennent des réfections sur rehausseurs de crédit pour – 117 millions d'euros, des ajustements de valeur sur CDO d'ABS non couverts à composante subprime pour – 239 millions d'euros, d'un spread émetteur négatif de -101 millions d'euros et d'ajustements sur d'autres portefeuilles de crédit pour – 124 millions d'euros.

Les **charges d'exploitation** (hors coûts de restructuration) sont en retrait de 7% par rapport au deuxième trimestre 2008, traduisant l'impact significatif des mesures prises en 2008 (en particulier le plan d'adaptation de l'emploi). Les effectifs diminuent de 804 ETP sur un an (30/06/2009 vs 30/06/2008).

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à – 518 millions d'euros.

Le **coût du risque** ressort à 1 286 millions d'euros, dont 266 millions d'euros pour la structure de cantonnement et 1 020 millions d'euros pour les activités pérennes, ce dernier montant incluant le renforcement de la couverture globale sur certains secteurs d'activité (immobilier, LBO,...) pour 748 millions d'euros.

La contribution des **sociétés mises en équivalence**, constituée pour l'essentiel par la consolidation de 20% des résultats des réseaux du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Epargne (par le biais des CCI), ressort à 157 millions d'euros, en hausse de 39% par rapport au premier trimestre 2009.

La garantie BPCE crée les conditions d'un retour à une capacité bénéficiaire du groupe dans son ensemble dès le deuxième semestre 2009. Il en résulte une activation d'impôts de 831 millions d'euros, répartie entre 352 millions d'euros pour la GAPC et 478 millions d'euros pour les activités pérennes.

Après prise en compte des intérêts minoritaires pour - 21 millions d'euros, le **résultat net courant part du groupe** s'établit à – 841 millions d'euros.

Compte tenu de 31 millions d'euros de coûts de restructuration nets d'impôt, le **résultat net part du groupe** s'établit à – 883 millions d'euros.

NATIXIS - ACTIVITES PERENNES

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	1 276	1 189	1 630	+7%	2 465
PNB hors CPM	1 572	1 345	1 630	+17%	2 917
Charges	-1 047	-1 053	-1 118	-1%	-2 100
RBE	229	136	512	+68%	365
Coût du risque	-1 020	-188	-120		-1 208
<i>Provision complémentaire</i>	<i>-748</i>				<i>-748</i>
<i>Coût du risque hors provision complémentaire</i>	<i>-272</i>	<i>-188</i>	<i>-120</i>	<i>+45%</i>	<i>-460</i>
Mises en équivalence	157	113	193	+39%	271
Gains ou pertes sur autres actifs	-4	36	2		32
Variations valeur écarts d'acquisition	0	0	1		0
Résultat avant impôt	-639	97	589		-541
Impôt	478	-15	-116		463
Intérêts minoritaires	-21	-2	-38		-23
RNPG courant	-181	80	435		-101
Produits exceptionnels nets	0	0	70		0
Coûts de restructuration nets	-31	-68	-123		-99
Résultat net part du groupe	-212	12	382		-200

Le **produit net bancaire** des activités pérennes s'élève à 1 276 millions d'euros, en progression de 7% par rapport au premier trimestre 2009. Hors CPM, la hausse s'établit à 17%.

Le **résultat brut d'exploitation** est en hausse de 68% (vs 1T09) à 229 millions d'euros.

Hors provision complémentaire de 748 millions d'euros dans la BFI, le **coût du risque** s'élève à 272 millions d'euros.

Après prise en compte d'un gain fiscal de 478 millions d'euros et d'intérêts minoritaires pour -21 millions d'euros, le **résultat net courant part du groupe** des activités pérennes s'établit à -181 millions d'euros.

Le **résultat net part du groupe** des activités pérennes ressort à -212 millions d'euros.

3 - ANALYSE DES METIERS

BFI

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	701	689	731	+2%	1 390
PNB hors CPM	997	845	731	+18%	1 842
<i>Relations entreprises et institutionnels</i>	143	129	126	+11%	271
<i>Dettes et financements</i>	241	271	220	-11%	512
<i>Marchés de capitaux</i>	593	500	434	+19%	1 093
<i>CPM et divers</i>	-276	-211	-49	+31%	-486
Charges	-400	-395	-467	+1%	-796
RBE	301	294	263	+2%	595
Coût du risque	-1 000	-171	-43		-1 171
<i>Provision complémentaire</i>	-748				-748
<i>Coût du risque hors provision complémentaire</i>	-252	-171	-43	+46%	-423
Résultat avant impôt	-702	140	220		-562
Résultat avant impôt, provision complémentaire et CPM	342	296		+16%	
RNPG courant	-238	98	148		-140
Coefficient d'exploitation	57%	57%	64%		57%
ROE annualisé		6,5%			

Le PNB de la BFI progresse légèrement à 701 millions d'euros au deuxième trimestre 2009, après prise en compte d'une contribution négative du poste *CPM et divers* à hauteur de -276 millions d'euros (-296 millions d'euros pour le CPM stricto sensu). **Hors CPM, le PNB est en progression de 18% par rapport au premier trimestre 2009.**

Les charges sont bien maîtrisées sur le trimestre (+1% vs 1T09) et en forte diminution (-15%) par rapport au deuxième trimestre 2008.

Le coût du risque, hors provision complémentaire de 748 millions d'euros, s'établit à 252 millions d'euros. Il est affecté par quelques dossiers significatifs et par la montée des défauts sur les institutions financières et les financements structurés.

Le **coût du risque individuel Financements** (Relations entreprises et institutionnels et Dettes et financements) **représente 124 points de base des encours pondérés moyens de crédit Bâle II.**

Le résultat avant impôt (hors provision complémentaire et CPM) ressort ainsi à 342 millions d'euros, en progression de 16% par rapport au premier trimestre 2009.

Le résultat avant impôt comptable s'établit à -702 millions d'euros et le résultat net courant part du groupe à -238 millions d'euros.

La dynamique commerciale d'ensemble de la BFI reste soutenue, Marchés de capitaux en tête.

Les activités Taux, Change, Trésorerie (Fixed Income) et Matières Premières affichent d'excellentes performances, avec des revenus de 451 millions d'euros, en progression de 6% par rapport à un premier trimestre déjà en forte reprise.

Les revenus des activités Actions et Corporate Solutions s'établissent à 142 millions d'euros, soit un quasi-doublement par rapport au premier trimestre.

Dans les métiers de financement, la situation est plus contrastée : les revenus des Financements Structurés sont en baisse de 11% par rapport au premier trimestre alors que ceux des Financements Vanille croissent de plus de 11%. Ces derniers ont bénéficié de la hausse des niveaux de marge et de la forte augmentation des commissions liées aux restructurations des positions des clients. Le PNB opérationnel des Financements Structurés est stable mais le PNB comptable est affecté par l'impact des valorisations et couvertures.

Au deuxième trimestre la production nouvelle a été volontairement contenue tant sur les Financements Vanille que sur les Financements Structurés (avec une forte sélectivité), en cohérence avec les objectifs de réduction des actifs pondérés.

Gestion d'actifs

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	313	299	371	+5%	612
Charges	-228	-226	-262	+1%	-454
RBE	86	73	109	+18%	158
Coût du risque	-4	0	4		-4
Résultat avant impôt	82	74	116	+11%	156
RNPG courant	55	46	66	+20%	100
Coefficient d'exploitation	73%	76%	71%		74%
ROE annualisé	90,4%	76,5%	122,9%		83,5%

Au deuxième trimestre 2009, le PNB du pôle **Gestion d'actifs** s'élève à 313 millions d'euros, en hausse de 5 %, principalement due à la progression des commissions de gestion.

Les charges sont quasiment stables grâce à un contrôle strict des coûts.

Le résultat brut d'exploitation progresse ainsi de 18% à 86 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 3 points à 73%.

La rentabilité du métier se redresse donc nettement ce trimestre avec un résultat net courant part du groupe qui s'établit à 55 millions d'euros (+20%).

Après trois semestres consécutifs de baisse (effet marché compensant la collecte), les encours progressent de 29 milliards d'euros (+6,5%) sur le premier semestre 2009. Sur le deuxième trimestre 2009, les encours gérés atteignent 476 milliards d'euros (+6% par rapport au 31 mars 2009). La **collecte nette du deuxième trimestre s'établit à 9 milliards d'euros**. L'effet marché est positif de +28 milliards d'euros tandis que l'effet change est négatif de -8 milliards d'euros.

En Europe, les encours gérés atteignent 311 milliards d'euros. La collecte nette affiche une bonne performance à 6,8 milliards d'euros, portée principalement par les produits monétaires. L'effet marché est positif de +9,2 milliards d'euros.

Aux Etats-Unis, les encours gérés s'établissent à 230,9 milliards de dollars. La collecte nette s'élève à 2,4 milliards de dollars. L'effet marché est nettement positif, à +25,9 milliards de dollars. L'évolution du mix produits se confirme avec l'augmentation de la part obligataire qui dépasse maintenant 50% des encours sous gestion.

Services

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	249	226	300	+10%	475
<i>Assurances</i>	50	41	70	+21%	91
<i>Cautions et garanties financières</i>	10	23	37	-57%	33
<i>Crédit bail</i>	28	20	30	+37%	48
<i>Crédit conso</i>	30	27	24	+11%	58
<i>Ingénierie sociale</i>	29	22	30	+28%	51
<i>Paiements</i>	40	42	39	-3%	82
<i>Titres</i>	52	38	60	+35%	90
<i>Services à l'international</i>	10	12	10	-16%	22
Charges	-165	-164	-173	+1%	-329
RBE	84	62	127	+35%	146
Coût du risque	-12	-7	-5	+74%	-19
Résultat avant impôt	72	57	124	+27%	128
RNPG courant	47	37	83	+29%	84
Coefficient d'exploitation	66%	73%	58%		69%
ROE annualisé	11,5%	8,9%	19,2%		10,2%

L'activité commerciale demeure soutenue dans tous les métiers du pôle **Services**, dont le PNB progresse de 10% à 249 millions d'euros.

Cette hausse est tirée par l'**Assurance** qui profite de la reprise des marchés financiers, le métier **Titres** qui bénéficie de la perception des dividendes de CACEIS à hauteur de 10,5 millions d'euros, l'**Ingénierie sociale** qui bénéficie également de la remontée des marchés financiers ainsi que de l'opération CESU social, et enfin le **crédit bail** et le **crédit à la consommation** dont la croissance se poursuit.

Les charges du pôle sont stables par rapport au premier trimestre 2009.

Le résultat brut d'exploitation ressort ainsi à 84 millions d'euros, en hausse de 35%.

Le résultat avant impôt augmente de 27% à 72 millions d'euros

Le résultat net courant part du groupe s'établit à 47 millions d'euros (+29%).

Le PNB de l'**Assurance vie** augmente de 28%, grâce à une hausse de la marge financière. L'encours global progresse de 3,2% depuis le 31 décembre 2008 à 31,9 milliards d'euros.

L'activité **Cautions et garanties financières** connaît une hausse de la sinistralité entraînant une baisse de son PNB.

Compte tenu de l'environnement économique, la production nouvelle de **crédit bail**, tant immobilier que mobilier, est en baisse (-6,8% vs 1T09). Toutefois, le PNB du crédit-bail progresse de 37% grâce à des éléments exceptionnels (plus values de cessions).

Le **Crédit à la consommation** poursuit sa croissance dans les crédits permanents et les prêts personnels avec des encours en hausse de 7,7% par rapport au 31 mars 2009 dans un marché en repli. Le PNB progresse de 11%.

Dans le domaine de l'**Ingénierie sociale**, l'activité Titres de services réalise un très bon trimestre. Les encours de l'Epargne salariale croissent de 9,2% à 15,3 milliards d'euros. Le PNB progresse de 28%.

Dans l'activité **Paiements**, le nombre de transactions est en hausse de 3% par rapport au premier trimestre. Le PNB de la Monétique ainsi que celui des Chèques et systèmes d'échanges sont en retrait. Au total, le PNB baisse de 3%.

Le métier **Titres** a finalisé la cession de 35% de CACEIS qui est déconsolidé à compter du 31 mars 2009. Le PNB progresse de 35% compte tenu du versement du dividende de CACEIS au deuxième trimestre. Hors dividendes, le PNB est en hausse de 8%.

Dans les **Services à l'international**, Natixis Algérie poursuit son développement avec 12 agences opérationnelles et 7 en attente d'agrément.

Poste clients

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	70	111	229	-37%	181
<i>Assurance-crédit</i>	<i>-48</i>	<i>-1</i>	<i>111</i>		<i>-49</i>
<i>Affacturation</i>	<i>52</i>	<i>51</i>	<i>59</i>	<i>+2%</i>	<i>103</i>
<i>Information</i>	<i>34</i>	<i>33</i>	<i>33</i>	<i>+3%</i>	<i>68</i>
<i>Gestion de créances</i>	<i>13</i>	<i>10</i>	<i>8</i>	<i>+31%</i>	<i>23</i>
<i>Procédures publiques</i>	<i>19</i>	<i>17</i>	<i>19</i>	<i>+9%</i>	<i>36</i>
Charges	-185	-180	-171	+3%	-365
RBE	-115	-69	58		-184
Coût du risque	-7	-9	-4		-16
Résultat avant impôt	-120	-57	56		-177
RNPG courant	-79	-38	39		-117

Le pôle **Poste clients** enregistre une baisse de 37% de son PNB, due à l'**Assurance crédit**. Les revenus des autres métiers sont quasi stables à l'exception de la Gestion de créances, en hausse de 31%.

Le métier Assurance crédit connaît une saisonnalité marquée du fait de la forte émission de primes en début d'année. Son chiffre d'affaires est en baisse de 13%. En outre, l'assurance crédit est pénalisée par une forte poussée de la sinistralité. Le ratio sinistres à primes atteint 123%.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées avec une augmentation de 3%.

Le résultat avant impôt du pôle s'établit ainsi à -120 millions d'euros et le résultat net courant part du groupe à -79 millions d'euros.

Capital investissement et gestion privée

en MEUR	2T09	1T09	2T08	1S09
PNB	25	-30	94	-5
<i>Capital investissement</i>	2	-52	63	-50
<i>Gestion privée</i>	22	22	31	45
Charges	-41	-40	-43	-81
RBE	-16	-70	51	-86
Coût du risque	0	0	-1	0
Résultat avant impôt	-15	-70	51	-85
RNPG courant	-26	-54	28	-80

Le PNB du pôle **Capital investissement et gestion privée** s'établit à 25 millions d'euros au deuxième trimestre 2009.

Le PNB du **Capital investissement** est légèrement positif à 2 millions d'euros. Les dividendes reçus se montent à 19 millions d'euros et la variation du stock de plus values latentes est positive à +18 millions d'euros (vs -33 millions d'euros au 1T09). Les dotations nettes aux provisions s'élèvent à -35 millions d'euros sur des risques déjà identifiés.

Les encours sous gestion atteignent 4,3 milliards d'euros, en hausse de 260 millions d'euros sur le deuxième trimestre.

La fusion de la Banque Privée Saint Dominique et de La Compagnie 1818 est effective, donnant naissance à **Banque Privée 1818**.

Le PNB de la **Gestion privée** est stable à 22 millions d'euros, avec une augmentation des commissions sur transactions.

Les encours gérés s'élèvent à 13,8 milliards d'euros (+5,2% par rapport au 31 mars 2009).

Contribution de la banque de détail

Les réseaux cumulés (en MEUR)	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
Quote-part de résultat mise en équivalence	128	86	156	+49%	214
Profit de relation	33	25	32	+34%	58
Ecarts de réévaluation	-8	-2	-5		-10
Contribution à la ligne mise en équivalence	153	109	183	+41%	262
Impôt CCI	-21	-15	-21		-37
Contribution au résultat net de Natixis	132	93	163	+42%	225

Au deuxième trimestre 2009, la contribution des deux réseaux au résultat net de Natixis (avant retraitements analytiques) est de 132 millions d'euros, en hausse de 42% par rapport au premier trimestre 2009.

Les Banques Populaires Régionales (comptes agrégés)

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	1 605	1 421	1 601	+13%	3 026
<i>PNB hors PEL/CEL</i>	<i>1 623</i>	<i>1 439</i>	<i>1 638</i>	<i>+13%</i>	<i>3 062</i>
Charges	-987	-966	-938	+2%	-1 953
RBE	617	456	663	+35%	1 073
Coût du risque	-175	-167	-99	+5%	-342
Résultat avant impôt	448	296	568	+51%	743
Résultat net	342	192	453	+79%	533
Coefficient d'exploitation	62%	68%	59%	-6 pts	65%

Le produit net bancaire progresse de 13% à 1 605 millions d'euros (+ 13% également hors PEL/CEL), grâce à une dynamique commerciale confirmée.

Les charges augmentent de 2% à 987 millions d'euros.

Le coût du risque est en hausse de 5% à 175 millions d'euros dans un environnement dégradé ; il représente 50 points de base des encours pondérés moyens de crédit Bâle I.

Le résultat net ressort à 342 millions d'euros, en forte progression de 79% par rapport au premier trimestre 2009.

Les encours de crédit des Banques Populaires à fin juin 2009 atteignent 138 milliards d'euros (+7% vs 30/06/2008).

Les encours globaux d'épargne à fin juin 2009 s'élèvent à 173 milliards d'euros (+9% vs 30/06/2008), dont 100 milliards d'euros d'épargne bilantielle.

Les Caisses d'Epargne (comptes agrégés)

en MEUR	2T09	1T09	2T08	Variation 2T09/1T09	1S09
PNB	1 601	1 481	1 541	+8%	3 082
<i>PNB hors PEL/CEL</i>	<i>1 559</i>	<i>1 507</i>	<i>1 541</i>	<i>+3%</i>	<i>3 066</i>
Charges	-1 082	-1 129	-1 082	-4%	-2 211
RBE	519	352	459	+47%	871
Coût du risque	-75	-84	-64	-11%	-159
Résultat avant impôt	441	267	394	+65%	708
Résultat net	298	239	328	+25%	537
Coefficient d'exploitation	68%	76%	70%	-8 pts	72%

Le produit net bancaire progresse de 8% (+3% hors effet PEL/CEL) à 1 601 millions d'euros, grâce à l'augmentation de la marge d'intérêts.

Le coefficient d'exploitation s'améliore de 8 points à 68%.

Le coût du risque s'établit à 75 millions d'euros, en diminution de 11%. Il reste faible en valeur relative à 20 points de base des encours pondérés moyens de crédit Bâle I.

Le résultat net ressort à 298 millions d'euros, en progression de 25% par rapport au premier trimestre 2009.

Les encours de crédit à fin juin 2009 s'élèvent à 130 milliards d'euros (+5% vs 30/06/2008).

Dans un contexte de banalisation du livret A et de baisse de sa rémunération, les encours globaux d'épargne à fin juin 2009 atteignent 325 milliards d'euros (+3,5% vs 30/06/2008), dont 198 milliards d'euros d'épargne bilantielle qui vient renforcer la liquidité des Caisses d'Epargne.

4 - GAPC

Un état des lieux exhaustif des actifs de la GAPC a été réalisé avec l'assistance de conseils extérieurs, dont Blackrock, qui conforte les valorisations réalisées et enregistrées par Natixis.

Le tableau ci-après présente le périmètre de la GAPC au 30 juin 2009. Le total représente un montant d'actifs pondérés de 29,7 milliards d'euros, contre 33,7 milliards d'euros au 31 mars 2009, soit une baisse de 12%. En revanche, la poursuite de la dégradation des notes des tranches de titrisation sous BB- se traduit par un accroissement des déductions du Tier One de 130 millions d'euros.

Au deuxième trimestre, les opérations de cession de portefeuilles et d'amortissement accéléré se sont poursuivies, notamment sur les opérations de structurés de fonds et sur les actifs crédit (convertibles et crédits vanille).

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	Notionnel €Md (net des provisions)	VaR en €m	Actifs pondérés €Md	AAA-AA	Investment Grade
ABS CDO ⁽¹⁾	0,7		16,4	-	4%
Autres CDO	3,6			69%	88%
RMBS et Covered Bonds	9,0			84%	89%
CMBS	0,7			80%	96%
Autres ABS	0,8			79%	95%
Actifs Couverts	14,8			65%	76%
Portefeuille de crédit Corporate	5,6			81%	98%
Dérivés complexes (crédit) ⁽²⁾		8,4	6,8		
Dérivés complexes (taux)		7,1	1,4		
Dérivés complexes (actions)		3,9	1,3		
Structurés de fonds	2,0		2,0		
TOTAL			29,7		

GAPC (en MEUR)	2T09	1T09	2T08	1S09
PNB	-708	-1 187	-1 548	-1 895
Charges	-39	-42	-47	-80
RBE	-746	-1 229	-1 595	-1 976
Coût du risque	-266	-740	-160	-1 006
Résultat avant impôt	-1 012	-1 969	-1 755	-2 981
RNPG courant	-660	-1 876	-1 420	-2 536

Le PNB des activités cantonnées ressort à -708 millions d'euros au deuxième trimestre 2009, compte tenu principalement de réfections monoline pour -117 millions d'euros, d'ajustements de valeur sur CDO d'ABS non couverts à composante subprime pour -239 millions d'euros, d'un spread émetteur négatif de -101 millions d'euros et d'ajustements sur d'autres portefeuilles de crédit pour -124 millions d'euros.

Le coût du risque atteint 266 millions d'euros, du fait notamment des provisions constatées sur les portefeuilles européens et américains reclassés en prêts et créances dans le cadre de l'amendement d'octobre 2008 de la norme IAS39, pour un montant d'environ -153 millions d'euros.

Il n'y a pas d'impact CDPC au deuxième trimestre au niveau du résultat.

Le résultat net courant part du groupe s'établit à -660 millions d'euros.

5 - STRUCTURE FINANCIERE

Les **capitaux propres part du groupe** s'élèvent à 14,4 milliards d'euros au 30 juin 2009.

Selon les normes Bâle II, les fonds propres prudentiels de base (Tier One) s'établissent à 13,4 milliards d'euros au 30 juin 2009 et les fonds propres prudentiels totaux à 16 milliards d'euros.

Les **risques pondérés** baissent de 7% sur le trimestre à 149,8 milliards d'euros (-6% pour la banque pérenne et -12% pour la GAPC). Ils se décomposent en 118,4 milliards d'euros pour les risques de crédit (méthode fondation), 23,6 milliards d'euros pour les risques de marché et 7,8 milliards d'euros pour les risques opérationnels (méthode standard).

La cession de 35% de CACEIS entraîne une diminution de 3,2 milliards d'euros des risques pondérés. Hors cet effet périmètre, les risques de crédit diminuent de 5,2 milliards d'euros. Les risques de marché baissent de 3 milliards d'euros.

Par pôle, les risques pondérés se répartissent comme suit : 94,3 milliards d'euros pour la BFI, 29,7 milliards d'euros pour la GAPC, 3,9 milliards d'euros pour la Gestion d'actifs, 6,5 milliards d'euros pour CIGP, 7,4 milliards d'euros pour les Services, 6,4 milliards d'euros pour le Poste clients et 1,6 milliard d'euros pour le Corporate centre.

Le **ratio Tier One** ressort ainsi à 9% au 30 juin 2009, le **ratio Core Tier One** à 7,5%⁹ et le **ratio global** à 10,7%.

Après l'offre d'échange de juillet 2009 sur les titres Tier One de Natixis, le **ratio Core Tier One** est augmenté de 0,3%.

Par ailleurs la garantie BPCE sur une partie du portefeuille de la GAPC a un impact positif estimé de 1,5%.

Enfin, sous réserve de l'accord des autorités de tutelle, il est prévu que Natixis rembourse l'avance d'actionnaires de 1,5 milliards d'euros mise en place en juin 2009, ce qui aurait un effet négatif estimé de 1,1%.

Au total, le **ratio Core Tier One pro forma** de ces opérations s'établit à 8,2%.

Le **ratio Tier One pro forma** ressort à 9,3%.

L'actif net comptable par action s'élève à 4,45 euros pour un nombre d'actions égal à 2 908 137 693 (dont 12 208 232 actions autodétenues).

⁹ Après changement de méthode de calcul du ratio Core Tier One : déduction de 50% de la valeur des CCI des seuls fonds propres hybrides.

ANNEXES

Séries trimestrielles

Compte de résultat consolidé

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	81	1 054	133	2	568
Charges	_1 164	-1 033	-1 025	-1 095	-1 086
Résultat Brut d'Exploitation	-1 083	21	-892	-1 093	-518
Coût du risque	-280	-454	-988	-928	-1 286
CCI et autres mises en équivalence	193	116	68	113	157
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-1	-14	36	-4
Variation de valeur écarts d'acquisition	1	-1	-72	-	-
Résultat avant impôts	_1 166	-320	-1 898	-1 872	-1 651
Impôt	217	98	333	78	831
Inté rêts minoritaires	-36	-22	6	-2	-21
Résultat net courant part du groupe	-985	-244	-1 560	-1 795	-841
Résultat des activités abandonnées	21	23	14	25	-11
Produits exceptionnels nets	70	-	-	-	-
Coûts de restructurations	-123	-13	-72	-68	-31
Résultat net part du groupe	-1 017	-234	-1 617	-1 839	-883

Compte de résultat consolidé – activités pérennes

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	1 630	1 334	1 467	1 189	1 276
Charges	-1 118	-992	-985	-1 053	-1 047
Résultat Brut d'Exploitation	512	342	483	136	229
Coût du risque	-120	-392	-376	-188	-1 020
CCI et autres mises en équivalence	193	116	68	113	157
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-1	-14	36	-4
Variation de valeur écarts d'acquisition	1	-1	-72	-	-
Résultat avant impôts	589	64	89	97	-639
Impôt	-116	33	-44	-15	478
Inté rêts minoritaires	-38	-20	6	-2	-21
Résultat net courant part du groupe	435	77	50	80	-181
Produits exceptionnels nets	70	-	-	-	-
Coûts de restructurations	-123	-13	-72	-68	-31
Résultat net part du groupe	382	64	-22	12	-212

BFI

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire hors CPM	731	509	519	845	997
Produit Net Bancaire	731	562	879	689	701
Charges	-467	-332	-373	-395	-400
Résultat Brut d'Exploitation	263	230	506	294	301
Coût du risque	-43	-265	-270	-171	-1 000
Résultat avant impôts	220	-35	219	140	-702
Résultat net courant part du groupe	148	-16	150	98	-238

Gestion d'actifs

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	371	340	330	299	313
Charges	-262	-233	-234	-226	-228
Résultat Brut d'Exploitation	109	107	96	73	86
Coût du risque	4	-38	-20	-	-4
Résultat avant impôts	116	71	65	74	82
Résultat net courant part du groupe	66	43	48	46	55

Capital investissement et gestion privée

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	94	59	-52	-30	25
Charges	-43	-41	-43	-40	-41
Résultat Brut d'Exploitation	51	17	-95	-70	-16
Coût du risque	-1	-11	-1	-	-
Résultat avant impôts	51	6	-95	-70	-15
Résultat net courant part du groupe	28	-3	-68	-54	-26

Services

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	300	238	254	226	249
Charges	-173	-158	-168	-164	-165
Résultat Brut d'Exploitation	127	80	86	62	84
Coût du risque	-5	-6	-7	-7	-12
Résultat avant impôts	124	76	79	57	72
Résultat net courant part du groupe	83	48	55	37	47

Poste clients

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	229	211	116	111	70
Charges	-171	-171	-182	-180	-185
Résultat Brut d'Exploitation	58	41	-66	-69	-115
Coût du risque	-4	-16	-4	-9	-7
Résultat avant impôts	56	28	-53	-57	-120
Résultat net courant part du groupe	39	13	-30	-38	-79

Banque de détail (contribution économique)

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
QP de résultats (20%)	156	86	60	86	128
Profit de relution	32	27	18	25	33
Ecart de réévaluation	-5	-4	-20	-2	-8
Mise en Equivalence	183	108	58	109	153
<i>dont Banques Populaires</i>	100	49	20	41	74
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	83	59	38	68	80
Impôt sur les CCI	-21	-16	-15	-15	-21
Retraitement	-27	-24	-23	-24	-24
Contribution au RN de Natixis	135	69	20	69	108

Hors pôles

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	-95	-75	-59	-106	-82
Charges	-1	-57	+15	-48	-28
Résultat Brut d'Exploitation	-97	-132	-44	-154	-110
Coût du risque	-70	-56	-74	-1	3
Résultat avant impôts	-120	-155	-150	-118	-72
Résultat net courant part du groupe	-64	-77	-125	-77	-48

Précisions méthodologiques

Dans les comptes de Natixis, CACEIS est déconsolidé en date de valeur du 31/03/2009, les titres conservés sont reclassés en actifs disponibles à la vente et le résultat comptable du premier trimestre est maintenu dans le résultat consolidé en intégration proportionnelle à 50%.

Dans la présentation des comptes en gestion, les retraitements suivants ont été opérés afin de présenter le résultat du métier Titres en vision « pro forma Titres retail » :

- Le résultat du département Eurotitres a été retraité sur 2008 et 2009 des résultats de l'activité de conservation institutionnelle (qui avait été apportée à CACEIS en juin 2008) pour ne prendre en compte désormais que les résultats de la conservation retail.
- La contribution de CACEIS au PNB du métier Titres est limitée aux dividendes correspondant à la participation de 15% de Natixis dans le capital de CACEIS.

- A l'exception des dividendes ci-dessus, l'intégralité des résultats 2008 et 2009 de l'activité de conservation institutionnelle a été positionnée en « résultat des activités abandonnées ». Cette ligne enregistre également le résultat de la cession.
- Les charges du hors pôles affectées à CACEIS ont fait l'objet d'une reventilation sur les autres métiers au 30 juin 2009. Pour assurer la comparabilité, ces retraitements ont été effectués sur 2008 et 2009.

Règles d'allocation des fonds propres :

- Banque de détail : 75 % des montants déduits des fonds propres Tier One au titre de la détention des CCI.
- Assurance (Services) : 75 % de l'exigence de marge de solvabilité.
- Assurance-crédit (Poste clients) : 100 % des primes acquises nettes.
- Services, Procédures publiques (Poste clients) : 25 % des charges annuelles.
- Autres métiers : 6 % des encours pondérés Bâle II moyens et 75 % des montants déduits des fonds propres Tier one au titre des parts de titrisation dont la note est strictement inférieure à BB-.

Définitions :

- ROE Groupe : Résultat Net Part du Groupe annualisé / Capitaux Propres moyens.
- ROE métiers : Résultat Net Courant annualisé / Fonds Propres normatifs moyens.
- Core Tier One : Le numérateur du ratio Core Tier One exclut les fonds propres hybrides inclus dans les fonds propres Tier One. La quote -part de 50% de la valeur des CCI, à déduire selon les règles prudentielles des fonds propres Tier One, est déduite des seuls fonds propres hybrides (rappel : les 50% restants sont déduits des fonds propres Tier Two).
- Exposition nette : exposition après prise en compte des dépréciations et/ou pertes de valeur.

Avertissement

Cette présentation peut comporter des objectifs et des commentaires relatifs aux objectifs et à la stratégie de Natixis. Par nature, ces objectifs reposent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et non certains et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures.

Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces objectifs qui sont notamment soumis à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à Natixis, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de Natixis et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de Natixis, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements est incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont impliqués dans les objectifs. Natixis ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces objectifs.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que Natixis, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni Natixis ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

Depuis le 14 mai...

Etat des lieux exhaustif des portefeuilles de crédits structurés avec l'assistance de conseils extérieurs dont BlackRock

Des comptes trimestriels reflétant les résultats de cette analyse :

- **GAPC :**
 - Une valorisation correcte sur la base de stress de marchés comparables à ceux utilisés par la FED
 - Une variation de valeur négative complémentaire d'environ €865m au 30 juin 09
 - Pas de risque de solvabilité pour le Groupe en cas d'hyper stress
- **BFI :**
 - Renforcement de la couverture globale des risques sur certains portefeuilles à hauteur de €748m au 2T09

Réalisation d'une revue stratégique :

- Plan 2012 à fonds propres constants élaboré par les équipes opérationnelles
- Évaluation des métiers à l'aune de deux prismes : potentiel de valeur, fit stratégique avec le Groupe dans son ensemble

En s'appuyant sur les forces et expertises de la banque et du Groupe BPCE, identification de 3 métiers intégrés :

- La BFI, Banque d'Affaires du Groupe BPCE
- L'Epargne s'appuyant sur la gestion d'actifs, métier à vocation mondiale, et intégrant l'Assurance et la Banque Privée
- Les SFS offrant une expertise au service des réseaux BPCE

- Un renforcement nécessaire de la couverture globale des risques de certains secteurs d'activité
- Un niveau de capital restreint porté par une avance d'actionnaire
- Une faible capacité à tolérer la volatilité potentielle des actifs dans la GAPC
- Un besoin de restaurer la confiance



Mise en place d'une garantie sur environ €35Md d'actifs GAPC permettant :

- Une économie de fonds propres supérieure à €2Md
- La conservation d'une partie du potentiel d'appréciation des portefeuilles
- La remobilisation des équipes pour mettre en œuvre les nouvelles orientations stratégiques

LANCEMENT DU PLAN STRATEGIQUE 2012

Lancement du plan stratégique



GAPC : Des portefeuilles correctement valorisés (1/2)

Méthodologie d'évaluation

- Valorisation des pertes potentielles à terminaison des actifs sous-jacents, indépendamment de toute couverture en fonction d'hypothèses micro et macro économiques comparables à celles utilisées par les autorités américaines dans leur "stress test" des banques américaines.
 - RMBS US : approche "bottom-up" fondée sur des éléments d'analyse très fins. Le modèle prend en compte une grande variété de paramètres (paiement anticipé, défaut/ non-remboursement, taux de recouvrement) ; l'évaluation du prix du bien, les caractéristiques de l'emprunteur et les garanties attachées au prêts sont les éléments qui affectent le plus la qualité du crédit.
 - Exposition commerciale : approche "bottom-up" pour tous les produits CMBS et CRE CDOs (incluant une grande variété de sous-jacents tels que : CMBS conduit, CMBS large loan...) fondée sur l'analyse des collatéraux ultimes.
 - Exposition corporative : Les notations implicites prennent en compte à la fois les critères de notation classiques des agences mais aussi le risque de crédit implicitement valorisé par le marché (tel qu'il résulte, du risque de défaut implicite contenu dans les spreads des CDS), et le marché du crédit dans son ensemble.
 - CDO : méthode de valorisation "bottom-up" qui évalue chaque titre sous-jacent à partir d'une analyse exclusive et des données Intex.
- Valorisation du taux de recouvrement de ces pertes à terminaison pour les actifs couverts par monoline à partir d'une analyse de crédit spécifique à chacun des monolines
- Analyse de sensibilités des résultats à partir d'hypothèses hyper stressées et, pour ce qui est des monolines, de traitement junior des contrats CDS par rapport aux garanties financières

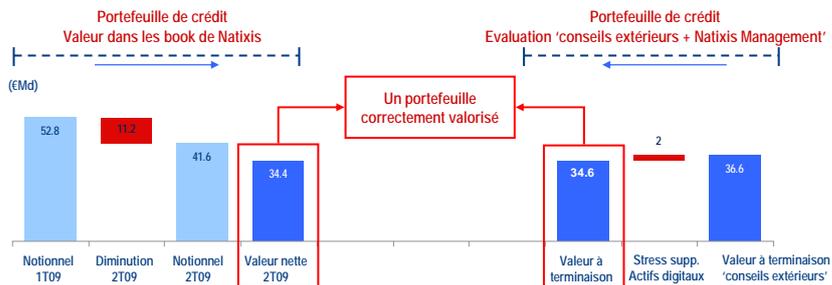


7

GAPC : Des portefeuilles correctement valorisés (2/2)

Résultats

- Portefeuille de crédit : Notionnel de €41,6Md au 2T09



- Dérivés complexes de crédit : Position nette acheteuse de protection de €3,7Md.
 - Crédits sous-jacents de très bonne qualité
 - Points d'attachement des tranches sous-jacentes couvertes par CDPC tels que les probabilités d'appel sont très faibles

Réalisation d'un hyper stress dont les conclusions ne sont pas de nature à remettre en cause la solvabilité de BPCE



8

BFI : Un coût du risque complémentaire de €748m

Revue de certains portefeuilles de crédits structurés de la BFI :

Portefeuilles de LBO Europe et US	- Revue du portefeuille de LBO - Focalisation sur les secteurs touchés par la crise économique
Financements Immobilier Europe et US	- US : Financements principalement First Lien - Europe : France (> à 50%), Italie, UK, Espagne - Europe : 2/3 financements spécialisés, 1/3 financements Corporate
Autres opérations structurées	- Expositions déconsolidées dans les conduits - Crédits structurés (revue spécifique des collatéraux – valeur / liquidité) - Autres...

Renforcement de la couverture globale des risques sur ces portefeuilles à hauteur de €748m au 2T09



Une articulation de la banque autour de 3 métiers auxquels s'ajoute le métier de banque de détail au travers des CCI

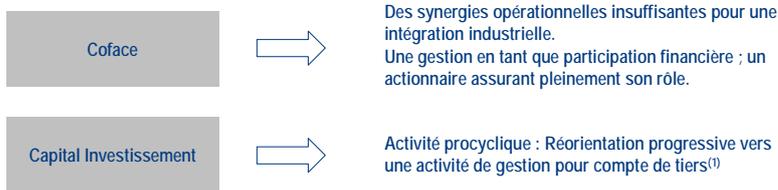
Un périmètre resserré en cohérence avec le Groupe, permettant :

- une gouvernance simple et une stratégie claire
- une captation effective du potentiel de développement avec les réseaux
- une intégration des équipes et une priorité client forte (cross-selling systématique, mutualisation des expertises)
- une optimisation du mode de fonctionnement des fonctions supports (informatique, gestion des risques)



Des activités présentant des synergies insuffisantes avec le Groupe

Gestion avec objectif de création de valeur



Abandon progressif d'activités avec des positions concurrentielles trop faibles



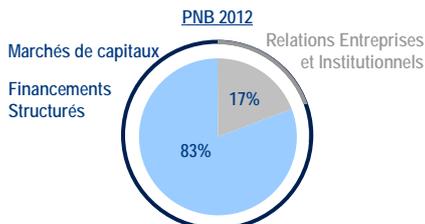
⁽¹⁾ A l'exception des outils dédiés à la clientèle des réseaux

BFI : Une banque commerciale au service des métiers de Financements Structurés et de Marchés de Capitaux (1/2)



- Capture systématique de cross-selling
 - Mise en place d'une organisation dédiée
 - Décision d'octroi de crédits vanilles dépendante des revenus futurs pouvant être générés par le client
 - Mise en place de systèmes d'évaluation interne adaptés
- Optimisation de l'allocation et de la consommation des fonds propres
 - Recentrage sur les métiers à forte valeur ajoutée
 - Focalisation sur les opérations avec la clientèle

	Objectifs 2012
PNB	€3,2Md
Coefficient d'expl.	54%
RoE	> 12%



BFI : Des activités créatrices de valeur présentant une adéquation stratégique avec le Groupe (2/2)

Financements structurés : poursuite du développement en privilégiant les franchises clients et les expertises de la banque

- Au plan mondial :
 - Aéronautique : consolider le statut de 'market maker' et d'arrangeur au sein du top 5 mondial
 - Financements de projets : développer les positions acquises en zone EMEA avec l'objectif d'être leader en France et dans le top 10 en EMEA. Renforcer la présence aux Etats-Unis et en Asie où Natixis est déjà un arrangeur actif
 - Matières premières : poursuite des efforts en terme de coverage, focalisation sur l'énergie
 - Crédits structurés export : poursuite de la montée en puissance prioritairement en Europe et en Asie
- Au plan local :
 - Immobilier : préserver la position de place sur le marché français, développer très sélectivement les positions commerciales sur certains marchés européens déjà investis
 - Financement d'acquisitions / LBO : Maintenir le savoir faire auprès du fond de commerce fidélisé en France, accompagner le retour d'acheteurs industriels.
 - Titrisation : développer la titrisation de créances commerciales en Europe et le conseil en Europe et aux US

Marchés de Capitaux : Poursuite du développement des activités Actions, Fixed income (taux, change et matières premières) et Corporate Solutions

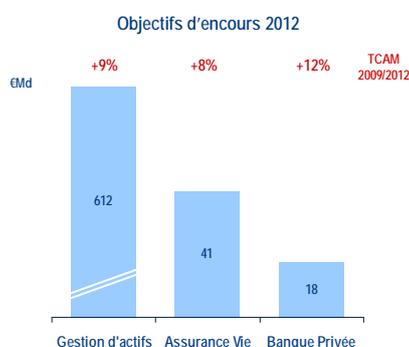
- Fixed income : Renforcement de la présence sur le change et les commodities
 - Cross-selling avec les activités de financements
 - Développement de la clientèle institutionnelle (renforcement de la plate-forme de vente)
- Actions : Refonte complète de la stratégie
 - Projet de rapprochement des activités cash et dérivés
 - Maximisation de l'efficacité des forces de vente
 - Développement de l'ECM
- Corporate Solutions :
 - Meilleure intégration avec les autres activités du Groupe
 - Poursuite du développement international et diversification des risques en s'appuyant sur la mise en place de partenariats stratégiques

Epargne : Une ambition mondiale

Un rapprochement naturel permettant le partage des expertises de gestion et une utilisation optimale des plateformes de distribution

- Gestion d'actifs : Développement de la plateforme de distribution au plan mondial
 - Etendre le réseau de distribution
 - Compléter la palette d'expertises
- Banque privée : Devenir un des grands acteurs français de la Gestion Privée
 - Refonte de l'offre de services pour les réseaux
 - Recherche de synergies avec la Gestion d'Actifs
 - Amélioration de la productivité grâce à la fusion BPSD et Compagnie 1818
- Assurance : Poursuite de la croissance organique
 - Mise en place dès 2010 d'une offre pour la clientèle des banques régionales ex HSBC
 - Capitaliser sur les nouveaux investissements informatiques réalisés
 - Conquête de nouveaux marchés

	Objectifs 2012
PNB	€2,2Md
Coefficient d'expl.	65%
RoE	> 25%



SFS : Des métiers au cœur du développement de la banque de détail

7 métiers principalement dédiés aux réseaux de banque de détail présentant une logique industrielle et des enjeux de distribution similaires

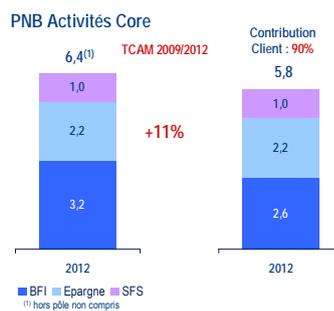
	Objectifs 2012
PNB	€1,0Md
Coefficient d'expl.	65%
RoE	> 20%

- Des orientations stratégiques communes aux différents métiers :
 - S'affirmer comme le fournisseur de produits et de services pour les réseaux de banque de détail et leurs clients
 - Mutualiser et industrialiser les systèmes et les traitements avec des plateformes multi-établissements et ouvertes
 - Se positionner parmi les leaders français
- Des métiers porteurs avec un potentiel significatif de synergies dans le cadre du nouveau Groupe BPCE
 - Crédit à la consommation, Crédit Bail, affacturage : Poursuite de la croissance des encours en accompagnant les réseaux BP et CE
 - Cautions et garanties : approfondissement avec les réseaux de banque de détail et avec les professionnels de l'immobilier
 - Ingénierie sociale : Consolidation de la position de leader français dans un contexte de développement des dispositifs de retraite au sein des entreprises
 - Paiements et Titres : Projet de création d'un opérateur unique de paiements. Mise en œuvre de plateformes, leaders en France, prêtes à jouer leurs rôles dans la consolidation européenne.

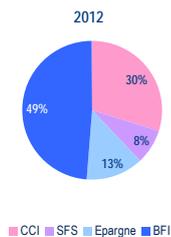
Une stratégie ambitieuse avec des objectifs réalistes au regard des ressources dont dispose Natixis

Stratégie - synthèse

Elaboration du plan 2012 sur la base d'encours pondérés constants (€120Md)



Allocation des Fonds Propres Activités Core

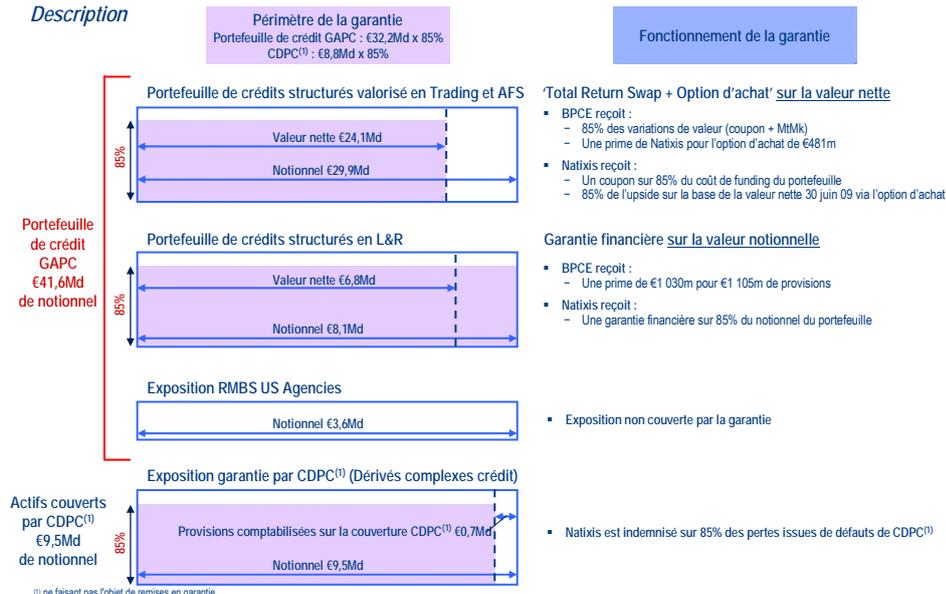


	Objectifs 2012
PNB	€6,1Md
Coefficient d'expl.	62%
RoE	> 12%



Mise en place d'une garantie de BPCE permettant à Natixis de renforcer sa solvabilité et de mettre en œuvre ses nouvelles orientations stratégiques (1/2)

Description



19

Mise en place d'une garantie de BPCE permettant à Natixis de renforcer sa solvabilité et de mettre en œuvre ses nouvelles orientations stratégiques (2/2)

Implications

Impacts financiers

- Impact de la garantie de +1,5% sur le core Tier 1 de Natixis (pro forma 30/06/09)
 - Déconsolidation d'environ €16Md d'encours pondérés
 - Augmentation des fonds propres Core Tier 1 d'environ €750m du fait de la diminution des déductions prudentielles
- L'impact initial du coût de la garantie sur le résultat est limité
 - La prime de €481m sera évaluée en MtMk en fonction de la valeur du portefeuille de trading
 - La prime de €1 030m sera amortie de façon quasi symétrique à la reprise des provisions de €1 105m
- Remboursement de l'avance d'actionnaire de €1,5Md

Gouvernance

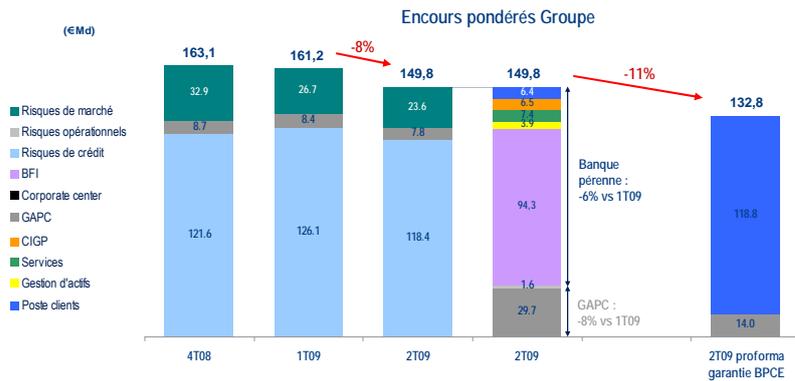
- Alignement des intérêts futurs de Natixis et de BPCE
 - Rétention par Natixis de 15% de l'exposition aux pertes
 - Mise en place de l'option d'achat
- Gestion du portefeuille sous-jacent à la garantie
 - Conservation de la gestion opérationnelle par Natixis
 - Séparation des équipes de gestion
- Mise en place d'un comité de gestion conjoint Natixis/BPCE



20

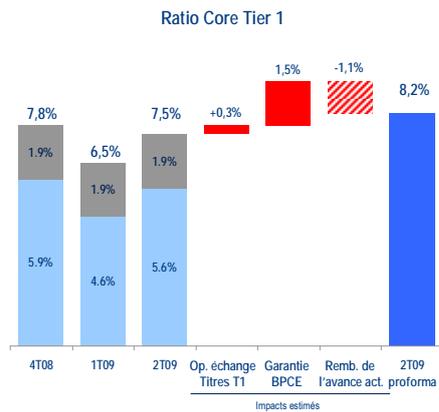
Un profil de risque adapté à l'environnement et à la nouvelle stratégie

Encours pondérés



- Effet périmètre et change (cession de 35% de CACEIS) : -€5,3Md vs. 1T09
- Risques de crédit : -€3,1Md vs. 1T09
- Risque de marché : -€3,0Md vs. 1T09
 - Baisse de la VaR moyenne sur le trimestre (-33%)
 - Diminution du cash at risk sur les activités de structurés de fonds
- Economie d'environ €16Md des RWA due à la garantie BPCE sur certains actifs

Une solvabilité aux standards européens



■ Impact changement de méthode de calcul du ratio Core T1 (déduction de 50% de la valeur des CCI à 100% des FP Hybrides)

- Une solvabilité core en forte hausse
 - +0,3% : Opération d'échange de titres hybrides permettant de cristalliser une plus value de €0,4Md
 - +1,0% : Effet positif de la garantie BPCE permettant d'économiser environ €16Md de RWA
 - +0,5% : Effet positif de la garantie sur les tranches de titrisation notées moins que BB-, économie d'environ €750m de déduction
 - -1,1% : Remboursement de l'avance actionnaire de €1,5Md
- Ratio T1 2T09 proforma : 9,3%

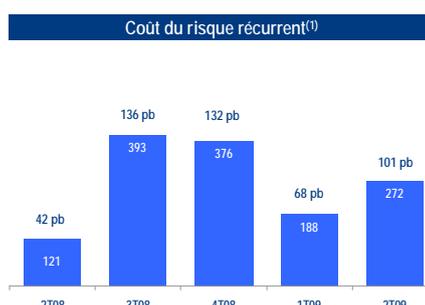
Une solidité financière au service d'une stratégie ambitieuse et d'une maîtrise des risques stricte

Des éléments non récurrents très significatifs au 2T09

(€m)	PNB	Coût du Risque	Total	Commentaires
CPM	-296		-296	Impact MMK du CPM : 
Renforcement de la couverture globale des risques sur certains portefeuilles		-748	-748	Concerne le portefeuille de LBO et les encours Immobilier US et Europe et d'autres actifs structurés
Spread émetteur	-101		-101	Stock de réévaluation d'environ €720m au 30 juin 09
Ajustement de valeur GAPC	-498	-266	-764	Principalement sur les couvertures monolines, les CDO d'ABS et les portefeuilles reclassés en L&R et AFS
Total	-895	-1 014	-1 909	
Activation d'impôts différés			+831	Stock de déficits non activé de €3,9Md dont 41% en France
Total	-895	-1 014	-1 078	

De très bonnes performances commerciales, une rentabilité en hausse

Résultats récurrents ⁽¹⁾		
(€m)	2T09 récurrent	1T09 récurrent
Produit net bancaire	1 572	1 345
Frais de gestion	-1 047	-1 053
Coût du risque	-272	-188
CCI et autres mise en équivalence	157	113
Résultats avant impôts	409	253
Résultat av ^t impôts des activités cantonnées	-147	-148
Résultat avant impôts	262	108
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>67%</i>	<i>78%</i>

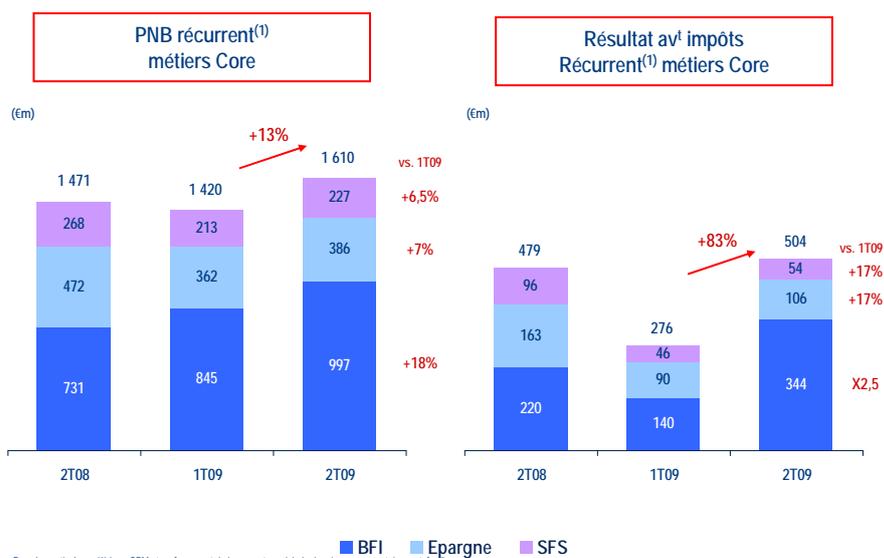


- Forte progression du PNB : +17% vs. 1T09
 - Hausse des revenus de la BFI de 18%, tirée principalement par les activités de marchés de capitaux
 - Gestion d'actifs : PNB +5%
- Amélioration de la rentabilité, coefficient d'exploitation en baisse de 11 points vs. 1T09
 - Légère diminution des charges vs. 1T09, - 1%
 - Baisse sensible des frais fixes vs 1T09 et 2T08

- Coût du risque activités de financement : €213m au 2T09 (124 pb des encours pondérés Bâle II)
 - Quelques dossiers significatifs pour €41m
 - Une montée des défauts sur les institutions financières et les financements structurés
- Coût du risque marchés de capitaux : €29m dont €22m sur un dossier spécifique

(1) hors CPM, renforcement de la couverture globale des risques sur certains portefeuilles et provisions GAPC

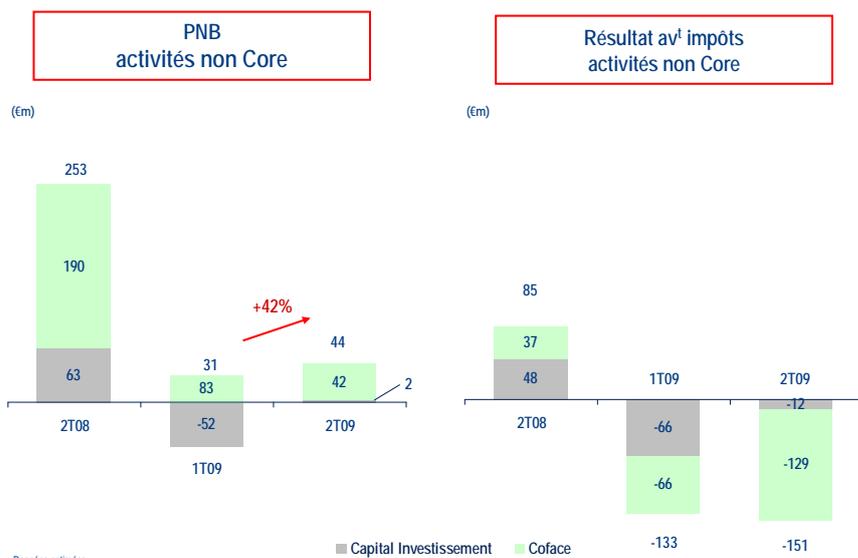
Des métiers Core en net redressement



NATIXIS

27

Des activités non Core toujours affectées par le ralentissement économique mondial



NATIXIS

28

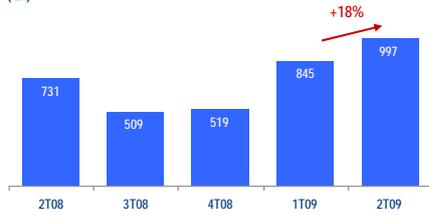
Au total un résultat net très négatif malgré de bonnes performances opérationnelles

(€m)	2T09	1T09	2T08	1S09
Produit net bancaire	1 276	1 189	1 630	2 465
Frais de gestion	1 047	1 053	1 118	2 100
Coût du risque	1020	188	120	1 208
CCI et autres mise en équivalence	157	113	193	271
Résultats avant impôts	-639	97	589	-541
<i>Impact net des activités cantonnées</i>	<i>-660</i>	<i>-1 876</i>	<i>-1 420</i>	<i>-2 536</i>
Résultat net part du groupe	-883	-1 839	-1 017	-2 722
Coefficient d'exploitation	82%	89%	69%	85%

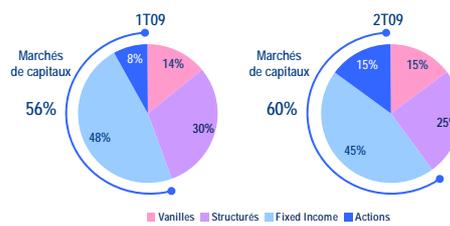


BFI : Une performance opérationnelle bien orientée, Marchés de capitaux en tête

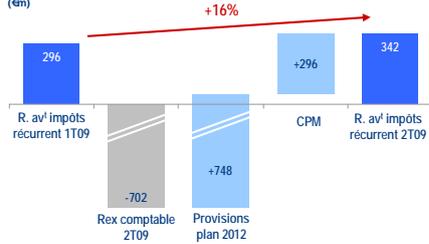
(€m) PNB hors CPM



Répartition du PNB



(€m) Résultat avant impôts récurrent



Charges

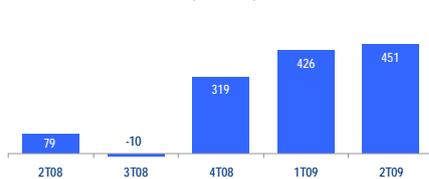
- Baisse des charges de 14% vs 2T08, stable vs. 1T09
- Baisse des frais fixes de 9% vs. 2T08 et de 8% vs. 1T09
- Baisse des ETP : -600 sur un an



31

BFI – Marchés de capitaux : Une dynamique de croissance retrouvée

(€m) Taux, Change, Matières Premières et Trésorerie (revenus)

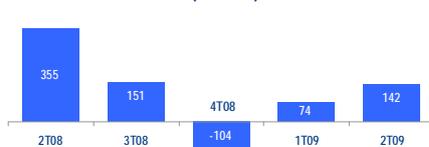


- Excellente performance de l'activité Taux, Change et Matières Premières : +6% vs. 1T09
 - Dérivés de taux / Activités de crédit
- PNB des activités de trading de Matières Premières en ligne avec le 1T09

Natixis au 1S09 :

- 3e bookrunner sur le marché mondial des Covered Bonds
- 1er du classement Dealogic des émissions obligataires AAA en France
- 6e du classement Euromoney sur les produits inflation et les options exotiques
- 10e du classement Euromoney sur les options vanilles Euro et les Swap Euro 2-10 ans

Métiers actions et Corporate Solutions (revenus)



- Début du redressement du métier Equity sur tous les segments :
 - Dérivés et arbitrage / Cash Equities / Corporate Solutions
- Regroupement des équipes Cash Equities et Dérivés & Arbitrage effectif en septembre 09
- Progression (x3,3 vs. 1T09) des activités de Corporate Solutions portée par des restructurations à forte marge

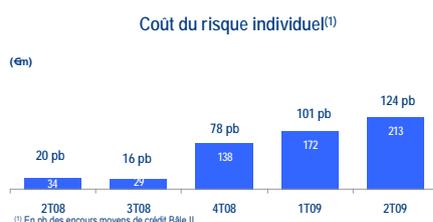
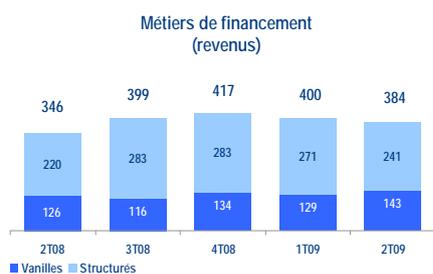
Natixis au 1S09 :

- ECM : 7e France (convertibles et actions)
- Natixis Securities : 1er broker vente small & mid cap actions France / 3e de la vente action France (classement Extel 1S09)



32

BFI – Financements : Hors éléments exceptionnels, stabilisation à bon niveau des revenus en dépit de la baisse de la production



⁽¹⁾ En pb des encours moyens de crédit Bâle II

NATIXIS

33

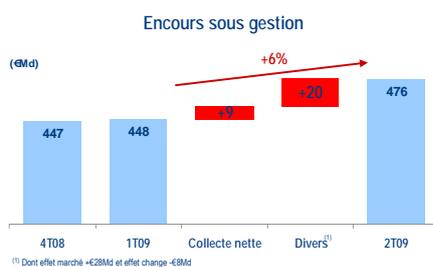
Financements Structurés

- PNB en baisse de 11% vs. 1T09, en hausse de 9,5% vs 2T08
 - PNB opérationnel (marges + commissions) stable vs 1T09
 - Impact des valorisations (MtMk) et couvertures : -22,7M€ sur le trimestre
- Production nouvelle réduite de 60% vs 1S08, avec une sélectivité sectorielle forte
 - Développement soutenu des financements de projets (PNB : +20% vs. 1T09) et d'exports structurés (PNB : +16% vs. 1T09)
 - Réduction d'activité dans les secteurs immobiliers et LBO en lien avec l'effondrement des marchés correspondants

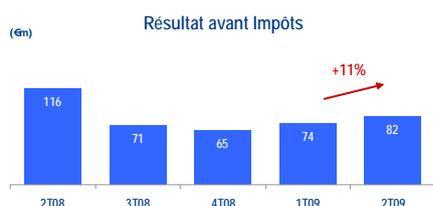
Financements Vanilles

- Croissance du PNB supérieur à 10% vs. 1T09
 - Hausse des niveaux de marge
 - Forte augmentation des commissions due à la restructuration des positions
- Poursuite du redimensionnement de l'international
 - Gestion en run-off du portefeuille londonien
 - Recentrage de New York
- Coût du risque récurrent affecté par :
 - Quelques dossiers significatifs pour €41m
 - Une montée des défauts sur les institutions financières et les financements structurés

Gestion d'Actifs : Une Performance commerciale et une rentabilité en hausse



⁽¹⁾ Dont effet marché +€28Md et effet change -€9Md



- Maintien d'une collecte nette positive au T2 : +€9Md sur le 2T09, +€14Md sur 1S09
 - Une dynamique commerciale positive aux US et en Europe, +€2Md et +€7Md respectivement sur le trimestre
- Après 3 semestres consécutifs de baisse, reprise de la croissance des encours : +€29 Md (+ 6,5 %) du fait de la collecte et d'un effet marché positif en Europe et aux USA
- Stabilisation du mix produits par rapport au 1T09 avec, notamment, une part des actions qui reste proche de 20%
- Une rentabilité qui se redresse :
 - 2T09 : Hausse des encours permettant une progression du PNB de 5 % vs. 1T09 ; quasi stabilité des charges ; RCI et RNPG en hausse de 11 % et 19 % resp. vs. 1T09 ; amélioration du coefficient d'exploitation de 3 pts à 73 %
 - 1S09 : par rapport à 1S08, baisse du PNB de 11 % alors que les encours moyens baissent de plus de 20% ; charges en baisse de 10% grâce notamment à la baisse des effectifs (-3%)

Distinctions :

- NAM N°1 pour la collecte d'OPCVM au S1 2009 (source Europerformance)
- Natixis Fund reconnue comme la gamme de FCP à plus forte croissance aux USA, 1er en terme de progression des actifs au 31 mars 09 (source FRC)

NATIXIS

34

Services : Bonne résistance des métiers de Services

PNB 2T09 : €249m +10% vs. 1T09

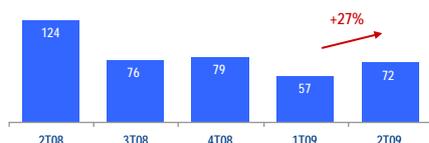


Indicateurs d'activité

(€Md)	% vs. 1T09	2T09	1T09
Assurance vie (encours)	+2,1%	31,9	31,2
Crédit conso (encours)	+7,7%	7,9	7,3
Crédit Bail (encours)	-	7,9	7,9
Cautions et garanties (encours)	+1,3%	55,6	55,0
Epargne salariale (encours)	+9,2%	15,3	14,0
Titres (millions de transactions)	+17%	4,0	3,4
Paielements (millions de transactions)	+2,7%	970	944

Résultat avant impôts

(€m)



- Résultat avant impôts en forte progression : +27% vs. 1T09
 - Hausse de la marge financière en Assurance vie
 - Dividende CACEIS versé au 2T09 (€10,5m)
 - Hausse de la sinistralité sur le métier cautions et garanties financières

NATIXIS

35

Poste Clients : Poursuite de la dégradation de la sinistralité

Chiffre d'affaires

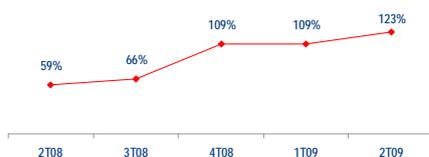
(€m)



- Baisse saisonnière traditionnelle du chiffre d'affaires entre le 1T09 et le 2T09, du fait de l'assurance crédit
- Chiffre d'affaires en hausse de +3,0% vs. 2T08, tirée par la gestion de créances, +44% et l'assurance crédit +4%

Evolution du Loss ratio de l'Assurance Crédit

(€m)



- Résultat av^t impôts du pôle poste clients : -€120m vs. -€57m au 1T09
 - Hausse de la charge de sinistres vs. 1T09 en Assurance crédit
 - Marge de l'affacturage en recul mais positive, marge des services stable.
 - Le premier trimestre bénéficiait d'un gain exceptionnel de €20m sur cession d'actifs (CERVED – participation de 15% dans une société de services en Italie).

NATIXIS

36

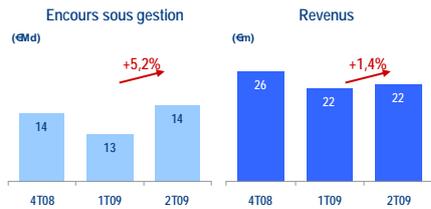
Capital Investissement et Gestion Privée : Une performance en amélioration

Capital Investissement (revenus)



- Des revenus légèrement positifs au 2T09 : €2m
 - Variation positive du stock des values latentes de €18m (-€33m au 1T09)
 - Fort impact négatif des dotations aux provisions, €35m au 2T09 sur des risques déjà identifiés (augmentation des taux de couverture), -€4m vs. 1T09
 - Dividendes reçus au 2T09 : €19m
- Augmentation des encours sous gestion sur 2T09, +€260m à €4,3Md
 - Création d'un nouveau fonds (IXEN) avec un engagement de €250m

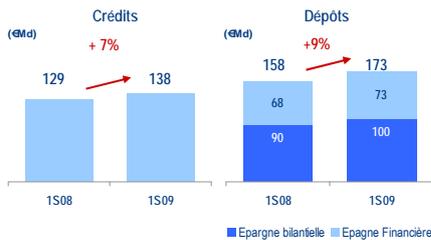
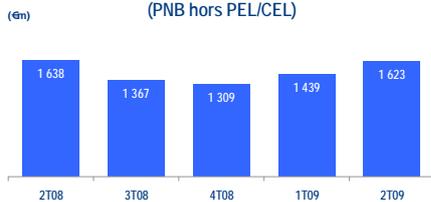
Gestion privée



- Fusion de Banque Privée Saint Dominique et Compagnie 1818 effective donnant naissance à La Banque Privée 1818
- Augmentation des commissions sur transactions

Banques Populaires – Activité commerciale et performance opérationnelle

Banques Populaires (PNB hors PEL/CEL)

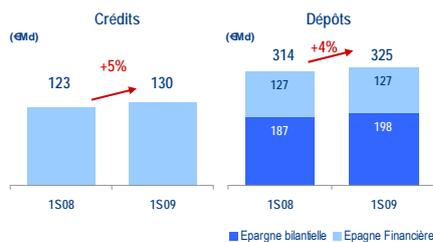
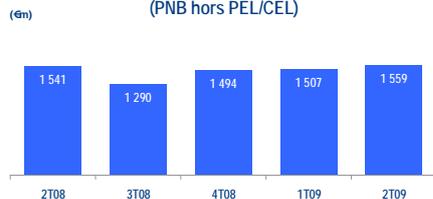


- Forte progression des encours d'épargne (+5 % à périmètre constant)
 - Croissance de l'épargne bilantelle sur les particuliers, avec un rythme soutenu de collecte
 - Collecte Livret A : encours de plus de 2,8 Md€
 - Forte progression des encours de compte à terme sur les autres marchés : + 4,7 %*
- Mobilisation pour le financement à l'économie (+ 4% à périmètre constant)
 - Encours immobiliers : + 5 %*
 - Confirmation de la conquête du marché des entreprises et des professionnels : encours + 4 %*
 - Rythme de production élevé sur les professionnels avec 630 M€ de production de crédit à l'investissement depuis le 1er janvier
- Progression du PNB, grâce à une dynamique commerciale confirmée
- Maîtrise de l'évolution des charges
- Coût du risque à 50 pb **
 - Montée du coût du risque dans un environnement dégradé

*A périmètre constant
** Par rapport aux actifs pondérés moyens estimés composante risque de crédit Bâle I

Caisses d'Épargne – activité commerciale et performance opérationnelle

Caisses d'Épargne
(PNB hors PEL/CEL)



- Orientation de la collecte vers une épargne sécurisée de moyen terme
 - Collecte Assurance vie et Perp : + 27%
 - Succès emprunt Ecoreuil (€1Md collectés) et collecte parts sociales (€1,4 Md) sur le semestre
 - Bonne résistance sur le Livret A : baisse des encours contenue (4 % depuis le 1er janvier)
- Engagement pour le financement à l'économie
 - Forte progression du crédit à la consommation (+0,5 point de part de marché sur un an) et des engagements sur le logement social et l'économie sociale
 - Reprise de la demande de crédits immobiliers au 2T09
 - Maintien du niveau d'engagement sur les crédits long terme aux entreprises, dans un contexte de moindre investissement
- Progression du PNB
 - Baisse du coût de refinancement et réduction significative des portefeuilles favorisant le retour à la rentabilité
- Frais de gestion maîtrisés : +1% (sur un an glissant)
- Coût du risque contenu à 20 pb *

* Par rapport aux actifs pondérés moyens estimés composante risque de crédit Bâle I



UN GROUPE TRES BIEN CAPITALISE
ET DOTE D'UN ACTIONNAIRE DE REFERENCE

UNE STRATEGIE CLAIRE

UN PROFIL DE RISQUE ADAPTE



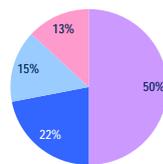
ANNEXE : INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LES EXPOSITIONS (Recommandations FSF)

CDO d'ABS non couverts exposés au marché résidentiel US

	#1	#2	#7	#9	#10	#11	#12	#13	#14	#15	#4	#6
Exposition nette 31-03-09	8	9	51	27	12	54	43	8	37	76	306	330
Variation de valeur 2109	-1	0	-18	-2	-3	-3	-3	-4	-3	-25	-57	-98
Exposition nette 30-06-09	6	8	24	22	7	46	37	3	31	45	233	215
% de décote	9%	93%	84%	20%	9%	78%	25%	98%	36%	46%	38%	47%
Exposition nominale	136	118	149	27	169	56	49	151	49	84	375	409
Variation de valeur (cumul)	-130	-109	-125	-5	-163	-10	-12	-148	-18	-38	-141	-194
Tranche	Super senior	Mezzanine	Super senior	Super senior	Super senior	Super senior	Super senior	Super senior	Mezzanine	Mezzanine	Super senior	Super senior
Sous-jacents	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	High Grade	High grade
Point d'attachement	28,1%	0%	37,1% / 97,1%	56,3%	0%	32,1%	34,5%	8,7% / 99,1%	27,4% / 98,5%	26,3% / 75%	0%	37,1% / 97,1%
Prime	1,9%	12,8%	12,8%	9,5%	10,1%	34,3%	9,7%	7,9%	4,6%	13,6%	3,7%	0,0%
Alt-A	2,4%	9,9%	0,6%	2,4%	2,3%	17,4%	0,7%	0,0%	4,5%	40,3%	0,7%	0,0%
Subprime (2005 et antérieur)	9,9%	23,0%	56,0%	62,1%	42,1%	31,0%	44,7%	81,3%	36,5%	32,8%	14,5%	0,0%
Subprime (2006 & 2007)	60,2%	28,5%	7,2%	0,0%	31,5%	0,0%	8,0%	1,1%	13,2%	9,9%	3,0%	0,0%

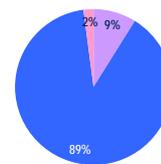
Structures non diversifiées

Taux de décote : 77%



Structures diversifiées

Taux de décote : 43%



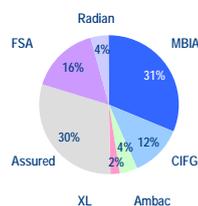
■ Subprime ■ Autres ■ Prime ■ Alt-A

Protections acquises

▪ Après de Monoline :

(€m)	Montant notionnel brut des instruments couverts	Expositions avant ajustements 1T09	Expositions avant ajustements 2T09
Protections sur CDO (marché résidentiel US) avec sous-jacent subprime	1 229	547	578
Protections sur CLO	5 592	267	284
Protections sur RMBS	680	269	301
Protections sur CMBS	922	1 344	73
Autres risques	8 630	1 618	2 570
TOTAL	17 453	4 044	3 806
Ajustements de valeur		-1 664	-1 721
Provisions collectives		-500	-500
Exposition résiduelle au risque de contrepartie		1 880	1 586
Taux de décote		54%	56%

Exposition résiduelle⁽¹⁾



▪ Après des CDPC

- Exposition avant ajustements de valeur : €1,45Md au 30/06/2009 (Montant notionnel brut de €9,7Md)
- Ajustements de valeur de €648m

⁽¹⁾ Avant prise en compte de la provision collective de €500m



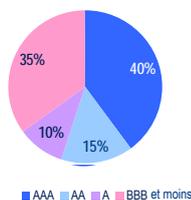
45

Autres CDO non couverts

▪ CDO non exposés au résidentiel US :

- Ajustement de valeur : -€175m au 2T09
- Exposition résiduelle : €3 845m

Exposition résiduelle⁽¹⁾



▪ Dont CRE CDO :

(€m)	Exposition nette 31/03/09	Pertes de valeur 2T09	Autres variations 2T09	Exposition nette 30/06/09	Exposition brute 30/06/09
JV par résultat	120	-5	-70	45	79
Option JV	114	-7	-1	106	166
JV par capitaux propres	2	-1	0	1	20
Prêts et créances	18	-8	12	23	30
TOTAL	255	-22	-59	174	296

⁽¹⁾ Base €3 845m

■ AAA ■ AA ■ A ■ BBB et moins



46

Mortgage Backed Securities non couverts

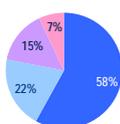
CMBS (€m)	Exposition nette 31/03/09	Pertes de valeur 2T09	Autres variations 2T09	Exposition nette 30/06/09	Exposition brute 30/06/09
JV par résultat	485	-27	-99	360	573
JV par capitaux propres	160	-23	13	150	292
Prêts et créances	138	15	97	250	250
TOTAL	783	-35	11	760	1 115

RMBS US (€m)	Exposition nette 31/03/09	Pertes de valeur 2T09	Autres variations 2T09	Exposition nette 30/06/09	Exposition brute 30/06/09
JV par résultat	107	-	-37	69	114
JV par capitaux propres	58	-	-58	-	-
Prêts et créances	1 421	-109	127	1 438	1 578
RMBS wrapped	584	3	-57	530	545
Agencies	4 228	-6	-586	3 635	3 648
TOTAL	6 397	-112	-612	5 672	5 886

RMBS UK (€m)	Exposition nette 31/03/09	Pertes de valeur 2T09	Autres variations 2T09	Exposition nette 30/06/09	Exposition brute 30/06/09
JV par résultat	40	-3	61	98	132
JV par capitaux propres	135	-2	-1	132	207
Prêts et créances	563	16	-3	576	612
TOTAL	738	11	57	806	951

RMBS Espagne (€m)	Exposition nette 31/03/09	Pertes de valeur 2T09	Autres variations 2T09	Exposition nette 30/06/09	Exposition brute 30/06/09
JV par résultat	19	-2	19	36	84
JV par capitaux propres	14	-4	17	28	53
Prêts et créances	627	0	-19	608	608
TOTAL	660	-6	17	672	745

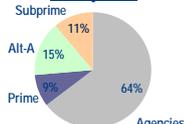
Notations



Zone géographique



Sous-jacent



■ AAA ■ AA ■ A ■ BBB et moins



47

Conduits

ELIXIR - Conduit sponsorisé par Natixis (€m)

Pays d'émission	France	Prêts automobiles	
Montant des actifs financiers	246	Créances commerciales	100%
Lignes de liquidité accordées	213	Prêts équipement	
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 - 6 mois	84%	RMBS non US	
6 - 12 mois	-	CDO	
> à 12 mois	16%	Autre	

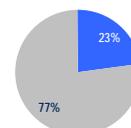
Notations

■ AAA ■ AA ■ NIG ■ Non noté



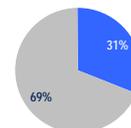
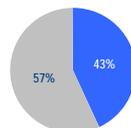
Zone géographique

■ France ■ UK ■ US ■ Autres



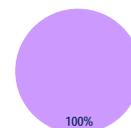
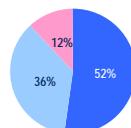
DIRECT FUNDING - Conduit sponsorisé par Natixis (€m)

Pays d'émission	France	Prêts automobiles	
Montant des actifs financiers	809	Créances commerciales	57%
Lignes de liquidité accordées	-	Prêts équipement	24%
Maturité des actifs :		Crédit conso	
0 - 6 mois	5%	RMBS non US	19%
6 - 12 mois	-	CDO	
> à 12 mois	90%	Autre	



VERSAILLES - Conduit sponsorisé par Natixis (€m)

Pays d'émission	US	Prêts automobiles	
Montant des actifs financiers	2 658	Créances commerciales	2%
Lignes de liquidité accordées	2 711	Prêts équipement	10%
Maturité des actifs :		Crédit conso	21%
0 - 6 mois	-	RMBS non US	
6 - 12 mois	2%	CDO	21%
> à 12 mois	98%	Autre	17%

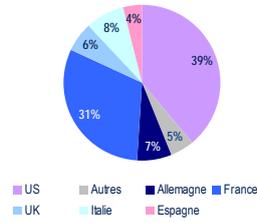


48

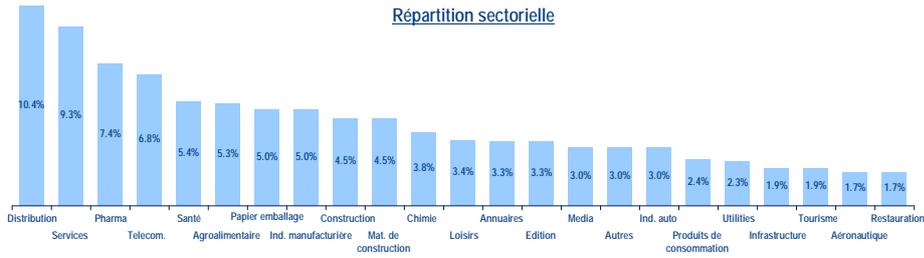
Financements LBO

(€m)	1T09	2T09
Parts finales (bookées)	5 605	5 381
<i>Nombre de dossiers</i>	<i>340</i>	<i>333</i>
Parts à vendre (bookées)	346	272
<i>Nombre de dossiers</i>	<i>64</i>	<i>55</i>
TOTAL	5 951	5 653

Répartition géographique



Répartition sectorielle



ANNEXE :
RESULTATS DETAILLES

Résultats détaillés Natixis consolidé

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	81	1 054	133	2	568
Charges	-1 164	-1 033	-1 025	-1 095	-1 086
Résultat Brut d'Exploitation	-1 083	21	-892	-1 093	-518
Coût du risque	-280	-454	-988	-928	-1 286
CCI et autres mises en équivalence	193	116	68	113	157
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-1	-14	36	-4
Variation de valeur écarts d'acquisition	1	-1	-72	-	-
Résultat avant impôts	-1 166	-320	-1 898	-1 872	-1 651
Impôt	217	98	333	78	831
Intérêts minoritaires	-36	-22	6	-2	-21
Résultat net courant part du groupe	-985	-244	-1 560	-1 795	-841
Résultat des activités abandonnées	21	23	14	25	-11
Produits exceptionnels nets	70	-	-	-	-
Coûts de restructurations	-123	-13	-72	-68	-31
Résultat net part du groupe	-1 017	-234	-1 617	-1 839	-883

Eléments non récurrents 2T09

(€m)	2T09 publié	CPM	Provision complémentaire sur certains portefeuilles	Dépréciations GAPC	Réévaluation du spread émetteur	Coût du risque GAPC	2T09 récurrent	1T09 récurrent
Produit net bancaire	1 276	+296					1 572	1 345
Frais de gestion	-1 047						-1 047	-1 053
Coût du risque	-1 020		+748				-272	-188
CCI et autres mise en équivalence	157						157	113
Résultat avant impôts	-639	+296	+748				409	253
<i>Résultat avant impôts des activités cantonnées</i>	<i>-1 012</i>			<i>+498</i>	<i>+101</i>	<i>+266</i>	<i>-147</i>	<i>-148</i>
Résultat avant impôts Groupe	-1 651	+296	+748	+498	+101	+266	+262	105

▪ Eléments fiscaux exceptionnels 2T09 :

- Activation d'impôts sur les déficits accumulés au 30 juin 2009
- Activation d'impôts supplémentaire suite à une décision de l'I.R.S.
- Produit d'impôts de €831m au 2T09
- Stock d'activation d'impôts non encore effectués de l'ordre de €3.9Md

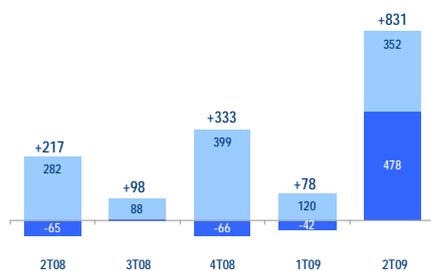
▪ Coût du risque exceptionnel 2T09 :

- Approche conservatrice sur le portefeuille de LBO, sur les encours Immobilier Europe et US et sur d'autres actifs structurés
- CPM :
 - Achats de protections sur environ €15Md d'encours (gestion des risques avérés, des risques de concentration et optimisation des FP)

▪ GAPC Eléments exceptionnels 2T09 :

- Décotes portants principalement sur les couvertures monolines, les CDO d'ABS et les portefeuilles reclassés en L&R
- Stock de réévaluation vs. nominal d'environ €720 au 30 juin 09

Evolution de l'impact fiscal Groupe



■ Activités pérennes ■ GAPC

- La garantie BPCE sur les actifs cantonnés permet de prévoir un retour à une situation bénéficiaire du Groupe dès le 2^e semestre 09
- Activation d'impôts sur les déficits accumulés au 30 juin 2009
- Activation d'impôts supplémentaire suite à une décision de l'I.R.S.

Résultats détaillés Activités pérennes

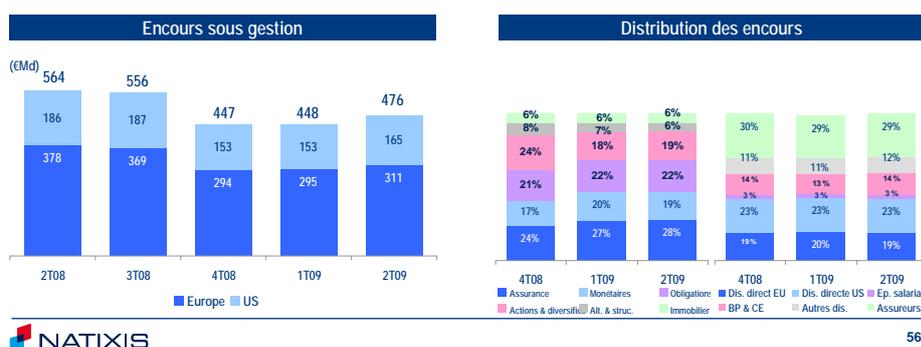
(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	1 630	1 334	1 467	1 189	1 276
Charges	-1 118	-992	-985	-1 053	-1 047
Résultat Brut d'Exploitation	512	342	483	136	229
Coût du risque	-120	-392	-376	-188	-1 020
CCI et autres mises en équivalence	193	116	68	113	157
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-1	-14	36	-4
Variation de valeur écarts d'acquisition	1	-1	-72	-	-
Résultat avant impôts	589	64	89	97	-639
Impôt	-116	33	-44	-15	478
Intérêts minoritaires	-38	-20	6	-2	-21
Résultat net courant part du groupe	435	77	50	80	-181
Produits exceptionnels nets	70	-	-	-	-
Coûts de restructurations	-123	-13	-72	-68	-31
Résultat net part du groupe	382	64	-22	12	-212

Résultats détaillés Banque de Financement et d'Investissement

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire hors CPM	731	509	519	845	997
Produit Net Bancaire	731	562	879	689	701
Charges	-467	-332	-373	-395	-400
Résultat Brut d'Exploitation	263	230	506	294	301
Coût du risque	-43	-265	-270	-171	-1 000
Résultat avant impôts	220	-35	219	140	-702
Résultat net courant part du groupe	148	-16	150	98	-238

Résultats détaillés Gestion d'Actifs

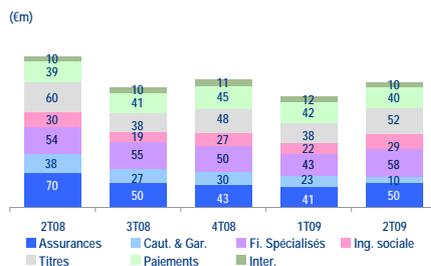
(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	371	340	330	299	313
Charges	-262	-233	-234	-226	-228
Résultat Brut d'Exploitation	109	107	96	73	86
Coût du risque	4	-38	-20	-	-4
Résultat avant impôts	116	71	65	74	82
Résultat net courant part du groupe	66	43	48	46	55



Résultats détaillés Services

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	300	238	254	226	249
Charges	-173	-168	-168	-164	-165
Résultat Brut d'Exploitation	127	80	86	62	84
Coût du risque	-5	-6	-7	-7	-12
Résultat avant impôts	124	76	79	57	72
Résultat net courant part du groupe	83	48	55	37	47

Répartition du PNB



Indicateurs d'activité

(€Md)	% / 1T09	1T09	2T09
Assurance vie (encours)	+2,1%	31,9	31,2
Crédit conso (encours)	+7,7%	7,9	7,3
Crédit Bail (encours)	-	7,9	7,9
Cautions et garanties (encours)	+1,3%	55,6	55,0
Epargne salariale (encours)	+9,2%	15,3	14,0
Titres (millions de transactions)	+17%	4,0	3,4
Paiements (millions de transactions)	+2,7%	970	944

Résultats détaillés Capital Investissement et Gestion Privée

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	94	59	-52	-30	25
Charges	-43	-41	-43	-40	-41
Résultat Brut d'Exploitation	51	17	-95	-70	-16
Coût du risque	-1	-11	-1	-	-
Résultat avant impôts	51	6	-95	-70	-15
Résultat net courant part du groupe	28	-3	-68	-54	-26

Encours gérés

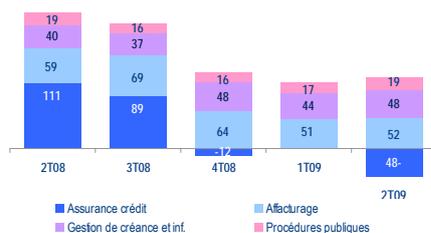


Résultats détaillés Poste Clients

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	229	211	116	111	70
Charges	-171	-171	-182	-180	-185
Résultat Brut d'Exploitation	58	41	-66	-69	-115
Coût du risque	-4	-16	-4	-9	-7
Résultat avant impôts	56	28	-53	-57	-120
Résultat net courant part du groupe	39	13	-30	-38	-79

Répartition du PNB

(€m)



NATIXIS

59

Résultats détaillés Contribution des CCI

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
QP de résultats (20%)	156	86	60	86	128
Profit de relution	32	27	18	25	33
Ecart de réévaluation	-5	-4	-20	-2	-8
Mise en Equivalence	183	108	58	109	153
<i>dont Banques Populaires</i>	100	49	20	47	74
<i>dont Caisses d'Epargne</i>	83	59	38	68	80
Impôt sur les CCI	-21	-16	-15	-15	-21
Retraitement	-27	-24	-23	-24	-24
Contribution au RN de Natixis	135	69	20	69	108

NATIXIS

60

Résultats détaillés hors pôle

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	-95	-75	-59	-106	-82
Charges	-1	-57	+15	-48	-28
Résultat Brut d'Exploitation	-97	-132	-44	-154	-110
Coût du risque	-70	-56	-74	-1	3
Résultat avant impôts	-120	-155	-150	-118	-72
Résultat net courant part du groupe	-64	-77	-125	-77	-48

Résultats détaillés GAPC

(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Produit Net Bancaire	-1 548	-280	-1 335	-1 187	-708
Charges	-47	-41	-40	-42	-39
Résultat Brut d'Exploitation	-1 595	-322	-1 375	-1 229	-746
Coût du risque	-160	-62	-612	-740	-266
Résultat avant impôts	-1 755	-383	-1 987	-1 969	-1 012
Résultat net courant part du groupe	-1 420	-321	-1 610	-1 876	-660

Principaux impacts

(€m)	2T09		1T09	
	PNB	Coût du Risque	PNB	Coût du Risque
Couvertures Monoline	-117		-446	-200
Couvertures CDPC	82	-82	-202	-200
RMBS - CDO d'ABS contenant du subprime	-239		-151	
Portefeuilles reclassés et AFS	-36	-153	-74	-148
Autres portefeuilles de crédit	-188	-31	-355	
Structurés de fonds				-189
Réévaluation du spread émetteur	-101		+140	

GAPC : périmètre au 30/06/09

Type d'actifs (nature des portefeuilles)	Notionnel €Md (net des provisions)	VaR en €m	Actifs pondérés €Md	AAA-AA	Investment Grade
ABS CDO ⁽¹⁾	0,7		16,4	-	4%
Autres CDO	3,6			69%	88%
RMBS et Covered Bonds	9,0			84%	89%
CMBS	0,7			80%	96%
Autres ABS	0,8			79%	95%
Actifs Couverts	14,8			65%	76%
Portefeuille de crédit Corporate	5,6			81%	98%
Dérivés complexes (crédit) ²		8,4	6,8		
Dérivés complexes (taux)		7,1	1,4		
Dérivés complexes (actions)		3,9	1,3		
Structurés de fonds	2,0		2,0		
TOTAL			29,7		

⁽¹⁾ CDO d'ABS avec composante subprime non couverts

Structure financière

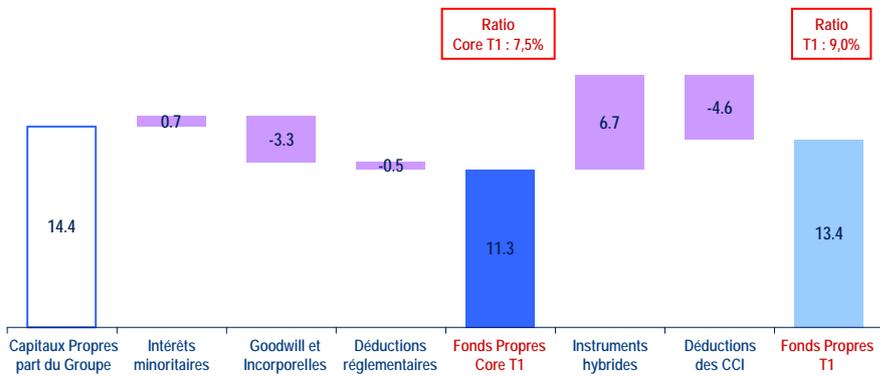
(€m)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Encours douteux	€1,31Md	€1,54Md	€1,85Md	€2,08Md	€2,70Md
Part des douteux ⁽¹⁾	1,4%	1,5%	1,8%	2,0%	2,7%
Stock de provisions individuelles ⁽¹⁾	€802m	€917m	€1 323m	€1 067m	€1 301m
Stock de provisions collectives ⁽¹⁾	€947m	€1 014m	€921m	€1 373m	€2 097m
Tx de couverture hors prov. collectives ⁽¹⁾	61%	60%	71%	51%	48%

⁽¹⁾ hors établissements de crédit

(€Md)	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09
Ratio tier one	8,5%	8,6%	8,2%	6,9%	9,0%
Ratio de solvabilité	11,0%	10,8%	10,2%	8,6%	10,7%
Fonds propres tier one	12,9	13,8	13,4	11,1	13,4
Capitaux propres part du groupe	15,1	18,5	15,6	13,5	14,4
Risques pondérés fin de période	150,8	159,8	163,1	161,2	149,8
Total actif	528	529	556	558	498

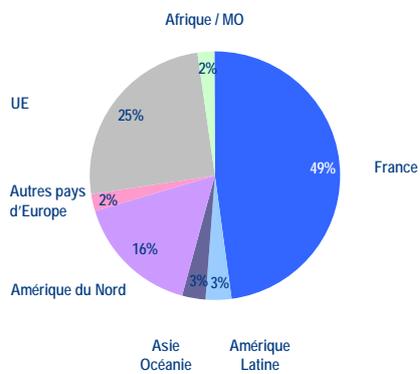
Structure Financière

Fonds Propres Tier 1 au 30 juin 2009

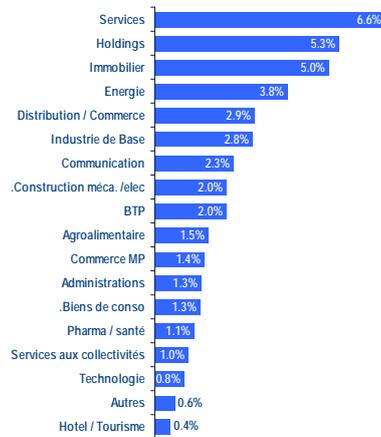


EAD (Exposure at Default) au 30 juin 09

Répartition Géographique⁽¹⁾



Répartition sectorielle⁽²⁾



⁽¹⁾ Encours de crédit : €238Md ⁽²⁾ Encours de crédit hors finance et assurance : €100Md

II CHAPITRE 6 : ÉLÉMENTS FINANCIERS

6.1 Facteurs de risques

Natixis exerce son activité dans un environnement générant des risques, dont certains qu'il ne peut pas contrôler. Certains de ces risques auxquels Natixis est exposé sont identifiés ci-dessous, étant souligné qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive sur l'ensemble des risques de Natixis pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, ainsi que d'autres risques non identifiés à ce jour, ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par Natixis, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats.

Risques liés à la crise financière

Des conditions de marché ou économiques défavorables peuvent peser sur le Produit Net Bancaire, la rentabilité et la situation financière de Natixis

Les activités de Natixis sont très sensibles à l'évolution des marchés financiers et, de manière générale, à l'environnement économique en France, en Europe et dans le reste du monde. Par conséquent, ses résultats et sa situation financière ont subi, et pourraient continuer à subir, des effets très marqués en raison des perturbations qui affectent l'ensemble des marchés mondiaux.

Au cours de l'exercice écoulé, la hausse des taux d'intérêt, la chute des prix de l'immobilier et la forte augmentation, parmi les crédits consentis en 2005, 2006 et 2007, du nombre de crédits hypothécaires dits subprime, ont contribué à l'augmentation significative en 2007 et 2008 du nombre de défauts de paiement et de défaillances au titre de crédits hypothécaires aux États-Unis. Ces défauts et défaillances se sont répercutés sur les titres adossés aux prêts hypothécaires et aux autres produits structurés de crédit, se traduisant par une chute de la valeur de marché de ces instruments, voire un assèchement quasi-total des échanges sur le marché.

Cette situation a eu une incidence sur les autres marchés, les établissements financiers ayant cédé d'autres actifs afin de se procurer de la liquidité. Plusieurs établissements financiers ont été ainsi fragilisés, dont le groupe Lehman Brothers qui a déposé son bilan en septembre 2008. L'incertitude quant à la santé des établissements financiers s'est traduite par un fort ralentissement des marchés mondiaux de crédit et une forte baisse de la liquidité disponible.

Le resserrement du crédit s'est fait ressentir sur le niveau général de l'activité économique et a entraîné une baisse sensible des principaux indices boursiers. L'impact de cette situation sur l'environnement économique a été accentué par une réduction sensible de la consommation des ménages suite aux pertes constatées sur les marchés financiers et de l'immobilier. La réduction de l'activité économique et les perspectives négatives ont entraîné une augmentation du taux de chômage, une réduction sensible des investissements, la fragilisation de plusieurs secteurs industriels, tels que la construction automobile, et une récession mondiale.

Parallèlement, la dégradation de la conjoncture économique a eu pour effet d'augmenter le taux de défaillance des emprunteurs. En outre, le marché des crédits interbancaires a été fortement perturbé, les contreparties bancaires et financières (qui représentent une partie très importante des encours du Groupe) présentant aussi un risque de défaillance qui est à la fois élevé et difficile à apprécier.

Dans ce contexte, Natixis a enregistré une perte importante sur l'exercice 2008 et sur le premier semestre 2009. Le repli des marchés financiers en France, en Europe et dans le reste du monde, ainsi que la volatilité accrue sur ces marchés, se sont traduits notamment par une baisse des revenus sur les marchés de capitaux, et de la collecte et des commissionnements en gestion d'actifs.

Malgré une certaine amélioration des circonstances au cours des derniers mois, la situation économique et financière mondiale reste incertaine, et il est possible que les

conditions de marché se détériorent à nouveau. La poursuite de la dégradation de la situation économique pourrait avoir des effets négatifs sur les résultats et sur la situation financière de Natixis.

Les conditions des marchés financiers, en particulier les marchés primaire et secondaire de la dette, pourraient avoir un effet significatif défavorable sur Natixis

Natixis étant largement dépendant de la disponibilité du crédit pour financer ses activités, les perturbations significatives et exceptionnelles que connaissent actuellement les marchés financiers, en particulier les marchés primaire et secondaire de la dette, ont eu et pourraient avoir à l'avenir, une incidence défavorable sur le refinancement des activités de Natixis et, ainsi, sur ses résultats et sa situation financière. Les conditions actuelles des marchés de la dette sont caractérisées par une réduction de la liquidité et une augmentation des primes relatives au risque crédit. Ces conditions, qui augmentent le coût et réduisent la disponibilité du crédit, se sont aggravées sensiblement depuis la faillite du groupe Lehman Brothers en septembre 2008. Bien que la situation se soit stabilisée dans une certaine mesure au cours des derniers mois, ces conditions défavorables pourraient se poursuivre et la situation pourrait s'aggraver encore à l'avenir. Le coût de la dette pour Natixis dépend également de sa capacité à maintenir une notation de qualité. De plus, Natixis était historiquement dépendant en partie des marchés internationaux de la dette pour maintenir ses ratios de fonds propre (au moyen de l'émission de titres de créance subordonnés et de titres de capital hybrides) et son actionnaire principal (dont Natixis sera probablement dépendant pour ses futurs besoins en capitaux) continuera à dépendre de ces marchés. Des perturbations sur ces marchés ont rendu l'émission de ces titres coûteuse ou impossible dans des conditions raisonnables et, bien que la situation se soit stabilisée, de nouvelles perturbations pourraient se produire à l'avenir. Ceci affecterait les ratios de fonds propres de Natixis ainsi que sa capacité de croissance de son activité.

Natixis a subi des pertes importantes, et pourrait continuer à subir des pertes, sur son portefeuille d'actifs touchés par la crise financière

Natixis détient un portefeuille de prêts et d'instruments financiers adossés à de la dette (dénommés collateralized debt obligations ou « CDO »), ainsi que certains autres actifs dont la valeur a été affectée par les conditions de marché dégradées. Natixis a également une exposition à certains secteurs qui pourraient être particulièrement vulnérables si les conditions économiques continuent à se détériorer, y compris les opérations de rachat avec effet de levier (leveraged buyouts ou LBOs) et l'immobilier commercial. Une information spécifique sur les expositions concernées est décrite dans les annexes aux comptes consolidés du présent document de référence.

En raison de la crise, Natixis a enregistré des pertes importantes en 2008, décrites en détail dans le Rapport de gestion au chapitre 6 de son document de référence, et a enregistré d'autres pertes au premier semestre 2009, ainsi que décrit en détail dans le Rapport de gestion figurant au chapitre 6 de la présente actualisation. La plupart de ces pertes résultent des dépréciations et provisions sur des actifs touchés par la crise (tels que les CDO) et sur l'exposition de Natixis sur des assureurs spécialisés (monolines).

Natixis a enregistré des dépréciations et des provisions sur les CDOs et les autres actifs risqués sur la base de méthodologies utilisant notamment des hypothèses issues d'analyses et d'études statistiques. Les estimations résultant de ces outils et indicateurs utilisés peuvent évoluer et livrer des estimations différentes, qui pourraient conduire à des pertes de valeur futures, en raison de facteurs que Natixis n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marchés. En outre, compte tenu de l'ampleur des perturbations du marché, les institutions financières internationales n'utilisent pas toutes les mêmes méthodologies

ou hypothèses pour calculer leurs provisions, ce qui pourrait avoir pour conséquence des différences plus ou moins importantes entre les provisions enregistrées par Natixis et celles enregistrées par d'autres institutions financières au titre des mêmes expositions.

BPCE, l'actionnaire principal de Natixis, a accepté de fournir des garanties pour protéger Natixis contre les pertes futures liées à certains actifs de la GAPC (Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés). Toutefois, Natixis gardera 15% du risque de pertes futures liées à ce portefeuille d'actifs et devra verser une prime à BPCE. En outre, les documents finaux relatifs aux garanties n'ont pas encore été signés à la date du présent document. Par ailleurs, les garanties ne concerneront pas certains actifs du portefeuille GAPC, ni les actifs qui ne sont pas inclus dans le portefeuille GAPC. Bien que les garanties aient vocation à réduire significativement l'exposition de Natixis à la volatilité des actifs les plus affectés par la crise, elles n'élimineront pas totalement l'impact de ces actifs sur les résultats futurs de Natixis.

Les options dont dispose Natixis pour maintenir ou renforcer ses fonds propres pourraient être limitées

Dans le cas où Natixis souhaiterait ou devrait maintenir ou renforcer ses fonds propres, il pourrait ne disposer que d'options limitées en raison notamment des effets de la crise financière. En effet, le cours de Bourse de l'action de Natixis, qui a évolué récemment en dessous de la valeur nominale de cette dernière, est généralement la référence pour la détermination du prix d'une émission de titres de capital, laquelle ne peut légalement être effectuée à un prix inférieur à la valeur nominale de l'action. Bien que le cours de l'action Natixis ait connu une hausse au cours des dernières semaines, il pourrait baisser à nouveau à l'avenir. Une réduction de la valeur nominale de l'action Natixis nécessiterait l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires d'une réduction de capital. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes sociales, une procédure d'opposition des créanciers de la société devrait être mise en œuvre, permettant à ces derniers de demander en justice le remboursement de leurs créances ou la constitution de garanties par la société. Ces procédures, qui ne seraient toutefois applicables qu'en cas de réduction de capital non motivée par des pertes, pourraient avoir comme conséquence de rendre plus complexe ou d'allonger les délais nécessaires pour mettre en œuvre une opération de renforcement des fonds propres de Natixis.

Risques liés à la structure de Natixis

Natixis pourrait être affecté par le rapprochement de ses deux actionnaires principaux

Le 31 juillet 2009, la CNCE et la BFBP, qui étaient précédemment les deux actionnaires principaux de Natixis, ont apporté la grande majorité de leurs actifs et activités (y compris une participation d'environ 71% dans le capital de Natixis) à BPCE, une entité qui n'avait précédemment pas d'actifs ou activités significatifs. BPCE est le nouvel organe central du Groupe BPCE, lequel inclut deux grands réseaux de banques de détail (les Caisses d'Épargne et de Prévoyance, et les Banques Populaires), Natixis et un certain nombre d'autres affiliés.

Bien que Natixis estime que la création du Groupe BPCE lui procure un certain nombre d'opportunités, il existe des risques inhérents à la création d'un nouveau groupe, notamment les suivants :

- Groupe BPCE pourrait ne pas réaliser les synergies qu'il espère réaliser grâce aux opérations de rapprochement, auquel cas le nouveau groupe pourrait ne pas être aussi performant que prévu, ce qui entraînerait des résultats inférieurs à ceux anticipés pour Natixis.
- Le processus d'intégration de certaines fonctions communes aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne et de Prévoyance (lequel bénéficierait indirectement à Natixis s'il réussissait) pourrait s'avérer plus coûteux ou moins performant que prévu.
- Les résultats pro forma et la condition financière du nouveau groupe communiqués au marché pourraient différer de la future performance du nouveau groupe (de la solidité duquel dépendra beaucoup Natixis).

L'actionnaire principal de Natixis a une influence significative sur certaines décisions sociales

L'actionnaire principal de Natixis, BPCE, détient approximativement 71 % du capital (et 72% des droits de vote) de Natixis à la date de la présente actualisation. BPCE est par conséquent en position d'exercer une influence significative sur la nomination des mandataires sociaux et dirigeants de Natixis ainsi que sur toute autre décision sociale nécessitant l'approbation des actionnaires. Il est possible que les intérêts de BPCE concernant ces décisions soient différents des intérêts des autres actionnaires de Natixis.

En raison des garanties d'actifs et d'une option d'achat liée à ces garanties, les résultats et les ratios de fonds propres de Natixis dépendront dans une large mesure de la situation financière et de la notation de BPCE

Les garanties de BPCE relatives aux actifs cantonnés (GAPC) de Natixis accroîtront la dépendance de ce dernier vis-à-vis de BPCE. Bien que la liquidité et la solvabilité de Natixis aient traditionnellement bénéficié du soutien des prédécesseurs de BPCE, en leur qualité d'organe central de leur groupe respectif (soutien qui continuera avec la création de BPCE), les garanties impacteront plus directement le montant du résultat net enregistré par Natixis, ainsi que les ratios en fonds propres de Natixis. En particulier, si la valorisation des actifs évalués à la juste valeur et couverts par la garantie venait à baisser, la valeur des garanties correspondantes devrait augmenter du même montant. De la même manière, la garantie des actifs comptabilisés en "prêts et créances" devrait réduire le besoin pour Natixis d'enregistrer des provisions relatives à ces actifs. Ces garanties réduiront également le montant des actifs pondérés de Natixis,

améliorant ainsi ses ratios prudentiels. L'effectivité de la garantie dépendra toutefois de la situation financière et de la notation de BPCE.

En outre, Natixis détiendra une option d'achat lui conférant un intérêt significatif dans toute augmentation de la valorisation des actifs évalués en juste valeur. La valeur de cette option d'achat fluctuera, et les variations de cette valeur impacteront le résultat net de Natixis. La valeur de l'option d'achat dépendra non seulement de la valeur des actifs sous-jacents, mais aussi de la situation financière et de la notation de BPCE.

Les politiques et procédures de gestion des risques chez Natixis sont soumises à l'approbation et au contrôle de BPCE

BPCE, en qualité d'organe central, est tenu de veiller au respect, par l'ensemble du Groupe BPCE, des réglementations applicables au secteur bancaire en vigueur en France dans des domaines tels que les exigences en matière d'adéquation des fonds propres et la gestion des risques. Par conséquent, BPCE a été doté de droits d'approbation significatifs sur des aspects importants des politiques de gestion des risques de Natixis (qui fait partie du Groupe BPCE). En particulier, BPCE a le pouvoir d'approuver la nomination ou la révocation du responsable de l'Inspection générale de Natixis, ainsi que certains des aspects de gestion des risques tels que l'approbation de plafonds de crédit et la classification en créances douteuses de prêts octroyés à des clients communs à Natixis et au Groupe BPCE. Les intérêts de BPCE (pour le compte du Groupe BPCE) concernant la gestion des risques peuvent être différents de ceux de Natixis.

Natixis n'a pas de droits de vote attachés aux certificats coopératifs d'investissement représentant 20 % du capital des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne et n'est pas l'organe central du Groupe BPCE

Natixis détient 20 % du capital des Banques Populaires et du capital des Caisses d'Epargne, sous la forme de certificats coopératifs d'investissement (« CCI ») émis par chacune de ces entités. Ces CCI sont des titres sans droit de vote, avec des droits différents de ceux attachés aux parts sociales émises par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne. Même si Natixis a le droit de participer aux assemblées des sociétaires des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, il ne peut pas prendre part au vote lors de ces assemblées et n'a pas de contrôle sur les décisions nécessitant l'approbation par les sociétaires des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne. En outre, Natixis n'est pas l'organe central du Groupe BPCE (l'organe central, à savoir BPCE, a certains pouvoirs de coordination et de contrôle au titre de la réglementation bancaire française).

Natixis a une influence notable sur les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne en raison de certains droits qui lui ont été conférés au titre d'accords conclus lors de l'acquisition par Natixis de ces CCI (notamment des droits de représentation ou de consultation dans le cadre de certaines décisions prises par les organes d'administration ou des comités des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, et des droits d'audit, d'inspection et d'information). Cependant, ces droits ne comprennent pas de droit de vote en assemblée générale des sociétaires et ne sont pas équivalents aux pouvoirs d'un organe central. Par conséquent, la capacité de Natixis à orienter le développement futur de ces deux réseaux dans lesquels il détient une participation significative est limitée.

Natixis ne peut pas librement céder sa participation de 20 % dans le capital des Banques Populaires ou des Caisses d'Epargne, et pourrait dans certaines hypothèses être contraint à revendre ces participations aux Banques Populaires ou aux Caisses d'Epargne

En application des accords conclus lorsque Natixis a acquis les CCI, Natixis ne peut pas céder tout ou partie de la participation de 20 % qu'il détient dans les Banques

Populaires et les Caisses d'Épargne sans le consentement préalable du conseil d'administration de la Banque Populaire concernée ou de BPCE, respectivement. En cas de refus, la banque concernée aura l'obligation de racheter la participation concernée à un prix tenant compte de la quote-part d'actif net à laquelle cette participation donne droit, en respectant les méthodes de valorisation employées pour valoriser cette participation lors de son acquisition par Natixis. Ce prix de rachat pourrait ainsi être différent du prix que Natixis aurait obtenu de l'acquéreur proposé. De plus, la simple existence du droit d'agrément pourrait rendre difficile la cession par Natixis de ces participations.

En outre, si BPCE cesse de contrôler Natixis, ou encore si certaines évolutions législatives ou réglementaires ou d'autres événements surviennent (voir le paragraphe intitulé « Contrats importants » du chapitre 8 du document de référence 2008 de Natixis), les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ou BPCE, selon le cas, auront alors le droit de racheter à Natixis la participation de 20 % détenue par Natixis dans leur capital respectif à un prix tenant compte de la quote-part d'actif net à laquelle cette participation donne droit, en respectant les méthodes de valorisation employées pour valoriser cette participation lors de son acquisition par Natixis. Le prix de rachat pourrait ainsi être différent du prix que Natixis aurait obtenu dans le cadre d'une vente à un tiers non affilié. De plus, suite à un tel rachat, Natixis n'aurait plus d'intérêt économique dans les résultats de la ou des banques concernées, et sa capacité à vendre des produits et des services à travers la ou les banques concernées pourrait en être affectée.

Risques liés à l'activité de Natixis et au secteur bancaire

Natixis est exposé à plusieurs catégories de risques inhérents aux activités bancaires

Il existe quatre grandes catégories de risques inhérents aux activités de Natixis qui sont résumées ci-dessous et décrites en détail dans la partie « Gestion des risques » du Rapport de gestion. Les facteurs de risques décrits dans les paragraphes suivants (et ci-dessus sous la rubrique « Risques liés à la crise financière ») détaillent ou illustrent par des exemples spécifiques ces différents types de risques, et décrivent également d'autres risques auxquels Natixis est exposé.

- **Risque de crédit.** Le risque de crédit représente le risque de perte financière du fait de l'incapacité d'un débiteur à honorer ses obligations contractuelles. Le débiteur peut être une banque, une société industrielle ou commerciale, un État et ses diverses entités, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le risque de crédit augmente pendant les périodes économiques incertaines telles que celle que connaît actuellement le marché, dans la mesure où ces conditions peuvent conduire à un niveau de défaut plus élevé. Le risque de crédit concerne les activités de prêt ainsi que d'autres activités exposant Natixis au risque de défaut de cocontractant, notamment ses activités de négociations d'instruments financiers sur les marchés de capitaux et ses opérations de règlement-livraison. Par exemple, le défaut d'une banque pourrait affecter Natixis directement et de manière significative à travers ses positions et ses relations commerciales avec ladite banque. Le risque de crédit existe également dans les activités d'assurance-crédit et d'affacturage de Natixis, bien que le risque se situe au niveau du défaut des clients du débiteur plutôt que du débiteur lui-même.
- **Risque de marché, de liquidité et de financement.** Le risque de marché est le risque que fait peser sur les bénéfices toute fluctuation défavorable des paramètres de marché, telle que celle que les marchés financiers internationaux ont connue depuis le deuxième semestre 2007. Ces paramètres incluent notamment les valeurs des obligations, les taux d'intérêt, les cours des valeurs mobilières et des matières

premières, les cours des instruments financiers dérivés et les prix de tous les autres actifs, notamment l'immobilier et les taux de change.

La liquidité des actifs constitue également une composante importante du risque de marché. En cas de liquidité insuffisante ou inexistante, un instrument financier ou tout autre actif négociable pourrait ne pas être négocié à sa valeur estimée. L'absence de liquidité peut refléter un accès réduit aux marchés de capitaux, des exigences imprévues en matière de trésorerie ou de capitaux ou des restrictions juridiques.

Le risque de marché concerne les portefeuilles de négociation ainsi que les portefeuilles d'investissement de la banque. S'agissant de ces derniers, le risque de marché recouvre :

- le risque global de taux d'intérêt associé à la gestion Actif-Passif, c'est-à-dire le risque que fait peser sur les résultats le non-adossement de l'actif et du passif du portefeuille bancaire ou des métiers de l'assurance ;
 - le risque associé aux activités d'investissement, lequel dépend directement des fluctuations de la valeur des actifs investis dans les portefeuilles de titres ; et
 - le risque associé à d'autres activités notamment l'immobilier, qui est indirectement affecté par les variations de valeur des actifs négociables détenus dans le cadre normal des activités.
- **Risque opérationnel.** Le risque opérationnel représente le risque de pertes dues à l'inadéquation ou la défaillance de processus internes, ou à des événements extérieurs, qu'ils soient délibérés, accidentels ou naturels. Les procédures internes incluent notamment les ressources humaines et les systèmes informatiques. Les événements extérieurs comprennent, entre autres, les inondations, les incendies, les tremblements de terre, les fraudes ou encore les attentats. Le risque juridique est également un composant du risque opérationnel.
 - **Risque d'assurance.** Le risque d'assurance est le risque que fait peser sur les bénéficiaires tout décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. Selon les produits d'assurance concernés, le risque varie en fonction de l'évolution de facteurs macroéconomiques, des changements de comportement de la clientèle, de l'évolution de la politique de santé publique, des pandémies, des accidents et des catastrophes naturelles (tels que les tremblements de terre, les accidents industriels ou les actes de terrorisme ou de guerre). Ainsi qu'il a été mentionné précédemment, l'activité d'assurance-crédit est aussi exposée au risque de crédit.

Natixis pourrait ne pas réussir à mettre en œuvre sa nouvelle stratégie aussi efficacement qu'il l'espère

En août 2009, Natixis a annoncé son intention de mettre en œuvre une nouvelle stratégie visant à simplifier et clarifier la gouvernance, accroître les synergies avec les réseaux de détail, renforcer l'intégration des équipes et la priorité client, et améliorer le mode de fonctionnement des fonctions support. Même si Natixis estime que ces nouvelles orientations stratégiques lui procurent de nombreuses opportunités, le groupe continuera à faire face à des incertitudes compte tenu de la conjoncture actuelle de l'environnement mondial, et aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation des objectifs de cette stratégie. En outre, Natixis a annoncé que certaines activités, telles que les services de crédit management de Coface et l'activité private equity, ne sont désormais plus considérées comme stratégiques. Si Natixis décide de céder ces activités, le prix de cession pourrait s'avérer inférieur aux attentes de Natixis, et Natixis pourrait devoir continuer à assumer des risques significatifs issus de ces activités en raison des garanties de passif ou indemnités qu'il pourrait devoir consentir aux acheteurs concernés.

Le Produit Net Bancaire des Caisses d'Épargne pourrait être affecté par la modification des règles applicables au Livret A

L'État français a modifié les règles applicables au Livret A, compte d'épargne réglementé développé par l'État français afin de financer les besoins en logements sociaux. Depuis le 1^{er} janvier 2009, tous les établissements de crédit français habilités ont le droit de proposer un Livret A à leurs clients. Jusque-là, seules les Caisses d'Épargne et la Banque Postale (une filiale du groupe La Poste) étaient habilitées à distribuer le Livret A. Cette modification fait suite à une décision de la Commission européenne rendue en mai 2007 selon laquelle le régime précédent avait été déclaré incompatible avec le droit communautaire de la concurrence.

Le Livret A offre aux clients un taux d'intérêt fixe non imposable. Les dépôts collectés par les banques sont transférés à la Caisse des Dépôts et des Consignations, qui centralise les fonds et les utilise pour financer des logements sociaux. Les établissements de crédit qui distribuent le Livret A perçoivent en contrepartie une commission dont le taux est fixé par l'État. En 2008, le Groupe Caisse d'Épargne a enregistré 740 millions d'euros de Produit Net Bancaire au titre de sa distribution du Livret A.

Il est probable que la réforme entraîne une réduction de la part de marché des Caisses d'Épargne en termes de dépôts relatifs au Livret A, ce qui pourrait avoir des répercussions sur le montant total des commissions qu'elles perçoivent. La réforme comporte également une réduction du taux des commissions de 1 % à 0,6 % (sous réserve, en ce qui concerne les Caisses d'Épargne, d'une commission complémentaire perçue au cours d'une période transitoire, fixée à 0,3 % en 2009 et 2010 et 0,1 % en 2011). La commission ne sera par ailleurs assise que sur les encours centralisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, lesquels devraient représenter au terme de la réforme environ 70 %, et non plus 100 % comme avant la réforme, du montant des encours collectés auprès des épargnants.

Cette réforme du système de distribution du Livret A pourrait avoir un effet défavorable sur le Produit Net Bancaire des Caisses d'Épargne, ce qui aurait un impact sur le montant de la quote-part des résultats des Caisses d'Épargne comptabilisée par Natixis au titre de sa participation de 20 % dans leur capital.

Toute augmentation substantielle des provisions ou toute perte dépassant les niveaux de provisions déjà comptabilisés pourrait avoir un effet défavorable sur le résultat d'exploitation ou la situation financière de Natixis

Dans le cadre de ses activités de prêt, Natixis constitue périodiquement des provisions pour créances douteuses, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste coût du risque. Le niveau global de provisions de Natixis est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts accordés, des pratiques du marché, des arriérés de prêts, des conditions économiques ou d'autres facteurs reflétant le taux de recouvrement de divers prêts. Pour plus d'informations sur la politique de provisionnement de Natixis et sa gestion des prêts douteux, se reporter à la partie « Gestion des Risques » du chapitre 6 ..

Bien que Natixis s'efforce de constituer un niveau suffisant de provisions, ses activités de prêt pourraient le conduire à augmenter à l'avenir ses provisions pour pertes sur prêts en cas d'augmentation des actifs non performants, de détérioration des conditions économiques, entraînant une augmentation des défauts de contrepartie et de faillites, ou pour toute autre raison. Toute hausse significative des provisions pour pertes ou un changement important de l'estimation par Natixis du risque de perte propre à son portefeuille de prêts non dépréciés, ainsi que toute survenance de pertes supérieures aux provisions constituées au titre des prêts en question, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière de Natixis.

La capacité de Natixis à attirer et retenir des employés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter de façon significative sa performance

Les employés de Natixis constituent une ressource des plus importantes et la concurrence pour attirer du personnel qualifié est intense dans beaucoup de domaines du secteur des services financiers. Les résultats de Natixis dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux employés et à retenir et motiver ses employés actuels. Des changements dans l'environnement concurrentiel pourraient conduire Natixis à déplacer des employés d'une activité à l'autre ou à réduire le nombre d'employés dans certaines de ses activités ; ceci pourrait provoquer des perturbations temporaires dans la mesure où les employés doivent s'adapter à leurs nouvelles fonctions et pourrait réduire la capacité de Natixis à tirer profit des améliorations de l'environnement concurrentiel. Ceci pourrait avoir un impact sur la capacité de Natixis à tirer profit d'opportunités commerciales potentielles.

Les événements futurs pourraient être différents des hypothèses retenues par les dirigeants pour établir les états financiers de Natixis, ce qui pourrait à l'avenir engendrer des pertes non anticipées

En application des normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, Natixis doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions relatives aux prêts et créances douteuses, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les valeurs retenues pour ces éléments par Natixis s'avéraient significativement inexactes, notamment en cas de mouvements de marchés, importants ou imprévus, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, Natixis s'exposerait, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Les fluctuations du marché et la volatilité exposent Natixis au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de trading et d'investissement

Dans le cadre de ses activités de trading ou d'investissement, Natixis prend des positions sur les marchés obligataires, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur des titres non cotés, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs. La volatilité, c'est-à-dire l'amplitude des variations de prix sur une période et un marché donnés, indépendamment du niveau de ce marché, pourrait avoir une incidence défavorable sur ces positions.

La volatilité pourrait également engendrer des pertes sur de nombreux autres produits de trading et de couverture utilisés par Natixis, tels que les swaps, les contrats à terme, les options et les produits structurés, si elle s'avérait insuffisante ou excessive par rapport aux anticipations de Natixis.

Dans la mesure où Natixis détiendrait des actifs ou des positions nettes à l'achat, sur l'un de ces marchés, tout repli de l'un de ceux-ci pourrait occasionner des pertes liées à la dépréciation de ces positions. À l'inverse, dans l'hypothèse où Natixis aurait vendu à découvert des actifs qu'il ne détient pas, ou détiendrait des positions nettes à la vente, sur l'un de ces marchés, tout rebond de celui-ci pourrait exposer Natixis à des pertes dans la mesure où il devra couvrir ses positions à découvert dans un marché haussier. Natixis pourrait parfois mettre en œuvre une stratégie de trading en constituant une position acheteuse sur un actif et une position vendeuse sur un autre actif, dans l'espoir de tirer profit de la variation de la valeur relative de ces actifs. Si ces valeurs relatives évoluaient contrairement aux prévisions de Natixis, ou dans des circonstances où celles-ci ne seraient pas couvertes, cette stratégie pourrait l'exposer à des pertes. Dans la mesure où elles seraient substantielles, ces pertes pourraient affecter de manière défavorable les résultats et la situation financière de Natixis.

Les revenus tirés par Natixis des activités de courtage et autres activités générant des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés

Un repli des marchés, tel que celui actuellement constaté, est susceptible de se traduire par une baisse du volume de transactions que Natixis exécute pour ses clients et en tant qu'opérateur de marché, et par conséquent, par une diminution du Produit Net Bancaire de ces activités. Par ailleurs, les commissions de gestion que Natixis facture à ses clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des retraits réduirait les revenus issus des activités de Gestion d'actifs et de Gestion privée.

Indépendamment de l'évolution du marché, toute sous-performance de l'activité de Gestion d'actifs de Natixis peut avoir pour conséquence une diminution des actifs gérés (notamment par des rachats des fonds communs de placement) et des commissions, primes et autres rémunérations de gestion perçues par Natixis.

Toute variation significative des taux d'intérêt est susceptible de peser sur le Produit Net Bancaire ou la rentabilité de Natixis

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par Natixis au cours d'une période donnée influe de manière significative sur son Produit Net Bancaire et sa rentabilité sur cette période. Par ailleurs, des changements significatifs dans les écarts de taux d'intérêt applicables aux crédits (spreads), tel que le récent élargissement de ces écarts, peuvent avoir une influence sur les résultats de Natixis. Les taux d'intérêt réagissent à de nombreux facteurs sur lesquels Natixis n'a aucune emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché peut affecter différemment les taux d'intérêt appliqués aux actifs porteurs d'intérêt et les taux d'intérêt payés sur la dette contractée. Toute évolution défavorable de la courbe des taux peut diminuer les revenus nets d'intérêts des activités de prêt. En outre, l'augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme de Natixis et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur sa rentabilité. Des taux d'intérêts hauts ou à la hausse et/ou des écarts de crédit croissants, en particulier si de tels changements sont rapides, peuvent créer un environnement moins favorable pour certaines activités de Natixis.

Les variations des cours de change pourraient impacter de façon significative les résultats de Natixis

Natixis exerce une partie significative de ses activités à l'étranger, notamment aux États-Unis, et pourrait voir son Produit Net Bancaire et ses résultats affectés par des variations de cours de change. Le fait que Natixis enregistre des charges en devises autres que l'euro ne compense que partiellement l'impact des variations de taux de change à la baisse sur le Produit Net Bancaire. Natixis est particulièrement exposé aux variations des cours de change entre l'euro et le dollar américain, dans la mesure où une partie significative de son Produit Net Bancaire et de son résultat d'exploitation est réalisée aux États-Unis. Dans le cadre de sa politique globale de gestion des risques, Natixis conclut des opérations visant à couvrir son exposition aux risques de change. Ces opérations peuvent cependant ne pas parvenir à compenser l'incidence défavorable des variations des taux de change sur les résultats de Natixis, voire, dans certaines hypothèses, l'amplifier.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques de Natixis ou de tiers peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes

Comme la plupart de ses concurrents, Natixis dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de

transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, Natixis connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, il serait incapable de répondre aux besoins de clients dans les délais et pourrait ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de Natixis, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'information, voire de manque à gagner sur ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes de Natixis à s'adapter à un nombre croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités.

Natixis est aussi exposé au risque d'une rupture ou d'une défaillance opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses opérations sur titres. Dans la mesure où l'interconnectivité s'accroît avec ses clients, Natixis peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Natixis ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux d'autres parties ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate.

Des événements imprévus peuvent provoquer une interruption des activités de Natixis et entraîner des pertes substantielles ainsi que des coûts supplémentaires

Des événements imprévus tels qu'une catastrophe naturelle grave, une pandémie, des attentats ou toute autre situation d'urgence, pourraient provoquer une brusque interruption des activités de Natixis et entraîner des pertes substantielles dans la mesure où ils ne seraient pas, ou insuffisamment, couverts par une police d'assurance. Ces pertes pourraient concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché ou des collaborateurs clés. De tels événements pourraient, de plus, perturber l'infrastructure de Natixis ou celle de tiers avec lesquels Natixis conduit ses activités et pourraient également engendrer des coûts supplémentaires (liés notamment aux coûts de déplacement du personnel concerné) et alourdir les charges de Natixis (en particulier les primes d'assurance).

À la suite de tels événements, Natixis pourrait être dans l'incapacité d'assurer certains risques et un accroissement du risque global de Natixis en résulterait.

Natixis pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Natixis est exposé au risque pays, qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger affectent ses intérêts financiers. Natixis conduit ses activités dans le monde entier, y compris dans les régions du monde en développement communément appelées les marchés émergents. Dans le passé, beaucoup de pays qualifiés de marchés émergents ont connu des perturbations économiques et financières graves, notamment des dévaluations de leur monnaie et des contrôles de change monétaire et de capitaux, ainsi qu'une croissance économique faible ou négative. Les activités de Natixis et les recettes tirées des opérations et des échanges réalisés hors de l'Union européenne et des États-Unis, bien que limitées, sont exposées au risque de perte résultant de plusieurs évolutions politiques, économiques et légales défavorables, notamment les fluctuations monétaires, l'instabilité sociale, les changements de politique gouvernementale ou de la politique des banques centrales, les expropriations, les nationalisations, la confiscation d'actifs ou les changements de législation relatifs à la propriété locale.

Natixis est soumis à une réglementation importante en France et dans de nombreux autres pays où il exerce ses activités ; des mesures réglementaires et des changements dans ces réglementations pourraient avoir un effet négatif sur l'activité et les résultats de Natixis

Plusieurs régimes réglementaires et de contrôle par les autorités s'appliquent à Natixis dans chacun des pays où Natixis mène ses activités. Outre le préjudice porté à sa réputation, le non-respect de ces réglementations exposerait Natixis à des interventions importantes des autorités réglementaires et à des amendes, à des avertissements publiés par les autorités, à des suspensions d'activité, voire dans des cas extrêmes, au retrait de l'agrément des activités de Natixis. Le secteur des services financiers a connu un contrôle accru de plusieurs autorités réglementaires au cours des dernières années, de même qu'une augmentation des pénalités et amendes infligées par ces autorités réglementaires, une tendance qui pourrait s'accélérer dans le contexte financier actuel. Les activités de Natixis et ses résultats peuvent être affectés par diverses mesures ou décisions prises par les autorités réglementaires françaises, par l'Union européenne, par des gouvernements étrangers ou des organismes internationaux. De telles contraintes pourraient limiter la capacité de Natixis à développer ses métiers ou à poursuivre certaines activités. La nature et l'impact de ces éventuels changements de politiques et décisions réglementaires ne sont pas prévisibles et Natixis n'a aucun moyen de les contrôler.

De tels changements peuvent, entre autres, avoir trait aux éléments suivants :

- politique monétaire, politique de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités réglementaires ;
- évolution générale des politiques gouvernementales ou réglementaires susceptibles d'influer significativement sur les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où Natixis est présent ;
- évolution générale des exigences réglementaires, notamment des règles prudentielles en matière d'adéquation des fonds propres, tels que par exemple des modifications en voie d'être apportées à la réglementation mettant en œuvre les exigences de Bâle II ;
- évolution des règles et procédures relatives aux contrôles internes ;
- évolution de l'environnement concurrentiel et des prix ;
- évolution des règles de reporting financier ;
- expropriation, nationalisation, contrôle des prix, contrôle des changes, confiscation d'actifs et évolution de la législation relative au droit de propriété des étrangers ; et
- toute évolution négative de la situation politique, militaire ou diplomatique engendrant une instabilité sociale ou un contexte juridique incertain, susceptible d'affecter la demande de produits et services proposés par Natixis.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où Natixis poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats de Natixis

En tant que groupe bancaire multinational menant des opérations internationales complexes et importantes, Natixis est soumis à la législation fiscale dans un grand nombre de pays à travers le monde, et structure globalement son activité de manière à optimiser son taux effectif d'imposition. La modification de la législation fiscale ou de son application par les autorités compétentes dans ces pays pourrait avoir un impact important sur les résultats de Natixis. Natixis a mis en place des modalités de gestion dont l'objectif est la création de valeur à partir des synergies et des capacités commerciales de ses différentes entités. Natixis s'efforce également de structurer les produits financiers vendus à ses clients en optimisant leur fiscalité. Les structures des opérations intra-groupe de Natixis et des produits financiers vendus par Natixis sont fondées sur ses propres interprétations des lois et réglementations fiscales applicables,

généralement sur la base d'avis rendus par des conseils fiscaux indépendants, et ponctuellement, en tant que de besoin, d'agrément ou d'interprétations spécifiques de l'administration fiscale. Il ne peut être exclu que les autorités fiscales, à l'avenir, remettent en cause certaines de ces interprétations, à la suite de quoi Natixis pourrait faire l'objet de redressements fiscaux.

Malgré les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre, Natixis peut être exposé à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives

Les politiques et techniques de gestion des risques de Natixis pourraient ne pas être efficaces quant à la limitation de son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, y compris aux risques que Natixis n'a pas su identifier ou anticiper. Les techniques et stratégies de gestion des risques utilisées par Natixis ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Ces techniques et stratégies pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que Natixis n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que Natixis utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier son exposition au risque, Natixis procède ensuite à une analyse, notamment statistique, de ces observations. Les outils et indicateurs utilisés peuvent livrer des conclusions erronées quant à la future exposition au risque, en raison notamment de facteurs que Natixis n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marché inattendus et sans précédent. Ceci diminuerait la capacité de Natixis à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies par Natixis pourraient s'avérer nettement supérieures à celles prévisibles au vu de la moyenne historique. Par ailleurs, les modèles quantitatifs de Natixis n'intègrent pas l'ensemble des risques. Certains risques font en effet l'objet d'une analyse plus qualitative qui pourrait s'avérer insuffisante et exposer ainsi Natixis à des pertes significatives et imprévues. En outre, quand bien même aucun fait important n'a à ce jour été identifié à cet égard, les systèmes de gestion du risque sont soumis au risque de défaut opérationnel, y compris la fraude. (Se reporter au paragraphe « Gestion des risques » pour un exposé plus détaillé des politiques, procédures et méthodes utilisées par Natixis pour identifier, contrôler et gérer ses risques.)

Les stratégies de couverture mises en place par Natixis n'écartent pas tout risque de perte

Natixis pourrait subir des pertes si l'un quelconque des différents instruments ou stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inefficace. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. À titre d'exemple, si Natixis détient une position longue sur un actif, il pourrait couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont l'évolution a par le passé permis de neutraliser l'évolution de la position longue. Il se peut cependant que cette couverture soit partielle, que ces stratégies ne couvrent pas tous les risques futurs ou qu'elles ne permettent pas une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché, voire entraînent une amplification des risques. Toute évolution inattendue du marché, telle que celle que connaissent les marchés financiers internationaux depuis le deuxième semestre 2007, peut également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de certaines couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par Natixis.

Natixis pourrait rencontrer des difficultés pour identifier, mettre en œuvre et intégrer une politique de croissance externe dans le cadre d'acquisitions ou de joint-ventures

Même si la croissance externe ne constitue pas la composante majeure de sa stratégie actuelle, Natixis pourrait néanmoins réfléchir à des opportunités de croissance externe le cas échéant. Bien que Natixis prévoie de procéder à une analyse approfondie des sociétés qu'il acquerra ou des joint-ventures auxquelles il participera, il n'est généralement pas possible de conduire un examen exhaustif. Par conséquent, Natixis peut avoir à supporter des engagements non prévus initialement. De même, les résultats de la société acquise ou de la joint-venture peuvent s'avérer décevants et les synergies attendues peuvent ne pas être réalisées en totalité ou en partie, ou encore l'opération peut engendrer des coûts plus élevés que prévu. Natixis peut également rencontrer des difficultés lors de l'intégration d'une nouvelle entité. L'échec d'une opération de croissance externe annoncée ou l'échec de l'intégration d'une nouvelle entité ou d'une joint-venture est susceptible d'obérer significativement la rentabilité de Natixis. Cette situation peut également provoquer le départ de collaborateurs clés. Dans la mesure où, pour conserver ses collaborateurs, Natixis se verrait contraint de leur proposer des avantages financiers, cette situation peut également se traduire par une augmentation des coûts et une érosion de la rentabilité. Dans le cas de joint-ventures, Natixis est exposé à des risques supplémentaires et des incertitudes en ce qu'il pourrait dépendre des systèmes, contrôles et personnes qui ne sont pas sous son contrôle et peut, à ce titre, engager sa responsabilité, subir des pertes ou des atteintes à sa réputation. De plus, des conflits ou désaccords entre Natixis et ses associés au sein de la joint-venture peuvent avoir un impact négatif sur les avantages recherchés par la joint-venture.

Une intensification de la concurrence, à la fois en France, premier marché de Natixis, et à l'étranger, pourrait peser sur le Produit Net Bancaire et la rentabilité

Les principaux pôles d'activité de Natixis sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il est solidement implanté. La consolidation, à la fois sous la forme de fusions et d'acquisitions et par le biais d'alliances et de coopération, accroît la concurrence. La consolidation a créé un nombre d'entreprises qui, à l'instar de Natixis, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services. Natixis est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant l'exécution des opérations, les produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si Natixis ne parvenait pas à préserver sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités.

Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie globale ou de l'environnement économique dans lequel se situent les principaux marchés de Natixis est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité de Natixis et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels. Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux institutions non-dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur Internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer

des pressions à la baisse sur les prix des produits et services de Natixis ou affecter la part de marché de Natixis.

Un risque de réputation et un risque juridique pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives commerciales de Natixis

Plusieurs problèmes sont susceptibles de donner naissance à un risque de réputation et de nuire à Natixis et à ses perspectives commerciales. Ces problèmes comprennent la gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes déontologiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions. Une gestion inadéquate de ces problèmes pourrait donner naissance à un risque juridique supplémentaire pour Natixis et provoquer une augmentation du nombre des procédures judiciaires et du montant des dommages et intérêts réclamés à Natixis ou l'exposer à des sanctions de la part des autorités réglementaires (voir la section 5.8 « Risques juridiques » du Rapport de gestion au chapitre 6, et notamment le paragraphe intitulé « Procédures judiciaires et d'arbitrage »).

6.2 Rapport de gestion au 30 juin 2009

I. Préalable : Précisions méthodologiques

Le métier Titres a finalisé la réorganisation de sa partie institutionnelle au 30 juin 2009 en cédant 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole SA, conservant ainsi une participation de 15% au capital de CACEIS.

- Dans les comptes statutaires de Natixis, en application d'IFRS 5, CACEIS est déconsolidé en date de valeur du 31 mars 2009, les titres reclassés en actifs disponibles à la vente (sans rétroactivité) et le résultat comptable du premier trimestre maintenu dans le résultat consolidé en intégration proportionnelle à 50%.
- Dans la présentation des comptes en gestion (sur laquelle repose le rapport de gestion), les retraitements suivants ont été opérés afin de présenter le résultat du métier Titres en vision « proforma Titres retail » :
 - 1) Le résultat du département EuroTitres a été retraité sur 2008 et 2009 des résultats de l'activité de conservation institutionnelle (qui avait été apportée à CACEIS en juin 2008) pour se limiter désormais aux résultats de la conservation « retail ».
 - 2) La contribution de CACEIS au PNB de la ligne de métier Titres est limitée aux dividendes correspondant à la participation de 15% de Natixis dans le capital de CACEIS.
 - 3) A l'exception des dividendes ci-dessus, l'intégralité des résultats 2008 et 2009 de l'activité de conservation institutionnelle a été positionnée en « résultat des activités abandonnées ». Cette ligne enregistre également le résultat de la cession CACEIS.

Compte tenu de la cession de CACEIS, les charges du hors pôle affectées à CACEIS ont fait l'objet d'une reventilation sur les autres métiers au 30 juin 2009.

De manière à assurer la comparabilité des exercices, ces retraitements ont été effectués sur 2008 et 2009.

Le tableau ci-dessous synthétise les ajustements apportés aux données précédemment publiées :

en M€	1er semestre 2008		
	publié	pro forma	écart
Produit net bancaire	1 552	1 329	- 223
BFI	- 421	- 421	0
Gestion d'actifs	688	688	0
Services	788	562	- 226
Poste clients	473	473	0
CIGP	184	184	0
Hors pôles métiers	- 160	- 157	3
Charges	- 2 496	- 2 348	147
BFI	- 1 047	- 1 041	6
Gestion d'actifs	- 500	- 503	- 2
Services	- 490	- 340	150
Poste clients	- 346	- 349	- 3
CIGP	- 86	- 87	- 1
Hors pôles métiers	- 27	- 29	- 2
Résultat brut d'exploitation	- 944	- 1 019	- 76
Coût du risque	- 374	- 373	1
Résultat d'exploitation	- 1 318	- 1 392	- 75
Mises en équivalence	300	300	0
Gains ou pertes sur autres actifs	11	6	- 5
Variation valeur écarts acquisition	1	1	0
Résultat avant impôt	- 1 006	- 1 085	- 79
Impôt	204	226	23
Intérêts minoritaires	- 57	- 55	1
RNPG courant	- 859	- 914	- 55
Résultat des activités abandonnées	0	55	55
Produits de restructuration nets	70	70	0
Coûts de restructuration nets	- 159	- 159	0
Résultat net part du groupe	- 948	- 948	- 0

II. Résultats consolidés synthétiques

Faits marquants du premier semestre 2009 :

Le principal évènement du premier semestre 2009 concerne le rapprochement des groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne, qui s'est traduit par la naissance le 3 août 2009 du nouveau groupe BPCE. Celui-ci détiendra des filiales des deux précédents groupes dans le domaine de la banque de détail et leurs structures de production, dont notamment à ce titre Natixis. Dans le cadre de ce rapprochement, le mode de gouvernance, d'administration et de direction de Natixis a été simplifié vers une société à conseil d'administration avec dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Parallèlement, Natixis a au cours de la période :

- ❑ redéfini son plan à moyen terme en menant, au cours du deuxième trimestre, une revue d'affaires de l'ensemble des métiers du Groupe, conduisant à la définition d'un nouveau plan stratégique à horizon 2012, confirmant notamment les orientations de recentrage du pôle BFI. En outre, la mise en place du pôle GAPC (Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés) a été poursuivie dans un objectif de réduction effective des positions (dont crédit vanille et options sur fonds) ;
- ❑ engagé en parallèle du précédent chantier, avec l'aide d'experts indépendants, des travaux d'estimation des pertes potentielles à terminaison des portefeuilles dans des scénarios stressés. Ces travaux ont concerné principalement les expositions du pôle GAPC ;
- ❑ conclu un accord sur la cession en numéraire à Crédit Agricole S.A. d'une participation de 35% du capital de CACEIS. Au terme de cette cession intervenue le 30 juin 2009, Natixis conserve 15% du capital de CACEIS ;
- ❑ réorganisé le métier de banque privée en procédant à la fusion des entités Banque Privée Saint Dominique et la Compagnie 1818-Banquiers Privés le 30 juin 2009, créant ainsi un nouvel établissement La Banque Privée 1818 structuré autour des activités de gestion de fortune et commercialisation de produits et services à destination des conseillers en Gestion Privée de Patrimoine indépendants ;
- ❑ engagé un second plan d'adaptation de l'emploi concernant près de 300 collaborateurs des effectifs du pôle BFI et du département EuroTitres, et dont l'ouverture est effective depuis le 17 juin 2009 ;
- ❑ reçu de ses actionnaires de référence (BFBP et CNCE) le 18 juin 2009 deux avances d'actionnaires d'un montant total de 1,5 Md€ (soit 750 M€ de la part de chaque groupe respectif).

TOTAL NATIXIS (pro forma CACEIS)

	en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
		2009 S1	2008 S1	montant	%
Produit net bancaire		570,1	1 329,0	- 759,0	- 57 %
Charges		- 2 180,9	- 2 348,2	+ 167,3	- 7 %
Résultat brut d'exploitation		- 1 610,8	- 1 019,1	- 591,7	+ 58 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>		383 %	177 %		
Coût du risque		- 2 213,9	- 373,2	- 1 840,7	
Résultat d'exploitation		- 3 824,7	- 1 392,3	- 2 432,4	ns
Mises en équivalence		270,7	300,1	- 29,4	
Gains ou pertes sur autres actifs		31,6	6,2	+ 25,3	
Variation des écarts d'acquisition		0,0	0,8	- 0,8	
Résultat avant impôt		- 3 522,4	- 1 085,2	- 2 437,3	ns
Impôt		908,5	226,4	+ 682,1	
Intérêts minoritaires		- 22,9	- 55,4	+ 32,5	
Résultat net courant part du groupe		- 2 636,8	- 914,1	- 1 722,7	ns
Résultat des activités abandonnées		13,3	55,4	- 42,1	
Produits de restructuration nets		0,0	69,8	- 69,8	
Coûts de restructuration nets		- 98,8	- 159,1	+ 60,4	
Résultat net part du groupe		- 2 722,3	- 948,1	- 1 774,2	ns

Dans un contexte marqué par la poursuite de la crise financière et la dégradation générale de l'environnement économique, les métiers de **Natixis Pérenne** affichent des performances contrastées : les pôles Banque de Financement et d'Investissement (pôle recentré sur les opérations clientèle), Gestion d'actifs et Services affichent un net redressement de leur activité par rapport au trimestre précédent. Les métiers les plus exposés aux cycles économiques (Poste clients et Capital Investissement) restent très affectés par la crise.

Pour sa part, la **GAPC (Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés)** enregistre de nouvelles dépréciations sur les monolines, les CDPC et les CDO d'ABS. Sur le premier semestre 2009, la GAPC a mis en œuvre un certain nombre d'opérations de réduction de ses portefeuilles au travers de la cession ou de l'amortissement accéléré de ses positions ayant ainsi permis une réduction significative de ses encours pondérés par rapport au 31 décembre 2008.

Par ailleurs, le premier semestre 2009 est marqué par une **forte hausse de la dotation pour coût du risque**, compte tenu des risques liés à la GAPC, d'un renforcement de la couverture, sur divers portefeuilles LBO et immobiliers notamment, et d'une montée du coût du risque corporate sur les activités de financement de la BFI.

III. NATIXIS PERENNE

NATIXIS – ACTIVITÉS PÉRENNES				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Produit net bancaire	2 465,2	3 166,4	- 701,2	- 22 %
Charges	- 2 100,4	- 2 258,5	+ 158,1	- 7 %
Résultat brut d'exploitation	364,7	907,8	- 543,1	- 60 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	85 %	71 %		
Coût du risque	- 1 208,4	- 200,0	- 1 008,4	
Résultat d'exploitation	- 843,7	707,8	- 1 551,5	ns
Mises en équivalence	270,7	300,1	- 29,4	
Gains ou pertes sur autres actifs	31,6	6,2	+ 25,3	
Variation des écarts d'acquisition	0,0	0,8	- 0,8	
Résultat avant impôt	- 541,4	1 015,0	- 1 556,3	ns
Impôt	463,1	- 198,6	+ 661,7	
Intérêts minoritaires	- 22,9	- 57,6	+ 34,7	
Résultat net courant part du groupe	- 101,2	758,8	- 860,0	ns

Produit net bancaire au premier semestre 2009

Le PNB cumulé à fin juin 2009 s'établit à 2 465 M€, en baisse de 22% par rapport au PNB pro forma du premier semestre 2008.

Retraité des activités de « Credit Portfolio Management (CPM) », qui ont enregistré des marked to market négatifs sur les instruments de couverture à hauteur de -452 M€ au premier semestre 2009 (contre un gain de 127 M€ au premier semestre 2008), le PNB de Natixis Pérenne s'élèverait à 2 917 M€, en retrait de 4% par rapport au premier semestre 2008.

- Le PNB du pôle BFI (1 390 M€) affiche une baisse de 2% par rapport à la performance du premier semestre 2008. Retraité des activités de « CPM », le PNB du pôle BFI serait en progression de 43% (+40% à change constant). Le semestre a été marqué en particulier par la bonne performance des marchés de capitaux, en particulier les activités de taux, change, crédit et matières premières.
- Le PNB du pôle Gestion d'actifs (612 M€) est en retrait de 11% par rapport au premier semestre 2008, compte tenu de la baisse des encours moyens sur un an consécutive à la baisse des marchés. En revanche, les encours fin de période progressent au cours du premier semestre de 447 Md€ à 476 Md€, sous l'effet de la collecte nette (+14 Md€) et de l'effet marché (+15 Md€), l'effet change étant peu significatif.
- Le PNB du pôle Services (475 M€) est en baisse de 15% par rapport au 30 juin 2008. Bien que l'activité commerciale demeure soutenue, le contexte de crise financière continue de peser sur les performances financières de certains métiers du pôle. Les produits sont en baisse sur *l'Assurance*, sur *Titres*, sur *Cautions et garanties financières* et sur *Crédit bail*. A l'opposé, la montée en puissance du *Crédit consommation* se poursuit, alors que les performances des métiers *Paiements*, *Ingénierie sociale* et *Services à l'international* demeurent solides.

- Le PNB du pôle Poste clients (181 M€) chute de 62% par rapport à fin juin 2008. Fortement affecté par la montée des risques, le PNB de l'*assurance crédit* est négatif à -49 M€, contre un produit de 238 M€ au 30 juin 2008. Le loss ratio ressort à 116% sur le premier semestre (contre 56% au premier semestre 2008).
- Le PNB du pôle Capital investissement et Gestion Privée ressort à -5 M€, contre 184 M€ au premier semestre 2008 : en dépit d'un redressement sensible au second trimestre, le *Capital investissement* accuse sur le semestre un PNB négatif de -50 M€ (dont -67 M€ de dotations aux provisions), contre un produit de 125 M€ au premier semestre 2008. La *Gestion Privée* affiche un PNB de 45 M€, en baisse de -24%.
- Le PNB du « Hors pôles métiers » (-188 M€) se détériore de -31 M€ par rapport à juin 2008. Cette baisse est due aux pertes du second semestre 2008 et du premier trimestre 2009 qui ont diminué les fonds propres tier one disponibles, ainsi qu'à la baisse des taux courts sur lesquels sont assis les revenus.

Charges et effectifs du premier semestre 2009

Les charges consolidées (hors coûts de restructuration) atteignent 2 100 M€ à fin juin 2009, contre 2 259 M€ à fin juin 2008, soit une baisse de 159 M€ (-7%) d'un semestre à l'autre. Cette baisse s'explique non seulement par la baisse des rémunérations variables mais également par l'impact du plan de réduction de coûts, qu'il s'agisse de la baisse des effectifs ou de la réduction des autres charges d'exploitation.

Les effectifs sont en baisse de 4% à 19 678 ETP. Les principaux départs concernent le pôle BFI (-597 ETP, soit -11%) et le « Hors pôles métiers » (-224 ETP, soit -9%).

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation atteint 365 M€ au 30 juin 2009, en baisse de 60% par rapport à juin 2008. Retraité des activités de « CPM », le retrait serait de 21%.

Coût du risque et Résultat avant impôt

Le coût du risque s'élève à 1 208 M€ au 30 juin 2009.

La dotation du second trimestre 2009 est en très forte hausse de 1 020 M€ Cette hausse s'explique par une montée sensible du coût du risque individuel sur les financements corporate au cours du second trimestre (124 bps des RWA crédit au second trimestre, contre 101 bps au premier trimestre), ainsi que par un complément de dotation au titre de la couverture globale de certains portefeuilles (financements immobiliers et LBO notamment).

Les mises en équivalence se situent à 271 M€, dont 262 M€ au titre de la contribution des réseaux actionnaires.

Le résultat avant impôt courant s'établit ainsi à -541 M€ au 30 juin 2009.

Résultat net courant part du groupe

Le résultat net courant part du groupe de la banque pérenne est négatif à -101 M€ au premier semestre 2009, après l'affectation d'un produit de 463 M€ d'impôt différé.

Contribution des pôles métiers aux résultats de Natixis

La contribution des différents métiers du Groupe à la performance du premier semestre 2009 est la suivante :

Réalisé 1er semestre 2009 – Contribution des pôles métiers pérennes								Complément hors pôles	
<i>chiffres en M€</i>	BFI pérenne	Gestion d'actifs	Services pf Caceis	Poste Clients	CIGP	Banque de détail	Métiers pérennes	Hors pôles métiers	Natixis pérenne
PNB	1 390	612	475	181	- 5		2 653	- 188	2 465
Charges	- 796	- 454	- 329	- 365	- 81		- 2 025	- 76	- 2 100
RBE	595	158	146	- 184	- 86		629	- 264	365
RAI	- 562	156	128	- 177	- 85	189	- 351	- 190	- 541
RNPG courant	- 140	100	84	- 117	- 80	177	24	- 125	- 101
CoEx	57 %	74 %	69 %	201 %	ns		76 %		85 %
Fonds propres alloués	5 975	240	1 650	1 311	373	3 397	12 947	1 355	14 301
ROE	ns	83,5 %	10,2 %	ns	ns	10,4 %	0,4 %		ns

Réalisé 1er semestre 2008 – Contribution des pôles métiers pérennes								Complément hors pôles	
<i>chiffres en M€</i>	BFI pérenne	Gestion d'actifs	Services pf Caceis	Poste Clients	CIGP	Banque de détail	Métiers pérennes	Hors pôles métiers	Natixis pérenne
PNB	1 417	688	562	473	184		3 323	- 157	3 166
Charges	- 952	- 503	- 340	- 349	- 87		- 2 230	- 29	- 2 259
RBE	465	185	222	124	97		1 093	- 185	908
RAI	347	193	224	121	97	206	1 188	- 173	1 015
RNPG courant	234	114	151	83	60	196	838	- 79	759
CoEx	67 %	73 %	61 %	74 %	47 %		67 %		71 %
Fonds propres alloués	6 157	218	1 683	1 202	350	3 367	12 977	921	13 899
ROE	7,6 %	104,5 %	17,9 %	13,8 %	34,5 %	11,7 %	12,9 %		10,9 %

Remarques méthodologiques :

Les fonds propres normatifs nécessaires à l'exercice de leur activité sont affectés aux métiers de Natixis.

Plusieurs retraitements analytiques sont apportés aux résultats issus des entités composant les différents pôles métiers :

- les pôles bénéficient de la rémunération des fonds propres normatifs qui leur sont alloués ; le coût de subordination (hybrides) est refacturé aux métiers au prorata des RWA consommés ;
- la rémunération des capitaux propres sociaux des entités qui constituent les pôles est neutralisée ;
- le coût de portage des goodwill est intégralement supporté par le hors pôles métiers ;
- les pôles sont facturés d'un montant représentant la majeure partie des charges de structure du Groupe, la part non facturée de celles-ci représentant 3% du total des charges du Groupe¹⁰.

¹⁰ Les charges de structures s'entendent hors activités du hors pôles liées à des prestations fournies à l'extérieur du Groupe (Activités institutionnelles, Immobilier hors exploitation, Natixis Altaïr).

3.1 Pôle BFI : Situation de la banque pérenne

BFI – ACTIVITÉS PÉRENNES				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	5 975	6 157	- 182	- 3 %
Produit net bancaire	1 390,1	1 416,7	- 26,6	- 2 %
Charges	- 795,6	- 951,5	+ 156,0	- 16 %
Résultat brut d'exploitation	594,5	465,2	+ 129,4	+ 28 %
Coût du risque	- 1 170,8	- 117,7	- 1 053,1	ns
Résultat avant impôt	- 562,1	347,4	- 909,6	ns
Résultat net courant part du groupe	- 140,1	233,5	- 373,6	ns
Rentabilité sur FPN	ns	7,6 %		
Coefficient d'exploitation	57 %	67 %		

Le PNB de la BFI pérenne s'élève à 1 390 M€ au titre du premier semestre 2009, soit une performance en ligne avec celle du premier semestre 2008 (1 416 M€).

Les métiers de la BFI confirment dans l'ensemble au deuxième trimestre 2009 l'orientation positive enregistrée au premier trimestre, en particulier les activités de Fixed Income et Commodities Market Derivatives qui réalisent un semestre historiquement élevé, avec un PNB cumulé de 618 M€, contre 151 M€ à fin juin 2008.

Les bons résultats des métiers restent toutefois en partie masqués par la forte dégradation observée sur le « Credit Portfolio Management (CPM) », liée au resserrement des spreads des contreparties *investment grade* qui affecte mécaniquement la valorisation en marked to market des CDS. L'activité de Credit Portfolio Management affiche ainsi un PNB négatif de -452 M€ au titre du premier semestre 2009, contre un impact positif de 127 M€ à fin juin 2008.

Hors CPM, le PNB de la BFI pérenne s'établit à 1 842 M€, en progression de 43% par rapport au premier semestre 2008, malgré l'impact très défavorable du CPM.

Les charges de la BFI pérenne s'élèvent au premier semestre 2009 à 796 M€, en baisse de 16% par rapport à la même période de 2008, du fait de la baisse très significative des rémunérations variables, mais également d'un net recul des charges fixes lié notamment à la baisse sensible des effectifs. Ceux-ci diminuent de 11% sur un an à 4 861 ETP à fin juin 2009, soit une diminution de 597 ETP par rapport au 30 juin 2008.

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 57% au titre du premier semestre 2009, en baisse de 10 points par rapport au premier semestre 2008 (67%).

Le **coût du risque** s'établit à 1 171 M€ au titre du premier semestre. Il concerne principalement les activités de financements, du fait d'une montée sensible du coût du risque individuel sur les financements corporate au cours du second trimestre, et d'un complément de dotation au titre de la couverture globale de certains portefeuilles (financements immobiliers et LBO notamment).

Le résultat net courant part du groupe s'établit à -140 M€ au 30 juin 2009 (après l'impact CPM sur le résultat avant impôt de -452 M€).

PNB par ligne de métier

en millions d'euros	2008	2009	Variation
Produit net bancaire	1 416,7	1 390,1	- 2 %
Relations entreprises et institutionnels	245,7	271,4	+ 10 %
Dettes et financements	435,4	511,8	+ 18 %
Marchés de capitaux	662,4	1 093,2	+ 65 %
CPM et divers	73,2	- 486,4	

Relations Entreprises et Institutionnels

Le PNB du pôle « Relations entreprises et institutionnels » s'élève à 271,4 M€ au premier semestre 2009, en progression de 10% sur un an.

- Les métiers de financements vanille contribuent à hauteur de 93% au PNB de la ligne de métier et affichent une progression de leur PNB de 18% sur un an. Ils bénéficient de la croissance des niveaux de marges, d'une forte augmentation des commissions liée notamment à un volume important de restructurations au cours du semestre et de la progression des encours moyens. Les RWA restent toutefois bien maîtrisés (+1,6%) grâce à une politique volontariste privilégiant les contreparties les mieux notées.
- Le PNB des Flux est en repli en raison de la baisse de l'Eonia qui pèse sur la rémunération du float tandis que les commissions de service restent au niveau de l'exercice précédent.
- L'activité Fusions et acquisitions est pénalisée par l'atonie du marché des opérations de fusion. Son PNB est en recul sensible par rapport à celui de juin 2008.

Dettes et Financements

Le pôle « Dettes et Financements » affiche un PNB de 512 M€, en progression de 18% par rapport au premier semestre 2009. Cette bonne performance tient pour une part à l'évolution des décotes sur les prêts en attente de syndication (+24,6 M€ sur le premier semestre 2009 contre -39 M€ sur le premier semestre 2008), à un effet de change favorable et à un volume toujours significatif de restructuration de deals anciens. A l'inverse, la baisse de la production nouvelle pèse sur les revenus du semestre.

Le métier Dettes et Financements supporte sur le semestre une dotation en coût du risque élevée (834,5 M€), dont une part importante est relative aux pertes potentielles sur les activités (secteurs du LBO et de l'Immobilier essentiellement).

Financements Structurés et Matière Premières (FSMP)

Les Financements structurés et matières premières représentent les deux tiers du PNB de la ligne de métier Dettes et Financements. Leur PNB progresse de 12% au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008. La variation relative du dollar par rapport à l'euro et l'évolution

des décotes ont un impact favorable sur les revenus. L'activité reste correctement orientée même si les commissions s'affichent en retrait du fait de la baisse de la production nouvelle.

Cette dernière, à 2 Md€, est en baisse de 60% sur un an, en cohérence avec les objectifs de réduction des RWA. Les encours moyens au bilan progressent néanmoins de 10% du fait de l'évolution du dollar.

Natixis conforte sa position de *Bookrunner* et de *Mandated Lead Arranger* en France (4^{ème}) (source : Dealogic, premier semestre 2009).

- L'activité Matières premières, premier contributeur de FSMP, réalise un PNB en légère baisse (-7%) par rapport au premier semestre 2008. Les revenus d'intérêts sont en hausse, grâce notamment à l'amélioration des taux de marge sur encours moyen. Les commissions de service sont en retrait suite à la réduction de la production nouvelle. Natixis a été élu « Meilleure trade banque de l'année » en financements de matières premières, dans la catégorie métaux par le magazine spécialisé Trade & Forfaiting Review. (Les métaux représentent 60% de l'activité « Matières premières »).

- Le PNB de l'activité de Leverage finance à fin juin affiche une très forte augmentation (+69%) qui s'explique par l'évolution des décotes sur prêts en attente de syndication. Retraité de cet impact, le PNB est en retrait par rapport à la performance du premier semestre 2008, compte tenu de la baisse de la production nouvelle dans un environnement toujours difficile. Natixis a toutefois réalisé l'opération d'acquisition d'*Oriental Brewery* par *KKR* en Asie en tant que *Mandated Lead Arranger*.

- Le PNB de l'activité d'Ingénierie financière est en ligne avec celui de juin 2008. La baisse des revenus d'intérêts est compensée par la hausse des commissions d'engagement. Les restructurations de deals anciens se poursuivent.

- Le PNB du métier Financement de Projets pour ce premier semestre affiche une augmentation de 19% par rapport à juin 2008, concrétisant la volonté stratégique d'augmenter le poids de cette activité. Les revenus d'intérêts sont en forte hausse, en cohérence avec l'évolution des encours moyens. Le marché des financements de Projets continue d'enregistrer de bonnes opportunités d'affaires avec les multiples plans de relance gouvernementaux.

- L'activité de financement Aéronautique génère un PNB en diminution de 23% par rapport à un premier semestre 2008 positivement impacté par des retraitements comptables. Les produits d'intérêts progressent sensiblement, grâce à la hausse des encours combinée à une augmentation des marges nettes sur production nouvelle. L'activité du semestre a été marquée par un recentrage sur les clients historiques du Groupe.

- Le Shipping réalise une belle performance, avec un PNB en hausse de 36% sur un an. La nette hausse des revenus d'intérêts est liée à un effet volume sur les encours moyens (production élevée fin 2008). Les commissions sont en baisse compte tenu d'une production nouvelle très limitée et de l'absence de renégociation ou restructuration de dossiers.

Immobilier

L'activité de financement Immobilier affiche un PNB en diminution de 18% sur la période. Le volume de production nouvelle sur l'immobilier commercial est volontairement maintenu à un niveau très faible en Europe comme aux Etats-Unis. Les restructurations de deals se poursuivent en Europe.

Debt Solutions

Le PNB du premier semestre 2009 de Debt Solutions diminue de 30% par rapport au S1 2008. Toutefois, le métier de syndication a structuré ce semestre de nombreuses transactions en France et en Europe permettant à Natixis de conserver son rang de 18^{ème} bookrunner dans la zone EMEA (sources Bloomberg). L'activité d'origination de dette connaît par ailleurs un surcroît d'activité au premier semestre, profitant notamment de la progression du marché des émissions eurobonds.

Structured Credit

L'activité Structured Credit bénéficie d'un bon niveau sur les activités de conseil, de la relative accalmie sur le marché du crédit et de la progression des revenus d'intérêts et des commissions sur les conduits. Le PNB semestriel est en hausse sensible, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

Marchés de capitaux

Le PNB des « Marchés de capitaux » atteint 1 093 M€ fin juin 2009, soit un résultat en progression de 65% par rapport au premier semestre 2008. Ces bons résultats sont tirés par la performance du Fixed Income.

Sur ce métier en particulier, la **performance commerciale** est en progression sensible ce semestre par rapport au premier semestre 2008 (+9%), malgré la réduction sur les activités de dérivés exotiques. Plus globalement, Natixis voit sa performance commerciale progresser sur les Compagnies d'Assurance et les Assets Managers. Par ailleurs, dans la ligne de la politique de recentrage annoncée fin 2008, le poids de la France progresse par rapport à l'international (arrêt des activités de dérivés en Asie ou aux Etats-Unis).

Par ailleurs, les marchés de capitaux ont été distingués sur les opérations suivantes :

- 1^{er} du classement Dealogic des émissions obligataires AAA en France ;
- 3^{ème} bookrunner sur les émissions obligataires Corporate français en euros (source : Dealogic Bondware) ;
- 3^{ème} bookrunner sur le marché mondial des covered bonds en euros (source : Dealogic) ;
- 2^{ème} bookrunner sur le marché européen des agences (source : Dealogic) ;
- 10^{ème} du classement IFR des émissions obligataires en euro en nombre d'opérations, et 10^{ème} en nominal cumulé ;
- Natixis Securities est n°1 sur la vente Small et Mid Caps en France (source : Extel Europe).

Fixed Income et Commodities Market Derivatives

Le PNB des activités Fixed Income et Commodities Market Derivatives a été historiquement élevé au premier semestre 2009. Au premier semestre 2009, le PNB généré par ces activités représente 56% du PNB des marchés de capitaux.

- Les métiers de Fixed Income bénéficient d'une forte appréciation des marges après la crise de 2008.

- Les activités de crédit profitent du redécollage du marché secondaire et d'un marché primaire dynamique (notamment sur les covered bonds), même si l'on note un ralentissement au deuxième trimestre par rapport au premier.
- Les dérivés de taux et change ont très bien performé, en particulier sur le deuxième trimestre, notamment sur les structurés de taux (couverture vanille, options bermudéennes de taux). Ils contribuent à hauteur de plus de 50% au PNB des activités Fixed Income et Commodities Market Derivatives
- Les activités de trading de matières premières ont connu un semestre très dynamique, tiré notamment par la bonne performance du desk OTC Energy.

Activités actions

Le PNB des activités actions est en recul au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008, en raison d'un fort ralentissement de l'activité Corporate Solutions. Dans le contexte de réduction des expositions de Natixis, l'activité de Corporate Solutions a été concentrée sur la restructuration de deals existants.

Les métiers d'intermédiation action et les activités de dérivés actions et arbitrage (EDA) sont en léger retrait. Les activités de dérivés actions pâtissent du coût élevé des couvertures de positions historiques réalisées depuis la fin de l'année 2008. Les activités d'arbitrage non arrêtées affichent une bonne performance en particulier le book Alpha, le *market making* de convertibles, et l'index arbitrage Hong Kong. L'activité d'Equity Finance, qui présente également une bonne performance, bénéficie sur le deuxième trimestre 2009 d'un contexte favorable de mise en paiement de dividendes de la part des émetteurs européens engendrant des opportunités de trading.

Trésorerie et Arbitrage

Les métiers Trésorerie et arbitrage affichent une excellente performance sur le premier semestre 2009. Le métier trésorerie a profité de conditions de financement permettant de dégager des produits de transformation. Les activités d'arbitrage, notamment Crédit, ont également très bien performé.

CPM et divers

Le poste Credit Portfolio Management et divers affiche un PNB négatif de -486 M€ au premier semestre, affecté par la dégradation du *marked to market* des couvertures sous l'effet du resserrement des *spreads* des contreparties *investment grade*. Le CPM gère des achats de protection sur 14 Md€ d'encours (gestion de risques avérés, gestion du risque de concentration, optimisation de la consommation d'encours pondérés).

3.2. Pôle Gestion d'actifs

Faits marquants du premier semestre 2009

Après un premier trimestre encore fortement marqué par le contexte de crise, l'amélioration des conditions de marchés au second trimestre profite au pôle Gestion d'actifs. Les encours moyens progressent à nouveau au cours du second trimestre.

Les classements mondiaux publiés sur le premier semestre confèrent au Pôle Gestion d'actifs une position significative dans le panorama mondial des acteurs de la gestion d'actifs :

- le rapport annuel Cerulli des 50 principaux asset managers place NGAM à la 19ème place mondiale sur la base des encours au 31/12/2008 (contre 14ème en 2007) ;
- le classement Top 400 des asset managers intervenant sur le marché européen, publié par IPE Research place NGAM au 13ème rang sur la base des encours au 31/12/2008 (contre 9ème en 2007) ;

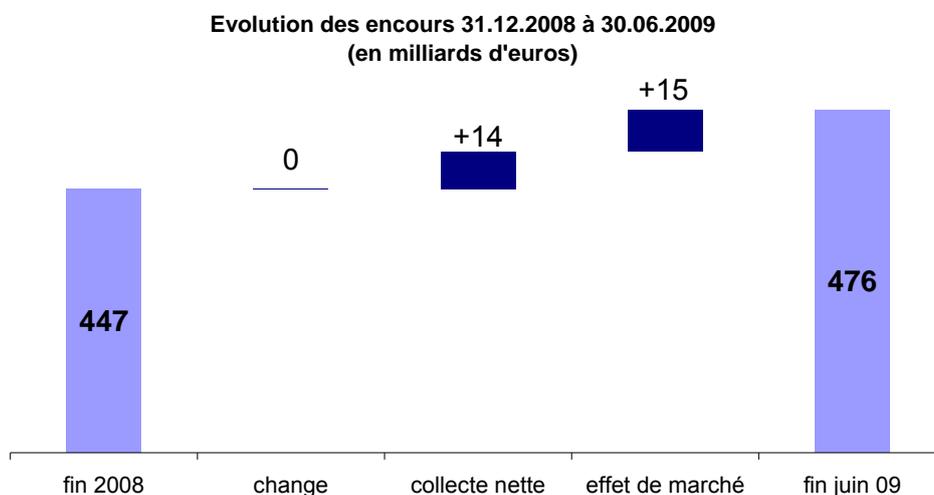
- Natixis Fund a été reconnue par la FRC (Financial Research Corporation) comme la gamme de FCP à plus forte croissance aux Etats Unis et se classe à la 1^{ère} place en termes de progression des actifs sous gestion au 31 mars 2009.

Activité

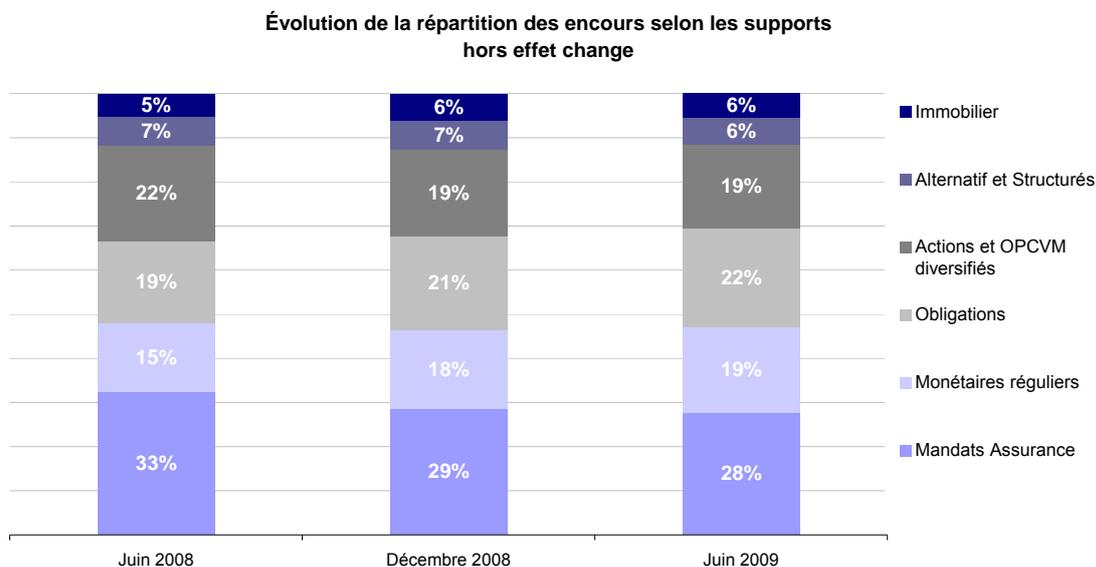
Les encours gérés du pôle Gestion d'actifs s'élèvent à 475,8 Md€ au 30 juin 2009, contre 446,7 Md€ à fin décembre 2008, soit une hausse de 6,5% sur le premier semestre 2009.

Les principaux facteurs d'évolution des encours sont les suivants :

- Après un premier trimestre difficile, l'amélioration des conditions de marché au cours du second trimestre 2009 permet de constater au titre du semestre un effet marché net de +15,1 Md€, dont + 28 Md€ sur le second trimestre ;
- la collecte nette globale progresse sensiblement (+ 13,8 Md€) ;
- l'effet change net est faible (+0,2 Md€).



Le mix produits à fin juin se caractérise toujours par une large proportion de produits obligataires et monétaires, qui représentent 41% des encours sous gestion.



PÔLE GESTION D'ACTIFS

en M€	Réalisé 2009 S1	Réalisé 2008 S1	R. 2009 / 2008	
			montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	240	218	+ 22	+ 10 %
Produit net bancaire	612,1	687,8	- 75,7	- 11 %
Charges	- 453,8	- 502,7	+ 48,9	- 10 %
Résultat brut d'exploitation	158,3	185,1	- 26,8	- 14 %
Coût du risque	- 4,2	2,7	- 6,9	ns
Résultat avant impôt	156,1	192,7	- 36,6	- 19 %
Résultat net courant part du groupe	100,2	114,0	- 13,8	- 12 %
Rentabilité sur FPN	83,5 %	104,5 %		
Coefficient d'exploitation	74 %	73 %		

- **Le PNB** au 30 juin 2009 ressort à 612,1 M€, en retrait de 11% (-75,7 millions d'euros) par rapport à la même période 2008.
L'effet change joue positivement pour 45 M€. A change constant, le PNB affiche un repli de 18%, qui s'explique principalement par le recul des encours moyens :

 - La faiblesse des encours moyens pèse sur le niveau des commissions de gestion, tant sur la zone Europe que sur la zone US : celles-ci diminuent de 17% par rapport au premier semestre 2008 ;
 - Les commissions de performance sont également en baisse (-56% à change constant).

- **A 453,8 M€ les charges d'exploitation** du pôle Gestion d'actifs sont **en retrait de 10%** (-48,9 M€) par rapport au premier semestre 2008. A change constant, les charges sont en retrait de 17%.
Les charges de personnel diminuent de 13% par rapport au premier semestre 2008 (-21% à change constant), compte tenu d'une politique de recrutement contenue depuis septembre 2008 et de la forte diminution des rémunérations variables.
Parallèlement, les charges d'exploitation hors frais de personnel sont en baisse significative de 4% (- 9% à change constant), grâce aux mesures d'économie sur les frais d'exploitation.

- **Le résultat brut d'exploitation du premier semestre 2009** ressort à **158,3 M€** en retrait de 14%. Hors effet dollar, ce retrait ressort à 22%.
La rentabilité du pôle est préservée.

- **Le coût du risque** s'élève à 4,2 M€. Des dépréciations supplémentaires (-5,4 M€) ont été constatées ce semestre sur une partie des lignes du portefeuille NAM 2, issu de la restructuration des fonds monétaires dynamiques de NAM effectuée en 2008. En outre, le pôle enregistre une reprise de provision sur la garantie donnée aux fonds monétaires détenant des obligations Lehman en raison de la révision à la hausse du taux de recouvrement.

- **Le résultat net courant part du groupe** sur le premier semestre 2009 ressort à 100,2 M€ en retrait de -12%. Le coefficient d'exploitation augmente de 73% à 74%, soit une dégradation de 1 point.

La zone Europe

Sur la zone Europe, les encours sous gestion atteignent 310,8 Md€ à fin juin 2009, contre 294,1 Md€ à fin décembre 2008, soit une progression de 5,7% sur le semestre.

Ils bénéficient de l'amélioration des conditions de marché, qui a généré un effet marché de 3,6 Md€ sur le semestre (dont +9,2 Md€ sur le second trimestre). La collecte nette s'élève à 13,3 Md€, réalisée essentiellement par NAM.

La crise de confiance des investisseurs restant prégnante sur l'activité, l'essentiel de la collecte a alimenté les fonds monétaires, dont la proportion atteint 27% des actifs sous gestion.

La zone Amérique du Nord

Les encours fin de période ressortent à 230,9 Md\$, contre 214,2 Md\$ à fin décembre 2008, soit une hausse de 8% (+ 16,7 Md\$).

Les fonds de la zone US ont profité de la reprise des marchés, qui a un impact positif de 16,1 Md\$ sur le semestre. La collecte nette de la période ressort positive à 0,6 Md\$.

L'évolution du mix produits confirme le poids des fonds obligataires qui continuent de progresser. Leur proportion atteint 51% des encours sous gestion, au détriment des fonds alternatifs et structurés.

3.3. Pôle Services

- Au cours du premier semestre 2009, le pôle Services affiche une bonne résistance à la crise ; l'activité commerciale des métiers demeure soutenue.

La mise en œuvre de projets initiés en 2008, conjuguée à une bonne dynamique commerciale, a notamment permis d'enregistrer une progression de l'activité sur le Crédit à la consommation, l'Ingénierie Sociale et la Prévoyance.

- En dépit d'un léger rebond observé sur le second trimestre pour certains métiers, la prolongation de la crise financière et la dégradation du contexte économique continuent cependant de peser sur les éléments financiers du pôle, plus particulièrement sur les métiers Assurances, Cautions et garanties et Titres.

Tous les métiers du pôle apportent cependant une contribution positive au résultat net part du groupe courant qui s'établit à 84 M€.

- Au 30 juin 2009, le pôle Services a finalisé la réorganisation du métier Titres institutionnel en cédant 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole SA, Natixis conservant une participation de 15% au capital de CACEIS.
- Par ailleurs, Natixis a décidé de céder sa filiale Natixis Algérie dans le cadre de la constitution du pôle international de BPCE au cours du troisième trimestre 2009.

PÔLE SERVICES (pro forma CACEIS)

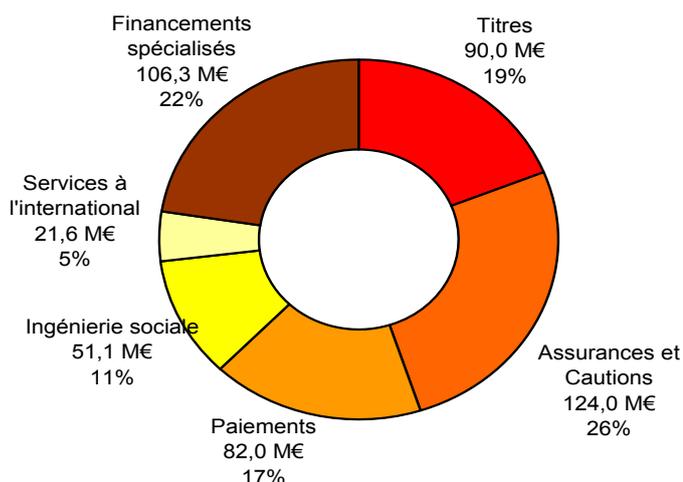
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	1 650	1 683	- 32	- 2 %
Produit net bancaire	474,9	561,9	- 87,0	- 15 %
Charges	- 329,4	- 340,1	+ 10,7	- 3 %
Résultat brut d'exploitation	145,5	221,8	- 76,3	- 34 %
Coût du risque	- 18,6	- 5,9	- 12,7	ns
Résultat avant impôt	128,3	224,0	- 95,7	- 43 %
Résultat net courant part du groupe	83,9	150,7	- 66,8	- 44 %
Rentabilité sur FPN	10,2 %	17,9 %		
Coefficient d'exploitation	69 %	61 %		

- Le **PNB** du pôle Services s'élève à **474,9 M€** au 30 juin 2009, en retrait de 15% par rapport au 30 juin 2008 (561,9 M€).

Cette baisse est essentiellement liée à l'impact de la crise économique qui pèse sur les métiers Assurances et Cautions et garanties financières.

Les revenus du pôle sur le second trimestre 2009 sont toutefois en progression notable de 10% par rapport au premier trimestre 2009, grâce notamment à la reprise des marchés financiers qui profite à l'Assurance, à la perception des dividendes de CACEIS à hauteur de 10,5 M€, à la bonne tenue de l'Ingénierie sociale qui bénéficie de l'opération « CESU Social » et d'une activité toujours en croissance sur le métier Crédit consommation.

Répartition par métier du PNB du pôle Services



- Les **charges** du pôle Services s'élèvent à 329,4 M€, en baisse de 3% par rapport à fin juin 2008.

Hors Natixis Algérie, les effectifs du pôle sont relativement stables, avec une progression de 8 ETP.

- Le **RBE** du pôle Services ressort à 145,5 M€, en retrait de 34% (-76,3 M€) par rapport à juin 2008.
- **Le coût du risque** à fin juin 2009 ressort à 18,6 M€, en progression de 13 M€ par rapport à la même période 2008. Il concerne essentiellement les Financements spécialisés, avec une augmentation sur le crédit à la consommation et sur le crédit-bail.
- **Le Résultat net courant part du groupe** ressort à 84 M€, en retrait de 44 % par rapport au premier semestre 2008.

Assurances et Cautions

Assurances

- L'activité de Natixis Assurances continue d'afficher une bonne résistance dans un contexte de crise.

Le chiffre d'affaires de l'**Assurance vie**, qui s'établit à 1,8 Md€ à fin juin 2009, est en recul de 3% par rapport à fin juin 2008. Après un bon premier trimestre, le chiffre d'affaires de Natixis Assurances enregistre une légère inflexion au cours du second trimestre, dans la tendance du marché et des bancassureurs. La collecte est en hausse de 39% par rapport à celle du deuxième semestre 2008.

L'encours global, qui s'élève à 31,9 Md€ à fin juin 2009, progresse de 3% par rapport à la fin de l'exercice 2008 en raison d'un second trimestre favorable (collecte et valorisation) et de 1% sur un an. L'augmentation des encours en euros compense la baisse des encours en unités de compte.

L'activité **Prévoyance** (y compris Assurance des emprunteurs), moins sensible à la conjoncture financière, affiche une progression du chiffre d'affaires de 27% sur un an pour s'établir à 153 M€, grâce à la poursuite de l'équipement des clients des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne en assurance emprunteurs, assurance accident de la vie et dépendance.

- Le **PNB** de l'assurance au 30 juin 2009 ressort à 91,1 M€, en recul de 31 % (-41 M€) par rapport à fin juin 2008, en raison de la volatilité des marchés financiers et du contexte économique dégradé qui pèse sur l'activité.

Cautions et Garanties financières

- Au premier semestre 2009, Natixis Garanties a connu un fort ralentissement de son activité, se traduisant par une baisse du chiffre d'affaires et des engagements de cautions de 29% et 18% respectivement par rapport à la même période 2008.

Le premier semestre est également marqué par une hausse de la sinistralité (qui s'accroît sur le second trimestre) avec une augmentation du nombre de défauts sur tous les marchés et un ralentissement des recouvrements.

Compte tenu de la conjoncture défavorable, le chiffre d'affaires est en retrait aussi bien sur le marché « retail » que sur le marché « corporate ». Il progresse toutefois sur le marché Agents immobiliers – Administration de bien (+13%), avec l'entrée de nouveaux partenaires et grâce aux actions commerciales menées et à la diversification du portefeuille.

Les encours de caution s'élèvent à fin juin 2009 à 55,7 Md€, en hausse de 3% par rapport au 31/12/2008, avec une progression de 3% sur le marché « retail ».

- Conséquence de la hausse significative de la sinistralité et du ralentissement sensible de l'activité, le **PNB** à fin juin 2009 s'élève à 32,9 M€, en baisse de 52% par rapport à la même période 2008.

La charge de sinistres brute de réassurance est en forte progression par rapport au premier semestre 2008 avec un ratio sinistre / prime brut de réassurance (hors créances douteuses) qui s'élève à 68%.

Financements spécialisés

Crédit Bail

- Dans un contexte marqué par l'accélération des défaillances d'entreprises et une baisse significative des investissements, le marché du financement des entreprises affiche un recul très sensible. Le premier semestre 2009 est marqué par une baisse du niveau de production nouvelle particulièrement importante sur le Crédit Bail Mobilier et Immobilier.

La production nouvelle atteint 969 M€ à fin juin, en retrait de 32% par rapport au premier semestre 2008, qui constitue toutefois une base de comparaison élevée en raison d'un niveau de production exceptionnelle sur le Crédit Bail Immobilier.

Les encours moyens de crédit bail s'élèvent à 7,9 Md€ à fin juin 2009, en progression de 7,8% par rapport au premier semestre 2008.

- Le **PNB** au 30 juin 2009 s'élève à 48,5 M€, en retrait de 13% (-7,5 M€) par rapport au 30 juin 2008, en raison de la progression importante de la charge liée aux risques.

Crédit Consommation

- Alors que le marché accuse un repli de la production de crédit à la consommation pour le 9^{ème} mois consécutif (source ASF¹¹), Natixis Financement conserve une dynamique commerciale très satisfaisante grâce aux projets initiés en 2008 : lancement réussi du produit Créodis (crédit permanent) dans le réseau Banques Populaires et réussite de l'intégration de la plate-forme IZICEFI pour le déploiement de l'offre du prêt personnel dans le réseau Caisses d'Épargne.

L'activité **crédit permanent** enregistre un bon premier semestre 2009, principalement porté par le produit Créodis. Les encours fin de période s'élèvent à 1,2 Md€, en progression de 12% sur un an.

L'activité **prêt personnel** poursuit sa croissance au sein du réseau des Caisses d'Épargne. Les encours fin de période s'élèvent à 6,7 Md€, en progression de 38% sur un an.

- Le **PNB** à fin juin 2009 s'élève à 57,8 M€, en progression de 26% par rapport à la même période 2008, sous l'effet de la montée en puissance du produit Créodis qui bénéficie d'un effet volume favorable, ainsi que d'un effet taux dû à une stabilisation des taux clients et à une décroissance forte des taux de refinancement.

Ingénierie sociale

Natixis Interépargne réussit à maintenir une dynamique commerciale soutenue dans un contexte qui demeure tendu.

¹¹ Association des Sociétés Financières

- Les actifs gérés en **Epargne salariale** s'élèvent à 15,3 Md€ à fin juin 2009, en progression de 0,8 Md€ depuis le début de l'année et ce malgré des montants des traitements de réserve spéciale de participation (RSP) très inférieurs aux montants de l'exercice précédent et de l'impact de la nouvelle loi sur la participation (40% des bénéficiaires optent pour le versement immédiat et sur les 60% qui bloquent leur RSP, une part importante verse sur Compte Courant Bloqué).
- L'activité **Titres de services** réalise un bon premier semestre, grâce à l'opération CESU Social pour laquelle 2,5 millions de titres ont été émis à fin juin.
A fin juin 2009, le nombre de titres Chèque de table émis s'élève à près de 34 millions (+4%) et le nombre de CESU à 3 millions, contre 0,3 millions à fin juin 2008.
- Le **PNB** au 30 juin 2009 s'élève à 51,1 M€, en retrait de 4% par rapport à fin juin 2008.

Paiements

- L'activité sur les paiements fait preuve d'une bonne tenue sur le premier semestre 2009.

L'activité **Monétique** poursuit son développement, avec une progression sur un an du nombre de transactions de compensation (+4%) ainsi que du parc de cartes (+2%).

L'activité **Chèques et systèmes d'échange** subit en revanche les impacts du ralentissement économique.

- Le métier Paiements réalise à fin juin 2009 un **PNB** de 82 M€, stable par rapport au 30 juin 2008.

Titres

- Le métier Titres institutionnel a finalisé sa réorganisation au 30/06/2009 en cédant 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole SA, conservant ainsi une participation de 15% au capital de CACEIS.

Le résultat de gestion du métier Titres au 30 juin 2009 est présenté en vision « Proforma Titres Retail » (voir *1. Préalable – précisions méthodologiques*).

- Dans un contexte économique difficile, la conservation retail d'EuroTitres affiche une baisse des volumes traités par rapport au premier semestre 2008 avec un nombre de transactions en recul de 16 %. Le recul est sensible sur les ordres de souscriptions / rachats OPCVM de la clientèle des réseaux actionnaires. L'activité du deuxième trimestre traduit cependant une amélioration par rapport au premier trimestre de l'exercice, avec un regain du nombre de transactions.

A fin juin 2009, le niveau d'encours conservés s'élève à 321Md€, en progression de 7% (20 Md€) sur le semestre.

- **Le PNB** au 30 juin 2009 s'élève à 90 M€, en baisse de 15% (-16,1 M€) par rapport au premier semestre 2008. Le PNB d'EuroTitres (y compris SLIB) diminue du fait de la sortie du client LCL au premier semestre 2008, de la baisse de la marge financière et du ralentissement d'activité. La baisse des dividendes CACEIS a par ailleurs un impact de -4,5 M€.

Services à l'international

- L'activité de banque de détail de Natixis Algérie poursuit son fort développement : à fin juin 2009, 12 agences sont opérationnelles et 7 sont en attente d'agrément de la Banque d'Algérie. L'activité de conseil à l'international de Natixis Pramex International est stable par rapport à la même période 2008.
- Les activités de Services à l'international réalisent au 30 juin 2009 un **PNB** de 21,6 M€, en hausse de 16% (+3 M€) par rapport à la même période 2008, porté par la croissance des revenus de Natixis Algérie.

3.4. Pôle Capital investissement et Gestion privée (CIGP)

PÔLE CIGP				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	373	350	+ 23	+ 7 %
Produit net bancaire	- 5,4	183,8	- 189,1	ns
Charges	- 80,5	- 86,8	+ 6,2	- 7 %
Résultat brut d'exploitation	- 85,9	97,0	- 182,9	ns
Coût du risque	0,2	- 1,7	+ 1,9	ns
Résultat avant impôt	- 85,1	96,6	- 181,7	ns
Résultat net courant part du groupe	- 79,7	60,3	- 140,0	ns
Rentabilité sur FPN	ns	34,5 %		
Coefficient d'exploitation	ns	47 %		

Les résultats du pôle Capital investissement et gestion privée à l'issue du premier semestre 2009 sont toujours fortement affectés par le contexte de crise.

Le **PNB** du pôle CIGP s'établit à -5,4 M€ au 30 juin 2009, contre 183,8 M€ au 30 juin 2008, du fait de la contribution négative du capital investissement. Après un premier trimestre négatif, le PNB global du pôle au titre du second trimestre 2009 ressort toutefois positif à 24,6 M€.

Les **charges** cumulées du pôle s'élèvent à 80,5 M€ au 30 juin 2009, contre 86,8 M€ au 30 juin 2008, soit une baisse de 7 %.

Le RBE du pôle ressort négatif à - 85,9 M€ à fin juin 2009.

Le coût du risque présente un solde légèrement positif à 0,2 M€ suite à des reprises de provisions.

Le Résultat net courant part du groupe du pôle CIGP ressort à -79,7 M€ au 30 juin 2009, contre 60,3 M€ à l'issue de la même période 2008.

Capital investissement

Le Capital investissement enregistre une activité modérée sur le premier semestre 2009, dans un marché toujours attentiste.

Les **investissements** se limitent à 140,5 M€ sur le semestre, contre 415,9 M€ sur le premier semestre 2008, soit une baisse de 66 %. Les investissements pour compte propre s'élèvent à 48,4 M€, soit 34 % du total.

Les **cessions** s'élèvent à 90,1 M€ sur le semestre, contre 313,5 M€ au titre de la même période 2008.

Les **capitaux gérés**, qui intègrent les fonds levés dès leur souscription et les plus-values latentes, atteignent 4,3 Md€, en progression de 6 % (+ 0,3 Md€) par rapport à fin 2008.

Ils se répartissent en 2,1 Md€ d'origine ressources propres (soit 49%) et 2,2 Md€ d'origine tiers.

Les capitaux gérés sont en progression modérée sur tous les segments d'activité, avec une croissance plus marquée sur l'activité transmission (+31 % par rapport à fin 2008).

Le **PNB** de l'activité Capital investissement ressort négatif à -49,9 M€ au 30 juin 2009, contre 125,2 M€ à l'issue de la même période 2008.

Les **plus-values de cessions réalisées** se montent à 25,1 M€, en retrait de 84% par rapport à la même période 2008.

Le **stock de plus-values latentes** fait ressortir une variation négative de 14,8 M€ (contre une variation positive de 6,0 M€ à fin juin 2008). Le stock de plus-values latentes s'élève à 243 M€. La réévaluation globale du portefeuille en stock au 30 juin 2009 est faible, et est largement compensée par les consommations de plus-values latentes (-16 M€) liées aux cessions de la période.

Parallèlement, les **dotations nettes aux provisions** sur les lignes en portefeuille sont portées à - 66,6 M€ au 30 juin 2009, contre - 55,0 M€ à l'issue du premier semestre 2008, et concernent des risques déjà identifiés au cours de l'exercice 2008 dont le taux de couverture augmente.

Gestion privée

L'activité Gestion privée a souffert de l'attentisme des investisseurs privés. Néanmoins les volumes de transaction ont montré des signes encourageants au cours du second trimestre 2009 et les efforts des équipes ont permis de maintenir une collecte positive en France.

La fusion des entités françaises, Banque Privée Saint Dominique et La Compagnie 1818 - Banquiers Privés est effective au 30 juin 2009, donnant naissance à **La Banque Privée 1818**.

Les encours gérés progressent très légèrement pour la première fois depuis le début de la crise, pour atteindre 13,8 Md€ à fin juin 2009, contre 13,6 Md€ à fin 2008 (soit +2%).

Malgré un contexte de marché toujours difficile, la **collecte nette globale** s'établit à 12 M€ sur le semestre, tirée par les bonnes performances de la collecte en gestion de fortune en France.

Après une période de stabilité, les **encours de crédits** accordés à la clientèle atteignent 1 Md€ à fin juin 2009, en progression modérée par rapport à fin décembre 2008.

Au 30 juin 2009 le **PNB de la Gestion Privée** s'élève à 44,6 M€, contre 58,6 M€ au 30 juin 2008, soit une baisse de 24%.

3.5. Pôle Poste clients

- Coface a effectué à la fin du premier semestre 2009 le lancement commercial de sa nouvelle activité d'agence de notation. Dans un marché dominé par trois grands acteurs au modèle identique, Coface est le premier à proposer une différenciation, intégrant les critiques suscitées par la crise. Elle s'appuie sur ses notations internes, en tant que spécialiste à la fois de l'information et de l'assurance-crédit. Après une période de tests concluante dans des pays clés sur tous les continents, ces notations internes sont accessibles depuis le mois de juin dans trois pays : à Hong Kong, à Dubaï et en France. Elles le seront également au Royaume-Uni et en Allemagne à l'automne 2009.

Coface va solliciter prochainement son enregistrement en tant qu'agence de notation conformément à la nouvelle réglementation européenne adoptée en avril 2009.

- Coface a revu à la hausse son estimation du choc de croissance mondiale, malgré quelques signaux annonciateurs de stabilisation. Les récentes publications de Coface sur la base de consensus d'économistes font état d'un choc de croissance de 6,6 points entre 2007 et 2009 avec l'estimation d'une récession à -2,5% cette année et une reprise de la croissance en 2010 qui s'établirait à 1,7%.

Après avoir dégradé 22 pays en janvier puis 47 en avril, Coface procède à 13 nouvelles révisions de notes à la baisse, principalement pour des petites ou moyennes économies fortement dépendantes du commerce international.

Des signaux de fin de récession sont perceptibles et le scénario d'une reprise en « L penché », faible et lente, reste le plus probable.

- Aux Pays-Bas, Coface acquiert à fin janvier 2009 Trust Kredit Beheer (TKB) qui est l'un des principaux acteurs hollandais de la gestion de créances. Cette société est consolidée pour la première fois au 30 juin 2009.

PÔLE POSTE CLIENTS				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	1 311	1 202	+ 109	+ 9 %
Produit net bancaire	181,4	472,7	- 291,3	- 62 %
Charges	- 365,3	- 348,7	- 16,6	+ 5 %
Résultat brut d'exploitation	- 183,9	124,0	- 307,9	ns
Coût du risque	- 16,1	- 8,3	- 7,8	+ 93 %
Résultat avant impôt	- 177,1	120,9	- 298,1	ns
Résultat net courant part du groupe	- 117,3	83,0	- 200,3	ns
Rentabilité sur FPN	ns	13,8 %		
Coefficient d'exploitation	ns	74 %		

En cumul sur le semestre, le chiffre d'affaires du pôle s'établit à 873 M€, en hausse de 4,2% par rapport à l'exercice précédent (+3,3 % à périmètre et change constants), tiré par les bonnes performances de l'assurance-crédit qui affiche une progression de 6,3% (+6% à périmètre et change constant).

La progression du chiffre d'affaires à l'international (+9,5%) compense le recul observé sur la France (- 4,5%).

Le **PNB** du pôle Poste clients s'élève au 30 juin 2009 à 181,4 M€, contre 472,7 M€ au 30 juin 2008, soit une diminution de 291,3 M€ (-62 %), du fait d'une sinistralité encore dégradée au cours du premier semestre 2009.

- **Assurance-crédit**

La ligne assurance-crédit affiche un PNB négatif de 48,6 M€ au 30 juin 2009, contre 237,6 M€ à l'issue de la même période 2008, en raison de l'explosion de la sinistralité, que la progression globale du chiffre d'affaires ne parvient pas à atténuer.

Le loss ratio comptable s'établit à 116% à fin juin 2009, contre 56% à fin juin 2008, en hausse de 60 points sur un an. Les charges de sinistres s'élèvent à 639,8 M€ sur le premier semestre 2009.

- **Affacturation**

Le PNB de l'affacturation s'élève à 103,2 M€ au 30 juin 2009, contre 114,1 M€ au 30 juin 2008, en recul de 9,5 %, en raison de la diminution du volume total des créances traitées par rapport à la même période 2008 (-4%), de la baisse des taux et de l'effet de la loi de modernisation de l'économie (LME) qui raccourcit le délai de paiement des factures, donc la durée de leur financement.

Le volume de créances traitées s'établit à 22,3 Md€ à fin juin 2009, dont un tiers en France.

- **Services du pôle Poste clients (Information, Gestion de créances, Gestion des procédures publiques)**

Le PNB de l'Information s'élève à 67,8 M€ au 30 juin 2009, quasi stable par rapport à la même période 2008 (69,5 M€, soit -2%).

Le PNB de la Gestion de créances ressort à 23,3 M€, en progression de 40% par rapport à la même période 2008 (16,6 M€), grâce au regain important de la demande en recouvrement induit par le contexte de crise.

Le PNB de l'activité pour compte de l'État s'élève à 35,7 M€ au 30 juin 2009, stable par rapport à la même période 2008 (35,0 M€).

Retraité d'un ajustement exceptionnel au titre du premier semestre 2008, la progression du PNB ressort à 12%.

Les **charges** du pôle s'élèvent à 365,3 M€ au 30 juin 2009, en progression de 5 % par rapport au 30 juin 2008 (348,7 M€). Après retraitements des effets périmètre (Midt Factoring au Danemark, entités polonaises, TKB aux Pays-Bas) et change, la hausse des charges se limite à 2 %, compte tenu de la mise en œuvre de mesures de contrôle des coûts.

Les ETP progressent sur 6 mois (+2 %), en raison de l'acquisition de TKB essentiellement. Hors effets périmètre, la croissance des effectifs est très faible (+0,8%).

Le **RBE** du pôle ressort négatif à 183,9 M€ au 30 juin 2009, contre 124,0 M€ au 30 juin 2008.

Le **coût du risque** atteint 16,1 M€ au 30 juin 2009, soit près du double de celui à l'issue de la même période 2008 (8,3 M€). Il s'explique quasi exclusivement par le risque lié à l'activité d'affacturation, dont 78% en provenance de l'international.

La cession en début d'exercice de la société d'information Cerved en Italie permet de dégager une plus-value de cession nette de 19,9 M€.

Le **résultat net courant part du groupe** du pôle s'établit à -117,3 M€, contre 83 M€ à la fin du premier semestre 2008. Cette contre performance s'explique par la sinistralité subie par l'assurance crédit ainsi que le ralentissement de l'économie qui impacte directement l'affacturation.

3.6. Banque de détail

Sur le premier semestre 2009, la contribution à la ligne mise en équivalence s'élève à 262 M€, en retrait de 7 % par rapport à juin 2008.

Le résultat net cumulé des deux réseaux (100%) ressort à 1 070 M€ au premier semestre 2009, en retrait de 12% par rapport à juin 2008. Le résultat net des Banques Populaires ressort à 533 M€, en retrait de 19% sur un an, et celui des Caisses d'Epargne à 537 M€, en baisse de 3%.

Deux éléments techniques s'ajoutent à la quote-part de résultat mis en équivalence : le profit de relation et les retraitements de consolidation sur les plus-values sur portefeuilles AFS et CFH.

Le profit de relation s'élève à 57,5 M€, proche du niveau de juin 2008 (58,5 M€).

L'impact négatif des écarts de réévaluation¹² diminue de moitié par rapport à la même période 2008, avec un effet net positif sur la contribution des deux réseaux.

	S1 2009	S1 2008	Var. 2009 / 2008	
			montant	%
Résultat net Banque de détail	1 070,4	1 216,3	- 145,9	- 12 %
dont Caisse d'Epargne	537,0	556,0	- 19,0	- 3 %
dont Banques Populaires Régionales	533,4	660,3	- 126,9	- 19 %
CONTRIBUTION NATIXIS				
20 % du résultat	214,1	243,3	- 29,2	- 12 %
Profit de relation	57,5	58,5	- 1,0	- 2 %
Écarts de réévaluation	- 9,9	- 19,2	+ 9,3	- 49 %
Mise en équivalence comptable	261,7	282,6	- 20,9	- 7 %
Impôt CCI	- 36,7	- 36,2	- 0,5	+ 1 %
Résultat net comptable	225,0	246,4	- 21,4	- 9 %

¹² Les écarts de réévaluation et les ajustements de consolidation minorent de 9,9 M€ la contribution de juin 2009 (- 19,2 M€ en juin 2008). Lors de la première consolidation des CCI dans Natixis, les plus-values latentes des deux réseaux sur une partie des portefeuilles ont été considérées comme du capital, limitant les survaleurs constatées. La réalisation effective de ces plus-values par les réseaux en 2009 a encore généré des revenus en PNB que Natixis ne peut constater une deuxième fois à son niveau. Ses revenus sont donc annulés (nets d'impôt) sur la ligne mise en équivalence.

Les Banques Populaires¹³

RÉSEAU BANQUE POPULAIRE				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Produit net bancaire	3 026	2 936	+ 90	+ 3 %
Charges	- 1 953	- 1 864	- 89	+ 5 %
Résultat brut d'exploitation	1 073	1 072	+ 1	+ 0 %
Coût du risque	- 342	- 200	- 143	+ 72 %
Résultat avant impôt	743	880	- 136	- 15 %
Résultat net part du groupe	533	660	- 127	- 19 %
Mise en équivalence des CCI				
QP mise en équivalence	106,7	132,1	- 25,4	- 19 %
Profit de relution	16,3	20,4	- 4,1	- 20 %
Écart de réévaluation	- 8,7	- 17,8	+ 9,1	- 51 %
Impôt sur les CCI	- 11,0	- 13,6	+ 2,6	- 19 %
Contribution au RN de Natixis	103,3	121,1	- 17,8	- 15 %

Les Banques Populaires maintiennent au cours du premier semestre 2009 la dynamique de croissance de leur activité.

Depuis septembre 2008, les résultats et les indicateurs d'activité des Banques Populaires intègrent les six Banques Régionales (BR)¹⁴ acquises en juillet 2008.

Le développement des **encours de crédit** est significatif avec une progression de 7,0% sur un an (+ 4,4% à périmètre constant, c'est-à-dire hors Banques Régionales). Sur le marché des particuliers, les crédits immobiliers restent le principal moteur de cette croissance avec des encours en hausse de 7,1 % sur un an (+5,3% à périmètre constant). Sur les autres marchés, la croissance est tirée par les crédits d'équipement moyen et long terme qui affichent une progression de 10,9 % sur un an (+7,7% à périmètre constant).

Les **encours d'épargne** ont cru de 9,2 % sur un an (+4,7% à périmètre constant) par rapport à fin juin 2008.

L'épargne bilantielle a profité de l'essentiel de la collecte (+7,1% sur un an à périmètre constant) tandis que l'épargne financière renoue avec une tendance haussière de ses encours (+1,6% sur un an à périmètre constant). Les Banques Populaires ont profité de l'ouverture de la commercialisation du livret A effective depuis le 1^{er} janvier 2009, quoique la baisse du taux de rémunération ait freiné la collecte sur le second trimestre.

Le **PNB** des Banques Populaires Régionales au 30 juin 2009 ressort à 3 026 M€, en progression de 3% par rapport au 30 juin 2008. Hors effet PEL/CEL, le PNB s'élève à 3 062 M€, en baisse de - 1% par rapport au premier semestre 2008 à périmètre constant.

¹³ Comptes des banques populaires agrégés

¹⁴ Banque de Savoie (BP Alpes), Banque Chaix (BP Provençale et Corse), Banques Marze et Dupuy de Parseval (BP Sud) et Banque Pelletier et le CCSO (BP Sud Ouest)

Les charges d'exploitation à fin juin 2009 ressortent à 1 953 M€, en augmentation de 5% par rapport à la même période 2008. Hors effet périmètre, cette augmentation se limite à 0,3%.

Le résultat brut d'exploitation des Banques Populaires au 30 juin 2009 atteint 1 073 M€, stable par rapport à fin juin 2008.

Le coefficient d'exploitation se dégrade d'un point à 64,5%.

Le coût du risque s'élève à 342 M€, en augmentation significative de 72% par rapport à fin juin 2008 sous l'influence de la conjoncture : il s'établit à 50 points de base, en hausse de 13 points de base par rapport au 31 décembre 2008.

Le résultat net des Banques Populaires au 30 juin 2009 ressort à 533 M€, en retrait de 19%.

La part de résultat mis en équivalence à 20% s'élève à 106,7 M€, en retrait de 19% par rapport à juin 2008. Elle est complétée d'un profit de relation de 16,3 M€, en retrait de 20% en liaison avec l'évolution du résultat. Les écarts de réévaluation sur les actifs recyclables (portefeuilles AFS et CFH) s'élève à - 8,7 M€, en net retrait (-51% par rapport à juin 2008).

La **quote-part de résultat mise en équivalence** par Natixis ressort ainsi à 114,3 M€, en retrait de 15%.

Les Caisses d'Epargne

RÉSEAU CAISSE D'ÉPARGNE				
en M€	Réalisé 2009 S1	Réalisé 2008 S1	R. 2009 / 2008	
			montant	%
Produit net bancaire	3 082	2 931	+ 151	+ 5 %
Charges	- 2 211	- 2 182	- 29	+ 1 %
Résultat brut d'exploitation	871	749	+ 122	+ 16 %
Coût du risque	- 159	- 98	- 61	+ 62 %
Résultat avant impôt	708	652	+ 56	+ 9 %
Résultat net part du groupe	537	556	- 19	- 3 %
Mise en équivalence des CCI				
QP mise en équivalence	107,4	111,2	- 3,8	- 3 %
Profit de relation	41,2	38,1	+ 3,1	+ 8 %
Écart de réévaluation	- 1,2	- 1,4	+ 0,3	- 18 %
Impôt sur les CCI	- 25,7	- 22,6	- 3,1	+ 14 %
Contribution au RN de Natixis	121,8	125,3	- 3,6	- 3 %

Les Caisses d'Epargne ont poursuivi au premier semestre 2009 leur développement sur leurs marchés.

Sur le plan du **crédit**, l'encours global des Caisses d'Epargne à fin juin 2009 est en hausse de 5,2% par rapport à juin 2008. Après une période initiale marquée par la reconstitution des marges sur l'activité des crédits immobiliers, les Caisses d'Epargne ont retrouvé un rythme soutenu d'évolution de leurs engagements de crédit au deuxième trimestre. L'encours de crédit aux entreprises, institutionnels et à l'économie sociale évolue de 11,4% sur un an, matérialisant leur engagement dans le financement à l'économie.

Sur le plan de l'épargne, dans un contexte de banalisation du Livret A et de baisse de sa rémunération, les encours globaux affichent une progression de 3,5% par rapport à fin juin 2008. La dynamique de l'épargne bilantielle venant renforcer la situation de liquidité des Caisses d'Epargne.

Au 30 juin 2009, le **PNB** des Caisses d'Epargne atteint 3 082 M€ en progression de 5% par rapport à la même période 2008, sous l'effet de la progression de la marge nette d'intérêts. Les commissions accusent une légère baisse consécutive aux effets de la banalisation du Livret A et de l'évolution de la commission (0,9% contre 1% en 2008).

Les charges d'exploitation atteignent 2 211 M€, soit une hausse de 1% par rapport à juin 2008 sur fond de poursuite des investissements de migration vers une plateforme informatique unique aux Caisses d'Epargne.

Le RBE ressort à 871 M€, en hausse de 16% par rapport à la même période 2008. Le coefficient d'exploitation s'améliore de 2,7 points à 72%.

La dégradation de l'environnement économique a pour conséquence une hausse du coût du risque qui ressort à 159 M€, en augmentation de 62% par rapport au 30 juin 2008. Le ratio coût du risque rapporté aux encours clientèle ressort pour sa part à 20 points de base, soit l'un des meilleurs de la place.

Au global, **le résultat net cumulé** des Caisses d'Epargne ressort à 537 M€, en baisse de 3% par rapport à fin juin 2008 compte tenu d'une baisse de 173 M€ de la distribution de l'organe central.

Après prise en compte d'un profit de relation de 41,2 M€, la quote-part de résultat mise en équivalence par Natixis est stable par rapport à juin 2008 à 147,5 M€.

4. Activités cantonnées

BFI – ACTIVITÉS CANTONNÉES				
en M€	Réalisé	Réalisé	R. 2009 / 2008	
	2009 S1	2008 S1	montant	%
Fonds propres normatifs (moyens)	2 375	1 449	+ 926	+ 64 %
Produit net bancaire	- 1 895,1	- 1 837,3	- 57,8	+ 3 %
Charges	- 80,4	- 89,6	+ 9,2	- 10 %
Résultat brut d'exploitation	- 1 975,5	- 1 926,9	- 48,6	+ 3 %
Coût du risque	- 1 005,5	- 173,2	- 832,3	ns
Résultat avant impôt	- 2 981,0	- 2 100,1	- 880,9	+ 42 %
Résultat net courant part du groupe	- 2 535,6	- 1 672,9	- 862,7	+ 52 %
Rentabilité sur FPN	ns	ns		
Coefficient d'exploitation	ns	ns		

Le premier semestre a été marqué par la mise en œuvre d'un certain nombre d'opérations de réduction des portefeuilles de la GAPC :

- amortissement accéléré des opérations de structurés de fonds ;
- cessions et amortissement accélérés d'actifs (convertibles et crédits vanille notamment).

Il résulte de ces actions une poursuite de la réduction du notionnel et du cash at risk des activités cantonnées.

Les encours pondérés s'établissent à 30 Md€ à fin juin 2009.

Fortement affectée par une nouvelle dégradation des indices et des spreads sur les portefeuilles illiquides d'une part, et par la dégradation des signatures des réhausseurs de crédit d'autre part, la GAPC affiche **un PNB négatif de -1 895 M€** auquel s'ajoute **un coût du risque de - 1 006 M€** au titre du premier semestre 2009. Les principales sources de pertes du semestre sont les suivantes :

- La forte dégradation de la valeur des actifs couverts par les réhausseurs de crédit Monoline. A méthode inchangée, l'ajustement de provision s'établit à -563 M€ en PNB au titre du premier semestre 2009. Il a été complété par -200 M€ de provisions sectorielles. Le stock total atteint désormais 2 221 M€ au 30 juin 2009 (post commutation). Le taux de provisionnement s'affiche à 58% au 30 juin 2009.
- Les réfections constatées sur le portefeuille de CDPC s'élèvent à -120 M€ sur le premier semestre 2009. En parallèle, les provisions collectives sur ce secteur ont été abondées par une dotation de -282 M€ sur le premier semestre (en coût du risque). Le taux de provisionnement atteint désormais 45 % à fin juin.
- La valorisation des CDO d'ABS non couverts à composante subprime a conduit à des réfections complémentaires pour -390 M€ au titre du premier semestre 2009 (y compris impact de la cession de CDO d'ABS). Pour la valorisation de ces expositions, les hypothèses de taux de pertes retenues ont été révisées chaque trimestre.
- La dotation en coût du risque des portefeuilles de crédit reclassés en prêts et créances dans le cadre de l'utilisation de l'amendement à la norme IAS39 s'élève à - 301 M€ au titre du premier semestre 2009.

Les charges de la GAPC s'élèvent au premier semestre à -80 M€ contre -90 M€ sur la même période en 2008 (-10%). Cette baisse est imputable à la fois à la diminution des charges de personnel variable et au net recul des charges fixes liée à la baisse des effectifs : ceux-ci atteignent 127 ETP (fin de période) fin juin 2009, en diminution de 68 ETP par rapport au 30 juin 2008.

La GAPC contribue négativement au **résultat net courant du Groupe** à hauteur de - 2 536 M€.

V. Gestion des risques

5.1. Le dispositif général de maîtrise des risques de Natixis

Le dispositif de maîtrise des risques de Natixis est mis en œuvre conformément à la réglementation bancaire ainsi qu'aux principes de gouvernance établis par les groupes Banque Populaire et Caisse d'Epargne. Placé sous la responsabilité du Directeur général de Natixis, il est construit sur trois niveaux de contrôle coordonnés entre eux :

- l'autocontrôle assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous la supervision de leur hiérarchie. Ces contrôles dits de premier niveau étant effectués, selon les situations et activités, soit par les opérateurs eux-mêmes, soit par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable et le cas échéant conjointement ;
- les contrôles de deuxième niveau (au sens de l'article 6-a du règlement CRBF n° 97-02) assuré par des entités indépendantes des directions opérationnelles et dédiées exclusivement à cette fonction ;
- et le contrôle de troisième niveau dit périodique assuré par l'Inspection générale.

Le responsable de l'exécutif, chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent (conformément à l'article 7-1 quatrième tiret du règlement CRBF n° 97-02 modifié) est le Directeur général

Le Directeur général préside le comité de coordination des fonctions de contrôle qui réunit les acteurs dédiés au contrôle permanent, le responsable de la sécurité des systèmes d'information, le Directeur financier et le Secrétaire général. Ce dernier peut suppléer le Directeur général comme président dudit comité.

Conformément aux engagements pris auprès du CECEI, Natixis dispose d'un dispositif de contrôle reposant sur :

- une séparation des fonctions au sein du Groupe Natixis entre prise de risque et contrôle comprenant :
 - o la ségrégation entre les fonctions de front et de back office ;
 - o l'existence de contrôles de premier niveau au niveau opérationnel ;
 - o la distinction entre le contrôle périodique et le contrôle permanent ;
- une organisation mondiale en filières de contrôles au sein du Groupe Natixis assurant la cohérence du dispositif interne ;
- un rôle spécifique d'organe central dévolu conjointement au Groupe Caisse d'Epargne et au Groupe Banque Populaire.

Le contrôle permanent est assuré par la Direction des risques et la Direction de la conformité, la gouvernance du dispositif de contrôle étant placée sous la responsabilité du Directeur général et du Conseil d'administration de Natixis, ce dernier prenant appui sur le Comité d'audit dans l'exercice de ses missions.

Le dispositif de contrôle conjoint visant à assurer la consolidation et le suivi des risques de Natixis sur base consolidée par les organes centraux s'appuie sur les comités confédéraux permanents institués lors de la constitution de Natixis à la fin de l'année 2006.

5.2. La Direction des risques de Natixis

Depuis la constitution de Natixis le 17 novembre 2006, la Direction des risques s'appuie sur une organisation unifiée en termes de ressources, de méthodologies et d'outils.

La Direction des risques propose pour validation par la Direction générale une politique des risques établie en conformité avec celles de ses deux organes centraux.

De même, elle soumet pour décision à l'organe exécutif les principes et règles concernant :

- les processus de décision de prise de risque ;
- les schémas de délégations ;
- la mesure des risques ;
- la surveillance des risques.

Elle joue un rôle essentiel au sein d'une architecture de comités dont les principaux sont :

- un comité faïtier : le comité des risques groupe qui fixe notamment les grandes lignes de la politique des risques ;
- le comité de crédit groupe Natixis ;
- le comité des risques de marché ;
- le comité des risques opérationnels ;
- les comités nouveaux produits et nouvelles activités au titre desquels elle assure la responsabilité du processus d'approbation ;
- les comités des dépassements ;

- le comité des contreparties sous surveillance.

Elle participe activement aux comités des provisions Groupe et au comité gestion actif passif, dont l'animation et l'organisation relèvent de la Direction financière.

Enfin, elle assure une communication régulière de ses travaux, analyses et constats aux organes exécutifs et délibérants de Natixis ainsi qu'aux groupes Caisse d'Epargne et Banque Populaire.

Pour remplir ses fonctions de mesure, de consolidation, de surveillance et de reporting des risques la Direction des risques de Natixis s'appuie sur un système d'information dédié et adapté aux activités des différents métiers du Groupe.

Il repose sur le Socle d'Outils Risques alimentés par les systèmes de gestion de chaque métier. La Direction des risques participe à la conception des outils de gestion des métiers opérationnels afin d'assurer la qualité et la pertinence des informations véhiculées.

Le Socle d'Outils Risques est constitué de multiples applications, organisé autour de trois fonctions :

- mesurer et surveiller les risques économiques ;
- calculer et gérer les risques réglementaires ;
- restituer des informations à des fins de gestion et de reporting.

Dans un environnement économique et financier marqué par une dégradation généralisée des risques, la mission de la Direction des risques consiste à renforcer le dispositif de vigilance de Natixis en assurant un accompagnement des métiers concernés et une information des organes délibérants.

Parmi les actions menées depuis 2008, on peut notamment citer :

- l'examen approfondi des lignes accordées aux contreparties bancaires avec la mise en œuvre d'actions correctrices ;
- le recalibrage et le développement de scénarii de stress et de leurs mesures d'impact ;
- l'accompagnement en termes de suivi des risques et de reporting des opérations de cantonnement de certaines activités du pôle Banque de financement et d'investissement ;
- la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de détermination de la VaR au terme d'études menées à l'aune du changement de comportement des marchés au lendemain de la faillite de Lehman Brothers ;
- la finalisation du déploiement de l'outil cible de mesure, de contrôle et de gestion des risques opérationnels sur l'ensemble des activités bancaires de Natixis ;
- la poursuite des travaux en vue de disposer d'outils de suivi et de gestion des risques s'appuyant sur les approches de type Bâle II avancées.

L'ensemble de ces travaux a donné lieu à une information des instances de Natixis, de ses organes centraux et, le cas échéant, de la Commission bancaire (travaux sur la VaR et sur Bâle II).

5.3. Risques de crédit

5.3.1 Principes généraux d'octroi et de gestion des risques de crédit

Les processus et dispositifs de gestion et de mesure des risques de crédit en œuvre chez Natixis s'appuient sur :

- un processus de prise de risque normé et encadré par un système de délégations et de comités décisionnaires ;
- les analyses contradictoires indépendantes menées par la Direction des risques dans la revue des demandes d'octroi de concours ;
- des méthodologies et outils de notation fournissant une appréciation adaptée et homogène de la qualité des risques de contrepartie et permettant ainsi d'appréhender la probabilité de défaut à un an des contreparties ;
- des systèmes d'information donnant une vue globale des encours et des limites obtenue par un outil unique de consolidation des risques s'appuyant sur un référentiel tiers fusionné.

L'ensemble du dispositif évolue en cohérence et en coordination avec ceux des groupes Caisse d'Épargne et Banque Populaire s'agissant notamment des méthodologies de notation définies par classe d'actifs et par segment.

Natixis utilise l'approche notations internes fondation (IRBF) pour le risque de crédit depuis le 1^{er} janvier 2008 afin de calculer ses exigences en fonds propres réglementaires selon l'approche notations internes fondation (IRBF) pour le risque de crédit et a engagé auprès de la Commission bancaire une démarche d'homologation IRBA pour la plupart de ses activités. Les conclusions de la mission menée par le régulateur au premier semestre 2009 devraient être communiquées dans les mois qui viennent.

5.3.2 Système et méthodologies de notation interne

Le système de notation fait partie intégrante de la surveillance et de la maîtrise du risque de contrepartie de Natixis.

Conformément aux exigences réglementaires, toute contrepartie du portefeuille bancaire doit faire l'objet d'une notation interne dès lors qu'elle :

- porte un encours ou une limite ;
- est garante d'un encours ;
- est émettrice de titres mis en garantie d'un encours.

De même, le déclenchement de la notation interne de certaines contreparties est conditionnée par la notation préalable d'une autre entité ou contrepartie (par exemple : une maison-mère pour une filiale).

L'attribution et la mise à jour de la notation d'une contrepartie résultent d'un processus faisant intervenir plusieurs départements.

De façon générale, le métier rédige un dossier de crédit abondant avec le niveau de détail pertinent l'ensemble des points nécessaires à l'attribution de la notation et propose une notation, en utilisant le moteur propre à la catégorie d'actifs et à sa segmentation.

Au terme d'une analyse contradictoire, l'analyste de crédit émet un avis ou une recommandation incluant la notation. La Direction des risques valide la notation sur la base d'une décision prise soit dans le cadre de délégations accordées au métier et à certains

membres de la Direction des risques, soit par les comités de crédit compétents, à l'issue d'un processus d'analyse contradictoire.

Le dispositif mis en œuvre s'appuie sur :

- un ensemble de méthodologies de notation interne spécifiques aux différentes classes bâloises et cohérentes avec le profil de risques de Natixis ;
- un système d'information permettant d'assurer la gestion de la notation dans ses différentes étapes, de l'initiation de la notation jusqu'à la validation et l'historisation du processus complet ;
- des processus, procédures et contrôles permettant d'inscrire la notation interne au cœur de la maîtrise des risques, de l'origine des opérations à l'analyse ex-post des contreparties ayant fait défaut ;
- enfin, une approche en mode projet comprenant notamment un accompagnement des métiers au sein duquel la Direction des risques joue un rôle déterminant.

Natixis s'est doté de méthodes de notation interne spécifiques aux différentes classes d'actifs bâloises et visant à respecter la méthode de Notation Interne Simple (IRBF) pour noter les catégories d'exposition suivantes : les souverains, les banques et les entreprises.

Pour les expositions de titrisation, le Groupe Natixis met en œuvre la méthode fondée sur les notations internes. Le Groupe Natixis reconnaît et utilise pour déterminer l'échelon de crédit des expositions de titrisation les évaluations des trois organismes d'évaluation externe de crédit suivants :

- Fitch rating
- Moody's
- Standard & Poor's.

L'élaboration de la notation repose sur deux approches : les approches à caractère statistique et celles fondées sur des méthodologies à dire d'expert.

Sur les portefeuilles Banques non OCDE et Corporate de moins de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires consolidé, les modèles de notation internes sont statistiques exploitant notamment les données financières disponibles afin d'en déduire l'appartenance à une classe de risque. Au cours de l'année 2008, un reparamétrage de ces modèles a été réalisé afin d'améliorer leurs performances à partir de nouveaux échantillons.

Un modèle statistique, développé par le Groupe Banque Populaire, qui prédit le défaut à horizon d'un an complète le dispositif pour les Corporate avec comptes sociaux.

Sur le périmètre des Souverains et des grandes contreparties (contreparties Banques OCDE et grands Corporate réalisant un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 1 milliard d'euros), des modèles de notation à dire d'expert sont mis en œuvre.

Les échelles de probabilité de défaut sont établies :

- o à l'aide d'une fonction statistique sur la base d'un mapping entre les notations internes et les taux de défaut associés des trois agences de notation pour les grandes contreparties ;
- o à partir des historiques de données de défaut internes sur les « petits » Corporate avec comptes consolidés et sociaux ;
- o sur la base d'un mapping avec des données d'agence pour les Souverains.

Des programmes de backtesting et de suivi des performances sont mis en œuvre afin de s'assurer de la qualité et de la robustesse des modèles de notation et des échelles de probabilité de défaut. Ils comprennent une analyse détaillée menée au travers de différents indicateurs tels que : différences de sévérité et de migration des notes avec les agences, défauts constatés et évolutions des notations avant défaut, pouvoir prédictif des indicateurs des modèles statistiques.

Natixis vérifie l'adéquation des échelles de probabilités de défaut estimée aux taux réellement constatés au sein de son portefeuille.

Les statistiques et les résultats des travaux effectués sont examinés dans le cadre de comités chargés d'assurer un suivi et de décider d'éventuelles mesures correctives et d'ajustement (enrichissement ou recalibrage des modèles, modification des échantillons de référence, etc.).

Les travaux menés au cours de l'année 2008 ont démontré la prudence de l'échelle Souverain vis-à-vis des expériences constatées de défaut, prudence qui a été également observée sur la quasi-totalité des plots de l'échelle appliquée aux grandes contreparties. Le maintien de cette prudence sera vérifié dans les exercices menés en 2009, compte tenu de la poursuite de la dégradation de la conjoncture.

En complément aux travaux quantitatifs sur les modèles, Natixis a mis en œuvre un dispositif de contrôles périodiques réalisés à différents niveaux de la banque, afin de s'assurer de la qualité de la notation interne et du processus d'ensemble.

La Direction des risques effectue différents types de contrôles dans le cadre de sa fonction monitoring. Elle s'assure de l'application des procédures, du bon fonctionnement du dispositif de notation interne, de la cohérence et qualité des données dans les différents systèmes de notation. La Direction des risques anime également les formations et le support aux utilisateurs des systèmes de notation.

5.3.3 Techniques de réduction du risque de crédit

Natixis recourt à des techniques d'atténuation de risques : contrats de compensation, garanties, sûretés ou achats de protection.

Les principes d'identification de mesure et de gestion des instruments de couverture du risque de crédit sont conformes aux préconisations de l'accord du Comité de Bâle. L'éligibilité des garanties à une prise en compte de leur effet atténuateur du risque dans les calculs d'expositions au risque fait l'objet de procédures ad hoc. Des points de contrôles sont postés tout au long du processus allant de l'octroi d'une opération, au suivi de l'exposition au risque de crédit, jusqu'au calcul des exigences en fonds propres qui en découlent.

Ainsi, les sûretés et les contrats de compensation donnent lieu :

- à une analyse à l'octroi ou lors de la révision d'un dossier de crédit de manière à appréhender la pertinence et l'amélioration de la qualité du risque apportées par l'instrument ou la garantie ;
- à des travaux de vérification, de traitement et de documentation s'appuyant sur le recours à des contrats standards ou validés par la Direction juridique ;
- à des procédures d'enregistrement et de suivi dans les systèmes de gestion administrative et de risques.

De même, les garants font l'objet d'un examen, d'une notation et d'un suivi, à l'instar de celui mené pour les débiteurs.

Des actions de réduction des engagements sont mises en œuvre par le *Credit Portfolio Management* pour réduire les concentrations par contreparties, secteurs et zones géographiques. Ces concentrations sont déterminées sur la base de méthodologie de types stress test (migration des notations en fonction de scénarios macro économiques).

Natixis procède enfin à des achats de protection et à des opérations de titrisation synthétique afin de réduire tout ou partie de l'exposition au risque de crédit attachée à certains actifs par un transfert au marché de ce risque.

Les actifs de crédits couverts par des *credit default swaps* restent inscrits au bilan de Natixis mais portent le risque de contrepartie des vendeurs de protections qui sont généralement des banques OCDE. Ces opérations sont soumises aux mêmes procédures de décision et de suivi que celles s'appliquant à l'ensemble des produits dérivés.

Dans le cadre d'opérations portant sur des portefeuilles, Natixis conserve généralement une partie du risque sur les tranches seniors.

L'ensemble des techniques de réduction des risques fait l'objet de vérifications lors des travaux préparatoires menés en vue des calculs des exigences de fonds propres réglementaires.

Surveillance des risques de crédit

La surveillance du risque de crédit s'appuie sur une responsabilisation des métiers et différentes actions de contrôle pilotées par un service dédié de la Direction des risques.

Le suivi au fil de l'eau est assuré par les métiers, le middle office pour les financements, et par la Direction des risques en contrôle de second niveau.

Concernant les dépassements, un comité des dépassements se tient mensuellement afin d'analyser leur évolution à partir d'indicateurs (nombre, métiers concernés...), de se pencher sur les cas de dépassements significatifs et de suivre leur régularisation.

Les dossiers présentant un niveau de risque dégradé sont détectés au fil de l'eau et remontés immédiatement à la Direction des risques, à la Direction des affaires spéciales et du contentieux et au métier concerné conformément à la procédure des contreparties sous surveillance et à la procédure d'alerte.

Leur mise sous surveillance est alors étudiée et validée par la Direction des affaires spéciales et du contentieux et la Direction des risques, puis validée par le comité de crédit compétent selon le niveau d'exposition.

Une revue a minima trimestrielle est menée pour les dossiers sensibles et donne lieu à une présentation en comité des contreparties sous surveillance qui se réunit trimestriellement.

Les risques sensibles, douteux ou en phase contentieuse sont suivis par la Direction des affaires spéciales et du contentieux, qui intervient en tant que de besoin dans la gestion des dossiers difficiles et assure le recouvrement des créances en cas de procédure judiciaire.

Suivi des dossiers douteux et contentieux et dispositif de dépréciation

Dépréciations individuelles

Des comités des provisions sont organisés tous les trimestres pour chaque filière. Ils examinent tous les dossiers dont l'évolution est susceptible de donner lieu à provisionnement ou ajustement de la provision déjà constituée et déterminent le niveau de provision nécessaire.

Un comité des provisions groupe se réunit trimestriellement. Organisé par la Direction financière, il regroupe autour du Directeur général, la Direction des risques, la Direction des affaires spéciales et du contentieux, la Direction de la supervision et gestion active des risques et les responsables des filières concernées.

Le comité des provisions groupe s'appuie notamment sur l'examen mené par le comité des contreparties sous surveillance, les mêmes supports d'analyse des dossiers étant présentés en séance.

Dépréciations collectives

Outre les provisions individuelles, Natixis constitue des provisions pour le risque pays et pour le risque sectoriel.

La recherche d'indices objectifs de dépréciation est menée à partir d'une analyse et d'un suivi approfondi des secteurs d'activité et des pays. Un indice objectif de dépréciation est constitué

le plus souvent d'une combinaison d'indicateurs d'ordre micro ou macroéconomique propres au secteur ou au pays. Le cas échéant, il est fait appel au jugement d'expert pour affiner le résultat obtenu.

5.3.4 Exposition aux risques de crédit et répartition au titre des encours de crédit

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Natixis au risque de crédit. Cette exposition est déterminée sans tenir compte des garanties, sûretés, achats de protection, collatéraux sur instruments financiers à terme négociés de gré à gré, effet de l'application de contrats cadres de compensation, et autres rehaussements de crédit. Elle correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées (individuelles ou collectives).

	Encours sains	Encours en défaut	Dépréciations	Encours nets 30/06/2009	Encours nets 2008
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenus variables)	199 251			199 251	262 963
Instruments dérivés de couverture	3 178			3 178	502
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenus variables)	25 970		(130)	25 840	25 572
Prêts et créances sur EC *	70 304	401	(360) *	70 345	65 573
Prêts et créances sur la clientèle *	110 058	4 205	(3 825) *	110 438	115 604
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 074			6 074	6 411
Engagements de financement donnés	57 645	83	(47)	57 681	55 320
Engagements de garantie financière donnés	106 833	211	(148)	106 896	158 831
TOTAL DE L'EXPOSITION BRUTE	579 313	4 900	(4 510)	579 703	690 776

* incluant les provisions collectives

Les tableaux ci-après présentent l'exposition au risque de crédit selon la réglementation Bâle II (arrêté du 20 février 2007). La valeur exposée au risque correspond à l'exposition en risque au moment du défaut au sens des normes dites Bâle II (EAD – Exposure At Default).

Valeurs exposées au risque (EAD) par catégorie d'exposition et valeurs exposées au risque moyennes sur la période

Valeurs exposées aux risques du risque de crédit par classe d'actif, hors titrisations déduites des fonds propres.

<i>En Millions d'euros</i>	Valeurs exposées au risque	Rappel 31/12/2008	Variation
Catégorie d'exposition			
Autres expositions traités dans la catégorie entreprise	104 036	119 211	-15 175
Etablissements de crédit et entreprises d'investissement	85 486	88 870	- 3 384
Titrisation	30 485	33 206	- 2 721
Autres Actifs	29 560	28 904	656
Financements spécialisés	21 463	21 674	- 211
PME traitées dans la catégorie entreprise	3 750	5 898	- 2 148
Administrations centrales et banques centrales	14 222	5 230	8 992
Actions	3 634	3 701	- 67
Autres expositions traitées dans la catégorie clientèle de détail	1 613	3 651	- 2 038
PME traitées dans la catégorie clientèle de détail	2 114	1 770	344
Autres établissements	-	1 168	- 1 168
Total	296 363	313 282	-16 919

La valeur exposée au risque au 30 juin 2009 est en forte diminution par rapport au 31 décembre 2008 principalement du fait de la mise en place d'opérations de réduction du risque (titrisations originées synthétiques ou classiques) ainsi qu'à la cession de CACEIS. La baisse de la valeur exposée au risque sur la classe d'actif « clientèle de détail » est liée à un changement de méthode de calcul sur les prêts revolving non tirés.

L'augmentation de la classe d'actifs « Administrations centrales et banques centrales » est liée à l'amélioration de la situation de liquidité au cours du deuxième trimestre. Cet excédent de trésorerie a fait l'objet d'un prêt à vue à la BCE au 30 juin 2009.

Répartition des valeurs exposées au risque par catégorie d'exposition et zone géographique

Répartition des valeurs exposées au risque par zone géographique (déduction faite des autres actifs et des RAF génériques)

<i>Répartition en %</i>	Valeurs exposées au risque	
	30/06/2009	31/12/2008
Zone géographique		
FRANCE	47,74%	44,20%
UNION EUROPEENNE	25,48%	30,10%
AMERIQUE DU NORD	15,99%	14,20%
AUTRES	10,79%	11,50%
Total	100,00%	100,00%

Natixis est exposée à 73% sur des contreparties françaises et de l'Union Européenne.

Répartition des valeurs exposées au risque par secteur d'activité
(déduction faite des autres actifs et des tiers génériques)

<i>Répartition en %</i>	Valeurs exposées au risque	
Secteur d'activité		
	30/06/2009	31/12/2008
FINANCE/ASSURANCE *	58,0%	56,6%
SERVICES	6,6%	7,6%
HOLDINGS/ GROUPES DIVERS	5,3%	4,7%
IMMOBILIER	4,9%	5,0%
ENERGIE	3,8%	3,6%
DISTRIBUTION /COMMERCE	2,9%	2,6%
INDUSTRIES DE BASE	2,8%	3,1%
COMMUNICATION	2,2%	2,1%
CONSTR MECANIQUE ELECTR.	2,0%	2,4%
BTP	2,0%	2,4%
AGROALIMENTAIRE	1,5%	1,8%
COMMERCE INT MAT.PREMIER	1,4%	1,5%
ADMINISTRATIONS	1,3%	1,4%
BIENS DE CONSOMMATION	1,3%	1,3%
PHARMACIE /SANTE	1,1%	1,2%
SERVICES COLLECTIVITES	1,0%	0,9%
TECHNOLOGIE	0,8%	1,1%
Divers	0,6%	0,1%
HOTEL /TOURISME /LOISIRS	0,4%	0,6%
TOTAL	100,0%	100,0%

* dont part relative des expositions sur organes centraux et affiliés Caisses d'Epargne et Banques Populaires 7,32% au 30 juin 2009

Ventilation du coût du risque par zone géographique au 30 juin 2009

<i>en millions d'euros</i>	Risques individualisés	Risques pays	Risques sectoriels	Total
Zones géographiques				
France	(194)		(296)	(490)
Autres pays d'Europe de l'Ouest	(297)		(286)	(583)
Europe de l'Est	0	(5)	(4)	(9)
Amérique du Nord	(402)		(583)	(985)
Amérique Centrale et Latine	(131)	13	(6)	(124)
Afrique et Moyen-Orient	(1)	14	0	13
Asie et Océanie	(3)	2	(34)	(35)
Total	(1 028)	23	(1 209)	(2 214)

Ventilation des risques et des provisions au 30 juin 2009

en millions d'euros	Risques individualisés	Risques Portefeuille pays	Risques Portefeuille sectoriel	Total des risques	Dépréciation risques individualisés	Dépréciation Portefeuille pays	Dépréciation Portefeuille sectoriel	Total
Zones géographiques								Dépréciations
France	1 875		11 142	13 017	787		392	1 179
Autres pays d'Europe de l'Ouest	1 450	31	3 585	5 066	598	8	363	969
Europe de l'Est	0	285	532	817	0		9	9
Amérique du Nord	1 108	0	7 255	8 363	568		1 205	1 773
Amérique Centrale et Latine	145	411	342	898	100	30	11	141
Afrique et Moyen-Orient	26	715	216	957	6	54	2	62
Asie et Océanie	47	657	940	1 644	4	20	42	66
Risques et couverture	4 651	2 098	24 012	30 761	2 063	112	2 024	4 199

EAD par note (équivalent S&P) pour les classes d'actif Souverain, Banque, Entreprises (hors financements spécialisés) traités en IRB

Grade	Note interne	Répartition en %	
		30/06/2009	31/12/2008
Investment Grade	AAA	5,4%	3,2%
	AA+	0,8%	1,0%
	AA	6,8%	13,3%
	AA-	16,0%	15,4%
	A+	13,1%	12,3%
	A	8,6%	5,0%
	A-	6,6%	5,3%
	BBB+	6,6%	6,9%
	BBB	7,0%	6,5%
BBB-	5,5%	6,9%	
Investment Grade		76,2%	75,8%
Non Investment Grade	BB+	5,2%	6,7%
	BB	4,1%	4,4%
	BB-	4,3%	4,2%
	B+	1,8%	3,3%
	B	0,9%	0,9%
	B-	0,4%	0,9%
	CCC+	0,1%	0,0%
	CCC	0,3%	0,5%
	CC	0,0%	0,1%
C	0,0%	0,1%	
Non Investment Grade		17,2%	21,1%
Défaut	D	1,7%	1,0%
Non noté	Non noté	4,9%	2,1%

Répartition des EAD par note interne (équivalent S&P) pour les classes d'actif traitées en méthode IRB (Souverains, Banque, Entreprises) après exclusion des financements spécialisés (traités en approche Slotting Criteria – soit avec pondération en fonction de la note interne du montage et non de la contrepartie) et expositions sur actions (traités en approche pondération simple). Ont été également exclus les encours traités en pools (créances achetées) et les ajustements comptables.

La répartition des expositions montre une bonne qualité des risques de crédit avec une part de plus de 76% en investment grade.

5.4. Risques de marché

5.4.1. Organisation de la maîtrise des risques de marché

Le Département des risques de marché définit en toute indépendance les méthodologies de mesure de risque, instruit les limites et assure le suivi de l'ensemble des risques de marché du périmètre Natixis. Le dispositif de maîtrise des risques de marché est défini selon une architecture de délégation dont le comité des risques Groupe est le comité faïtier et au sein duquel le comité des risques de marché joue un rôle essentiel.

Le comité des risques de marché a pour mission de déterminer la politique des risques de marché de la banque et veille à sa bonne application. Il constitue l'extension opérationnelle de l'organe exécutif et dispose de son pouvoir de décision pour les problématiques de risques de marché.

Il se réunit bi-mensuellement sous la présidence d'un membre de la Direction générale, des sessions ad hoc pouvant être organisées en cas d'urgence.

Au cours du premier semestre 2009, la politique de risques de Natixis a été axée sur une adaptation du dispositif de suivi des risques de marché aux changements d'orientation des activités du Front Office (création de GAPC) par la Direction des risques.

Les reportings ont également été adaptés afin de correspondre à cette nouvelle organisation.

La politique des risques de marché déterminée par le comité des risques de marché regroupe en particulier les éléments suivants :

- détermination et revue des limites de VaR, de limites opérationnelles et de Loss Alert. Cet examen est mené à la lumière des éléments budgétaires fournis par les responsables front office ;
- définition des délégations de validation ;
- revue des expositions en risque avec focus éventuel sur une classe de risque ;
- revue des éventuels dépassements constatés et/ou non autorisés sur les limites et actions mises en œuvre ou à mettre en œuvre ;
- revue ex-post des décisions prises sous délégation ;
- information sur les validations de méthodologies de risques de marché et de réfactions et sur les validations de modèles ;
- information sur les évolutions méthodologiques de calcul de la VaR ;
- information relative à l'évolution du back testing.

Concernant les modèles de valorisation des opérations de marché, la Direction des risques de Natixis valide les modèles de pricing et s'assure régulièrement de leur pertinence au regard de l'évolution des marchés et des meilleures pratiques de place.

Le Département des risques de marché est composé de deux pôles : un pôle transverse et un pôle opérationnel.

L'organisation de ce dernier a évolué au cours du premier semestre 2009, l'objectif étant de suivre au mieux l'évolution de l'organisation Front Office.

Principalement en charge du contrôle des risques de marchés au quotidien, le pôle opérationnel est constitué d'un pôle de production de la VaR et de trois pôles de suivi d'activité correspondant aux principales lignes de métiers des front-offices :

- Fixed Income (Taux, Crédit, Change) ;
- Actions et Commodities ;
- Trésorerie / ALM / GAPC et suivi des filiales.

Ces pôles de suivi sont ainsi responsables sur leurs périmètres respectifs :

- de l'analyse et du contrôle des risques de marché et des reportings correspondants ;
- du suivi régulier des positions et de leurs résultats ;
- de la définition des méthodologies de mesures de risques adaptées ;
- de la détermination des politiques de provisionnement et de réfections de valeurs (pour risque de liquidité, risques de paramètres non couvrables, risques de modèles, etc.) ;
- de la validation des modèles de valorisation (pricers).

Le pôle transverse réalise l'ensemble des reportings consolidés à usage interne et externe. Il fournit une information sur la situation et l'évolution des risques de marchés de manière bi-mensuelle au membre de la Direction générale responsable de la BFI et au comité des risques de marché.

Il est responsable de la mise en place de normes et procédures communes à l'ensemble des entités (filiales et succursales) portant des risques de marché, de la coordination internationale, de la veille technologique et, de la relation avec les différents audits internes et externes ainsi que du suivi de leurs recommandations.

Il assure également la gestion et le suivi opérationnel de l'ensemble des projets ayant trait à la VaR et aux stress tests (définition d'outils d'analyse, facteurs de risques, calibrage de nouveaux stress tests globaux et spécifiques).

5.4.2. Méthodologie de mesure des risques de marché

Le contrôle des risques des activités de marché de Natixis repose sur une méthodologie de mesure des risques de marchés encourus par les différentes entités du groupe.

L'évaluation des risques de marché est réalisée au moyen de différents types de mesure :

- 1- Des mesures synthétiques de VaR permettant de connaître les pertes potentielles que chaque activité peut engendrer, pour un degré de confiance (exemple : 99 %) et un horizon de détention des positions (exemple : 1 jour) prédéfinis. Elle est élaborée et suivie quotidiennement sur l'ensemble des activités de négociation du groupe.

Pour ce faire, le comportement joint des paramètres de marché dont dépend la valeur des portefeuilles est modélisé au moyen d'études statistiques utilisant une période d'un an glissant. A ce jour, plus de 5300 axes de risques de marché sont modélisés et utilisés.

Natixis utilise une VaR calculée par simulations numériques, au moyen d'une méthodologie « Monte Carlo » qui permet de prendre en compte les éventuelles non linéarités des portefeuilles suivant les différents axes de risques. L'harmonisation des méthodes de calcul a été réalisée par le recours à un outil unique de calcul, Scénarisk. Afin de suivre le respect de la limite en VaR fixée par le régulateur, la Direction des risques de Natixis produit la VaR sur le périmètre Natixis consolidé.

L'extrême volatilité des marchés sur l'ensemble des classes d'actifs observée depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 a conduit Natixis à mener plusieurs études prenant en compte différentes profondeurs d'historique pour le calcul de la VaR avec l'objectif de capter le changement de régime récent observé sur les marchés financiers. Ces études ont abouti à la définition d'une nouvelle méthodologie de calcul, désormais basée sur une économétrie dont les écarts-types sont calculés comme étant le maximum, axe de risque par axe de risque, des écarts-types calculés sur les périodes suivantes : 12 mois glissant, 3 mois glissant, 01/09/08-date courante (tant que date courante est antérieure au 01/09/09). Ce changement méthodologique a occasionné un recalibrage de l'ensemble des limites. Après avoir été présentée à la Commission bancaire, cette méthode a été mise en production au cours du quatrième trimestre 2008.

- 2- Des indicateurs opérationnels permettant d'encadrer l'activité, en global et/ou par activité homogène, au moyen de grandeurs plus directement observables (par exemple : sensibilités à la variation du sous-jacent, sensibilité à la variation des volatilités, à la corrélation, indicateurs de diversification). Les limites correspondant à ces indicateurs opérationnels à la fois qualitatifs et quantitatifs viennent ainsi compléter les limites de VaR, de loss alert et de stress tests pour certains périmètres. Elles sont déterminées en cohérence avec ces dernières. L'ensemble des limites opérationnelles fait l'objet d'un suivi quotidien de la part du Département des risques de marché. Tout dépassement de limites (limites opérationnelles, VaR, loss alert et stress test) fait l'objet d'une notification, et, le cas échéant, notamment dans le cadre de dépassement de loss alert, peut occasionner une décision du management relative aux positions en cause (fermeture, couverture, maintien, etc.).

Les principaux indicateurs standards utilisés sont :

- une sensibilité à la variation des taux de 1bp (indicateur global et par zone, par devise et/ou maturité) ;
 - un indicateur de risque de courbe ;
 - un indicateur de risque de change ;
 - un indicateur d'exposition aux marchés des actions ;
 - des indicateurs de sensibilité à la variation de + / - 1 % des volatilités implicites des marchés actions, change, taux, inflation et commodities (ces indicateurs sont globaux, par maturité et par strike) ;
 - un indicateur de la variation du delta pour une variation du sous-jacent (action, taux, change ou commodities) ;
 - un indicateur de sensibilité à la variation du spread titres d'État/swap ;
 - un indicateur de sensibilité à la variation du spread émetteur ;
 - un indicateur de spread interdevises ;
 - un indicateur de sensibilité inflation (variation de 1 point de base) ;
 - une mesure du risque de discontinuité ;
 - des indicateurs de sensibilité à la variation des corrélations ;
 - un indicateur de sensibilité au recovery et au jump to default ;
 - des indicateurs de loss alert mensuel et annuel.
- 3- Des mesures de stress-test, consistant à mesurer les pertes éventuelles subies par les portefeuilles dans des configurations de marché extrêmes.

Deux grandes catégories de stress-tests sont calculées chez Natixis : les stress-tests globaux et les stress-tests spécifiques à chaque activité.

Les **stress-tests globaux** ont fait l'objet d'un projet important initié en 2008 et qui s'est poursuivi au cours du premier semestre 2009 visant à les recalibrer et à les compléter. Calculés dans l'outil de calcul de VaR de Natixis, ils peuvent être regroupés en trois catégories :

- **Les stress historiques** consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeurs des variations de P&L enregistrées. Si ces jeux de stress n'ont aucun pouvoir prédictif, ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus. Six stress historiques ont été définis.
- **Les stress hypothétiques** consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de réaction d'un marché par rapport à un autre, en fonction de la nature d'un choc initial. La détermination des chocs est le fruit d'un travail de réflexion et de collaboration avec le front office et les économistes. Ces scénarios peuvent être définis en fonction de critères économiques (crise de l'immobilier, crise économique), de considérations géopolitiques (attaques terroristes en Europe, renversement d'un régime au Moyen-Orient) ou autres (grippe aviaire). Cinq stress théoriques ont été définis.
- **Les stress adverses** ont pour objectif de détecter les situations les plus défavorables pour la banque sur la base des caractéristiques de son portefeuille. Les calculs consistent à décliner de façon matricielle les stress hypothétiques, le stress adverse étant celui donnant lieu à la perte maximale.

Concernant les **stress tests spécifiques**, un chantier mené conjointement par la Direction des risques et la BFI a été lancé en 2008 ; des normes de sévérité et des matrices de chocs ont été définies par ligne métier. Des expressions de besoin ont été transmises aux différentes maîtrises d'ouvrage Front Office pour chiffrage et mise en œuvre de ces scénarii dans les outils de gestion (plus de 1000 scénarii ont ainsi été définis). La structuration du projet s'organise depuis septembre 2008 autour d'un comité de pilotage et de groupes de travail. Ce projet sera finalisé fin 2009, début 2010, l'objectif étant que ces stress soient calculés dans les outils de gestion et encadrés par des limites.

Au terme de la mission d'homologation effectuée en 2008, la Commission bancaire a confirmé à Natixis son agrément pour utiliser son modèle interne de VaR à des fins réglementaires.

5.4.3. Données quantitatives de mesure des risques de marché de Natixis

Evolution de la VaR sur le périmètre de Natixis :

Le niveau de VaR 99 % 1 jour des portefeuilles de négociation de Natixis s'est établi en moyenne sur un an glissant à 36,8 millions d'euros, avec un maximum constaté de 66,4 millions d'euros le 22 décembre 2008 et une valeur de 27,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

Ces chiffres sont à mettre en perspective du changement de régime des marchés intervenu en septembre 2008 après la faillite de Lehman Brothers.

Cette crise majeure a conduit la BFI à réorganiser ses activités et à en cantonner une partie dans un portefeuille ad hoc (GAPC). Cette réorganisation s'est accompagnée d'évolutions du dispositif de suivi des risques (calibrage de nouvelles limites) et des modalités de reporting.

De même, comme décrit dans le paragraphe précédent, il est apparu nécessaire d'adapter la méthodologie appliquée au calcul de la VaR de façon à pouvoir capter ces mouvements de marché d'une ampleur exceptionnelle. Natixis a donc mis en place une modification de la prise en compte des historiques de données, en ajustant le calcul des écarts-types selon la formule suivante :

Ecart type = max (12 mois glissant, 3 mois glissant, historique démarrant le 01/09/2008 « cappé » à 1 an) ;

Cette nouvelle méthodologie de calcul des écarts-types, appliquée facteur de risque par facteur de risque, est entrée en production au cours du quatrième trimestre 2008.

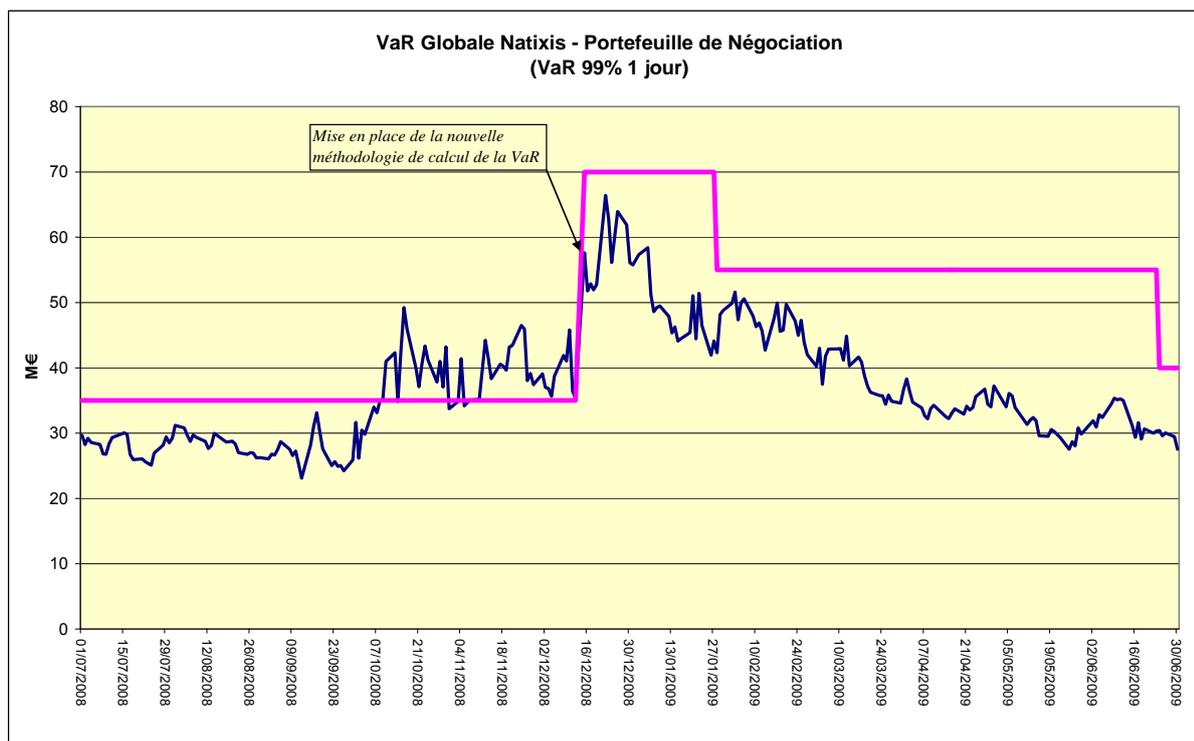
Plus conservatrice et plus en adéquation avec l'élévation forte de la volatilité sur les marchés, elle a eu pour conséquence d'augmenter la VaR de manière significative (entre 1,5 et 2 fois selon les périmètres) à positions équivalentes au moment de sa mise en production le 15 décembre 2008. Une limite globale a été fixée à 70 millions d'euros à compter de cette même date. Depuis, la limite a été revue à deux reprises afin de suivre la diminution du niveau de la VaR, conséquence directe de la baisse des expositions : de 55 millions d'euros le 28 janvier 2009 à 40 millions d'euros à compter du 24 juin 2009.

La limite de VaR définie par le CECEI (35 millions d'euros) continue de faire l'objet d'un suivi quotidien, Natixis assurant ainsi un pilotage de la VaR à un double niveau (VaR ancienne méthodologie versus VaR nouvelle méthodologie).

La mise en œuvre de la nouvelle méthodologie de la VaR sur le périmètre homologué a pour effet d'effacer les exceptions de backtesting observées fin 2008. Aucune exception de backtesting n'est observée sur un an glissant sur le périmètre réglementaire au 30 juin 2009.

Suivi de la VaR globale négociation en nouvelle méthode et en ancienne méthode

	VaR Monte-Carlo 99% 1 jour au 30/06			VaR MC 1Y 99% 1 jour au 30/06			Ecart entre MC et MC 1Y
	30/06/2009	Limite	Moyenne	30/06/2009	Limite	Moyenne	
En Millions d'Euros							
NATIXIS Négociation	27,5	40	36,8	25,7	35	32,1	1,8
Pérenne Négociation	16	32	28,2	15,4		22,8	0,6
NATIXIS Europe Asie Négociation	15,1		28,8	14,3		25,5	0,8
Debt & Financing Négociation	1,2	1,2	3,7	1,1	8	3,6	0,1
Marchés de capitaux Négociation	14,9		27	13,9		23,9	0,9
Supervision et gestion active des risques Négociation	2,5		3,1	2,3		2,6	0,2
NATIXIS Capital Markets Négociation	5,1	6,2	6,1	5,3	6,8	5,8	-0,2
Cantonné Négociation	22,5	30	29,3	21,2		23,3	1,3
NATIXIS Europe Asie Cantonné Négociation	17,6		26,3	16,6		20,7	1
NATIXIS Capital Markets Cantonné Négociation	12,4		10,7	11,5		9,3	0,9



Ventilation de la VaR globale négociation par classe de risque

En Millions d'Euros	VaR Monte-Carlo Négociation 99% 1 jour			
	30/06/2009	31/12/2008	Variation	Moyenne sur un an glissant
NATIXIS				
Risque de Taux	16,0	38,6	-22,6	23,0
Risque Action	9,1	26,2	-17,1	16,8
Risque spécifique Action	1,1	2,2	-1,1	3,8
Risque spécifique de Taux	20,6	22,6	-2,0	18,4
Risque de Change	3,9	6,5	-2,6	5,8
Total des classes de risques	50,6	96,1	-45,5	
Effets des compensations	-23,1	-40,3	17,2	
VAR consolidée	27,5	55,8	-28,3	36,8

A souligner la réduction importante du Risque général Action (-17,1 M€) et du risque général de Taux (-22,6 M€) sur la période qui témoigne d'une réduction importante des positions et risques de marché associés.

Résultats des Stress Tests

Le projet de refonte des stress tests globaux s'est poursuivi en 2009. Il a permis un ajustement des scénarii existants et l'extension du corpus de stress tests.

Deux stress tests hypothétiques globaux ont été ajoutés :

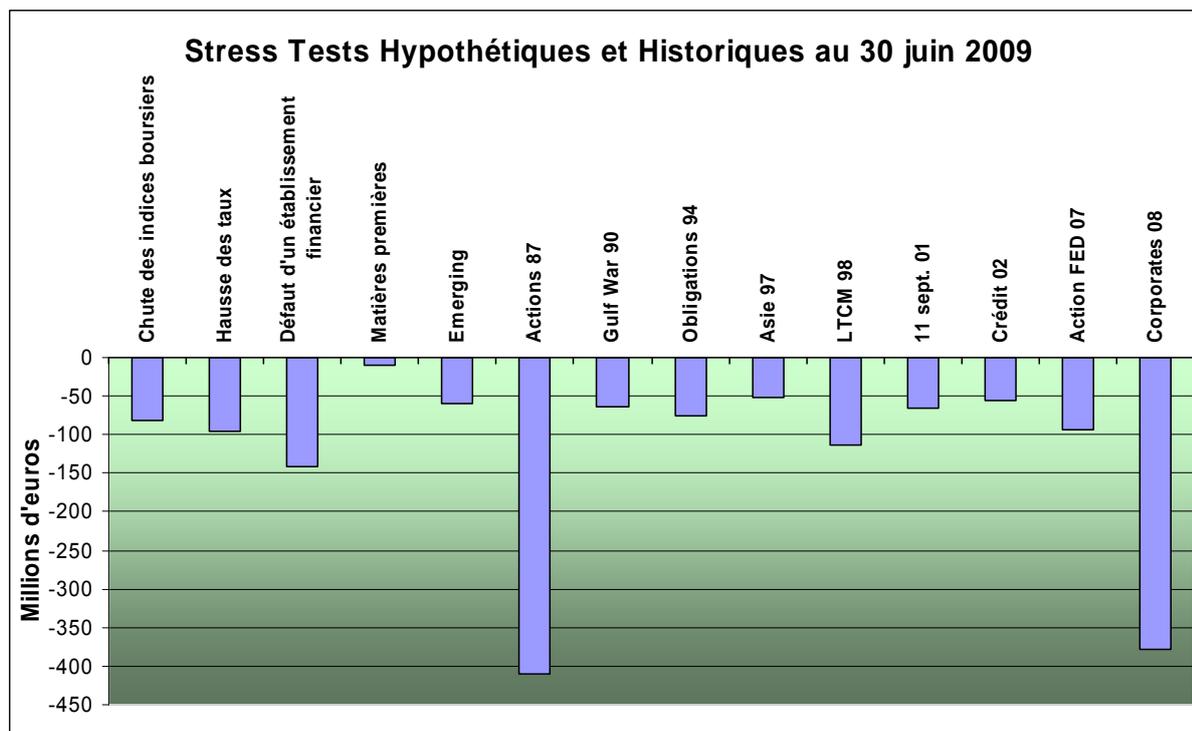
- Crise Emergente : impacts sur l'ensemble des marchés d'un retrait soudain des capitaux étrangers investis en pays émergents ;

- Crise Commodities : hypothèse de rupture d'approvisionnement en matières premières dont l'origine est une crise géopolitique.

Le dispositif a été également enrichi de trois nouveaux stress tests historiques :

- Guerre du Golfe 1990 ;
- Réaction de la FED en août 2007 à la suite du choc subprime ;
- Crise Corporate, ABS et MBS en mars 2008.

Natixis dispose ainsi de cinq stress tests hypothétiques globaux et neuf stress tests historiques globaux.



5.5. Risques de taux d'intérêt global, de liquidité et de change structurel

Le comité de gestion actif-passif (comité GAP) définit les grandes orientations en matière de risques structurels de bilan. Son périmètre de suivi recouvre le portefeuille bancaire social et celui des filiales présentant des risques structurels de bilan significatifs. D'une périodicité trimestrielle, présidé par le Directeur général et réunissant des membres du pôle BFI, de la Direction financière et de la Direction des risques, ce comité a pour missions de :

- suivre l'évolution du bilan et du hors bilan ;
- définir les règles de refinancement interne des activités (TCI) ;
- valider la politique globale en matière de refinancement, de gestion du risque de change non opérationnel et de remplacement des fonds propres disponibles ;
- approuver les hypothèses et les conventions retenues pour l'élaboration des indicateurs et des scénarii de stress ;
- valider les limites globales s'appliquant aux indicateurs de risques structurels de bilan ainsi que les procédures de gestion des crises de liquidité.

Conformément au plan de convergence tripartite du suivi des risques pris dans le cadre de la double affiliation, les supports et le compte rendu de chaque comité sont adressés aux

organes centraux. Par ailleurs, l'interfaçage du système ALM de Natixis avec ceux des organes centraux est opérationnel depuis l'arrêté du 30 juin 2009.

Le risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux

Le risque de taux d'intérêt global résulte d'une inadéquation entre la nature du taux des emplois et celle des ressources. Pour Natixis, ce risque, essentiellement d'ordre linéaire et concentré sur l'euro et l'US dollar, résulte majoritairement de positions de transformation entre opérations assorties d'une échéance contractuelle. Les positions les plus significatives concernent des expositions sur la partie courte des courbes des taux et sont notamment liées au décalage entre dates de refixation des taux IBOR.

Sur le périmètre social, à l'exception des positions structurelles de la Direction financière, la transformation en taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire est centralisée par le biais de contrats d'adossement interne à la Trésorerie, qui en a la gestion opérationnelle par délégation du comité GAP.

En raison de la spécificité de leur activité, certaines filiales établissements de crédit (leasing, affacturage, banque privée, crédits consommation) bénéficient d'une délégation de gestion de leur risque de taux sur leur portefeuille bancaire dans le cadre de leur propre comité GAP ou de leur propre comité de trésorerie. Les positions directionnelles détenues par ces entités demeurent cependant du second ordre par rapport à celles de la Trésorerie.

Le dispositif de suivi

Le risque de taux d'intérêt global de Natixis fait l'objet d'un suivi en sensibilité de la valeur économique des portefeuilles par point de courbe et par devise. Sur la Trésorerie, le dispositif est complété par des mesures en VaR un jour à 99%. Ces mesures sont encadrées par des limites validées par le Comité GAP sur proposition de la Direction des risques et suivies quotidiennement pour la Trésorerie et mensuellement pour les filiales.

Le risque de taux d'intérêt global chez Natixis n'appelle pas de remarques particulières : le choc normatif de Bâle II (+200 Bp de variation instantanée des courbes des taux) conduirait au 30 juin 2009 à une dépréciation de l'ordre de **78 millions d'euros** de la valeur économique du portefeuille. Pour rappel, cette dépréciation était de l'ordre de 184 millions d'euros au 31 décembre 2008. Cette baisse significative de sensibilité du portefeuille bancaire reflète la réduction par la trésorerie de son exposition face à l'anticipation d'une repentification des courbes swap de référence.

Enfin, des mesures de sensibilité de la marge annuelle sont régulièrement produites à titre d'information par la Direction financière pour le portefeuille bancaire. Sur la base des données à fin juin, une hausse instantanée et pérenne de +100 Bp des courbes des taux swaps se traduirait par une diminution de la marge nette d'intérêt annuelle d'environ **38 millions d'euros**. La MNI était de l'ordre de 80 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Limites en VAR (en MEUR)	Activité	Limite
T32 - Trésorerie Long Terme Natixis Paris	Bancaire	21,0
Tréso Long Terme Ho Chi Minh	Bancaire	0,3
Tréso Long Terme Shanghai	Bancaire	0,1
Trésorerie Court Terme Paris T1	Bancaire	6,0
Trésorerie CT Trading Paris - Gestion Exctinctive T1	Trading	0,3
Trésorerie Court Terme Paris-Activité de Trading	Trading	0,6
Trésorerie Court Terme Singapour	Bancaire	0,8
Trésorerie Court Terme Shanghai	Bancaire	0,3
Trésorerie Court Terme Repos Banking	Bancaire	0,0

Sensibilité pour +100 Bp (MEUR CTV)	Activité	Limite
Trésorerie Court Terme New-York	Bancaire	15,0
Natixis Lease	Bancaire	12,0
Natixis Factor	Bancaire	4,0

Le risque de liquidité

La gestion du refinancement

La gestion opérationnelle des besoins nets de refinancement à court, moyen et long terme et sur un grand nombre de devises de Natixis et de ses filiales est assurée par la Trésorerie organisée autour des sites de Paris, de New-York et de Singapour. Cette centralisation permet d'optimiser en permanence le coût de liquidité au bénéfice de l'ensemble du groupe. Elle facilite également une politique d'émission axée sur la recherche permanente d'une diversification maximale du placement de la dette de Natixis, tant en terme de support que de zone géographique.

Le risque de liquidité

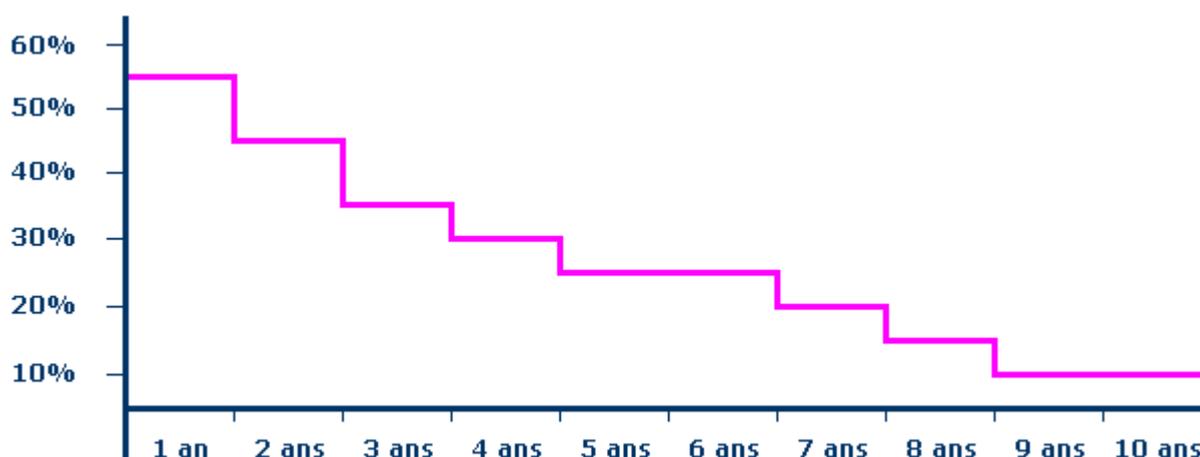
Ce risque provient d'une inadéquation entre la durée des emplois et celle des ressources. En tant que banque de financement et d'investissement, ce risque pour Natixis résulte principalement de positions de transformation entre opérations assorties d'une échéance contractuelle.

De la même manière que pour la transformation en taux d'intérêt global, la transformation en liquidité issue des activités de financement du périmètre social est centralisée à la Trésorerie. Les filiales établissements de crédit spécifiques bénéficient d'une autonomie de gestion de leur transformation qui demeure du second ordre par rapport à celle de la Trésorerie.

Les activités de marchés du pôle Banque de financement et d'investissement, dont la durée de détention est généralement courte et le taux de rotation des portefeuilles plus élevé que pour les activités de financement, conservent une autonomie de gestion de leur refinancement et refinancent leurs besoins nets auprès de la Trésorerie.

Le dispositif de suivi

Le dispositif de suivi du risque de liquidité repose sur la détermination d'impasses statiques de liquidité¹⁵. A des fins de gestion opérationnelle de la liquidité à court terme, des impasses sont produites chaque jour sur un horizon de trois mois en pas quotidien, et sur l'ensemble des opérations. Des impasses dynamiques tenant compte du renouvellement des actifs et des passifs ont également été établies sur des horizons courts afin de piloter opérationnellement le passage de certaines échéances (fin d'année en particulier). Concernant la transformation opérée à moyen terme sur les opérations relevant des activités de financement avec des positions plus stables, des impasses sont produites mensuellement en pas annuel jusqu'à extinction des opérations. La gestion de la transformation en liquidité opérée par la Trésorerie sur le portefeuille de prêts et de créances qu'elle refinance est encadrée par des ratios de transformation minima⁽¹⁶⁾ validés par le comité GAP et examinés périodiquement lors de ce comité. Ces ratios minima reconduits en 2009 sont les suivants :



Pour les filiales ayant une autonomie de gestion de leur transformation en devise forte, le comité GAP n'a pas formellement approuvé de limite, étant entendu que les positions demeurent de second ordre par rapport à celles de la trésorerie et que ces filiales doivent à minima respecter leur ratio réglementaire de liquidité à moins d'un mois.

Pour les opérations de financement en devises non transférables gérées notamment à Moscou et à Shanghai, le comité GAP a entériné des ratios de transformation dédiés tenant compte de l'absence locale de marchés de la dette à plus d'un an.

Enfin, conformément aux recommandations des autorités de tutelle, ce dispositif a été complété début 2008 par la réalisation de stress de liquidité destinés à tester la capacité de Natixis à faire face à une situation de crises. Le principe général repose sur la génération de scénarii adverses (crises systémiques, crises spécifiques) sur un horizon donné, matérialisés par des chocs sur l'impasse de liquidité, puis à mettre en œuvre des mesures de réduction rapides des sorties de liquidité (mobilisation de titres et créances disponibles éligibles à un refinancement banque centrale, suspension d'activités de négociation consommatrices de

⁽¹⁵⁾ Elles se définissent pour chaque classe d'échéance comme la différence entre les ressources non encore amorties et les emplois restant dus. Une impasse négative sur la classe d'échéance douze mois traduit un besoin prévisionnel de refinancement à cette date.

⁽¹⁶⁾ Les ratios de transformation se définissent pour chaque classe d'échéance comme le rapport des ressources non encore amorties par les emplois restant dus. Selon ces limites, 25 % des emplois du portefeuille bancaire de maturité résiduelle supérieure ou égale à cinq ans doivent être refinancés par des ressources ayant plus de cinq ans restant à courir.

liquidité à court terme). Un plan de continuité d'activité en cas de crise de liquidité a par ailleurs été formalisé en collaboration avec les organes centraux et entériné par le Comité GAP.

Evolution de la crise financière

Comme la plupart des établissements financiers, Natixis a retrouvé un accès à la liquidité court terme satisfaisant à partir du second trimestre 2009, tant sur la zone euro que sur la zone US dollar.

Cette amélioration s'explique par la baisse des tensions sur les marchés interbancaires et la baisse de l'aversion aux risques des investisseurs sur les marchés financiers.

Dans ce contexte, (i) la politique de prix compétitive menée par la Trésorerie comparativement à la concurrence, (ii) la poursuite de l'accompagnement de l'actionnaire de référence et (iii) les mesures exceptionnelles de la BCE avec le lancement des appels d'offres long terme à un 1 an, ont notamment contribué à une réduction significative des impasses de liquidité tout portefeuille confondu.

Le programme de refinancement moyen terme 2009 a, quant à lui, été réalisé presque totalement à fin-juin-09. Cet objectif a été atteint grâce à (i) des placements privés (EMTN vanille et structurés) sur les marchés de capitaux, (ii) des dépôts à moyen terme de nos actionnaires de référence, (iii) des dépôts collatéralisés dans le cadre du programme de la SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), (iv) l'avance actionnaires et (v) l'émission d'obligations super-subordonnées à durée indéterminée souscrites par les actionnaires de référence dans le cadre du dispositif de renforcement des fonds propres de la SPPE (Société de Prise de Participation de l'Etat).

Risque de change structurel

Le risque de change structurel de Natixis est essentiellement concentré sur l'US dollar. Il résulte d'une part des investissements nets à l'étranger financés par achat de devises, et d'autre part des revenus et charges (exceptionnelles ou récurrentes) en devises non soldés contre euros.

Compte tenu de la présence de risques pondérés en devises autre que l'euro, le comité GAP a approuvé que soit maintenu pour la première composante un refinancement par achat de devises pour les investissements durables afin d'immuniser le ratio de solvabilité de la banque contre les fluctuations de la parité euro contre US dollar.

Pour la seconde composante, une quote-part du résultat brut d'exploitation en US dollar prévue dans le cadre de la procédure budgétaire fait l'objet d'une couverture afin de neutraliser les effets d'une variation adverse du cours moyen euro / US dollar sur l'année par rapport au cours moyen budgété.

5.6. Risques opérationnels

Description générale

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. La définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Le département Risques Opérationnels est en charge des missions suivantes :

- celles relevant de la mesure des risques opérationnels :
 - collecte des incidents ;
 - investigation sur incidents graves ;
 - cartographie des risques ;
 - indicateurs et variables d'environnement ;
- celles portant sur l'encadrement des risques opérationnels :
 - définition et suivi des plans d'action ;
 - politique de limites.

Organisation

Depuis février 2008, la filière Risques Opérationnels est organisée en sept pôles de contrôles correspondant aux domaines homogènes des métiers et des activités de Natixis :

- BFI Marchés de capitaux ;
- BFI Financements ;
- Support, ce pôle étant composé de la Direction des systèmes d'information, la Direction financière, la Direction des achats et la Direction des ressources humaines ;
- Services regroupant les métiers dédiés au service des réseaux commerciaux : Natixis Assurances, Natixis Paiements, Natixis InterEpargne, Natixis Intertitres, Cie Européenne de Garanties et Cautions, EuroTitres, Natixis Financement, Natixis Lease, Natixis Algérie, CACEIS¹⁷ ;
- Capital investissement et Gestion privée : Banque Privée 1818, NPBI et NPE ;
- Gestion d'actifs : NGAM et filiales ;
- Poste clients : regroupant les métiers d'affacturage et de réassurance (COFACE et Natixis Factor).

Chaque pôle reporte, selon un lien hiérarchique, ou fonctionnel, au Département des risques opérationnels de Natixis.

Ainsi l'ensemble du groupe est intégré au sein d'une organisation matricielle articulée selon les deux axes d'activité et de localisation.

Deux pôles « reporting » et « méthodes et données » sont par ailleurs en charge de la définition des mesures et des politiques de prévention en matière de risques opérationnels, de la gestion des référentiels et des données, et des reportings.

Dans les métiers, le dispositif est complété par un réseau de *correspondants risques opérationnels* (plus de 150 personnes dans le groupe hors Gestion d'actifs, COFACE et CACEIS). Ils sont notamment chargés de déclarer au département risques opérationnels les incidents avérés et de produire les relevés des données constitutives des risques opérationnels : incidents, variables d'environnement, avancement des plans d'action.

Les comités de pilotage

Le dispositif est piloté par le **Comité des Risques Opérationnels de Natixis**. Responsable de la détermination de la politique des risques opérationnels, ce comité constitue l'extension opérationnelle de l'organe exécutif et, à ce titre, dispose de son pouvoir de décision pour l'ensemble des problématiques de risque opérationnel. Il se réunit trimestriellement sous la présidence d'un membre de la Direction générale.

Le pilotage des risques opérationnels de Natixis porte en particulier sur les thèmes suivants :

¹⁷ Au 30/06/2009, Natixis a cédé 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole SA, conservant ainsi une participation de 15 % dans la filiale.

- validation des normes et méthodes, mesures, procédures d'encadrement des risques opérationnels ;
- encadrement des risques :
 - o revue des incidents les plus graves ;
 - o décisions et suivi des plans d'action ;
 - o définition des limites et suivi des principaux indicateurs de Natixis.

Le comité des Risques opérationnels faitier se décline ensuite en **Comités Risques Opérationnels Métier**. Présidés par le directeur du métier, le département risque opérationnel y étant représenté par le responsable du département ou le responsable risques opérationnels du pôle, ces derniers ont pour mission d'encadrer l'exposition et la gestion des risques opérationnels concerné

Garant de la politique définie par Natixis, le département risques opérationnels peut toutefois s'opposer à une décision (ou à une non décision) de ces comités et saisir le comité supérieur pour arbitrage du point soulevé.

A ce jour, 67 comités métiers se tiennent régulièrement sur une base a minima trimestrielle en présence du département risques opérationnels.

Gestion des risques opérationnels

Les travaux sont articulés autour de trois axes :

- la collecte des pertes et leur analyse ;
- la mise en place de plans d'actions couvrant les risques avérés (incidents) et les grands risques ;
- la quantification des Grands Risques de Natixis.

1. Collecte des incidents et analyse

Le recensement des pertes se fait au premier euro et au fil de l'eau. La notion d'incident grave est définie de manière unifiée dans le groupe. Tout incident grave est remonté au fil de l'eau au département des risques opérationnels et au directeur des risques. Il donne lieu alors à une enquête par le département aboutissant à un rapport comportant un descriptif factuel et des propositions de plans d'actions. Ce rapport fait l'objet d'un débat contradictoire entre les différentes parties au comité risque opérationnel compétent. Le président du comité entérine les plans d'actions à mettre en œuvre. Les incidents d'un montant supérieur à 1 M€ sont déclarés sans délai aux deux organes centraux.

Le département publie mensuellement le reporting risques opérationnels de Natixis. Il présente les pertes opérationnelles encourues par Natixis (en nombre et montant), présentées globalement et par pôle, pour le mois écoulé et l'année en cours. Il fournit également une analyse détaillée des incidents graves par pôle d'activité.

2. Les principaux plans d'actions

Sur chaque entité opérationnelle, Natixis s'est doté de plans d'actions afin de réduire son exposition aux risques opérationnels. Une action forte a été entreprise pour dégager des plans d'actions structurants pour la banque.

Ainsi, deux notions ont été distinguées :

- les actions correctrices : action améliorant un processus existant sans modification et réalisable avec les ressources de la banque

- le plan d'action : action structurante, modifiant le processus et nécessitant la mobilisation de ressources

Au premier semestre 2009, un recensement de l'ensemble des actions a été réalisé. Un effort de classement, de regroupement a été entrepris et se poursuivra au second semestre pour dégager les actions prioritaires et privilégier leurs mises en œuvre effectives.

Ces actions poursuivent les travaux engagés en 2008. Ainsi, le chantier task « force entrées / sorties harmonisant le processus d'entrées ou de sortie des personnels » a été finalisé fin mars 2009. Deux autres grands plans d'actions, également lancés en 2008, ont donné des premiers résultats et se poursuivront sur le second semestre :

- chantiers liés au suspens back office et réduction de leur nombre et du délai de résolution ;
- unification des référentiels tiers de Natixis, notamment à New-York.

Un chantier d'amélioration du processus de contractualisation des conventions cadre conclues avec les contreparties a été lancé.

11 thèmes ont été identifiés au sein de la BFI, notamment dans le domaine de la sécurisation des opérations, et seront déclinés en plans d'actions au second semestre 2009

3. Grands Risques de Natixis

Le département des risques opérationnels a effectué la cartographie des situations de risques jugées les plus critiques, afin de les classer en termes de coûts, d'identifier les plans d'actions préventifs réduisant l'exposition et de les prioriser.

Ainsi, 120 grands risques jugés majeurs ont été identifiés conjointement avec les métiers sur la base d'interviews et des cartographies. Chacune des situations de risques a été analysée et modélisée en un arbre de défaillance :

- modélisation de la situation de risque par un enchaînement causes-conséquences ;
- pour les causes premières appelées Evénements Générateurs de Perte, détermination d'une loi de probabilité en fréquence ;
- pour chaque conséquence, appelée défaillance de processus, détermination d'une loi de probabilité en sévérité.

In fine, cette méthodologie vise à calculer la VaR opérationnelle de chaque situation de risque, puis l'exposition globale de l'entité, enfin celle de Natixis.

Approche réglementaire choisie par le Groupe Natixis :

Le dispositif de contrôle est conforme à la méthode standard sur l'ensemble des pôles opérationnels de Natixis, à l'exception de certaines activités du pôle Poste clients de Natixis et de Natixis Algérie traitées en méthode basique.

5.7. Risques assurables

La Délégation aux Assurances – rattachée au Secrétariat Général – a pour mission d'analyser les risques opérationnels assurables et de mettre en place les couvertures adéquates pour y faire face (auto-assurance et/ou transfert).

Les principaux risques analysés concernent :

- les fraudes internes ou externes,
- les atteintes aux valeurs,
- les risques de mises en cause de responsabilité (responsabilité civile exploitation et professionnelle de l'entreprise mais aussi responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux),
- les dommages aux biens d'exploitation (immeubles et contenu, matériels et données informatiques) ainsi que les pertes d'activités bancaires consécutives à ces dommages.

Les programmes d'assurance « Globale de Banque », « RC Entreprise » (Exploitation et Professionnelle) et « RC Dirigeants », souscrits par NATIXIS agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble de ses filiales, ont été renouvelés au 1^{er} juillet 2009.

Ainsi, toutes les sociétés du Groupe bénéficient donc des garanties :

- d'un programme d'assurance « combiné » Globale de Banque (Valeurs & Fraudes), Responsabilité Civile Entreprise (Exploitation & Professionnelle) à hauteur de 125 millions d'euros par sinistre et/ou par année d'assurance ;
- d'un programme d'assurance Responsabilité Civile des Dirigeants et Mandataires Sociaux à concurrence de 100 millions d'euros par sinistre et par année d'assurance.

La territorialité de ces couvertures s'étend au monde entier sauf en matière de responsabilité civile professionnelle où la garantie n'est pas acquise aux établissements permanents situés aux Etats-Unis (cette couverture est souscrite localement par les filiales ou succursales).

La couverture des immeubles d'exploitation du Groupe situés en France et de leur contenu, des risques informatiques et des pertes d'activités bancaires consécutives a été renouvelé au 1^{er} janvier 2009 (couverture principale acquise en valeur de reconstruction et/ou de remplacement avec un plafond fixé à 200 millions d'euros par sinistre).

Chacune des polices d'assurance visées ci-dessus est souscrite auprès de compagnies notoirement solvables sur le marché.

Toutes les couvertures d'assurance évoquées ci-dessus sont achetées en excédent de franchises par sinistre (niveau de rétention accepté) en rapport avec les capacités de Natixis.

Le montant des cotisations d'assurance pour l'ensemble de ces couvertures s'élève à 9 millions d'euros en année pleine au titre de l'exercice 2009.

5.8. Risques juridiques

Situation de dépendance

Natixis n'est dépendant à l'égard d'aucun brevet ou licence, ni d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

- **Jerry Jones et autres. c/ Harris Associates L.P.**

En août 2004, trois actionnaires agissant au nom et pour le compte de trois fonds (Oakmark Fund, Oakmark Equity and Income Fund et Oakmark Global Fund) ont assigné Harris Associates L.P., filiale à 100 % de Natixis Global Asset Management, devant le *United States*

District Court du district nord de l'Illinois. Les demandeurs alléguaient que le montant des prestations de services facturées par Harris Associates L.P. à ces trois fonds était excessif au regard de la réglementation applicable. Cette procédure est l'une des nombreuses actions en justice intentées ces dernières années à l'encontre de sociétés de conseil en investissement. Harris Associates et les demandeurs ont alors introduit une requête en référé (*motion for summary judgment*).

Le 27 février 2007, le juge saisi a fait droit en tous points à la requête d'Harris Associates et a rejeté celle des demandeurs. Le 20 mars 2007, ces derniers ont fait appel de cette décision.

Le 19 mai 2008, une formation de jugement de la cour d'appel (*Court of Appeals for the Seventh Circuit*) a confirmé la décision du *District Court* en faveur de Harris Associates L.P.

Le 2 juin 2008, les demandeurs ont demandé un nouvel examen de leur appel par l'ensemble des juges de la cour d'appel (*entire Court of Appeals*). Le 8 août 2008, la cour d'appel a rejeté la requête des demandeurs tendant à un nouvel examen de leur appel.

Le 3 novembre 2008, les demandeurs ont formé un recours auprès de la Cour Suprême des Etats-Unis afin que la décision de rejet de l'appel soit infirmée.

Le 9 mars 2009, la Cour Suprême a accepté l'appel. La plaidoirie est prévue en octobre 2009. Une décision est attendue à la fin de l'année 2009 ou début 2010.

- **Recours collectifs aux Etats-Unis relatifs aux opérations *Municipal Guaranteed Investment Contracts***

Depuis le 13 mars 2008, Natixis et Natixis Funding ont été cités parmi les défendeurs dans le cadre de multiples recours collectifs déposés par et au nom d'un certain nombre d'états, comtés et municipalités américains émetteurs d'obligations auprès des cours de New York, Washington D.C. et de Californie. Les plaintes portent sur une prétendue collusion entre les fournisseurs et les courtiers de produits dérivés municipaux (*municipal derivatives*) dans la fixation des prix, le montage des offres et l'affectation des clients entre 1992 et 2006. Les différents demandeurs ont également désigné plus de 30 banques et courtiers américains et européens en tant que défendeurs. Les demandeurs cherchent à faire reconnaître une collectivité regroupant toutes les entités gouvernementales au niveau local, municipal et des états, agences gouvernementales indépendantes et entités privées ayant acheté des produits dérivés municipaux (*municipal derivatives*) auprès des défendeurs ou des courtiers défendeurs de 1992 à aujourd'hui et à recouvrer des dommages-intérêts du fait de comportements prétendument anticoncurrentiels. L'ensemble de ces recours a été regroupé devant la United States District Court for the Southern District of New York sous l'appellation *In re Municipal Derivatives Antitrust Litigation*.

Ces différentes demandes de dommages-intérêts découlent d'investigations qui ont été ou qui sont menées actuellement aux États-Unis par l'U.S. Internal Revenue Service (« IRS »), la division antitrust du Department Of Justice (« DOJ »), l'autorité des marchés financiers américaine (Securities and Exchange Commission, « SEC ») ainsi que par des procureurs généraux d'état (State Attorneys General).

Le 30 avril 2009, la Cour a rejeté les recours à l'encontre de l'ensemble des défendeurs pour défaut de fondements.

Le 18 juin 2009, les demandeurs ont déposé de nouvelles plaintes. Natixis Funding est cité comme défendeur sur la base des mêmes allégations que dans les premières plaintes auxquelles s'ajoutent de nouvelles allégations nommant spécifiquement un ancien employé de Natixis. Natixis SA n'est pas cité dans ces nouveaux recours.

- **Affaire d'escroquerie Madoff**

Natixis a évalué son exposition nette maximale à 475 millions d'euros. L'impact effectif de cette exposition dépendra à la fois du degré de recouvrement des actifs déposés chez Bernard L. Madoff Investment Securities et de l'issue des voies de recours notamment judiciaires dont dispose la banque. Natixis entend en effet faire valoir ses droits notamment en procédant à toute action judiciaire qui lui serait ouverte tant en France qu'à l'étranger. Dans cette perspective, Natixis a retenu des cabinets d'avocats pour l'assister dans ces actions.

- **Dossier CIC / Crédit Mutuel**

Le 11 septembre 2008, le CIC et le Crédit Mutuel ont assigné le Groupe Lagardère et Natixis en vue d'obtenir du Tribunal de Commerce de Paris l'annulation des contrats par lesquels ils ont acheté à terme des actions EADS au groupe Natixis.

Se fondant sur un rapport non public de l'Autorité des marchés financiers, les demandeurs allèguent que Lagardère SCA aurait commis un manquement boursier à l'occasion d'une émission d'obligations remboursables en actions EADS souscrite en avril 2006 par le groupe Natixis.

Aucun reproche n'est formulé à l'encontre de Natixis dans l'assignation du Groupe CIC, concernant tant la conclusion que l'exécution des contrats. L'argumentation juridique développée par le groupe Crédit Mutuel pour remettre en cause la validité de ses achats d'actions EADS apparaît dénuée de fondement.

Natixis suit néanmoins cette procédure avec la plus grande vigilance et entend faire valoir ses droits afin qu'aucun préjudice n'en résulte pour elle. L'intégralité des obligations a, à ce jour, été remboursée.

- **Dépôt de plainte coordonnée par l'ADAM**

En mars 2009, une enquête préliminaire a été ouverte, ordonnée par le Parquet de Paris, suite à une plainte d'actionnaires minoritaires. Dans ce cadre, une perquisition a eu lieu en mai dans les locaux de Natixis. L'enquête se poursuit.

Il n'y a pas par ailleurs d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage en cours susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de Natixis.

5.9. Les risques assurance

Natixis Assurances

Natixis Assurances commercialisant essentiellement des produits d'épargne, les principaux risques résultant des contrats d'assurance sont de nature financière :

- ✓ **Risque de ne plus être capable de servir le taux minimum contractuel en cas de baisse des taux**

Pour faire face à ce risque, ABP Vie ne commercialise plus depuis plusieurs années que des contrats à taux minimum garantis nuls : plus de 90 % des contrats ont un TMG nul. Le TMG moyen ressort à 0,22 %.

✓ **Risque de rachat des contrats en cas de hausse des taux**

Natixis Assurances a identifié la population assurée pour laquelle le risque de rachat est élevé, les critères discriminants étant l'âge, l'ancienneté fiscale et le montant des capitaux. Natixis Assurances a ainsi circonscrit à environ un quart de ses actifs de taux le périmètre à couvrir par des contrats Cap. Il a par ailleurs souscrit à des obligations à taux variable à taux minimum.

Le test de suffisance des passifs réalisé pour les comptes arrêtés au 30 juin 2009 conformément à IFRS 4 a montré que les passifs d'assurance évalués en normes locales étaient supérieurs à une juste valeur de ces passifs tenant compte de l'option de rachat incorporée aux contrats.

✓ **Risque financier en cas de hausse des taux**

La sensibilité de la situation nette aux variations de taux d'intérêt est atténuée par le classement d'environ 5,8 milliards d'euros de titres de taux dans la catégorie des titres détenus jusqu'à l'échéance.

Concernant les titres des autres catégories, l'analyse de sensibilité réalisée à fin juin 2009 montre qu'une hausse de 1 point des taux obligataires a un impact de – 38 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 4,1 % des capitaux propres.

✓ **Risques de marché**

Natixis Assurances est confronté aux variations de valeur de ses actifs financiers. La gestion des risques financiers consiste en la définition d'une allocation stratégique tenant compte des engagements du passif, des contraintes réglementaires (notamment en terme de dispersion) et des exigences commerciales. Ainsi, des fourchettes d'allocation sont définies pour chaque type d'actif.

L'analyse de sensibilité réalisée au 30 juin 2009 montre que :

- une baisse de 10 % du marché actions a un impact de – 11,8 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 1,3 % des capitaux propres ;
- une baisse de 10 % du marché immobilier a un impact de – 3,9 millions d'euros sur la situation nette (après prise en compte de la variation imputable aux assurés et de la fiscalité), soit 0,4 % des capitaux propres.

Par ailleurs, Natixis Assurances réassure à 100 % la garantie plancher accordée sur les contrats en unités de compte.

✓ **Risque de crédit**

Le suivi et la gestion du risque de contrepartie est réalisé dans le respect des normes et limites internes de Natixis, telles que déterminées par le comité des risques de crédit, ainsi que des contraintes réglementaires imposées aux compagnies d'assurance. Ainsi, plus de 88 % du portefeuille de taux est investi sur des ratings supérieurs à A-.

✓ **Activité prévoyance**

Les risques de mortalité et de morbidité sont limités par la mise en place d'une tarification adaptée à la population et aux garanties assurées, à l'utilisation de tables d'expérience et par la pratique en amont d'une sélection médicale des nouveaux assurés.

Natixis Assurances a recours à la réassurance afin de limiter son exposition aux risques de dispersion des capitaux garantis en décès, accidents de la vie et perte d'autonomie, ainsi que de fréquence des sinistres en arrêt de travail, invalidité et perte d'autonomie. Un traité de réassurance en cas d'épidémie ou de pandémie a par ailleurs été mis en place afin de limiter l'exposition à l'augmentation des décès qui en résulterait.

Le plan de réassurance annuel veille à diversifier les réassureurs et à ne traiter qu'avec des parties dont le rating est de qualité. Aucun traité de réassurance n'est conclu ou renouvelé avec des parties « non investment grade ». En pratique, le rating des réassureurs avec lesquels traite Natixis Assurances est compris entre A- et AA+ (certains réassureurs pouvant toutefois être de façon marginale non notés quand leur actionnariat est jugé de qualité).

✓ **Concentration des risques**

La nature des risques assurés associée à la couverture de réassurance n'induit pas d'exposition particulière en matière de concentration de risques d'assurance.

Coface

De par ses activités, Coface est exposé à deux types de risques principaux. Le premier est le risque technique qui est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance de Coface. Le second est le risque financier qui est le risque de pertes en raison de variations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou de la valeur de marché des titres ou des placements immobiliers. Coface a mis en place des outils sophistiqués destinés à contrôler rigoureusement ces risques, afin qu'ils restent dans des limites prudentes.

Risque technique

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes générées par le portefeuille de polices d'assurance. Classiquement on distingue le risque de fréquence et le risque de pointe :

- le risque de fréquence représente le risque d'une brusque et importante augmentation des impayés sur une multitude de débiteurs. La mesure de ce risque est faite pour chaque entité par le suivi du loss ratio (rapports sinistres à primes), par secteur d'activité (crédit domestique), par pays (crédit export), ou par ligne de produits (caution, « single risks » ...). Les loss ratio des différents centres de souscription sont également suivis au niveau du groupe, de même que les montants et nombres mensuels d'impayés déclarés. ;
- le risque de pointe représente le risque de pertes anormalement élevées enregistrées au titre d'un même débiteur ou groupe de débiteurs, ou d'une accumulation de pertes sur un même pays.

Outre un suivi mensuel au niveau de chaque centre de souscription, un dispositif est mis en place au niveau du groupe, reposant sur :

- une centralisation des déclarations de menace de sinistre excédant un certain montant (actuellement, 0,5 M€ pour tous les centres de souscription, porté à 1 M€ pour les deux principaux, Coface France et Coface Deutschland), avec intervention d'une filiale spécialisée dans le recouvrement (RBI) ;
- le « comité des grands risques » qui fixe l'encours de risque maximum Coface accepté sur les 400 plus grands risques du groupe (encours supérieurs à 110M€ ou perte maximum probable supérieure à 15M€) et alloue des plafonds par pays émergent ;
- un système de notation des risques « corporate » et des risques « pays » ;
- un dispositif d'évaluation statistique des « sévérités » (pertes maximum susceptibles d'être enregistrées en cas de sinistre) par débiteur, groupe de débiteurs ou pays émergent.

Dans le cadre de la crise financière, le recensement des risques vulnérables a été réalisé sur la base des notations Coface ainsi que sur proposition des centres de souscription pour des

risques spécifiques tels que des opérations de rachat avec effet de levier grâce à un fort endettement. Tous les risques importants notés BB+ (non investment grade) et moins font l'objet d'un suivi centralisé tant en stock qu'en flux mensuel. Pour les risques de fréquence, les scores sont utilisés afin d'identifier les populations à risque et des matrices de cotation plus restrictives sont en place.

En montant, la réduction de cette population à risque élevé représente 10,8 milliards d'euros entre fin mars et fin juin 2009.

(i) *Diversification du portefeuille de risques de crédit*

Coface maintient un portefeuille de risques de crédit diversifié, afin de minimiser les risques que la défaillance d'un débiteur, le ralentissement d'un secteur d'activité particulier ou un événement défavorable dans un pays donné puissent avoir un impact disproportionné sur la sinistralité globale de Coface. En outre, la grande majorité des risques auxquels est exposé Coface sont à court terme, ce qui lui permet de réduire le risque couvert sur un débiteur ou un groupe de débiteurs, relativement rapidement après avoir constaté la dégradation de leur solvabilité.

Expositions au risque sur les débiteurs au 30 juin 2009
(crédit + single risks hors opérations pour le compte de l'Etat)

Tranches Encours Acheteur	Total	Encours MEUR	Nombre de limites	Nombre d'acheteurs	% d'encours
Refus		0	825 987	604 916	0,0%
1 - 10 K€		4 324	609 601	564 623	1,1%
11 - 20 K€		6 826	511 565	405 182	1,8%
21 - 30 K€		4 456	282 527	169 175	1,1%
31 - 40 K€		3 942	215 853	107 905	1,0%
41 - 50 K€		5 516	199 052	114 913	1,4%
51 - 60 K€		3 248	136 870	57 407	0,8%
61 - 70 K€		2 786	111 458	41 835	0,7%
71 - 80 K€		3 221	105 401	42 558	0,8%
81 - 90 K€		2 179	77 848	25 223	0,6%
91 - 100 K€		5 390	109 940	54 621	1,4%
101 - 150 K€		12 374	312 411	98 783	3,2%
151 - 200 K€		10 167	212 914	57 173	2,6%
201 - 300 K€		16 477	289 724	66 466	4,2%
301 - 400 K€		13 044	194 515	37 348	3,4%
401 - 500 K€		10 992	145 513	24 399	2,8%
501 - 800 K€		25 651	290 500	40 574	6,6%
801 K€ - 1 M€		12 985	123 422	14 486	3,3%
1 M€ - 2 M€		42 840	327 683	30 764	11,0%
2 M€ - 5 M€		58 426	292 412	19 134	15,0%
5 M€ - 10 M€		41 082	137 202	5 961	10,6%
10 M€ - 50 M€		68 530	132 456	3 679	17,6%
50 M€ - 100 M€		17 870	16 165	269	4,6%
100 M€ - 200 M€		8 157	6 631	59	2,1%
200 M€ et +		8 341	4 018	23	2,1%
Total		388 824	5 671 668	2 587 476	100,0%

Répartition géographique des risques

Les débiteurs couverts par les polices d'assurance-crédit de Coface sont essentiellement situés en Europe Occidentale, notamment en Allemagne, en France et en Italie. Au 30 juin 2009, ces trois pays représentaient près de 44% de l'exposition globale de Coface découlant de son activité assurance-crédit. A la même date, les débiteurs d'Asie et d'Amérique Latine représentaient 12% de l'exposition globale de Coface.

Le tableau ci-après analyse au 30 juin 2009 la répartition des encours débiteurs par pays :

Concentration des encours par pays de risques en M Euro

	Juin 2008	Juin 2009
Europe	269 279	269 970
dont Allemagne	68 006	67 939
dont Italie	47 393	42 775
dont Espagne	27 749	24 276
dont France	54 445	55 135
Asie	29 643	31 480
Amérique Latine	17 526	17 024
Amérique du Nord	25 137	24 643
Moyen Orient	8 284	8 681
Magreb	4 163	4 649
Afrique	7 206	7 144
Pacifique	4 114	4 062
Pays de l'est	23 983	21 153
(Vide)	60	19
Total	389 393	388 824

Durée des risques

Le portefeuille d'assurance-crédit de Coface couvre essentiellement des risques à court terme, dont environ 90% représentaient une durée de moins de 180 jours au 30 juin 2009. Plus de 60% des risques de Coface d'une durée de plus d'un an relèvent de l'activité assurance caution domestique (Italie pour l'essentiel).

VI. Structure financière et ratios réglementaires

Analyse du bilan consolidé

Actif

en milliards d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Actifs à la juste valeur par le résultat et instruments dérivés de couverture	215,3	275,2
Actifs financiers disponibles à la vente	31,4	30,9
Prêts et créances sur établissements de crédit	41,9	36,7
Prêts et créances sur la clientèle	95,0	103,1
Titres reçus en pension	56,1	53,9
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6,1	6,4
Comptes de régularisation et actifs divers	48,6	49,6
TOTAL ACTIF	494,4	555,8

Passif

en milliards d'euros	30/06/2009	31/12/2008
Passifs financiers à la juste valeur par résultat et instruments dérivés	217,8	269,4
Dettes envers les établissements de crédit	78,7	65,8
Dettes envers la clientèle	14,6	34,5
Titres donnés en pension	62,6	62,1
Dettes représentées par un titre	30,4	34,6
Autres passifs et provisions	25,2	25,9
Provisions techniques des contrats d'assurance	34,6	33,6
Dettes subordonnées	15,5	13,6
Capitaux propres	15,0	16,3
TOTAL PASSIF	494,4	555,8

Le total du bilan consolidé s'établit à 494,4 milliards d'euros au 30 juin 2009, contre 555,8 milliards d'euros au 31 décembre 2008, soit une diminution de 61,4 milliards d'euros ou 11%. Cette évolution est essentiellement liée à la baisse des encours d'opérations évaluées à la juste valeur au bilan.

Emplois

Les actifs à la juste valeur par résultat et instruments dérivés de couverture s'élevaient à 215,3 Md€ contre 275,2 Md€ au 31 décembre 2008, soit une baisse de 59,9 Md€ provenant principalement des valorisations des dérivés de crédit et des swaps de taux. Ces actifs à la juste valeur se répartissent entre les instruments de trading pour 195,7 Md€, les instruments à la juste valeur sur option pour 16,4 Md€ et les instruments dérivés de couverture pour 3,2 Md€.

Les actifs financiers disponibles à la vente de 31,4 Md€ sont constitués pour environ la moitié de portefeuilles de placement de l'activité d'assurance vie, essentiellement en titres obligataires, et par le portefeuille de placement bancaire.

L'encours des crédits à la clientèle – y compris les opérations de crédit-bail et d'affacturage – s'élève à 95,0 Md€, en baisse de 8,1 Md€ par rapport au 31 décembre 2008. Cette évolution résulte d'une contraction des encours de crédits amplifiée par une augmentation des provisions pour dépréciation.

Les titres reçus en pension s'établissent à 56,1 Md€ au 30 juin 2009, en légère progression de 2,2 Md€ par rapport au 31 décembre 2008. Ces emplois sont financés au passif principalement par les titres donnés en pension.

Ressources

Le refinancement des activités hors les pensions de titres suit une évolution identique à celle observée sur les actifs, marquée par une baisse de 51,6 Md€ des passifs évalués à la juste valeur par résultat, amplifiée par celle de 19,9 Md€ sur les dettes envers la clientèle qui est en partie compensée par une progression de 12,9 Md€ observée sur les dettes envers les établissements de crédit.

Fonds propres et ratios réglementaires

Capital social

Au 30 juin 2009, le capital est inchangé à 4 653 020 309 euros. Il est composé de 2 908 137 693 actions de 1,60 euro de nominal.

Fonds propres et ratio de solvabilité

Les fonds propres et les risques pondérés sont calculés en application de l'arrêté du 20 février 2007, modifié par les arrêtés du 19 octobre 2007 et du 11 septembre 2008, relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit mettant en œuvre la réforme Bâle II.

Le périmètre de consolidation prudentiel est établi sur la base du périmètre de consolidation statutaire avec mise en équivalence des sociétés d'assurance Coface, Natixis Assurances et Natixis Garanties. La principale modification du périmètre intervient avec la sortie de la société CACEIS, qui a fait l'objet d'une cession partielle ramenant le pourcentage de détention de 50% à 15%.

Les entités CASANLI et EDF Investment Group sont intégrées proportionnellement à hauteur respectivement d'un pourcentage de détention de 50% et 8%.

Les participations les plus significatives faisant l'objet d'une déduction des fonds propres sont les suivantes:

<i>En milliards d'euros</i>	Montant
Entité	
Groupe Banque Populaire	4, 5
Groupe Caisses d'Epargne	4, 6
Total	9, 1

<i>En milliards d'euros</i>	30/06/09	31/12/08	Variation
Capitaux propres comptables	14,4	15,6	-1,2
Retraitements, dont :			
- Hybrides	6,7	5,1	1,6
- Ecart d'acquisition	-2,8	-3,2	0,4
- Autres retraitements prudentiels	0,9	0,8	0,1
Fonds propres de base	19,2	18,3	0,9
Déductions des fonds propres de base	-5,8	-4,9	-0,9
Fonds propres Tier One Bâle II	13,4	13,4	0,0
Fonds propres complémentaires	8,3	8,3	0,0
Fonds propres surcomplémentaires	0,1	0,1	0,0
Déduction des fonds propres complémentaires	-5,8	-4,9	-0,9
Fonds propres totaux	16,0	16,9	-0,9

Au 30 juin 2009, les fonds propres prudentiels consolidés de Natixis s'établissent à 16,0 Md€, contre 16,9 Md€ au 31 décembre 2008, soit une diminution de 0,9 Md€.

Les capitaux propres comptables diminuent de 1,2 Md€, l'avance d'actionnaires de 1,5 Md€ mise en place en juin ayant partiellement compensé les pertes du premier semestre (- 2,7 Md€).

L'augmentation des titres hybrides provient de l'émission en juin 2009 de deux titres super-subordonnés à durée indéterminée d'un montant unitaire de 1 Md€, souscrits par les groupes actionnaires, le Groupe Banque Populaire et le Groupe Caisses d'Epargne, en miroir de leurs propres émissions auprès de la Société de Prise de Participations de l'Etat (SPPE).

Après application du plafond limitant les titres hybrides à 35% des fonds propres de base, l'effet net sur les fonds propres Tier one est de 1,7 Md€.

La diminution de 0,4 Md€ de la charge liée aux écarts d'acquisition trouve son origine dans la sortie de CACEIS du périmètre de consolidation.

Les déductions des fonds propres de base augmentent essentiellement du fait de la progression très importante sur le semestre des titrisations notées sous BB- (+1,2 Md€).

Les risques pondérés Bâle II s'élèvent à 149,8 Md€, en diminution de -13,4 Md€ par rapport à la clôture de l'exercice précédent. Les trois catégories de risques contribuent à cette évolution sur le semestre :

<i>En milliards d'euros</i>	30/06/09	31/12/08	Variation
Risques de crédit	118,4	121,6	-3,2
Risques de marché	23,6	32,9	-9,3
Risques opérationnels	7,8	8,7	-0,9
Total risques pondérés	149,8	163,2	-13,4

La baisse des risques de crédit de -3,2 Md€ provient notamment de l'impact de -2,6 Md€ dû à la sortie du périmètre de consolidation de CACEIS. Pour le reste, les autres facteurs concourant à diminuer les risques pondérés (optimisation, règles de calcul, sortie d'encours de titrisation passant en déduction des fonds propres) l'emportent sur ceux qui augmentent les risques (dégradation des notes internes et externes, actualisation des probabilités de défaut).

Les risques de marché sont en net recul de - 9,3 Md€, dont -6,8 Md€ du fait du modèle interne, traduisant une baisse très sensible de la VaR moyenne sur la période.

Les risques opérationnels baissent de -0,9 Md€, dont 0,6 Md€ au titre de la sortie du périmètre de consolidation de CACEIS.

Le ratio des fonds propres de base Tier one s'élève au 30 juin 2009 à 9,0%, contre 8,2 % au 31 décembre 2008. Le ratio « Core tier one »¹⁸ hors titres hybrides s'établit au 30 juin 2009 à 7,5%, contre 7,9% recalculé après changement de méthode déduisant 50% de la valeur des CCI des seuls fonds propres hybrides au 31 décembre 2008, et le ratio global à 10,7% contre 10,2%.

¹⁸ Core Tier one : le numérateur du ratio Core Tier one exclut les fonds propres hybrides inclus dans les fonds propres Tier one. La quote-part de 50% de la valeur des CCI, à déduire selon les règles prudentielles des fonds propres Tier 1 (rappel : les 50% restants sont déduits des fonds propres Tier 2), est entièrement déduite des seuls fonds propres hybrides. Le ratio Core Tier 1 n'est donc pas impacté par la déduction des CCI.

<i>en Millions d'euros</i>	30/06/2009	31/12/2008	Variation
Exigences de fonds propres	11 981	13 256	- 1 275
Exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risque de dilution et règlement livraison	9 470	9 726	-256
Risque de crédit - Approche standard	1 116	1 338	-222
Administrations centrales et banques centrales		-	
Etablissements	75	98	-23
Entreprises	510	704	-195
Clientèle de détail	182	230	-48
Actions	133	145	-12
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit		-	
<i>Dont valeur actuelle de la valeur résiduelle en risque des contrats de location financement</i>		-	
Positions de titrisation	216	160	+56
Risque de crédit - Approche notations internes	8 354	8 388	-34
Administrations centrales et banques centrales	20	24	-4
Etablissements	920	917	+4
Entreprises	5 853	6 041	-188
Clientèle de détail		28	-28
Actions	477	483	-6
Positions de titrisation	553	514	+39
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	531	382	+149
Exigences de fonds propres au titre des risques de marché	1 889	2 631	-742
Exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel	622	695	-73
Autres exigences de fonds propres et exigences transitoires		203	-203

Capital interne

Un calcul du besoin en fonds propres économiques pour l'ensemble du groupe Natixis est mis en oeuvre semestriellement et couvre quatre domaines de risques : crédit, marché au sens large (trading, ALM, portefeuilles de placement, private equity...), opérationnel et business.

Le processus de calcul est piloté par la Direction financière et s'appuie en priorité sur les outils existants de mesure des risques du groupe et sur les bases de données issues des systèmes centraux.

Le besoin en fonds propres économiques peut être comparé non seulement à l'exigence en fonds propres réglementaires mais aussi aux capitaux propres disponibles dont disposerait le groupe en cas de crise pour faire face au besoin (mesurés dans une optique économique par analogie avec la mesure économique des risques).

Un mécanisme d'allocation par métiers complète ce dispositif.

Les autres ratios réglementaires

Le ratio de liquidité permet de vérifier que les liquidités à moins d'un mois d'échéance sont au moins égales aux exigibilités de même nature. Il se définit comme le rapport entre les liquidités et les exigibilités à un mois au plus.

Ce ratio doit réglementairement être supérieur à 100 %. Il s'élève à 139% au 30 juin 2009.

NATIXIS respecte les règles prudentielles de contrôle des grands risques.

Conformément à la réglementation bancaire, aucun concours ne doit dépasser 25 % des fonds propres et le montant cumulé des risques dépassant 10 % des fonds propres ne doit pas excéder l'octuple des fonds propres.

6.3 Eléments financiers (comptes semestriels consolidés et notes annexes)

NATIXIS COMPTES CONSOLIDES RESUMES ET ANNEXES AU 30 JUIN 2009

ETATS FINANCIERS

BILAN CONSOLIDE ACTIF

BILAN CONSOLIDE PASSIF

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DES FLUX NETS DE TRESORERIE

NOTES ET ANNEXES

Note 1. Faits marquants du semestre

Note 2. Normes comptables appliquées

Note 3. Recours à des estimations

Note 4. Périmètre de consolidation

Note 5. Incidences de la crise financière sur les comptes

Note 6. Faits postérieurs à la clôture de la période

Note 7. Notes relatives au bilan

7.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

7.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

7.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

7.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

7.1.3.1 Conditions de classification des actifs financiers à la juste valeur sur option

7.1.3.2 Actifs financiers à la juste valeur sur option

7.1.3.3 Passifs financiers à la juste valeur sur option

7.2 Actifs financiers disponibles à la vente

7.3 Répartition des instruments valorisés au bilan en juste valeur par source ou mode de valorisation

7.4 Prêts et créances

7.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédits

7.4.2	Prêts et créances sur la clientèle
7.5	Reclassement d'actifs financiers dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008
7.5.1	Reclassement d'actifs financiers
7.5.2	Variation de juste valeur comptabilisée pour les instruments financiers reclassés sur la période
7.5.3	Variations de juste valeur qui auraient dû être comptabilisées en l'absence de reclassement
7.5.4	Gains et pertes sur la période des instruments financiers reclassés
7.6	Ecarts d'acquisition
7.7	Dettes représentées par un titre
7.8	Comptes de régularisation et passifs divers
7.9	Provisions et dépréciations
7.9.1	Synthèse des provisions
7.9.2	Provisions pour risques et charges
7.10	Dettes subordonnées
Note 8.	Notes relatives au compte de résultat
8.1	Marge d'intérêt
8.2	Commissions nettes
8.3	Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat
8.4	Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente
8.5	Autres produits et charges
8.6	Charges générales d'exploitation
8.7	Coût du risque
8.8	Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence
8.9	Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique
Note 9.	Notes relatives à l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Note 10.	Analyse sectorielle du résultat
Note 11.	Autres informations
11.1	Parties liées
11.2	Résultat des entreprises d'assurance
11.3	Païement sur base d'actions
11.4	Engagements de financement

ETATS FINANCIERS

BILAN CONSOLIDE ACTIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Caisse, Banques Centrales, CCP		8 885	1 759	1 559
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7.1, 7.3 et 7.5	223 992	285 493	224 507
Instruments dérivés de couverture		3 178	502	761
Actifs financiers disponibles à la vente	7.2, 7.3 et 7.5	31 396	30 911	35 253
Prêts et créances sur établissements de crédit	7.4 et 7.5	61 845	65 573	97 164
<i>dont activité institutionnelle</i>				41
Prêts et créances sur la clientèle	7.4 et 7.5	110 438	115 604	113 793
<i>dont activité institutionnelle</i>		521	407	399
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux				
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		6 074	6 411	7 004
Actifs d'impôts courants		196	397	217
Actifs d'impôts différés		2 600	2 200	1 530
Comptes de régularisation et actifs divers		30 880	31 462	31 883
Actifs non courants destinés à être cédés		427		
Participation aux bénéfices différée		483	925	
Participations dans les entreprises mises en équivalence		9 487	9 320	9 323
Immeubles de placement		912	1 016	920
Immobilisations corporelles		571	645	734
Immobilisations incorporelles		682	719	587
Ecarts d'acquisition	7.6	2 380	2 823	2 787
TOTAL ACTIF		494 426	555 760	528 021

BILAN CONSOLIDÉ PASSIF

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Banques centrales, CCP		918	831	987
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7.1 et 7.3	223 824	275 380	215 141
Instruments dérivés de couverture		948	259	250
Dettes envers les établissements de crédit		105 457	96 600	117 785
<i>dont activité institutionnelle</i>		72	72	114
Dettes envers la clientèle		42 545	58 780	56 950
<i>dont activité institutionnelle</i>		648	665	473
Dettes représentées par un titre	7.7	30 392	34 606	43 785
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		222	407	113
Passifs d'impôt courant		308	339	422
Passifs d'impôts différés		189	678	414
Comptes de régularisation et passifs divers	7.8	22 772	23 143	28 300
<i>dont activité institutionnelle</i>		3	2	47
Dettes sur actifs destinés à être cédés		357		
Provisions techniques des contrats d'assurance		34 581	33 558	33 770
Provisions pour risques et charges	7.9	1 383	1 260	620
Dettes subordonnées	7.10	15 484	13 631	13 685
Capitaux propres part du groupe		14 380	15 552	15 116
- <i>Capital et réserves liées</i>		12 081	17 135	13 499
- <i>Réserves consolidées</i>		6 942	3 185	3 176
- <i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>		-1 921	-1 969	-610
- <i>Résultat de l'exercice</i>		-2 722	-2 799	-948
Intérêts minoritaires		666	736	683
TOTAL PASSIF		494 426	555 760	528 021

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Intérêts et produits assimilés	8.1	5 565	8 451	16 536
Intérêts et charges assimilées	8.1	-3 967	-7 254	-14 490
Commissions (produits)	8.2	1 684	2 034	4 141
Commissions (charges)	8.2	-912	-724	-1 361
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	8.3	-1 281	-1 683	-3 024
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	8.4	-353	14	-419
Produits des autres activités	8.5	2 882	3 030	5 372
Charges des autres activités	8.5	-2 944	-2 315	-3 821
Produit Net Bancaire		674	1 552	2 934
Charges générales d'exploitation	8.6	-2 291	-2 635	-4 852
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-107	-93	-208
Résultat Brut d'exploitation		-1 724	-1 176	-2 126
Coût du risque	8.7	-2 214	-374	-1 817
Résultat Net d'exploitation		-3 938	-1 550	-3 943
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	8.8	270	300	484
Gains ou pertes sur autres actifs		20	115	100
Variation de valeur des écarts d'acquisition			1	-73
Résultat avant impôt		-3 648	-1 134	-3 432
Impôts sur les bénéfices	8.9	949	242	705
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net de la période		-2 699	-892	-2 727
dont:				
- Part revenant au Groupe		-2 722	-948	-2 799
- Part revenant aux intérêts minoritaires		23	56	72
Résultat par action				
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres</i>		-0,94	-0,78	-1,57
Résultat dilué par action				
<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice hors actions propres et incluant les actions potentielles provenant de l'exercice d'options de souscription d'actions</i>		-0,94	-0,77	-1,56

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net		(2 699)	(892)	(2 727)
Ecarts de conversion		65	-169	59
Réévaluation des actifs disponibles à la vente		126	-565	-1 101
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		(80)	111	-644
Quote part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		(57)	-153	-468
Impôts		(2)	87	138
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9	51	-688	-2 016
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-2 648	-1 580	-4 743
		Dont part du Groupe	-1614	-4 822
		Dont part des intérêts minoritaires	34	79

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros

	Capital et réserves liées			Réserves Consolidées	Gains / pertes latents ou différés (nets d'IS)			Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital	Elimination des titres auto-détenus	Réserves consolidées	Liés aux écarts de conversion	Variations de juste valeur des instruments financiers					
						actifs disponibles à la vente	instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2007	1 955	12 163	-110	1 720	-309	229	135	1 101	16 885	744	17 629
Affectation du résultat de l'exercice 2007		-467		1 568				-1 101			
Capitaux propres au 1er janvier 2008 après affectation du résultat	1 955	11 696	-110	3 288	-309	229	135	0	16 885	744	17 629
Augmentation de capital	68	330							398		398
Elimination des titres auto-détenus			-11						-11		-11
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions				7					7		7
Distribution 2008 au titre du résultat 2007		-546							-546	-85	-631
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	68	-216	-11	7	0	0	0	0	-152	-85	-237
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-585	73		-512	-7	-519
Résultat 1er semestre 2008								-948	-948	56	-892
Effet des acquisitions et des cessions									0	-9	-9
Variation des réserves de conversion					-154				-154	-15	-169
Autres				-2					-2		-2
Capitaux propres au 30 juin 2008	2 023	11 480	-121	3 293	-463	-356	208	-948	15 116	683	15 799
Augmentation de capital	2 630	1 002							3 632	145	3 777
Elimination des titres auto-détenus			9						9		9
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions				6					6		6
Distribution 2008 au titre du résultat 2007									0	-33	-33
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2 630	1 002	9	6	0	0	0	0	3 647	112	3 759
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						-891	-664		-1 555	4	-1 551
Résultat 2ème semestre 2008								-1 851	-1 851	16	-1 835
Effet des acquisitions et des cessions									0	-96	-96
Variation des réserves de conversion					197				197	17	214
Autres				-3					-3		-3
Capitaux propres au 31 décembre 2008	4 653	12 482	-112	3 297	-266	-1 247	-456	-2 799	15 552	736	16 288
Affectation du résultat de l'exercice 2008		-5 054		2 255				2 799	0		0
Capitaux propres au 31 décembre 2008 après affectation du résultat	4 653	7 428	-112	5 552	-266	-1 247	-456	0	15 552	736	16 288
Augmentation de capital									0	3	3
Elimination des titres auto-détenus				-1					-1		-1
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions				6					6		6
Avance actionnaire				1 500					1 500		1 500
Distribution 2009 au titre du résultat 2008									0	-79	-79
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	0	1 505	0	0	0	0	1 505	-76	1 429
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						72	-84		-12	-2	-14
Résultat du 1er semestre 2009								-2 722	-2 722	23	-2 699
Effet des acquisitions et des cessions									0	-21	-21
Variation des réserves de conversion					59				59	6	65
Autres				-2					-2		-2
Capitaux propres au 30 juin 2009	4 653	7 428	-112	7 055	-207	-1 175	-539	-2 722	14 380	666	15 047

TABLEAU DES FLUX NETS DE TRESORERIE

En millions d'euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Résultat avant impôts	-3 648	-3 431	-1 134
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	127	206	93
+/- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	4	85	48
+/- Dotations nettes aux autres provisions (y compris provisions techniques d'assurance)	3 131	2 574	921
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés MEE	-271	-484	-300
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-104	-636	114
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	280	504	130
+/- Autres mouvements	665	-3 551	-1 584
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	3 832	-1 302	-578
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	14 936	7 800	1 276
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-10 216	4 521	-6 421
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-1 569	-2 277	12 576
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	692	-5 480	5 327
- Impôts versés	-151	-190	-244
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	3 692	4 374	12 514
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	3 876	-359	10 802
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	1 170	89	-6 448
+/- Flux liés aux immeubles de placement	55		11
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-132	35	-275
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	1 093	124	-6 712
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	1 465	3 511	-233
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 670	1 673	2 914
Total Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	3 135	5 184	2 681
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	104	-71	-10
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	8 208	4 878	6 761
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles (A)	3 876	-359	10 802
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement (B)	1 093	124	-6 712
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement (C)	3 135	5 184	2 681
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	104	-71	-10
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-7 310	-12 188	-12 188
Caisse, Banques Centrales, CCP (actif & passif)	928	-445	-445
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	-8 238	-11 743	-11 743
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	898	-7 310	-5 427
Caisse, Banques Centrales, CCP (actif & passif) ^(*)	8 010	928	572
Comptes et prêts à vue auprès des établissements de crédit	-7 112	-8 238	-5 999
Variation de la trésorerie nette	8 208	4 878	6 761

(*) y compris trésorerie disponible de Natixis Algérie pour +43 millions d'euros présentée en actifs non courants destinés à être cédés en application d'IFRS 5

NOTES ET ANNEXES

NOTE 1 Faits marquants du semestre

1.1 Poursuite de la crise financière

Dans un contexte marqué par la poursuite de la crise financière et la dégradation générale de l'environnement économique, Natixis a au cours du premier semestre 2009 :

- poursuivi la mise en œuvre du plan de réorientation stratégique défini au second semestre 2008 :
 - recentrage de la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) sur ses activités menées pour le compte de la clientèle « corporate » et institutionnelle ;
 - cantonnement des activités devant être gérées suivant un mode extinctif dans une structure dédiée logée au sein de la BFI : la GAPC (Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés) ;
 - et réduction effective des positions dans les domaines notamment des crédits vanille et options sur fonds.

En outre, dans le cadre de ce recentrage stratégique, Natixis a également :

- procédé à la cession de 35% du capital de CACEIS à Crédit Agricole SA pour un montant en numéraire de 595 millions d'euros. Ce montant est susceptible d'être revu à la baisse dans le cadre d'une clause de révision de prix. Au terme de cette cession, intervenue le 30 juin 2009, Natixis conserve une participation de 15% au capital de CACEIS ;
 - négocié la cession de 100% du capital sa filiale Natixis Algérie avec la Banque Fédérale des Banques Populaires. Le contrat de cession entre les deux parties a été signé le 28 juillet 2009. La réalisation de la cession est toutefois suspendue à l'obtention de l'autorisation des autorités de régulation algériennes (Conseil de la Monnaie et du Crédit Algérien et/ou Gouverneur de la Banque d'Algérie).
- redéfini son plan à moyen terme en menant, au cours du 2^{ème} trimestre, une revue d'affaires de l'ensemble des métiers du Groupe conduisant à la définition d'un nouveau plan stratégique à l'horizon 2012, confirmant notamment les orientations de recentrage de la BFI.
 - entrepris de revoir son mode de gouvernance :
 - dans un premier temps, le conseil de surveillance du 6 mars 2009 a donné son accord au projet de simplification du mode d'administration et de direction de Natixis vers une société à conseil d'administration avec dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ;
 - dans un second temps, l'assemblée générale mixte du 30 avril 2009 a entériné ce projet de réorganisation et le premier conseil d'administration, qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée, a nommé François Pérol en tant que Président du conseil d'administration et Laurent Mignon en tant que Directeur Général.

Cette orientation s'inscrit dans le cadre du projet de rapprochement des groupes Banque Populaire et Caisse d'Épargne qui a été entériné par les assemblées générales de la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) et de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne (CNCE) le 31 juillet 2009 et a donné lieu à la constitution le même jour de BPCE.

- reçu de ses actionnaires de référence (BFBP et CNCE), le 18 juin 2009, deux avances d'actionnaires d'un montant total de 1,5 milliards d'euros (soit 750 millions d'euros en provenance de chaque actionnaire).
- engagé un second plan d'adaptation de l'emploi concernant 286 collaborateurs des effectifs BFI (130 personnes) et Euro Titres (156 personnes). Les premières réunions d'information du Comité central d'entreprise (CCE) ont débuté le 27 mars 2009. L'ouverture du plan est effective depuis le 17 juin 2009. Une provision de 53,6 millions d'euros a été constituée dans les comptes au 30 juin 2009 à cet effet.
Le 1^{er} plan d'adaptation de l'emploi ouvert en 2008 a par ailleurs été clôturé au cours du 1^{er} semestre 2009. Globalement 800 suppressions de postes ont été constatées, qui se décomposent en 782 projets de départs volontaires et 18 propositions de reclassement. Les incidences du plan d'adaptation à l'emploi avaient été provisionnées à hauteur de 144 millions d'euros au 31 décembre 2008. Une dotation complémentaire de 8 millions d'euros a été comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2009 afin de tenir compte des caractéristiques finales de la population bénéficiaire. Sur la même période, une reprise de provision de 81,7 millions d'euros a été effectuée au titre des paiements déjà réalisés dans le cadre des premiers départs.
- procédé à un nouvel effort de provisionnement portant essentiellement sur les expositions GAPC (dont CDO d'ABS et rehausseurs de crédit) ainsi que sur les secteurs du LBO et de l'immobilier de la Banque Pérenne. Les principaux impacts de la crise sur les comptes du groupe Natixis au premier semestre sont détaillés en note 5.
- activé un montant d'impôt différé de 864 millions d'euros, la revue détaillée du plan stratégique et la garantie des actifs GAPC par BPCE créant les conditions d'un retour à une capacité bénéficiaire du Groupe dans son ensemble.

1.2 Autres événements significatifs de la période

□ Fusion de la Banque Privée Saint Dominique et de La Compagnie 1818 - Banquiers Privés

La fusion de la Banque Privée Saint Dominique et de La Compagnie 1818 - Banquiers Privés a été approuvée le 30 juin 2009 par leurs assemblées générales respectives. La nouvelle entité ainsi créée a pris le nom de Banque Privée 1818. Adossée au nouveau groupe BPCE et filiale à 100% de Natixis, Banque Privée 1818 se positionne comme un des acteurs majeurs de la banque privée en France. Banque Privée 1818 est structurée autour de trois activités :

- la gestion de fortune auprès d'une clientèle directe constituée principalement d'entrepreneurs à qui elle propose des solutions financières et techniques sur mesure ;
- la distribution d'une offre patrimoniale à destination de la clientèle haut de gamme des réseaux Caisse d'Epargne et Banque Populaire s'appuyant sur les compétences de la banque privée en matière de gestion de fortune ;
- la commercialisation de produits et services à des Conseillers en Gestion Privée de Patrimoine Indépendants (CGPI) via le Centre Français du Patrimoine, la seconde plateforme multi-produits du marché dont la vocation est de devenir une référence pour les 300 CGPI les plus actifs.

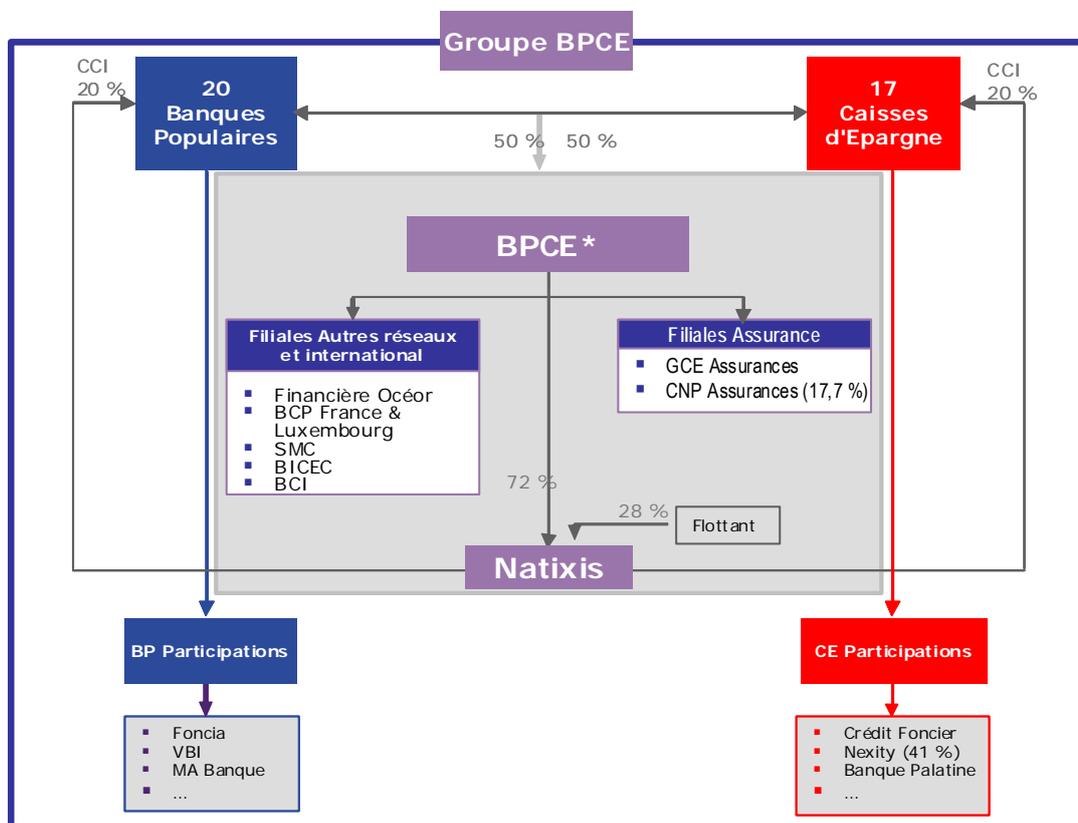
Parallèlement, les deux sociétés de gestion d'actifs, filiales des deux banques, BPSD Gestion et La Compagnie 1818 Gestion se sont rapprochées pour former 1818 Gestion.

□ **Rapprochement entre le Groupe Caisse d'Epargne et le Groupe Banque Populaire**

La constitution de BPCE est l'aboutissement du projet de rapprochement initié en octobre 2008 par le Groupe Banque Populaire et le Groupe Caisse d'Epargne et dont les principales étapes ont été les suivantes :

- Approbation des principes du rapprochement des deux organes centraux par le conseil d'administration de la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) et le conseil de surveillance de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCE), réunis respectivement les 24 et 26 février 2009 :
 - le nouveau groupe s'appuie sur deux réseaux autonomes complémentaires, dans le respect des deux marques ;
 - le nouveau groupe est centré sur les métiers de la banque de détail ;
 - le projet de rapprochement repose sur la création d'un nouvel organe central, commun aux réseaux des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne, et détenu à parité ;
 - l'Etat soutient la constitution du nouveau groupe en proposant d'effectuer un apport de fonds propres en cohérence avec sa politique de soutien des principaux groupes bancaires français ;
 - la réalisation du rapprochement permet d'unifier la structure de détention de Natixis, dont la gouvernance sera simplifiée.
- Approbation de la signature du protocole de négociations par le conseil d'administration de la Banque Fédérale des Banques Populaires (BFBP) et le conseil de surveillance de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance (CNCE) réunis le 16 mars 2009. Le protocole de négociations, signé en présence de l'Etat français, détaille par ailleurs les conditions de l'apport en fonds propres de l'Etat à BPCE.
- Adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat de la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. Cette loi confère à BPCE le statut d'organe central des réseaux des Banques Populaires, des Caisses d'Epargne et des établissements affiliés et définit ses missions et prérogatives.
- Autorisation de l'opération par l'Autorité de la concurrence le 22 juin 2009.
- Agrément du Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement (CECEI) accordé au nouvel organe central BPCE le 23 juin 2009.
- Validation de l'ensemble des principes fondateurs de BPCE par le conseil d'administration de la BFBP et le conseil de surveillance de la CNCE le 24 juin 2009.

Depuis le 3 août 2009, BPCE est détenue à parité par les 20 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne après apport des activités de leurs organes centraux et des principaux actifs de la BFBP et de la CNCE.



Le nouvel organe central détient notamment des filiales des deux groupes dans le domaine de la banque de détail et leurs structures de production (notamment Natixis, la Société Marseillaise de Crédit, Financière Océor, GCE Assurances et une participation indirecte dans CNP Assurances).

Les filiales du pôle immobilier des deux Groupes (notamment le Crédit Foncier de France, Nexity, Foncia, MeilleurTaux) ainsi que les autres participations (Banca Carige, Banque Palatine, MA Banque) sont conservées par la BFBP (renommée Banques Populaires Participations) et la CNCE (renommée Caisses d'Épargne Participations).

A compter du 31 juillet 2009, l'apport en fonds propres de l'Etat français au Groupe BPCE s'est exercé par l'intermédiaire de la souscription par la Société de Prises de Participation de l'Etat (SPPE) :

- de titres super subordonnés émis par la CNCE et la BFBP au cours du 4^{ème} trimestre 2008 (2,05 milliards d'euros) et à la fin du deuxième trimestre 2009 (2 milliards) et apportés à BPCE ;
- d'actions de préférence sans droits de vote émises le 31 juillet 2009 par BPCE (3 milliards d'euros).

Cet apport de l'Etat en fonds propres permet au nouveau groupe de bénéficier d'une structure financière robuste et pérenne :

- BPCE dispose d'une option de rachat des actions de préférence à tout moment à compter du premier anniversaire de leur émission ;
- à l'issue d'une période de 5 ans, les bons de souscription d'actions émis par BPCE et souscrits par la SPPE en même temps que les actions de préférence permettront à l'Etat français, s'il le souhaite et si BPCE n'a pas auparavant remboursé les actions de préférence, de détenir jusqu'à 20% des actions ordinaires de BPCE.

NOTE 2 Normes comptables appliquées

Les comptes consolidés semestriels de Natixis au 30 juin 2009 comprennent un jeu d'états financiers résumés établis et présentés conformément aux dispositions de la norme IAS34 « Information financière intermédiaire ». Ces états résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2008 publiés dans le document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 7 avril 2009. Ils sont composés :

- du bilan ;
- du compte de résultat ;
- de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ;
- du tableau de variation des capitaux propres ;
- du tableau de flux de trésorerie ;
- et d'une sélection de notes annexes.

Ils sont présentés avec un comparatif au 31 décembre 2008 et au 30 juin 2008.

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des données comptables consolidées semestrielles sont identiques à ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et détaillé dans la note 2 « Normes comptables appliquées » des états financiers de l'exercice 2008 (figurant au chapitre 6 « Eléments financiers » du document de référence 2008), à l'exception de ceux relatifs aux normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et nouvellement applicables en 2009 :

- la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », adoptée par la Commission européenne le 21 novembre 2007. Elle remplace la norme IAS 14 « Information sectorielle » et modifie la présentation de l'information sectorielle en privilégiant l'approche managériale pour la définition des secteurs d'activité. L'application de cette norme se traduit par un enrichissement de l'information financière notamment par la communication complémentaire d'indicateurs de performance sur les secteurs d'activité. Elle produira pleinement ses effets dans les comptes de Natixis du 31 décembre 2009, les comptes semestriels ne présentant qu'une sélection de notes annexes.
- la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » adoptée par la Commission européenne le 17 décembre 2008. Cette norme remplace l'actuelle norme IAS 1 et a pour but de faciliter l'analyse et la comparaison par les utilisateurs de l'information donnée dans les états financiers. Elle porte exclusivement sur les aspects de présentation et le contenu des états financiers. L'application de la norme IAS 1 révisée aux comptes semestriels de Natixis du 30 juin 2009 a eu pour effet d'introduire un nouvel état de synthèse présenté à la suite du compte de résultat : l'état du « Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Ce nouvel état présente le résultat net et y ajoute les gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres tels que la réévaluation des actifs disponibles à la vente et la réévaluation des instruments de couverture. La présentation retenue par le Groupe Natixis est conforme à la recommandation du CNC n°2009-R-04 relative au format des états de synthèse des établissements de crédit et des entreprises d'investissement sous référentiel comptable international du 2 juillet 2009.
Deux nouvelles notes annexes relatives à cet état ont été ajoutées en note 9.
- l'amendement à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » adopté par la Commission européenne le 16 décembre 2008. Cet amendement clarifie la définition des conditions d'acquisition des droits et indique que toutes les annulations, qu'elles soient décidées par l'entité ou par une autre partie, doivent faire l'objet du même traitement

comptable. Cet amendement n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des plans de paiements en actions de Natixis.

- la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » adoptée par la Commission européenne le 10 décembre 2008. La version révisée d'IAS 23 supprime la possibilité de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible. Cette norme ne s'appliquant pas aux activités de Natixis, sa révision est sans incidence sur les états financiers.
- l'amendement aux normes IAS 32 et IAS 1 intitulé « Instruments remboursables au gré du porteur ou en liquidation » adopté par la Commission européenne le 21 janvier 2009. Cet amendement requiert, côté émetteur, le classement en capitaux propres de certains instruments qui, en dépit de leur caractère remboursable au gré du porteur, sont au regard de certaines de leurs caractéristiques assimilables à des instruments de capitaux propres. Cet amendement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de Natixis.
- l'amendement « Amélioration des IFRS » adopté par la Commission européenne le 23 janvier 2009. Cet amendement relève de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS mise en place par l'IASB afin d'amender une fois par an un ensemble de normes lorsque les modifications à apporter ont un caractère mineur et non urgent. Les normes amendées dans ce cadre et susceptibles d'entraîner des changements sur la présentation, la comptabilisation ou l'évaluation sont les normes suivantes : IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 16 « Immobilisations corporelles », IAS 19 « Avantages au personnel », IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir à l'aide publique », IAS 23 « Coûts d'emprunts », IAS 27 « Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans des filiales », IAS 28 « Comptabilisation des participations dans des entreprises associées », IAS 29 « Informations financières dans les économies hyper inflationnistes », IAS 31 « Informations financières relatives aux participations dans des co-entreprises », IAS 36 « Dépréciation d'actifs », IAS 38 « Immobilisations incorporelles », IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », IAS 40 « Immeubles de placement », IAS 41 « Agriculture » et IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». A l'exception de l'amendement à la norme IFRS 5 qui est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009, les autres amendements s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers de Natixis.
D'autres normes ont été amendées afin de prendre en compte des modifications terminologiques ou éditoriales. Ces amendements sont par nature sans effet sur la comptabilité et donc sans incidence sur les comptes de Natixis.
- l'amendement aux normes IFRS 1 et IAS 27 intitulé « Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée » et adopté par la Commission européenne le 23 janvier 2009. Cet amendement concerne les entités utilisant les IFRS pour l'établissement de leurs comptes individuels et n'affecte donc pas les comptes consolidés de Natixis.

- l'interprétation IFRIC 11 « Actions propres et transactions intra-Groupe » adoptée par l'Union européenne le 1^{er} juin 2007 et applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2009. Cette interprétation traite de deux points d'application de la norme IFRS 2. Elle précise le traitement comptable des transactions dont le paiement est fondé sur des actions :
 - o pour lesquelles l'entité choisit ou est tenue d'acquérir des actions propres auprès d'un tiers indépendamment du fait que les droits soient accordés ou réglés par l'entité elle-même ou par ses actionnaires ;
 - o qui font intervenir plusieurs entités d'un même groupe (société mère ou autre entité d'un même groupe), dans les états financiers individuels ou séparés de chaque entité du groupe qui reçoit les services des bénéficiaires du plan.
 Cette interprétation n'a pas eu d'effets sur les comptes de Natixis.

- l'interprétation IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » adoptée par la Commission européenne le 16 décembre 2008 se rapporte aux points cadeau de fidélisation de la clientèle. Elle ne trouve pas à s'appliquer aux activités de Natixis et n'a donc pas d'impact sur les comptes de Natixis.

- l'interprétation IFRIC 14 « Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction » adoptée par la Commission européenne le 16 décembre 2008. Cette interprétation s'applique à toutes les prestations définies postérieures à l'emploi et aux autres prestations définies à long terme prévues par IAS 19 « Avantages au personnel ». Cette interprétation clarifie la notion de disponibilité des avantages économiques futurs liés au surfinancement d'un régime ainsi que la notion d'obligation de financement minimum. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence sur la comptabilisation des avantages au personnel de Natixis.

- l'interprétation IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers » adoptée par la Commission européenne le 22 juillet 2009. Cette interprétation ne trouve pas à s'appliquer aux activités de Natixis et n'a donc pas d'impact sur les comptes du groupe.

Natixis n'a pas opté pour une application anticipée :

- des normes révisées IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » adoptées par la Commission européenne le 3 juin 2009 et applicables de façon obligatoire et de manière prospective à compter du 1^{er} janvier 2010. Ces normes remplacent les normes IFRS 3 et IAS 27 actuelles. Elles modifient le traitement comptable applicable aux opérations d'acquisition et de cession d'entreprises.

- de l'interprétation IFRIC 12 « Accord de concession de services » adoptée par la Commission européenne le 25 mars 2009 et applicable de façon obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2010. Cette interprétation apporte des précisions sur la comptabilisation, par les concessionnaires, des accords de concession de services public-privé. Elle ne s'applique pas aux activités de Natixis et est donc sans incidence sur ses états financiers.

- de l'interprétation IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net à l'étranger » adoptée par la Commission européenne le 4 juin 2009 et applicable à compter du 1^{er} juillet 2009. L'interprétation IFRIC 16 clarifie la manière dont doivent être appliquées les prescriptions des normes IAS 21 et IAS 39 lorsqu'une entité couvre le risque de change qui découle de ses investissements dans une activité à l'étranger. Cette interprétation ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les comptes de Natixis.

En outre, Natixis a tenu compte pour l'établissement des données consolidées au 30 juin 2009 :

- pour la valorisation de ses instruments financiers, de la recommandation publiée le 15 octobre 2008 par l'AMF, le Conseil National de la Comptabilité, la Commission bancaire et l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles, ainsi que du guide intitulé « Evaluation et informations à fournir sur la juste valeur lorsque les marchés deviennent inactifs » publié par l'IASB le 31 octobre 2008. Ces deux documents soulignent l'importance du recours au jugement pour déterminer la juste valeur des instruments dans un contexte de marché illiquide. Cette recommandation a conduit Natixis à ne pas systématiquement recourir à des modèles utilisant des données observables au 30 juin 2009 afin de tenir compte de l'illiquidité des marchés affectant certaines classes d'actifs.
- concernant l'information relative aux expositions à risques, de la déclinaison française des recommandations du Forum de Stabilité Financière. Ces informations présentées suivant le format proposé par la Commission bancaire dans son document « Note de présentation relative à la déclinaison française des recommandations formulées par le FSF en matière de transparence financière », publiée le 29 mai 2008, ont été intégrées aux notes sur les impacts de la crise financière.

NOTE 3 Recours à des estimations

La préparation des états financiers de Natixis exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations sur la base des informations disponibles susceptibles de faire appel au jugement d'experts. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. La crise financière a accentué le recours à des estimations comptables. Dans ce contexte, les résultats futurs de certaines opérations pourraient s'avérer significativement différents des estimations retenues pour l'arrêté des comptes au 30 juin 2009.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

3.1 Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La détermination de la juste valeur des instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation. Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées pour tenir compte, en fonction des instruments concernés et des risques associés, du cours acheteur ou vendeur de la position nette, des risques de modèles, de contrepartie et de paramètres. Les justes valeurs ainsi comptabilisées peuvent diverger des prix auxquels ces opérations seraient négociées en cas de cession effective sur le marché. Les modèles de valorisation qui ont été utilisés au 30 juin 2009 pour l'évaluation d'instruments financiers devenus non liquides du fait de la crise financière sont présentés en note 5.1.

3.2 Dépréciations des prêts et créances

Natixis apprécie en date d'arrêté s'il existe une indication objective de dépréciation des prêts et créances sur base individuelle ou sur base collective par familles de risques. Pour la détection des indices de dépréciation, Natixis analyse l'évolution d'un certain nombre de critères objectifs mais se fonde également sur le jugement de ses experts. De même, Natixis peut avoir recours à son jugement d'expert pour positionner dans le temps les flux futurs de recouvrement (quand il s'agit de calculer le montant des dépréciations individuelles) ou pour ajuster le montant de pertes attendues issu du dispositif Bâle II sur lequel se fonde le montant de la provision collective.

3.3 Evaluation des instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente »

Les instruments de capitaux propres non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » sont constitués essentiellement des titres de participation non consolidés. La juste valeur des titres de participation non cotés est obtenue principalement par application des méthodes de valorisation PER (Price Earning Ratio) ou DCF (actualisation des flux de trésorerie futurs). L'utilisation de ces méthodes conduit à faire au préalable certains choix et à prendre des hypothèses (notamment en matière de projections de flux futurs attendus et de taux d'actualisation).

3.4 Evaluation des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)

Chaque écart d'acquisition est affecté à une UGT de façon à pouvoir être testé. Les tests réalisés par Natixis consistent à comparer la valeur comptable de l'UGT (valeur comprenant l'écart d'acquisition) et sa valeur d'utilité. Celle-ci est calculée en appliquant la méthode d'actualisation des cash flows libres annuels à l'infini. La mise en oeuvre de cette méthode conduit à :

- estimer les flux de trésorerie futurs. Pour cette estimation, Natixis s'est fondé sur les prévisions des plans à moyen terme à 5 ans des métiers ;
- projeter à l'infini les flux de la dernière année du plan à moyen terme sur la base d'un taux représentatif de la croissance annuelle attendue ;
- actualiser les flux sur la base d'un taux différencié par secteur.

3.5 Passifs sociaux

Natixis recourt à des actuaires indépendants pour le calcul de ses principaux engagements sociaux. Les taux d'actualisation, les taux d'évolution des salaires et les taux de rendement des actifs des régimes reposent sur les valeurs de taux de marché observés à la date d'arrêté (ex : taux de l'OAT pour le taux d'actualisation). Appliqués à des engagements de long terme, ces taux induisent un facteur d'incertitude sur la valorisation.

3.6 Passifs relatifs aux contrats d'assurance

Les provisions techniques des contrats d'assurance sont déterminées à partir d'hypothèses et d'estimations, pouvant entraîner des ajustements des montants comptabilisés au cours de la période suivante :

- . en prévoyance, les provisions pour sinistres reposent principalement sur la modélisation de la sinistralité observée ;

- . en assurance vie, les provisions techniques sont calculées à partir d'hypothèses conjoncturelles, financières, de tables d'expérience (mortalité, morbidité) et de lois comportementales (comportement des assurés en matière de rachats) ;
- . en assurance crédit, les provisions pour sinistres comprennent une estimation du coût de l'ensemble des sinistres déclarés et non réglés à la clôture de la période. Ce montant de sinistres à payer est complété par une provision pour sinistres inconnus calculée sur une base statistique correspondant à l'estimation du montant final de sinistres qui sera réglé après extinction du risque et toute action de recouvrement. Les provisions de recours, qui représentent les estimations des récupérations attendues, sont calculées en appliquant à l'ensemble des exercices de souscription non encore liquidés un taux ultime de récupération.

3.7 Autres provisions pour risques et charges

Les provisions enregistrées au passif du bilan consolidé, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, représentative d'avantages économiques, sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut-être estimé de manière fiable. Pour la détermination de ce montant, la Direction est amenée à évaluer la probabilité de réalisation du risque. Il y a actualisation des flux dès lors que celle-ci présente un caractère significatif.

NOTE 4 Périmètre de consolidation

Evolution du périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2009

Les principales évolutions du périmètre intervenues depuis le 1^{er} janvier 2009 ont été les suivantes :

4. 1. Pôle Clients

▪ Entrées de périmètre

- Création de Coface Austria Bank qui a une activité d'affacturage
- Création de Natixis Factor Italie, succursale de Natixis Factor, dont l'activité est l'affacturage
- Acquisition de Trust Kredit Beheer (TKB) à 100% générant un écart d'acquisition de 14,5 millions d'euros.

▪ Sortie de périmètre

- Cession de la société Cerved dégageant une plus-value de 19,9 millions d'euros.

▪ Restructuration interne

- Fusion-absorption de Kompass Espagne (succursale de Kompass France) dans Coface Servicios Espana.

4.2. Pôle Banque de financement et d'investissement

▪ Entrées de périmètre

- Création d'une entité ad hoc « Gamma », Fonds Commun de Titrisation (FCT), dont l'activité est la titrisation d'un portefeuille de prêts pour émettre des titres BMTN éligibles au nantissement de titres à la BCE.
- Création d'une entité ad hoc « Sahara Finance Euro Limited », véhicule de titrisation d'un portefeuille cantonné de parts de titrisation (ABS, CLO, RMBS, etc.) pour émettre des parts seniors et juniors souscrits à 100% par Natixis et les parts mezzanines souscrits par un investisseur externe au groupe.
- Création d'une structure ad hoc « Summer Commons LLC » ayant pour objet l'accueil d'un bien immobilier commercial (Summers Commons – centre commercial à Memphis) reçu en adjudication suite à la défaillance du débiteur et à l'aboutissement de la procédure de saisie.

▪ Variation de pourcentage d'intérêt

- Dilution de 7,13% dans EDF Investissement Groupe suite à une augmentation de capital souscrite intégralement par du hors groupe sans changement de méthode de consolidation.

- Sorties de périmètre

- Liquidation de Natixis Panama
- Liquidation de Natixis Securization Corp.

- Restructuration interne

- Fusion de Natixis Capital Market Inc dans Natixis North America Inc.

4.3. Pôle Services

- Variation de pourcentage d'intérêt

- Dilution de 2% dans ABP Croissance Rendement.

- Sortie de périmètre

- Cession de 35% du groupe CACEIS au 30 juin 2009.
- Au cours du premier semestre 2009, Natixis s'est engagé dans un programme actif de cession de 100% du capital de sa filiale Natixis Algérie. Le 28 juillet 2009, Natixis a cédé sa filiale à la Banque Fédérale des Banques Populaires. La réalisation de la cession est toutefois suspendue à l'obtention de l'autorisation des autorités de régulation algériennes (Conseil de la Monnaie et du Crédit Algérien et/ou Gouverneur de la Banque d'Algérie). Celle-ci devrait être reçue au cours du 3ème trimestre 2009. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées », Natixis a maintenu la consolidation par intégration globale de sa filiale Natixis Algérie dans les comptes consolidés du premier semestre 2009 et a présenté les actifs et passifs de Natixis Algérie de façon regroupée sur deux postes distincts du bilan : « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Passifs non courants destinés à être cédés ».

4.4. Pôle Capital investissement et gestion privée

Capital investissement

- Restructuration interne

- Fusion absorption de Financière Natixis Singapour par Natixis Private Equity International Singapour au cours du second trimestre 2009.

Gestion privée

- Restructurations internes

- Fusion absorption de la Banque Privée Saint Dominique par La Compagnie 1818 – Banquiers Privés.
- Fusion absorption de BPSD Gestion par La Compagnie 1818 – Gestion.

4.5. Pôle Gestion d'actifs

- Entrées de périmètre

- Création de trois entités ad hoc : AEW Global Real Estate Securities Fund, Absolute Asia Dynamic Equities Fund et Gateway Hedge US Equities Fund.
- Création de AEW Partners VI Inc, AEW Senior Housing Investors Inc, Kennedy Financement Luxembourg et Natixis Securities Investment Consulting Co Ltd.

- Sortie de périmètre

Déconsolidation des entités ci-dessous suite à leur liquidation :

- AEW Investment Group, Inc
- AEW Management And Advisors, LP
- Loomis Sayles Futures, LLC
- Natixis Oakmark Golbal Large Cap
- Seaport Senior Housing, LLC

4.6. Pôle Banque de détail

CCI BP

- Sortie de périmètre

- Liquidation du FCC Cristalys.

- Restructurations internes

- Fusion de IPAB dans Vialink ;
- Fusion de ACEF Occitane et Socami Haute Garonne Habitat dans Socami Occitane ;
- Fusion de Bred Habitat dans Bred Banque Populaire.

Métiers	Filiales intégrées	Activité	Méthode de consolidation au 30 Juin 2009	30/06/2009 %		31/12/2008 %		Pays
				de contrôle	d'intérêts	de contrôle	d'intérêts	
BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT								
	NATIXIS SA	Holding	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS SECURITIES**	Société de bourse	IG	100	100	100	100	France
	DUPONT-DENANT CONTREPARTIE	Entreprise d'investissement	IG	50	50	50	50	France
	IXIS SP 1 - Compartiment Prévie (1)	OPCVM	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	SNC TOLBIAC FINANCE (1)	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS ASIA LTD	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Hong Kong
	NATIXIS STRUCTURED PRODUCTS LTD	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Jersey
	NATIXIS AUSTRALIA PTY Ltd	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Australie
	GARBO INVEST (1)	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	NATEXIS ABM CORP LLC	Arbitrage de valeurs titrisées	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
	NATIXIS ABM CORP.	Arbitrage de valeurs titrisées	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
	NATIXIS BLEICHROEDER INC	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
	NATEXIS COMMODITY MARKETS Ltd	Courtage de métaux précieux	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
	NATIXIS MOSCOW	Banque à l'étranger	IG	100	100	100	100	Russie
	NATEXIS US FINANCE CORPORATION	Émission de titres de créances négociables	IG	100	100	100	100	Etats Unis
	NATIXIS COFICINE**	Société financière (audiovisuel)	IG	94	94	94	94	France
	NATIXIS FINANCE	Conseil en fusions et acquisitions	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS FUNDING (1)**	Animation du marché secondaire de la dette	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS IMMO DEVELOPPEMENT	Promotion et rénovation immobilières	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS Luxembourg	Banque	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	NATIXIS TRANSPORT FINANCE**	Banque	IG	100	100	100	100	France
	SAS VAL A (1)	Détention de portefeuille d'investissements	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS MARCO	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS BELGIQUE INVESTISSEMENTS	Entreprise	IG	100	100	100	100	Belgique
	EDF INVESTISSEMENT GROUPE (15)	Entreprise d'investissement	IP	8	8	15	15	Belgique
	NATIXIS MALTA INVESTMENTS LIMITED	Holding	IG	100	100	100	100	Malte
	CALIFANO INVESTMENTS LIMITED	Financement structuré	IG	100	100	100	100	Malte
	BLOOM ASSET HOLDINGS FUND PLC (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Irlande
	NATIXIS INNOV	Holding	IG	100	100	100	100	France
	NATIXIS LUXEMBOURG INVESTISSEMENTS	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	FILI SA	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	CASANLI	Entreprise d'investissement	IP	50	50	50	50	Luxembourg
	NATIXIS ALTERNATIVE INVESTMENTS INTERNATIONAL S.A	Holding	IG	100	100	100	100	Luxembourg
	NATIXIS ALTERNATIVE INVESTMENTS LIMITED	Gestion de fonds	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
	IXIS ALTERNATIVE HOLDING LIMITED	Holding	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
	NATIXIS ENVIRONNEMENT & INFRASTRUCTURES	Gestion de FCPR	IG	100	100	100	100	France
	NATINIUM FINANCIAL PRODUCTS (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	Irlande
	GAMMA (1) (5)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	0	0	France
	SAHARA FINANCE EUR LTD (1) (5)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	0	0	Irlande

SUCCURSALES							
NATIXIS NEW YORK	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS LONDRES	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
NATIXIS HONG KONG	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Hong-Kong
NATEXIS SINGAPOUR	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Singapour
NATIXIS HO-CHI MINH	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Vietnam
NATIXIS FRANCFORT	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Allemagne
NATIXIS LABUAN	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Malaisie
NATIXIS SHANGHAI	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Chine
NATIXIS MADRID	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Espagne
NATIXIS MILAN	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Italie
NATIXIS TOKYO	Etablissement financier	IG	100	100	0	0	Japon
NATIXIS PANAMA (4)	Etablissement financier		0	0	100	100	Panama
NATIXIS DUBAI	Etablissement financier	IG	100	100	100	100	Dubai
GROUPE NATIXIS CAPITAL MARKETS							
NATIXIS NORTH AMERICA INC	Holding	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS INVESTMENT MANAGEMENT CORP	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS CAPITAL MARKETS INC (6)	Autre entreprise financière		0	0	100	100	Etats-Unis
NATIXIS FUNDING CORP	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS COMMERCIAL PAPER CORP	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS SECURITIES NORTH AMERICA INC	Société de bourse	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS FINANCIAL PRODUCTS INC	Transactions sur contrats dérivés	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS MUNICIPAL PRODUCTS INC	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS DERIVATIVES INC	Société de bourse	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS REAL ESTATE CAPITAL INC	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS SECURITIZATION CORP (4)	Autre entreprise financière		0	0	100	100	Etats-Unis
NATIXIS CAPITAL ARRANGER CORP	Services d'intermédiation	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
CDC HOLDING TRUST	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS STRATEGIC INVESTMENTS CORP.	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS LOAN FUNDING I LLC (1)	Financement sur marché secondaire	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
BEDFORD OLIVER FUNDING LLC (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS HAWAI SPECIAL MEMBER LLC (1)	Financement immobilier commercial	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS LT INVESTOR LLC (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
PLAZA SQUARE APARTMENTS OWNERS LLC (1)	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
PLAZA/ TRINITY LLC (1)	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
CM REO HOLDINGS TRUST (1)	Financement sur	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NH PHILADELPHIA PROPERTY LP (1)	Financement immobilier	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
SUMMER COMMONS LLC (1) (5)	Financement immobilier	IG	100	100	0	0	Etats-Unis
IXIS CMNA ACCEPTANCES LLC (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS CMNA INTERNATIONAL HOLDINGS INC. (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS CMNA IP ASSETS HOLDINGS (LUXEMBOURG) SCA (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Luxembourg

IXIS CMNA (Australia) (No. 2) LLC (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS CMNA (Australia) (No. 2) SCA (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Luxembourg
IXIS CMNA (Australia) HOLDINGS (N°2) INC. (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS CMNA (Australia) HOLDINGS INC. (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
IXIS MUNICIPAL PRODUCTS INC. SARATOGA SERIES 2004-4 TRUST (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	0	0	Etats-Unis
 GROUPE NATIXIS CORPORATE SOLUTIONS							
NEXGEN FINANCIAL HOLDINGS Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Irlande
NEXGEN REINSURANCE Ltd (ex -NEXGEN RE Ltd) *	Réassurance	IG	100	100	100	100	Irlande
UNIVERSE HOLDINGS Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Iles Caïmans
NEXGEN CAPITAL Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Irlande
NEXGEN MAURITIUS Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Ile Maurice
NATIXIS CORPORATE SOLUTIONS (ASIA) Pte Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Singapour
NATIXIS CORPORATE SOLUTIONS Ltd	Entreprise d'investissement	IG	100	100	100	100	Irlande
GUAVA CDO Ltd (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Jersey
LIME CDO Ltd (1)	Autre entreprise financière		0	0	100	100	Jersey
EMERGING MARKETS GLOBAL STRATEGIES Ltd (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Iles Caïmans
EMERGING MARKETS GLOBAL STRATEGIES II Ltd (1)	Autre entreprise financière	IG	100	100	100	100	Iles Caïmans

CAPITAL INVESTISSEMENT ET GESTION PRIVEE

Capital investissement							
BP DEVELOPEMENT	Capital-risque	IG	43	42	43	19	France
DHALIA A SICAR SCA (1)	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
FINANCIERE NATEXIS SINGAPOUR (14)	Fonds d'investissement international		0	0	100	100	Singapour
FINATEM	Fonds d'investissement international	IG	100	100	100	100	Allemagne
FNS2	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Singapour
FNS3	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Singapour
FNS4	Capital-investissement	IG	100	86	100	92	Singapour
FNS5	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Singapour
INITIATIVE ET FINANCE INVESTISSEMENT	Capital transmission	IG	93	86	93	71	France
FCPR IXEN (1)	Capital transmission	IG	89	86	100	88	France
FCPR IXEN II (1)	Capital transmission	IG	100	91	100	84	France
FCPR IXEN III (1)	Capital transmission	IG	99	99	99	99	France
MERCOSUL	Fonds d'investissement international	IG	100	100	100	94	Grande Bretagne
NATEXIS ACTIONS CAPITAL STRUCTURANT	Capital développement	IG	93	77	75	75	France
NATEXIS CAPE	Fonds d'investissement international	IG	99	99	99	95	Luxembourg
NATEXIS INDUSTRIE FCPR	Capital transmission	IG	89	79	89	78	France
NATEXIS INVERSIONES SL	Fonds d'investissement international	IG	100	100	100	81	Espagne
NATEXIS INVESTMENT CORP.	Gestion de portefeuille	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATIXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL Luxembourg	Holding Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATEXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL SINGAPOUR	Holding Capital-investissement	IG	100	100	100	100	Singapour
NATEXIS PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES	Capital-investissement	IG	99	99	99	98	France
NATIXIS VENTURE SELECTION	Fonds d'investissement	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INVESTISSEMENT	Capital développement	IG	100	100	100	84	France

NATIXIS PRIVATE BANKING (1)	Gestion patrimoniale internationale	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS PRIVATE BANKING INTERNATIONAL	Gestion patrimoniale internationale	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS PRIVATE EQUITY	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL	Capital-investissement	IG	100	100	100	100	France
NAXICAP PARTNERS	Gestion de FCPR	IG	100	100	100	100	France
NEM 2	Société de gestion (Capital-investissement)	IG	100	100	100	100	France
PROVIDENTE SA	Prises de participations	IG	100	100	100	100	France
Gestion privée							
BANQUE PRIVEE ST DOMINIQUE (12)**	Gestion privée		0	0	100	100	France
BPSD GESTION (13)	Gestion privée		0	0	100	100	France
GRUPE COMPAGNIE 1818							
ANTEIS EPARGNE	Courtage assurance	IG	51	50	51	50	France
CENTRE FRANCAIS DU PATRIMOINE	Relations avec les apporteurs d'affaires	IG	100	99	100	98	France
BANQUE PRIVEE 1818* (ex - LA COMPAGNIE 1818 - BANQUIERS PRIVEES)***(12)	Holding	IG	100	99	100	98	France
1818 - GESTION (ex - LA COMPAGNIE 1818 - GESTION)*(13)	Société de gestion d'OPCVM	IG	100	99	100	98	France
1818 SERVICES (ex - LA COMPAGNIE 1818 IMMOBILIER)*	Immobilier d'exploitation	IG	100	99	100	98	France
MANTRA GESTION	Société de gestion d'OPCVM	ME	34	33	34	33	France

GESTION D'ACTIFS

GRUPE NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT							
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT	Holding	IG	89	89	89	89	France
ABSOLUTE ASIA DYNAMIC EQUITIES FUND (1) (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Etats-Unis
AEW ADVISORS, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW CAPITAL MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW CENTRAL EUROPE	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	89	Etats-Unis
AEW GLOBAL ADVISORS (Asia) LTD	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Singapour
AEW GLOBAL ADVISORS (EUROPE) LTD	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Grande Bretagne
AEW II CORPORATION	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW INVESTMENT GROUP, INC. (4)	Gestion d'actifs		0	0	89	89	Etats-Unis
AEW GLOBAL REAL ESTATE SECURITIES FUND (1) (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Etats-Unis
AEW MANAGEMENT AND ADVISORS, LP (4)	Gestion d'actifs		0	0	89	89	Etats-Unis
AEW PARTNERS III, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW PARTNERS IV, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW PARTNERS V, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW PARTNERS VI, INC. (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Etats-Unis
AEW REAL ESTATE ADVISORS, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW SENIOR HOUSING INVESTORS INC (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Etats-Unis
AEW VIF INVESTORS, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW VIF II INVESTORS, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW VIA INVESTORS, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
ALPHASIMPLEX GROUP LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
ALTERNATIVE STRATEGIES GROUP LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
ASAHI NVEST INVESTMENT ADVISORY CO, LTD	Distribution	ME	43	43	49	43	Japon
ASG QUASAR FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
ASG LASER FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	66	66	89	89	Etats-Unis
ASG GLOBAL ALTERNATIVES FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	64	64	89	89	Etats-Unis
CAPITAL GROWTH MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	ME	44	44	50	44	Etats-Unis
CASPIAN CAPITAL MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs	IG	45	45	51	45	Etats-Unis
CGW GESTION D'ACTIFS	Gestion d'actifs	ME	33	18	33	18	France
CREA WESTERN INVESTORS I, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW EUROPE ADVISORY LTD (ex - Curzon Global Advisory Ltd)*	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
AEW EUROPE CC LTD (ex - Curzon Global cc Ltd)*	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
AEW GLOBAL LTD (ex - Curzon Global Ltd)*	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
AEW EUROPE PARTNERSHIP (ex - Curzon Global Partners)*	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
AEW GLOBAL UK LTD (ex - Curzon Global UK Ltd)*	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
NATIXIS EPARGNE FINANCIERE GESTION (ex -Ecoreuil Gestion)*	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS EPARGNE FINANCIERE GESTION FCP (ex Ecoreuil Gestion Fonds Commun Placement)*	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	France
EPI SLP LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Grande Bretagne
FEDERAL STREET MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
GATEWAY INVESTMENT ADVISERS, LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
GATEWAY HEDGE US EQUITIES FUND (1) (5)	Gestion d'actifs	IG	66	66	0	0	Etats-Unis

HANSBERGER GROUP, INC.	Gestion d'actifs	IG	88	88	88	88	Etats-Unis
HANSBERGER GLOBAL INVESTOR, INC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HANSBERGER GLOBAL (HK) Ltd	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ALTERNATIVES HOLDING INC	Holding	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ALTERNATIVES, LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ASSOCIATES INVESTMENT TRUST	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ASSOCIATES LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ASSOCIATES SECURITIES, LP	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
HARRIS ASSOCIATES, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
AEW EUROPE SA	Gestion d'actifs	IG	53	53	60	53	France
AEW ITALIA	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Italie
AEW LUXEMBOURG	Gestion d'actifs	IG	89	53	89	53	Luxembourg
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES AUSTRALIA HOLDINGS, LLC	Holding	IG	89	89	89	89	Australie
NATIXIS ASSET MANAGEMENT ADVISERS, LP	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
ABSOLUTE ASIA AM	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Singapour
NATIXIS DISTRIBUTION CORPORATION	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats Unis
NATIXIS DISTRIBUTORS, LP	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats Unis
NATIXIS ASSET MANAGEMENT JAPAN CO., LTD	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Japon
NATIXIS INVESTMENT SERVICES JAPAN, LTD	Distribution	IG	89	89	89	89	Japon
KOBRICK FUNDS, LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
KENNEDY FINANCEMENT Luxembourg (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Luxembourg
LOOMIS SAYLES ALPHA, LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES & COMPANY, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES & COMPANY, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES CONSUMER DISCRETIONARY, LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, INC.	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES DISTRIBUTORS, LP	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES ENERGY, LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES FUTURES, LLC (4)	Gestion d'actifs	IG	0	0	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES INTERNATIONAL BOND FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	55	55	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES MULTI-STRATEGY ALPHA, LP (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES SOLUTIONS, INC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
LOOMIS SAYLES TRUST COMPANY,LLC (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
MC MANAGEMENT, INC.	Holding	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
MC MANAGEMENT, LP	Holding	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS LOOMIS SAYLES GLOBAL GROWTH FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS ASSET MANAGEMENT IMMOBILIER	Gestion immobilière (SCPI)	IG	88	53	88	53	France
NATIXIS ASSET MANAGEMENT	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 1	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 2	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT CORPORATION	Holding	IG	89	89	89	89	Etats Unis
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT HOLDINGS, LLC	Holding	IG	89	89	89	89	Etats Unis
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 1	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 2	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 3	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT PARTICIPATIONS 4	Holding	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT, LLC	Holding	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT, LP	Holding	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES GERMANY	Distribution	IG	89	89	89	89	Allemagne
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES ITALIA	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Italie
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES LUXEMBOURG	Distribution	IG	89	89	89	89	Luxembourg
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES UK	Distribution	IG	89	89	89	89	Grande Bretagne
NATIXIS ASG HOLDINGS INC (Ex - Natixis Global Associates, INC)*	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES, LLC	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS GLOBAL ASSOCIATES SWITZERLAND	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Suisse
NATIXIS MULTIMANAGER	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	France
NATIXIS OAKMARK GLOBAL LARGE CAP (1) (4)	Gestion d'actifs	IG	0	0	89	89	Etats Unis
NATIXIS CASPIAN PRIVATE EQUITY	Gestion d'actifs	ME	40	35	40	35	Etats Unis
NATIXIS SECURITIES INVESTMENT CONSULTING Co. LTD (5)	Gestion d'actifs	IG	89	89	0	0	Taiwan
PBW REAM	Gestion d'actifs	ME	44	26	50	26	Pays Bas
REICH & TANG ASSET MANAGEMENT, LLC	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
REICH & TANG DISTRIBUTORS, INC.	Distribution	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
REICH & TANG SERVICES, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
SEAPORT SENIOR HOUSING, LLC (4)	Gestion d'actifs	IG	0	0	89	89	Etats-Unis
SNYDER CAPITAL MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
SNYDER CAPITAL MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis

VAUGHAN NELSON INVESTMENT MANAGEMENT, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
VAUGHAN NELSON TRUST COMPANY	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
VAUGHAN NELSON VALUE OPPORTUNITIES FUND (1)	Gestion d'actifs	IG	69	69	89	89	Etats-Unis
WESTPEAK GLOBAL ADVISORS, LP	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
WESTPEAK INVESTMENT ADVISORS, INC.	Gestion d'actifs	IG	89	89	89	89	Etats-Unis
NATIXIS AXELTIS LTD (Ex AXELTIS LTD) *	Distribution d'OPCVM	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne

GESTION DU POSTE CLIENT

GROUPE COFACE							
COFACE HOLDING SAS	Holding	IG	100	100	100	100	France
COFACE SA	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	France
AKCO FUND	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	Allemagne
BUSINESS DATA INFORMATION	Marketing et autres services	IG	80	80	80	80	Israël
Cesar	Assurance	IG	100	100	100	100	Allemagne
CERVED (2)	Information financière		0	0	15	15	Italie
COFACE ASSICURAZIONI SPA	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Italie
COFACE AUSTRIA	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Autriche
COFACE AUSTRIA BANK (5)	Affacturage	IG	100	100	0	0	Autriche
COFACE BELGIUM SERVICES	Information commerciale et solvabilité	IG	100	100	100	100	Belgique
COFACE BELGIUM SERVICES HOLDING	Information commerciale et solvabilité	IG	100	100	100	100	Belgique
COFACE COLLECTION NORTH AMERICA	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Etats Unis
COFACE CREDIT MANAGEMENT NORTH AMERICA	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Etats Unis
COFACE DEBITOREN	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACE DEUTSCHLAND	Holding	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACE DO BRASIL SEGUROS DE CREDITO	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Brsil
COFACE FACTORING ESPANA	Affacturage	IG	100	100	100	100	Espagne
COFACE FACTORING ITALIA SpA	Affacturage	IG	100	100	100	100	Italie
COFACE FINANZ	Affacturage	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACE FINANS A/S DANMARK (ex-MidFactoring)	Affacturage	IG	75	75	75	75	Danemark
COFACE HOLDING AMERICA LATINA	Information financière	IG	100	100	100	100	Mexique
COFACE HOLDING AUSTRIA	Holding	IG	100	100	100	100	Autriche
COFACE HOLDING ISRAEL	Holding	IG	100	100	100	100	Israël
COFACE ITALIA	Holding	IG	100	100	100	100	Italie
COFACE KREDIT	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACE NEDERLAND SERVICES	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Pays-Bas
COFACE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
COFACE NORTH AMERICA HOLDING COMPANY	Holding	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
COFACE NORTH AMERICA INSURANCE COMPANY	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
COFACE POLAND CMS	Information financière	IG	100	75	100	75	Pologne
COFACE POLAND FACTORING	Affacturage	IG	100	100	100	100	Pologne
COFACE RECEIVABLE FINANCES	Affacturage	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
COFACE SERVICE	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	France
COFACE SERVICE SPA	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Italie
COFACE SERVICES AUSTRIA	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Autriche
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP	Holding	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
COFACE SERVICIOS ESPANA S.L.	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Espagne

COFACE SERVICIOS PORTUGAL	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Portugal
COFACE UK HOLDINGS	Holding	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
COFACE UK SERVICES LTD	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACREDIT	Assurance crédit et services liés	ME	36	36	36	36	France
PLACEMENTS COFACTIONS 2	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	France
COFINPAR	Assurance crédit et services liés	IG	100	100	100	100	France
COFOBLIG	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	France
COGERI	Information et gestion de créances	IG	100	100	100	100	France
FIMIPAR**	Rachat de créances	IG	100	100	100	100	France
GRAYDON HOLDING	Information et gestion de créances	ME	28	28	28	28	Pays-Bas
COFACE CENTRAL EUROPE HOLDING	Holding	IG	75	75	75	75	Autriche
KISSELBERG	Assurance	IG	100	100	100	100	Allemagne
KOMPASS Belgique	Marketing et autres services	IG	100	100	100	100	Belgique
KOMPASS INTERNATIONAL NEUENSCHWANDER	Holding	IG	100	100	100	100	France
MSL1 FUND	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	Allemagne
TKB (11)	Information et gestion de créances	IG	100	100	0	0	Pays Bas
UNISTRAT COFACE	Commissionnaire activité assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FACTOR**	Affacturage	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FACTOR Portugal	Affacturage	IG	100	100	100	100	Portugal
VR FACTOREM GMBH	Affacturage	ME	25	25	25	25	Allemagne
SUCCESSALES							
COFACE SVERIGE (EX-AKC NORDEN) - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	100	100	100	100	Allemagne
COFACE IRELAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Irlande
COFACE UK - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
COFACE BELGIUM - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Belgique
KOMPASS LUXEMBOURG - SUCC (KOMPASS BELGIQUE)	information et publicité	IG	100	100	100	100	Luxembourg
COFACE PORTUGAL - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Portugal
COFACE IBERICA -SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Espagne
KOMPASS ESPAGNE - SUCC (KOMPASS FRANCE) (3)	information et publicité		0	0	100	100	Espagne
COFACE SWITZERLAND - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Suisse
COFACE NEDERLAND - SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	100	100	100	100	Pays Bas
COFACE FINANCES PAYS-BAS - SUCC COFACE FINANZ	affacturage	IG	100	100	100	100	Pays Bas
COFACE DANMARK-SUCC (COFACE KREDIT)	Assurance	IG	100	100	100	100	Danemark
COFACE ARGENTINA -SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Argentine
COFACE CHILE -SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Chili
COFACE CANADA - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Canada
COFACE HUNGARY (EX-ÖKVC FÍÓKTELEPE) - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Hongrie
COFACE POLAND (EX-ÖKVC POLAND) - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Pologne
LEID - SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Autriche
COFACE ROMANIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Roumanie
COFACE CZECH INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	République Tchèque
COFACE SLOVAKIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Slovaquie
COFACE LATVIA INSURANCE -SUCC (COFACE AUSTRIA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Lettonie
COFACE JAPAN - SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Japon
COFACE SINGAPOR -SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Singapour
COFACE HONG KONG -SUCC (COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Hong-Kong

COFACE ECUADOR (SUCC-COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Equateur
COFACE AUSTRALIE (SUCC-COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Australie
COFACE TAIWAN (SUCC-COFACE SA)	Assurance	IG	100	100	100	100	Taiwan
COFACE BULGARIA (Branch)	Assurance	IG	100	100	100	100	Bulgarie
COFACE FACTORING LITHUANIA - SUCC (Coface Factoring Poland)	Assurance	IG	100	100	100	100	Lithuanie
NATIXIS FACTOR ITALIE -SUCC (NATIXIS FACTOR) (5)	Affacturage	IG	100	100	0	0	Italie

SERVICES

ADIR	Assurance dommages aux biens	ME	34	34	34	34	Liban
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE ACTIONS (1)	OPCVM de placement d'assurance	IG	99	98	99	98	France
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE CROISSANCE RENDEMENT (1) (8)	OPCVM de placement d'assurance	IG	97	97	99	99	France
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE IARD	Assurance dommages aux biens	ME	50	50	50	50	France
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE MIDCAP (1)	OPCVM de placement d'assurance	IG	100	100	100	100	France
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE PREVOYANCE	Prévoyance	IG	100	100	100	100	France
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE	Assurance-vie	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS CONSUMER FINANCE * (ex - Ecrinvest 11)	Holding	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS FINANCEMENT**	Crédit à la consommation	IG	67	67	67	67	France
NATIXIS CONSUMER FINANCE IT (Ex - Natixis Consumer Finance)	Crédit à la consommation	IG	100	100	100	100	France
FONCIER ASSURANCE	Assurance	IG	60	60	60	60	France
FRUCTIFONCIER (1)	Placements immobiliers d'assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ASSURANCES	Holding de sociétés d'assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INTEREPARGNE**	Tenue de comptes d'épargne salariale	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS INTERTITRES	Offre de titres de services	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LIFE	Assurance-vie	IG	100	100	100	100	Luxembourg
NATIXIS PAIEMENTS**	Services bancaires	IG	100	100	100	100	France
SLIB	Services informatiques	IG	67	67	67	67	France
VITALIA VIE	Assurance-vie	IG	100	100	100	100	France
GCE BAIL**	Crédit-bail	IG	100	100	100	100	France
FRUCTIBAIL**	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
FRUCTIBAIL INVEST (1)	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
FRUCTICOMI**	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS BAIL**	Crédit-bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ENERGECO**	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LEASE**	Crédit-bail mobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS LEASE MADRID	Crédit-bail mobilier et immobilier	IG	100	100	100	100	Espagne
NATIXIS LEASE MILAN	Crédit-bail mobilier et immobilier	IG	100	100	100	100	Italie
NATIXIS LLD	Location de véhicule longue durée	IG	100	100	100	100	France
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT (1)	Fonds immobilier	IG	100	100	100	100	France
SAS IMMOBILIERE NATIXIS BAIL (1)	Crédit bail immobilier	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS ALGERIE	Banque	IG	100	100	100	100	Algérie

GROUPE NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL							
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL	Holding	IG	99	99	99	99	France
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL INC - Montréal	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Canada
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL SARLAU - Casablanca	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Maroc
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL - Madrid	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Espagne
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL - Milan	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	95	100	95	Italie
NATIXIS PRAMEX GMBH - Frankfort	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Allemagne
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL - Tunis	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Tunisie
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL SP ZO.O - Varsovie	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Pologne
NATIXIS PRAMEXRUS - Moscou	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Russie
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL AP LTD - Hong Kong	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Hong Kong
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL DO BRASIL - Sao Paulo	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Brésil
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL CORP-New York	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Etats unis
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL LTD - Londres	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	99	100	99	Grande Bretagne
NATIXIS PRAMEX France - Paris	Promotion et opérations de commerce international	IG	100	98	100	98	France
GROUPE CACEIS							
CACEIS (USA) Inc (ex - Brooke Securities Holding Inc)* (7)	Holding		0	0	50	50	Etats-Unis
CACEIS BANK (7)	Conservation institutionnelle - Banque dépositaire d'OPCVM		0	0	50	50	France
CACEIS BANK Luxembourg (7)	Conservation institutionnelle - Banque dépositaire d'OPCVM		0	0	50	50	Luxembourg
CACEIS BANK DEUTSCHLAND (7)	Conservation de titres		0	0	50	50	Allemagne
CACEIS CORPORATE TRUST (7)	Services aux Emetteurs		0	0	50	50	France
CACEIS FASTNET AMERICAN ADMINISTRATION (7)	Holding		0	0	50	50	France
CACEIS FASTNET (7)	Administration de Fonds		0	0	47	47	France
CACEIS FASTNET SUISSE (7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Suisse
CACEIS SAS (7)	Holding		0	0	50	50	France
FASTNET Belgique (7)	Administration de Fonds		0	0	26	26	Belgique
FASTNET IRLANDE (7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Irlande
FASTNET LUXEMBOURG (7)	Administration de Fonds		0	0	26	26	Luxembourg
FASTNET PAYS BAS (7)	Administration de Fonds		0	0	26	26	Pays Bas

INVESTOR SERVICES HOUSE (7)	Immobilier d'exploitation		0	0	50	50	Luxembourg
CACEIS CANADA LTD (ex - Olympia Capital Financial Services Inc)*(7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Canada
CACEIS BERMUDA LTD (ex - Olympia Capital Bermuda Ltd)*(7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Bermudes
CACEIS CAYMAN LTD (ex - Olympia Capital Cayman Ltd)*(7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Iles Cayman
OLYMPIA CAPITAL IRELAND LTD (7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Irlande
PARTINVEST SA (7)	Immobilier d'exploitation		0	0	50	50	Luxembourg
WINCHESTER GLOBAL TRUST COMPANY LTD (7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Bermudes
WINCHESTER FIDUCIARY SERVICES LTD (7)	Administration de Fonds		0	0	50	50	Bermudes

GROUPE NATIXIS GARANTIES

COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS	Assurance	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS GARANTIES**	Etablissement de crédit	IG	100	100	100	100	France
SCI CHAMPS-ELYSEES (1)	Gestion immobilière	IG	100	100	100	100	France
SCI LA BOETIE (1)	Gestion immobilière	IG	100	100	100	100	France
SCI SACCEF (1)	Gestion immobilière	IG	100	100	100	100	France

AUTRES ACTIVITES

EDVAL C INVESTMENTS Ltd	Structure defeasance crédits risques pays	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne
NATEXIS BANQUES POPULAIRES INVEST (1)	OPCVM	IG	100	100	100	100	France
NATEXIS BANQUES POPULAIRES PREFERRED CAPITAL I LLC (1)	Émission d'actions préférentielles	IG	100	0	100	0	Etats-Unis
NATEXIS BANQUES POPULAIRES PREFERRED CAPITAL II (1)	Émission d'actions préférentielles	IG	100	0	100	0	Etats-Unis
NATEXIS BANQUES POPULAIRES PREFERRED CAPITAL III (1)	Émission d'actions préférentielles	IG	100	0	100	0	Etats-Unis
NATEXIS FUNDING USA LLC	Activité de refinancement	IG	100	100	100	100	Etats-Unis
NATINIUM FINANCIAL PRODUCTS (1)	Véhicule de titrisation	IG	100	100	100	100	Irlande
NATIXIS ALTAIR IT SHARED SERVICES	Services informatiques	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS PARTICIPATIONS 1 (ex -NXBP1)	Holding	IG	100	100	100	100	France
S.C.I. ALTAIR 1 (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
S.C.I. ALTAIR 2 (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
S.C.I. VALMY COUPOLE (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
NATIXIS IMMO EXPLOITATION (1)	Immobilier d'exploitation	IG	100	100	100	100	France
SA NATIXIS FONCIERE (ex - SPAFICA) (1)	Investissements immobiliers	IG	100	100	100	100	France
WORLEDGE A INVESTMENTS Ltd	Structure "option de vente" crédits risques pays	IG	100	100	100	100	Grande Bretagne

BANQUE DE DETAIL

CCIBP

ACEF OCCITANE (9)	Etablissement de crédit / société de caution		0	0	20	20	France
ATLANTIQUE PLUS	Etablissement financier / holding fin.	ME	20	20	20	20	France
BANQUE CALEDONIENNE D'INVESTISSEMENT	Etablissement de crédit / Banque	ME	10	10	10	10	France
BANQUE MONETAIRE ET FINANCIERE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE CHAIX	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France
BANQUE DE SAVOIE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France
BANQUE PELLETIER	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France
CC SO	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France
BANQUE DUPUY DE PARSEVAL	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France
BANQUE MARZE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	10	20	10	France

BANQUE POPULAIRE ALSACE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE CENTRE ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DE LA COTE D'AZUR	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DE LOIRE ET LYONNAIS	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DES ALPES	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DU MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DU NORD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DU SUD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE DU SUD-OUEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE LORRAINE CHAMPAGNE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE OCCITANE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE PROVENCE ET CORSE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BATILEASE	Etablissement de crédit / Banque	ME	19	19	19	19	France
BATILEASE INVEST (ex - Batinorest-Bail)*	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	19	20	19	France
BTP CAPITAL CONSEIL	Etablissement non financier / capital risque	ME	20	20	20	20	France
BCI MER ROUGE	Etablissement de crédit / Banque	ME	10	10	10	10	France
BERCY GESTION FINANCE	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
BERCY PATRIMOINE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BGF	Etablissement non financier / services	ME	20	20	20	20	France
BIC BRED	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
B-PROCESS	Etablissement non financier / services	ME	10	10	10	10	France
BRED - BANQUE POPULAIRE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BRED COFILEASE (Ex NCM) *	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BRED GESTION	Etablissement de crédit / autres	ME	20	20	20	20	France
BRED HABITAT (16)	Etablissement de crédit / société de caution		0	0	20	20	France
BRED VANUATU	Etablissement de crédit / Banque	ME	17	17	17	17	Vanuatu
BTP BANQUE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	Etablissement non financier / capital risque	ME	16	16	16	16	France
CAISSE DE GARANTIE IMMOB DU BATIMENT	Etablissement non financier / assurances	ME	7	7	7	7	France
CAISSE REGIONALE BRETAGNE NORMANDIE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CAISSE REGIONALE DE MEDITERRANEE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CAISSE REGIONALE REGION NORD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CAISSE REGIONALE SUD OUEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France

CAISSE SOLIDAIRE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	12	20	12	France
CAPI COURT TERME N°1	Etablissement financier / intermédiation	ME	20	20	20	20	France
BP COVERED BONDS	Etablissement financier	ME	20	20	20	20	France
CASDEN - BANQUE POPULAIRE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CLICK AND TRUST	Etablissement non financier / services	ME	20	20	20	20	France
CMGM	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	1	20	1	France
COFEG	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
COFIBRED	Etablissement financier / holding fin.	ME	20	20	20	20	France
COOPEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	7	7	7	7	France
CREDIT COOPERATIF	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CAISSE REGIONALE CREDIT MARITIME ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CREDIT MARITIME OUTRE MER	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
CREPONORD	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
DE PORTZAMPARC	Etablissement financier / autres activités	ME	5	5	20	14	France
ECOFI INVESTISSEMENT	Etablissement financier / société de gestion	ME	20	20	20	20	France
EDEL	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	7	20	7	France
ESFIN	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	8	8	8	8	France
EURO CAPITAL	Etablissement financier / autres activités	ME	20	14	20	14	France
EXPANDE INVEST	Etablissement non financier / services	ME	20	20	20	20	France
FCC AMAREN II	Etablissement de crédit / autres	ME	20	20	20	20	France
FCC CRISTALYS (4)	Etablissement de crédit / autres		0	0	20	20	France
FCC ELIDE	Etablissement de crédit / autres	ME	20	20	20	20	France
FINANCIERE DE LA BP OCCITANE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
FINANCIERE PARTICIPATION BPS	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
FONCIERE DU VANUATU	Etablissement de crédit / autres	ME	20	20	20	20	Vanuatu
FONCIERE VICTOR HUGO	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
FOREST MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
FORESTIERS LORRAINE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
GARIBALDI CAPITAL DEVELOPPEMENT	Etablissement non financier / autres	ME	20	20	20	20	France
GEDEX DISTRIBUTION	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
GIE USC	Etablissement non financier / autres	ME	20	20	20	20	France
GROUPEMENT DE FAIT	Etablissement non financier / autres	ME	20	20	20	20	France
HABITAT RIVES DE PARIS	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France

INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
IBP INVESTISSEMENT (ex - IBP Développement)	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
INTERCOOP	Etablissement de crédit / CB immobilier	ME	20	20	20	20	France
LFI4	Etablissement financier / autres activités	ME	20	20	20	20	France
LUDOVIC DE BESSE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
LUX EQUIP BAIL	Etablissement de crédit / CB mobilier	ME	18	18	18	18	Luxembourg
MONINFO	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	7	20	7	France
NJR INVEST	Etablissement financier	ME	20	20	20	20	France
NORD FINANCEMENT	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
PARNASSE FINANCES	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
PARTICIPATIONS BPSO	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
PLUSEXPANSION	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
PREPAR COURTAGE (Ex BERPA) *	Etablissement financier / autres activités	ME	20	20	20	20	France
PREPAR-IARD	Etablissement non financier / assurances	ME	20	20	20	20	France
PREPAR-VIE	Etablissement non financier / assurances	ME	20	20	20	20	France
PROMEPAR	Etablissement	ME	20	20	20	20	France
IPAB (10)	Etablissement financier / prolongement d'activité		0	0	20	20	France
SASU BFC CROISSANCE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SAS PERSPECTIVES ET PARTICIPATIONS	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
SAS SOCIETARIAT BP LORRAINE CHAMPAGNE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SAVOISIENNE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SBE (Ex SOGEFIP) *	Etablissement de crédit / fin. Spéc.	ME	20	20	20	20	France
SCI BPSO	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
SCI du CREDIT COOPERATIF	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
SCI FAIDHERBE	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
SCI SAINT-DENIS	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
SEGIMLOR	Etablissement non financier / autres	ME	20	20	20	20	France
SGTI	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
INTERCOOP LOCATION (ex - Sicomi coop)*	Etablissement de crédit / CB immobilier	ME	18	18	16	16	France
SIMC	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SMI	Entreprise industrielle et commerciale	ME	20	20	20	20	France

SOCACEF BAS RHIN	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCACEF MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCACEF NORD	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA ARIEGE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA AUDE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA BAS RHIN	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA BOUCHES DU RHONE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA BRED IDF	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA CENTRE ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA CHAMPAGNE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA CORSE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA COTE D'AZUR	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA DES ALPES	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA DU MIDI	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA HAUT RHIN	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA HAUTE GARONNE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA LOIRE ET LYONNAIS	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA LORRAINE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA MIDI PYRENEES OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA NORD	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA NORMANDIE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA OCCITANE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA RIVES DE PARIS	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France

SOCAMA ROUSSILLON	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA SUD OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA VAL DE FRANCE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMA VAUCLUSE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI DES ALPES	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI ALSACE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI AUDE ARIEGE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI CENTRE ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI COTE D'AZUR	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI DU MIDI	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI DU SUD OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI HAUTE GARONNE HABITAT (9)	Etablissement de crédit / société de caution		0	0	20	20	France
SOCAMI LOIRE ET LYONNAIS	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI LORRAINE CHAMPAGNE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI NORD	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI OCCITANE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI PROVENCE ET CORSE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI PYRENEES ORIENTALES	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMI VAL DE FRANCE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMMES	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAMUPROLOR	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCAUPROMI ALSACE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BANQUE POPULAIRE D' ALSACE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France

SOCIETARIAT BP BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP CENTRE ATLANTIQUE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP COTE D'AZUR	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP DE L'OUEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP DES ALPES	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP DU NORD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP LOIRE ET LYONNAIS	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP MASSIF CENTRAL	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP OCCITANE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP COTE D'AZUR	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP PROVENCALE ET CORSE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP RIVES DE PARIS	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP SUD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP SUD OUEST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT BP VAL DE France	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETARIAT CREDIT COOPERATIF / BP	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCIETE D'EXPANSION BOURGOGNE FRANCHE COMTE	Etablissement non financier / autres	ME	20	20	20	20	France
SOCIETE FINANCIERE DE LA NEF	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	1	20	1	France
SOCIETE IMMOBILIERE PROVENCALE ET CORSE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOCREDO BANQUE POLYNESIENNE	Etablissement de crédit / Banque	ME	3	3	3	3	France
SOCOREC	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
SOFIAG	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOFIDER	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
SOFIGARD	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
SOFINDI	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	1	20	1	France
SOFIRIF	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	4	20	4	France
SOFISCOPE	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
SOFISCOPE SUD EST	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	1	20	1	France
SOFRONTA	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOMUDIMEC	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
SOMUPACA	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	0	20	0	France
SOPROLIB DES ALPES	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOPROLIB FRANCHE COMTE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOPROLIB LORRAINE	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOPROLIB NORD	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SOPROLIB SUD OUEST	Etablissement de crédit / société de caution	ME	20	20	20	20	France
SPGRES	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France

SPIG	Etablissement financier / prolongement d'activité	ME	20	20	20	20	France
SUD PARTICIPATION	Etablissement de crédit / Banque	ME	20	20	20	20	France
TISE	Etablissement non financier / services	ME	20	20	20	20	France
TRANSIMMO	Etablissement non financier / immobilier	ME	20	20	20	20	France
VECTEUR	Etablissement non financier / capital risque	ME	20	20	20	20	France
VIALINK	Etablissement non financier / services	ME	20	20	20	20	France
CCI CEP							
CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU-CHARENTES	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE D'AUVERGNE ET DU LIMOUSIN	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE NORMANDIE (ex - Caisse d'épargne de Basse-Normandie) *	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE-ARDENNE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE DE MIDI-PYRENEES	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE DE PICARDIE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE- PAYS DE LOIRE (ex - Caisse d'épargne des Pays de la Loire)*	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE (ex - Caisse d'épargne Ile de- France Paris)*	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC-ROUSSILLON	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE LOIRE DROME ARDECHE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE NORD FRANCE EUROPE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE PROVENCE-ALPES-CORSE	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France
CAISSE D'EPARGNE RHONE ALPES	Etablissement financiers et de crédit	ME	20	20	20	20	France

- * Changement de dénomination sociale
- ** Filiales françaises dont la surveillance prudentielle individuelle est assurée dans le cadre des ratios consolidés du Groupe conformément aux dispositions de l'article 4.1 du règlement 2000.03 du Comité de la Réglementation Comptable et Financière

- (1) Société Ad Hoc
- (2) Cession des titres Cerved au Hors Groupe
- (3) Fusionné dans Coface Servicios Espana
- (4) Liquidé
- (5) Création en 2009
- (6) Fusionné dans Natexis North América Inc
- (7) Cession de 35% de CACEIS au 30/06/2009 à Crédit Agricole
- (8) Effet de dilution
- (9) Fusionné dans Socami Occitane
- (10) Fusionné dans Vialink
- (11) Acquisition au 2ème trimestre 2009
- (12) Fusion de Banque privée St Dominique dans La Compagnie 1818-Banquiers Privées
- (13) Fusion de BPSD Gestion dans La Compagnie 1818-Gestion
- (14) Fusionné dans Natexis Private Equity International Singapour
- (15) Effet de dilution lié à une augmentation de capital souscrite intégralement par du hors groupe
- (16) Fusionné dans BRED Banque Populaire

NOTE 5 Incidences de la crise financière sur les comptes

5.1 Expositions à risques au bilan de Natixis au 30 juin 2009

Natixis est exposée aux risques suivants de façon directe ou indirecte :

- **Expositions directes**

Le portefeuille de prêts en attente d'être titrisés constitue la seule exposition directe de Natixis aux prêts subprime. Ce portefeuille est classé dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les expositions de ce portefeuille au 30 juin 2009 sont les suivantes :

En millions d'euros	30/06/09	31/12/08
Nominal	165	197
Valeur comptable	77	120
Juste valeur en pourcentage du nominal	47%	61%
Décote	53%	39%

Les prix sont déterminés à partir des transactions observées sur le marché et tiennent compte de l'avis d'experts en charge de la valorisation du portefeuille.

- **Expositions indirectes au risque subprime et RMBS US**

Les modèles utilisés pour la valorisation de ces expositions au 30 juin 2009 ont tous été revus et validés par la Direction des Risques.

Les expositions sont constituées des portefeuilles d'actifs suivants :

- **Portefeuilles de CDO d'ABS à composante subprime :**

Ces portefeuilles « cash » ou « synthétiques » non couverts à composante subprime sont portés principalement par Natixis Capital Market North America et Natixis.

○ Expositions nettes

<u>CDO d'ABS Subprime (non couverts)</u>	#1	#2	#4	#6	#7	#9	#10	#11	#12	#13	#14	#15
Exposition brute (valeur brute au bilan avant pertes de valeur/dépréciations)	136	118	375	409	149	27	169	56	49	151	49	84
Nature de la tranche	Super senior	Mezzanine	Super senior	Mezzanine	Mezzanine							
Nature des sous-jacents	Mezzanine	Mezzanine	High Grade	High Grade	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine	Mezzanine
Point d'attachement	28,1%	0,0%	0,0%	8,1%	37,1%-97,1%	56,3%	0,0%	32,1%	34,5%	8,7%-99,1%	27,4%-98,5%	26,3%-75%
% d'actifs subprime sous-jacents	70,1%	51,5%	17,5%	0,0%	63,2%	62,1%	73,6%	31,0%	52,7%	82,4%	51,7%	42,7%
dont originaire en 2005 et avant	9,9%	23,0%	14,5%	0,0%	56,0%	62,1%	42,1%	31,0%	44,7%	81,3%	38,5%	32,8%
en 2006 et en 2007	60,2%	28,5%	3,0%	0,0%	7,2%	0,0%	31,5%	0,0%	8,0%	1,1%	13,2%	9,9%
% d'actifs Alt-A sous-jacents	2,4%	9,9%	0,7%	0,0%	0,6%	2,4%	2,3%	17,4%	0,7%	0,0%	4,5%	40,3%
% d'actifs (Mid-prime->) Prime sous-jacents	1,9%	12,8%	3,7%	0,0%	12,8%	9,5%	10,1%	34,3%	9,7%	7,9%	4,6%	13,6%
Cumul des pertes de valeur et dépréciations depuis l'origine (en millions d'euros)	-130	-109	-141	-194	-125	-5	-163	-10	-12	-148	-18	-38
Variations de valeur sur le premier trimestre 2009 (en millions d'euros)	-4	2	-3	-50	-4	-2	-5	-8	8	-3	5	-7
Variations de valeur sur le second trimestre 2009 (en millions d'euros)	-1	0	-57	-98	-18	-2	-3	-3	-3	-4	-3	-25
Variations de valeur sur le premier semestre 2009 (en millions d'euros)	-5	2	-60	-145	-22	-4	-7	-10	4	-7	2	-31
Impact des variations de change (en millions d'euros)	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0
% total de décotes des CDO au 30/06/09	95,9%	92,8%	37,8%	47,5%	83,9%	19,8%	96,0%	17,9%	24,8%	98,1%	36,3%	45,9%
Exposition nette (des pertes de valeur et dépréciations cumulées) au 30/06/2009 (en millions d'euros)	6	8	233	215	24	22	7	46	37	3	31	45
Exposition nette (des pertes de valeur et dépréciations cumulées) au 31/12/2008 (en millions d'euros)	12	7	298	363	12							

Les structures numérotées de 9 à 15 correspondent aux structures issues de la commutation CIFG.

Tous les CDO sont évalués à la juste valeur par résultat.

Par ailleurs, le montant nominal brut des CDO d'ABS à composante subprime couverts par des monolines est de 1,229 millions d'euros au 30 juin 2009.

○ **Méthodologie de valorisation :**

Les portefeuilles de CDO d'ABS détenus directement et comprenant une exposition subprime ont fait l'objet de valorisation sur la base de stress tests mis en œuvre par la Direction des Risques. Pour la valorisation de ces expositions, les hypothèses de taux de pertes retenues ont été révisées par rapport à celles qui avaient été appliquées au 31 décembre 2008, conduisant à retenir les niveaux suivants :

Hypothèses de taux de pertes par vintage	Vintage 2005	Vintage 2006	Vintage 2007
Au 31 décembre 2007	9%	23%	23%
Au 31 mars 2008	10%	25%	25%
Au 30 juin 2008	10%	25%	25%
Au 30 septembre 2008	11%	25%	30%
Au 31 décembre 2008	11%	25%	30%
Au 31 mars 2009	13%	30%	36%
Au 30 juin 2009	14%	32%	38%

Pour les générations de prêts antérieures, le taux de perte retenu est de 5,70%.

En outre, les hypothèses suivantes appliquées lors des arrêtés précédents ont été maintenues :

- affectation aux opérations intégrées dans le collatéral et notées CCC+ ou moins d'une décote de 97%. Au 31 mars 2009, cette décote a été ramenée à 70% pour les actifs sous-jacents initialement AAA dans le cas de titrisation simple (donc hors Commercial Real Estate CDO – CRE CDO, ABS CDO, ABS CDO Mezzanine pour lesquels la décote de 97% est conservée) ;
- valorisation des actifs sous-jacents non subprime détenus dans les structures à partir d'une grille de décote intégrant les types, ratings et vintages des opérations.

En complément pour les structures dont Natixis détient les actifs sous-jacents, il a été appliqué une démarche par transparence consistant à valoriser chaque tranche sous-jacente par le Mark to Model ou le Mark to Market correspondant.

Utilisant majoritairement des données non observables, cette méthodologie de valorisation relève du niveau 3 de hiérarchie de juste valeur.

Les impacts résultant de l'application de ce modèle ressortent à 300 millions d'euros de moins-values depuis le début de l'exercice.

○ **Analyse de sensibilité**

Une progression de 10% des taux de pertes cumulées utilisés pour déterminer la juste valeur des CDO se traduirait par les impacts suivants :

- CDO d'ABS non couverts : 16 millions d'euros d'aggravation des moins-values latentes ;
- CDO d'ABS couverts : 6,6 millions d'euros d'aggravation des moins-values latentes.

La sensibilité à une baisse de 10% de l'hypothèse d'excess spread aurait les incidences suivantes :

- 6,6 millions d'euros d'aggravation des moins-values latentes sur les CDO d'ABS non couverts ;
- 4,4 millions d'euros d'aggravation des moins-values latentes sur les CDO d'ABS couverts.

▪ **Portefeuilles de RMBS US dont RMBS Subprime**

Il s'agit des portefeuilles de RMBS US à composante subprime ou non, portés par Natixis, la succursale de Natixis à New York et Natixis Capital Market North America. Selon les entités, ces actifs étaient à l'origine classés soit dans la catégorie des « Actifs à la juste valeur par résultat », soit dans celle des « Actifs disponibles à la vente ». Au 1^{er} octobre 2008, les portefeuilles de RMBS US classés dans les « Actifs disponibles à la vente » et l'essentiel des RMBS US comptabilisés dans la catégorie des « Instruments à la juste valeur par résultat » ont été reclassés en « Prêts et Créances » dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 intitulé « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008. Le transfert a été réalisé pour le montant de leur juste valeur à la date de reclassement, soit 6.386 millions d'euros.

La réévaluation des RMBS US au 30 juin 2009 aurait généré, sans ce reclassement, une moins-value latente de 287 millions d'euros. Suite au reclassement, une dépréciation du risque de contrepartie a été constatée depuis lors sur ces instruments. Représentant 24 millions d'euros au 31 décembre 2008, cette dépréciation a été complétée de 121 millions d'euros sur le premier semestre 2009.

○ **Expositions nettes**

Répartition des RMBS US (non couverts et sur la base des expositions nettes)

Les ventilations par notation et par nature de sous-jacents des RMBS US se présentent comme suit au 30 juin 2009 :

RMBS Etats-Unis (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/08	Pertes de valeur au premier semestre 2009	Autres variations	Exposition nette au 30/06/09	Exposition brute au 30/06/09
Portefeuille de transaction	100	-1	-19	80	126
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	5	-1	0	4	5
Portefeuille de prêts et créances	1 509	-121	(1) 565	1 953	2 107
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	58	-2	-56	0	0
	1 672	-125	490	2 037	2 238
US Agencies (portefeuille de transaction)	0	-1	124	123	136
US Agencies (portefeuille de prêts et créances)	4 011	0	-499	3 512	3 512
TOTAL	5 683	-126	115	5 672	5 886

(1) dont 530 millions d'euros de RMBS US wrapped

Les ventilations par notation et par nature de sous-jacents des RMBS US se présentent comme suit au 30 juin 2009 :

Ventilation par notation	en pourcentage
AAA	67%
AA	2%
A	2%
BBB	3%
BB	6%
B	7%
CCC	5%
CC	4%
C	1%
D	0%
NR	3%
TOTAL	100%

Ventilation par sous jacent	en pourcentage
US Agencies	64%
Prime RMBS	9%
Alt-A	15%
Subprime RMBS	11%
Autres	0%
TOTAL	100%

o **Méthodologie de valorisation :**

Le modèle de valorisation des RMBS US non Agency appliqué au 30 juin 2009 retient un niveau de pertes finales propre à chaque RMBS et issu d'une formule prenant en compte les pertes cumulées à échéance et les défauts aujourd'hui constatés. Les moins-values latentes sont déterminées en projetant les pertes finales à partir des pertes estimées à ce jour, qui elles même résultent du « delinquency pipeline », de la sévérité des pertes en cas de défaut et des pertes réalisées en fonction des actifs et vintages des pools.

• **Autres expositions**

Les portefeuilles ne présentant pas d'exposition subprime mais pour lesquels aucun prix n'a pu être identifié ont fait l'objet de valorisation suivant des techniques d'évaluation, en continuité avec les approches mises en œuvre lors des arrêtés précédents. L'ensemble de ces modèles relève du niveau 3 de hiérarchie de juste valeur, c'est-à-dire de modèles utilisant majoritairement des données non observables.

▪ **RMBS européens**

Au 1^{er} octobre 2008, les portefeuilles de RMBS européens notés AAA et AA classés dans les « Instruments à la juste valeur par résultat » et les « Actifs disponibles à la vente » ont été reclassés intégralement en « Prêts et Créances » dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 intitulé « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008. Le transfert a été réalisé pour le montant de leur juste valeur à la date de reclassement, soit 2,144 millions d'euros. L'encours notionnel correspondant était de 2,364 millions d'euros.

La réévaluation des RMBS européens au 30 juin 2009 aurait généré, sans ce reclassement, une moins-value latente de 234 millions d'euros. Suite au reclassement, une dépréciation du risque de contrepartie a été constatée sur ces instruments, au titre du quatrième trimestre 2008, pour un montant de 15 millions d'euros. Une dépréciation complémentaire a été constatée dans les comptes du premier semestre 2009 de 27 millions d'euros.

○ **Expositions nettes**

➤ **RMBS UK**

RMBS Royaume-Uni (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/08	Pertes de valeur au premier semestre 2009	Autres variations	Exposition nette au 30/06/09	Exposition brute au 30/06/09	AAA	AA	A	BBB	BB	B	Non noté
Portefeuille de transaction	41	-4	61	98	132	43	19	18	17			
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	28	0	-28	0	0							
Portefeuille de prêts et créances	588	17	-29	576	612	501	42	30	3			
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	143	-6	-5	132	207	28	6	24	72	2	1	
TOTAL	800	7	-1	806	952	572	67	73	92	2	1	0

➤ **RMBS Espagne**

RMBS Espagne (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/08	Pertes de valeur au premier semestre 2009	Autres variations	Exposition nette au 30/06/09	Exposition brute au 30/06/09	AAA	AA	A	BBB	BB	B	Non noté
Portefeuille de transaction	29	-11	18	36	84	11	8	13	1	3		
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	0	0	0	0	0							
Portefeuille de prêts et créances	650	-1	-41	608	608	439	130	39				
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	18	-5	14	28	53	17	1	3	6	1	0	
TOTAL	697	-17	-9	672	745	468	139	55	6	3	0	0

Le montant total des RMBS européens hors Royaume-Uni et Espagne s'élève à 1 milliard d'euros au 30.06.09 contre 1,1 milliard d'euros à fin 2008

○ **Méthodologie de valorisation :**

Pour la valorisation de ces instruments, il a été développé un modèle consistant à calculer la juste valeur des instruments à partir des « spreads » résultant de données historiques de « benchmark » issues de la base de données Markit. Les « benchmark » sont définis en fonction du type de titrisation, du rating et du pays, et se voient ainsi associer des courbes de « spreads ». Un coefficient de tendance leur est ensuite appliqué visant à ajuster le risque de liquidité. Le calibrage de ce coefficient fait l'objet d'une validation par la Direction des Risques.

▪ **Autres structures non exposées au résidentiel US et pour lesquelles le groupe recourt à un modèle de valorisation**

Les valorisations des actifs suivants, issus des opérations de titrisation, pour lesquelles aucun prix n'a pu être identifié au 30 juin 2009 ont été réalisées à partir de modèles de valorisation :

- modèle de scoring des structures (pour les CDO d'ABS non résidentiels US) définissant le niveau de risque de chacune d'entre elles en fonction de critères discriminants.
- pour les titrisations de portefeuille relevant de l'immobilier commercial (CRE CDO et CMBS – Commercial Mortgage Backed Securities), une approche en stress de crédit a été mise en œuvre à partir d'un modèle de valorisation basé sur des projections de cash flows futurs fonction des taux de pertes cumulées par structure. Les taux de pertes cumulées par structure sont déterminés à partir de ceux relatifs aux prêts sous-jacents, fixés à 10%. Les garanties monolines pour les structures couvertes sont prises en compte en intégrant dans la valorisation la probabilité de défaut des monolines et leur taux de pertes en cas de défaut. Un prix plancher de 3% est retenu en lien avec les estimations de flux de coupons compte tenu de la notation actuelle des structures.

- pour les CDO Trups (Trust Preferred Securities), qui sont des parts de titrisations de dettes bancaires subordonnées émises par des petits ou moyens établissements américains, il a été appliqué une approche en stress reposant sur un modèle de valorisation basé sur des projections de cash flows futurs et de taux de pertes cumulées par structure. Les taux de pertes cumulées ont été déterminés à partir des 84 scénarii de répartition des défauts appliqués à cette classe d'actif publiés par S&P en novembre 2008. L'ensemble des scénarii a été mis en œuvre pour chacune des structures et la moyenne des 42 plus mauvais scénarii a été prise en compte pour déterminer le prix de chaque transaction ;
- pour les CLO, utilisation d'un modèle reposant sur une connaissance détaillée des caractéristiques des opérations et une évaluation du risque de crédit tenant compte de paramètres stressés.

Au 1^{er} octobre 2008, l'essentiel des portefeuilles de CLO non couverts comptabilisés dans les « Instruments à la juste valeur par résultat » et les « Actifs disponibles à la vente » ont été reclassés en « Prêts et Créances » dans les conditions prévues par l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 intitulé « Reclassements d'actifs financiers » publié le 13 octobre 2008. Le transfert a été réalisé pour le montant de leur juste valeur à la date de reclassement, soit 2,217 millions d'euros.

La réévaluation des CLO au 30 juin 2009 aurait généré, sans ce reclassement, une moins-value latente de 70 millions d'euros. Suite au reclassement, une dépréciation du risque de contrepartie a été constatée sur ces instruments, au titre du quatrième trimestre 2008, de 16 millions d'euros. Une dépréciation complémentaire a été constatée dans les comptes du premier semestre 2009 de 105 millions d'euros.

- pour les ABS du portefeuille de Natixis Asset Management et de Natixis Assurances, acquis auprès du FCP ABS+, il a été utilisé un modèle de valorisation consistant à calculer les prix des ABS à partir des « spreads » résultant de données historiques de « benchmark » issues de la base de données Markit. Un coefficient de tendance leur est ensuite appliqué visant à ajuster le risque de liquidité. Le calibrage de ce coefficient fait l'objet d'une validation par la Direction des Risques.

CMBS

CMBS (en millions d'euros)	Exposition nette au 31/12/08	Pertes de valeur au premier semestre 2009	Autres variations	Exposition nette au 30/06/09	Exposition brute au 30/06/09
Portefeuille de transaction	687	-85	-280	321	517
Portefeuille d'actifs en option juste valeur	44	-6	1	39	56
Portefeuille de prêts et créances	157	15	78	250	250
Portefeuille d'actifs disponibles à la vente	199	-63	13	150	292
TOTAL	1 087	-139	-188	760	1 115

La méthode appliquée pour la valorisation des CMBS repose sur les mêmes hypothèses que celles utilisées pour la valorisation des CRE CDO.

Répartition des CMBS par notation	en pourcentage
AAA	60%
AA	20%
A	13%
BBB	6%
BB	0%
B	0%
CCC	0%
CC	0%
C	0%
NR	0%
TOTAL	100%

Répartition des CMBS par pays	en pourcentage
Royaume Uni	8%
Etats-Unis	21%
Europe	71%
TOTAL	100%

5.2 Expositions sur les rehausseurs de crédit (monolines et CDPC)

- Les opérations avec les monolines conclues sous forme de CDS ont fait l'objet de réfections complémentaires liées à l'élargissement des « spreads » des actifs qu'ils garantissent. A ce titre, la méthode de détermination des réfections a été revue au 2^{ème} trimestre 2008 et maintenue depuis. Les réfections ont été déterminées en appliquant aux moins-values latentes des actifs sous-jacents couverts un taux de recouvrement homogène de 10% (taux se justifiant par la faible capitalisation des monolines au regard de leurs expositions en risque) et des probabilités de défaut dont le niveau est inchangé par rapport au 31 décembre 2008, à l'exception de celui de CIFG qui s'est dégradé sur le 1^{er} semestre 2009. Il en est résulté un complément de réfaction de 536 millions d'euros (hors impact change) au titre du premier semestre 2009, portant le stock total à 1,72 milliards d'euros au 30 juin 2009.
Par ailleurs, le stock de provisions sectorielles sur les monolines a été porté à 500 millions d'euros sous l'effet d'une dotation supplémentaire de 200 millions d'euros.

	Données au 30 juin 2009			Données au 31 décembre 2008		
	Notionnel	Expo avant ajustement de valeur	Ajustement de valeur	Notionnel	Expo avant ajustement de valeur	Ajustement de valeur
Protections sur CDO subprime	1 229	578	(407)	1 393	757	(627)
-dont opérations commutées	0	0	0	581	340	(340)
Protections sur CDO non subprime	0	0	0	149	21	(21)
-dont opérations commutées	0	0	0	149	21	(21)
Protections sur CLO	5 592	284	(121)	5 683	210	(68)
Protections sur RMBS	880	301	(132)	927	164	(50)
Protections sur CMBS	922	73	(34)	3 987	800	(361)
-dont opérations commutées	0	0	0	300	5	(5)
Autres risques	8 830	2571	(1 027)	6 220	1 240	(401)
TOTAL	17 453	3 807	(1 721)	18 358	3 190	(1 528)
-dont opérations commutées	0	0	0	1030	365	(365)

	Données au 30	Données au 31 décembre 2008	
	juin 2009	Total	Total hors deals commutés
Exposition avant ajustement de valeur	3 807	3 190	2 825
Ajustement de valeur	(1 721)	(1 528)	(1 162)
Provisions collectives	(500)	(300)	(300)
Exposition résiduelle	1 586	1 363	1 363
% de décote	58%	57%	52%

- Les opérations avec les CDPC (Crédit Derivatives Product Companies) ont fait l'objet d'un affinement de l'approche mise en œuvre concernant les calculs de provisions afférents. Désormais, les probabilités de défaut de chaque CDPC sont évaluées en examinant les portefeuilles par transparence. Les probabilités de défaut historiques moyennes à terme sur 5 ans des sous-jacents sont stressés par un facteur de 1,3 en prenant en compte un taux de recovery de 20%. Il en résulte une probabilité de défaut de la contrepartie, celui-ci étant réputé survenir dès lors que les pertes ainsi déterminées excèdent l'actif net de la CDPC. Les réflexions constatées à ce titre s'élèvent à 192 millions d'euros au 30 juin 2009 en rapport à une exposition économique de 1,45 milliards d'euros. Par ailleurs, la provision collective concernant ce secteur a été renforcée par une dotation complémentaire de 282 millions d'euros portant le stock à 456 millions d'euros.

5.3 Coût du risque

Le coût du risque sur la période ressort à de 2,2 milliards d'euros sous l'effet conjugué du renforcement de la couverture globale de certains secteurs d'activités (notamment les secteurs du LBO et de l'immobilier), de la montée des défauts sur les institutions financières et les financements structurés, du provisionnement de quelques dossiers significatifs ainsi que de la dépréciation des titres reclassés au 1er octobre 2008 en « Prêts et créances » (dans les conditions de l'amendement à la norme IAS39 du 13 octobre 2008 sur les reclassements).

5.4 Dépréciation individuelle de certaines parts de SIV

Les SIV sont des structures qui investissent dans des actifs à moyen ou long terme de notation élevée en utilisant un fort effet de levier. Pour se refinancer, les SIV émettent du papier commercial ou des notes à moyen ou long terme. Leurs émissions étant notées par les agences de rating, les SIV doivent respecter des ratios de liquidité et sont contraints au respect de seuils liés à la valorisation de leurs portefeuilles. Si ces seuils sont atteints ou dépassés, ils doivent procéder à la liquidation de leurs actifs. Au 31 décembre 2008, le montant global de dépréciation des parts de SIV était de 60,8 millions d'euros. La dégradation des valeurs liquidatives des parts de SIV observées sur le semestre a conduit à compléter les dépréciations de 5,1 millions d'euros portant celles-ci à 65,9 millions d'euros au 30 juin 2009. Le montant net des parts de SIV dans les comptes du groupe est de 12,5 millions d'euros au 30 juin 2009.

5.5 Comptabilisation de dépréciations sur la part des crédits syndiqués destinée à être cédée

La crise de liquidité a induit des retards de syndication et des difficultés à replacer sur le marché secondaire la part des crédits prise en première syndication dans un objectif de revente à court terme. Les financements immobiliers et LBO sont les plus affectés.

Les encours dont la date de syndication théorique est dépassée représentent au 30 juin 2009 un montant de 708 millions d'euros en baisse de 149 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008. Les décotes de marché observées à cette date sur ces encours sont de 71,6 millions d'euros contre 96,1 millions d'euros au 31 décembre 2008. Une reprise nette de décote de 24,6 millions d'euros a donc été constatée dans le compte de résultat du 30 juin 2009 au niveau du PNB. Cette diminution résulte de l'effet conjugué d'une amélioration des prix de marché pour certains encours et de la décision de Natixis d'accroître, pour d'autres, sa part finale.

5.6 Expositions sur le groupe Lehman Brothers

Synthèse des expositions du groupe Natixis sur le groupe Lehman Brothers

Nature de l'exposition	Encours brut amorti au 30 juin 2009	Stock de dépréciations et provisions au bilan du 30 juin 2009	Variations du premier semestre 2009	Stock de dépréciations et provisions au bilan du 31 décembre 2008
	<i>(en millions d'euros)</i>	<i>(en millions d'euros)</i>	<i>(en millions d'euros)</i>	<i>(en millions d'euros)</i>
Instrument financiers	189	(160,7)	(0,6)	(160,1)
Garanties de prix accordées à deux OPCVM gérés par NAM	44	(37,6)	1,3	(38,9)
Garantie du risque de contrepartie porté par un OPCVM géré par NAM	60,8	(54,7)	0,5	(55,2)
Instrument de dettes souscrits auprès de Lehman Brothers Treasury Co BV et Lehman Brothers Holdings Inc	73	(6,9)*	4,6	(11,5)*
Divers (A)	96,8	(34,4)	(1,3)	(33,1)
Total	463,6	(294,3)	4,5	(298,8)

(*) Après prise en compte de la participation aux bénéfices différés Assurance.

(A) Le poste « divers » inclut principalement 90,5 millions d'euros de levier investi en parts de fonds pour le compte de la clientèle. Le fonds considéré avait placé 85% de ses actifs auprès du groupe Lehman Brothers qui lui-même avait mis en pension 80% desdits actifs sur le marché.

Le levier a été provisionné à hauteur de 28 millions d'euros en tenant compte du collatéral client et des éléments susmentionnés.

Courant septembre 2008, les évènements de défaut suivants ont affecté plusieurs entités du groupe Lehman Brothers :

- le placement de la société Lehman Brothers Holdings Inc sous le régime des faillites aux Etats-Unis, le 15 septembre 2008 ;
- la mise sous administration judiciaire de la société Lehman Brothers International Europe le 16 septembre 2008 ;
- la mise en liquidation de la société Lehman Brothers Inc le 19 septembre 2008.

Le groupe Natixis a procédé à la notification de ces évènements de défaut aux contreparties concernées, ce qui a eu pour effet de résilier les dérivés, les opérations de repos et de prêts et d'emprunts de titres conclus avec ces sociétés.

Les soldes positifs de résiliation ont été enregistrés à l'actif du bilan de Natixis dans la catégorie des « Prêts et Créances ». Les expositions en risques nets résultant de ces résiliations sont au 30 juin 2009 de 189 millions d'euros et sont dépréciées à cette date pour un montant de 160,7 millions d'euros constaté en coût du risque.

En outre, le groupe Natixis :

- a accordé, courant septembre 2008, une garantie de prix à deux OPCVM gérés par NAM et porteurs de titres de créances émis par des entités du groupe Lehman Brothers. Cette garantie a donné lieu à l'enregistrement d'une provision pour risques de 38,9 millions d'euros dans les comptes du groupe Natixis au 31 décembre 2008. Cette provision a été revue à la baisse (soit une reprise nette de 1,3 millions d'euros) au 30 juin 2009 et figure dans les comptes au 30 juin pour un montant de 37,6 millions d'euros.
- a été appelé au cours du second semestre 2008 au titre de la garantie du risque de contrepartie d'un OPCVM géré par NAM qui avait contracté un swap de performance avec la société Lehman Brothers International Europe. L'appel en garantie s'est traduit par le paiement à première demande au fonds d'un montant de 40,5 millions d'euros et par l'enregistrement de la contrepartie en « Prêts et créances », la société de gestion du fonds ayant adressé à la société Lehman Brothers International Europe une notification de défaut. Une dépréciation de 34,4 millions d'euros a été comptabilisée en coût du risque sur cette créance au 31 décembre 2008. De plus, dans les comptes du 31 décembre 2008, le groupe Natixis a constitué, en coût du risque, une provision pour risque complémentaire de 20,9 millions d'euros au titre du risque de contrepartie résiduel porté par le fonds et garanti par Natixis à la date de maturité du fonds dans le cadre de la garantie en capital et performance accordée au fonds. L'amélioration de la valeur liquidative du fonds au 30 juin 2009 a amené à revoir très légèrement à la baisse la provision pour risque. Celle-ci figure ainsi dans les comptes du 30 juin 2009 pour un montant de 20,3 millions d'euros.
- détient des obligations émises par Lehman Brothers Holdings Inc et par Lehman Brothers Treasury Co BV, classées dans les portefeuilles d' « Actifs disponibles à la vente ». L'encours brut amorti de ces obligations au 31 décembre 2008 était de 77,5 millions d'euros. Après la cession de 4,5 millions d'euros d'obligations au cours du premier semestre 2009, l'encours brut amorti de ces titres au 30 juin 2009 n'est plus que de 73 millions d'euros. La dépréciation associée, après prise en compte de la participation aux bénéfices différée de l'Assurance, est de 6,9 millions d'euros au 30 juin 2009.

5.7 Expositions sur les contreparties Islandaises

Suite aux défaillances de certaines banques au cours du mois de septembre 2008, l'Etat islandais a nationalisé les trois principales banques du pays (Landsbanki, Kaupthing et Glitnir).

Au 30 juin 2009, l'exposition en risque du groupe Natixis sur les banques islandaises s'élève globalement à 162 millions d'euros (contre 174 millions d'euros au 31 décembre 2008) et est constituée de financements et de positions sur dérivés.

Les dépréciations individuelles constituées à fin 2008, en coût du risque, s'élevaient à 93,6 millions d'euros. Une dépréciation complémentaire de 47,6 millions d'euros a été constituée en coût du risque au premier semestre 2009 après une analyse des expositions menée sur chaque contrepartie islandaise et prenant en compte :

- la nature des engagements ;
- les garanties dont bénéficie Natixis ;
- les évolutions marquantes du semestre et les perspectives de recouvrement.

Le montant total des dépréciations sur ces expositions figurent dans le bilan de Natixis pour un montant de 133,7 millions d'euros.

5.8 Expositions sur Madoff

La société « Bernard L. Madoff Investment Securities LLC » est en liquidation judiciaire depuis le 15 décembre 2008 suite à l'arrestation et à la mise en examen de son président pour fraude.

Cette société était l'un des principaux courtiers de la place de New York. Elle exerçait, par ailleurs, des activités de conseil et de dépositaire notamment pour le compte de hedge funds (ci-après appelés Feeders Madoff).

Le groupe Natixis ne détient, pour compte propre, aucune part dans ces fonds. Il est indirectement exposé à des risques de perte nette de couverture d'un montant de 475 millions d'euros dans le cadre de son métier d'émissions indexées sur fonds. Il détient en effet des parts de Feeders Madoff en couverture des titres souscrits par sa clientèle. Le risque de pertes susmentionné résulte du fait que les titres émis par le groupe Natixis bénéficient d'effets de levier ou de garantie en capital à l'échéance.

Les risques inhérents au dossier Madoff sont intégralement provisionnés au 30 juin 2009.

5.9 Incidences de la valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis en juste valeur

La valorisation du spread émetteur sur les émissions de Natixis classées dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option a eu une incidence positive sur le résultat du 30 juin 2009 de 56 millions d'euros. Le stock de juste valeur constaté à ce titre s'établit au 30 juin 2009 à 720 millions d'euros. Pour la détermination de cette valorisation, il a été appliqué la méthodologie suivante : actualisation du produit du nominal des émissions par la marge nette représentative pour chaque émission de l'écart entre le « spread » moyen contractuel et le « spread » de remplacement d'une émission de Natixis de même rating.

5.10 Mesures de soutien de l'Etat

Natixis a bénéficié de façon indirecte, via ses deux principaux actionnaires, des financements mis à disposition des banques par l'Etat Français dans le cadre du plan de soutien au secteur financier approuvé par la Commission européenne. Celui-ci comprend deux volets :

- un mécanisme de refinancement à moyen terme destiné aux établissements de crédit inscrit dans la loi de Finances Rectificative pour le Financement de l'Economie du 16 octobre 2008. Celui-ci permet à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) de lever des fonds sur le marché avec la garantie de l'Etat pour les prêter aux banques françaises contre la remise d'un collatéral ;

- un dispositif de renforcement des fonds propres des banques au travers de la Société de Prise de Participation de l'Etat (SPPE) qui est autorisée à souscrire des titres subordonnés intégrables dans les fonds propres de base des banques émettrices.

Dans ce cadre, la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne ont apporté des financements à Natixis. Ces opérations ont été réalisées à des conditions de marché, sur la base de conventions spécifiques, suivant deux formes :

- des crédits interbancaires à moyen terme garantis par la remise en pleine propriété de créances répondant à certains critères d'éligibilité. Le transfert de propriété des créances permet aux prêteurs (Banque Fédérale des Banques Populaires et Caisse Nationale des Caisses d'Epargne) de nantir ces mêmes créances auprès de la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) dans le cadre des crédits que cet établissement leur a accordé. Les financements accordés à Natixis dans ce cadre par la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, qui ont-elles mêmes bénéficié des financements de la SFEF, représentent un montant de 4,7 milliards d'euros dont 3,9 milliards d'euros ont été obtenus sur le premier semestre 2009. Ces financements figurent au bilan consolidé sur la ligne des « Dettes envers les Etablissements de Crédit ». Les créances remises en garantie sont maintenues au bilan consolidé de Natixis dans leur poste d'origine, les conditions de décomptabilisation prévues par la norme IAS 39 ne se trouvant pas remplies.
- des obligations super subordonnées à durée indéterminée. Au 31 décembre 2008, deux émissions d'un montant de 950 millions d'euros chacune étaient souscrites, l'une en totalité par la Banque Fédérale des Banques Populaires, l'autre en totalité par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne. Au cours du premier semestre, deux autres émissions d'un montant de 1 milliard d'euros chacune ont été souscrites, l'une en totalité par la Banque Fédérale des Banques Populaires, l'autre en totalité par la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne. Ces émissions sont le « miroir » de celles émises par la Banque Fédérale des Banques Populaires et la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et souscrites par la Société de Prise de Participation de l'Etat. Les deux émissions de Natixis sont, en application de la norme IAS 32 et conformément à la position de l'IFRIC, des instruments de dette compte tenu de l'existence d'une obligation de remboursement des intérêts, liée au versement d'un intérêt sur une précédente émission de TSS de même rang (le « linker ») pour laquelle les modalités de paiement prévoient un paiement obligatoire des intérêts.

5.11 Expositions sur les financements LBO

Les portefeuilles LBO se présentent comme suit, par portefeuille comptable :

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Parts finales		
Nombre de dossiers	333	376
Engagements	5 381	5 864
Parts à vendre		
Nombre de dossiers	55	64
Engagements	272	366
Total Prêts et créances	5 653	6 230

(en millions d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Parts à vendre		
Nombre de dossiers	3	6
Engagements	5	8
Total Prêts à la juste valeur	5	8

NOTE 6 Faits postérieurs à la clôture de la période

6.1 Offres d'échange

Le 6 juillet 2009, BPCE [1] a annoncé le lancement d'offres d'échange visant sept lignes de titres de Tier One émis par le groupe Natixis (Natixis SA, NBP Capital Trust I et NBP Capital Trust III) pour un montant total de 1,5 milliards d'euros. Les offres d'échanges ont débuté le 6 juillet 2009 et se sont terminées le 31 juillet 2009. A l'issue de cette période, BPCE a accepté un montant nominal total de 1,187 milliards d'équivalent euros de titres existants en vue d'un échange. Le 4 août 2009, Natixis a rappelé qu'il rachèterait auprès de BPCE la totalité des titres qui ont été apportés à l'échange et acceptés par BPCE afin de les annuler (soit un montant de 1,187 milliard d'euros). En contrepartie de cette rétrocession, Natixis émettra de nouveaux titres super subordonnés qui seront souscrits par BPCE, pour le même montant en principal que les nouveaux titres émis par BPCE dans le cadre de l'opération d'échange, soit 794 millions d'équivalent euros (hors coupon couru sur les titres existants).

Ces opérations permettront à Natixis de réaliser une plus-value de 393 millions d'équivalent euros.

[1] BPCE : futur organe central du nouveau groupe résultant du rapprochement du Groupe Banque Populaire et du Groupe Caisse d'Épargne.

6.2 Garantie des portefeuilles de la GAPC

Natixis a annoncé le 26 Août 2009 s'être accordé avec son principal actionnaire BPCE sur la mise en place d'un dispositif de garantie des portefeuilles de la GAPC par BPCE. Ce mécanisme de protection permettra à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre l'essentiel des risques de pertes postérieures au 30 juin 2009, favorisant ainsi les conditions de succès de son plan stratégique.

NOTE 7 Notes relatives au bilan

7.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces actifs et passifs sont valorisés en juste valeur au cours d'arrêté avec variation de valeur, coupon inclus, dans le poste du compte de résultat « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Aucune dépréciation n'est enregistrée sur ces actifs, le risque de contrepartie étant intégré dans la valeur de marché.

7.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Titres relevant des opérations de transaction		60 262	59 087	89 002
Titres		60 262	59 087	89 002
<i>Revenu fixe</i>		45 275	41 840	69 867
<i>Revenu variable</i>		14 987	17 247	19 135
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension				
Prêts ou créances relevant des opérations de transaction		2 399	3 137	5 536
Sur les établissements de crédit		1 054	1 109	1 212
Sur la clientèle		1 345	2 028	4 324
Instruments dérivés hors couverture		132 632	186 273	99 069
Titres à la juste valeur sur option	7.1.3.2	26 826	35 894	29 397
Titres		14 963	25 142	19 710
<i>Revenu fixe</i>		5 209	13 859	14 686
<i>Revenu variable</i>		9 754	11 283	5 024
Financement contre valeurs ou titres reçus en pension		11 863	10 752	9 687
Prêts ou créances à la juste valeur sur option	7.1.3.2	1 873	1 102	1 503
Sur les établissements de crédit		-53	105	409
Sur la clientèle		1 926	997	1 094
Total		223 992	285 493	224 507

7.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Instruments relevant des opérations de transaction		156 820	210 589	130 206
Ventes à découvert		23 733	24 849	29 558
Instruments dérivés hors couverture		131 010	184 353	98 855
Autres dettes		2 077	1 387	1 793
Instruments à la juste valeur sur option	7.1.3.3	67 004	64 791	84 934
Titres		57 372	55 081	74 818
Titres ou valeurs donnés en pension		6 951	6 266	5 734
Autres dettes		2 681	3 444	4 382
Total		223 824	275 380	215 141

7.1.3 Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

7.1.3.1 Conditions de classification des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option

Les actifs et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par résultat quand ce choix permet de délivrer une information plus pertinente ou quand ces instruments sont porteurs d'un ou plusieurs dérivés incorporés significatifs et séparables.

L'utilisation de l'option juste valeur est considérée délivrer une information plus pertinente dans deux situations :

- en l'absence de concordance comptable entre un actif et un passif économiquement liés. C'est en particulier le cas entre un actif et un dérivé de couverture lorsque les conditions de la comptabilité de couverture ne sont pas remplies ;
- en présence d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers gérés et évalués en juste valeur dans le cadre d'une politique documentée de gestion d'actifs et de passifs.

7.1.3.2 Actifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'Euros au 30/06/2009	Valeur comptable	Valeur comptable des instruments désignés à la juste valeur par résultat en raison d'une distorsion comptable avec un instrument lié.	Valeur comptable des instruments désignés à la juste valeur par résultat et inclus dans un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers gérés et évalués à la juste valeur par résultat	Valeur comptable des instruments hybrides désignés à la juste valeur par résultat en raison de la présence de dérivé(s) incorporé(s) significatif(s) et séparable(s)
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	-53	-53		
Prêts ou créances sur la clientèle	1 926	1 006	920	
Titres à revenus fixes	5 209	1 682	2 870	657
Titres à revenus variables	9 754	6 232	3 408	114
Autres actifs	11 863		11 863	
Total	28 699	8 867	19 061	771

7.1.3.3 Passifs financiers à la juste valeur sur option

En millions d'Euros au 30/06/2009	Valeur comptable	Valeur comptable des instruments désignés à la juste valeur par résultat en raison d'une distorsion comptable avec un instrument lié.	Valeur comptable des instruments désignés à la juste valeur par résultat et inclus dans un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers gérés et évalués à la juste valeur par résultat	Valeur comptable des instruments hybrides désignés à la juste valeur par résultat en raison de la présence de dérivé(s) incorporé(s) significatif(s) et séparable(s).
Dettes auprès d'établissements de crédit	384	384		
Dettes auprès de la clientèle	2 265	2 138	127	
Dettes représentées par un titre	57 316	53 176	4 140	
Dettes subordonnées	56			56
Autres dettes	6 983		6 983	
Total	67 004	55 698	11 250	56

7.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau suivant ventile le poste des actifs financiers disponibles à la vente par nature d'instruments (encours de crédit, titres à revenus fixes, titres à revenus variables). Il fait apparaître la valeur brute avant dépréciation, les dépréciations et la valeur nette après dépréciation. Les actifs disponibles à la vente font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date d'arrêté trimestriel. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation et qu'une diminution de la juste valeur a été précédemment comptabilisée dans les capitaux propres, la perte cumulée est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

La détection d'un indice objectif de dépréciation résulte d'une analyse multicritères qui fait intervenir notamment pour les instruments de dettes le jugement d'expert. Concernant les instruments de capitaux propres cotés, un test de dépréciation est mené pour les titres dont la baisse du cours en deçà de la valeur d'acquisition est significative ou durable. Ce test consiste à réaliser une analyse qualitative des titres ainsi identifiés s'appuyant sur différents facteurs comme l'analyse du cours sur une période donnée, ou bien sur des informations afférentes à la situation de l'émetteur. Le cas échéant, une dépréciation est constatée sur la base du cours de cotation à la date d'arrêté. Indépendamment de cette analyse, une dépréciation est systématiquement constatée dès lors que le titre est en situation de moins-value latente de plus de 30% depuis plus de six mois.

En millions d'Euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Encours de crédit	13	62	365
- Prêts et créances	13	62	365
- Créances rattachées	0		
- Autres			
Titres	32 827	31 866	35 614
- A revenu fixe	25 473	25 141	29 406
- A revenu variable	6 870	6 233	5 758
- Créances rattachées	484	492	450
Total avant dépréciations	32 840	31 928	35 979
Dépréciations	(1 444)	(1 017)	(727)
- Prêts et créances	(0)		
- Titres à revenu fixe	(130)	(124)	(234)
- Titres à revenu variable	(1 314)	(893)	(492)
Total	31 396	30 911	35 253
dont gains et pertes latents	(708)	(1 347)	(288)

7.3 Répartition des instruments valorisés au bilan en juste valeur par source ou mode de valorisation

La norme IAS 39 établit une hiérarchie dans les modalités de détermination de la juste valeur :

- la meilleure représentation de la juste valeur est le prix coté sur un marché actif. Un marché est considéré comme actif si les cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché;

- à défaut, la juste valeur doit être déterminée à l'aide de techniques de valorisation. Ces techniques comprennent la référence à des transactions récentes ou à la juste valeur d'un instrument identique en substance, la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, les modèles de valorisation des actions et toute technique de valorisation couramment utilisée par les intervenants sur le marché.

Lorsqu'un modèle de valorisation est appliqué, il doit utiliser au maximum des données issues du marché. Dans le cas de certains produits structurés, souvent élaborés sur mesure, le modèle de valorisation est parfois alimenté par des paramètres non observables sur le marché.

Pour ces instruments, il ne peut être constaté de profit ou de perte lors de la comptabilisation initiale. La marge dégagée à l'initiation doit être, dans cette situation, différée. Elle est étalée sur la durée de vie de l'instrument.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur au bilan, ventilée suivant la hiérarchie donnée par la norme IAS39 pour déterminer la juste valeur d'un instrument :

Actifs/ Passifs En millions d'euros	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur déterminée à partir de cotations	Juste valeur déterminée à partir d'une technique de valorisation	Montants de juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	
					Juste valeur	Variation de juste valeur comptabilisée en résultat
					Actifs financiers détenus à des fins de transaction	195 293
Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option	28 699	28 699	5 991	22 706	1 953	
Instruments dérivés de couverture (actif)	3 178	3 178		3 178		
Actifs financiers disponibles à la vente	31 396	31 396	26 923	4 473	480	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	156 820	156 820	398	156 422	3 229	-22
Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	67 004	67 004		67 004		
Instruments dérivés de couverture (passif)	948	948		948		
Total	483 338	483 338	71 221	412 117	10 164	608

Dans la colonne « Juste valeur déterminée à partir de cotations » figure la juste valeur des titres cotés sur un marché actif et des dérivés cotés sur un marché organisé.

Dans la colonne « Juste valeur déterminée à partir d'une technique de valorisation » figurent :

- la juste valeur des dérivés de gré à gré. Pour la plupart de ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés ;
- la juste valeur des instruments complexes et/ou d'échéance longue valorisés avec un modèle interne reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables.

Les dérivés et instruments complexes valorisés à partir d'un modèle de valorisation non répandu et/ou utilisant des paramètres de marché en tout ou partie non observables sont isolés sur la colonne « Montants de juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché ». Sont également reprises sur cette colonne les parts de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix au 30 juin 2009 et donc pour lesquelles l'évaluation a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les caractéristiques sont précisées en note 5.1.

7.4 Prêts et créances

7.4.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'Euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Encours	62 205	65 897	97 232
Encours sains	61 804	65 381	97 195
Encours en défaut	401	516	37
Provisions	-360	-324	-68
Total net	61 845	65 573	97 164

7.4.2 Prêts et créances sur la clientèle

En millions d'Euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Encours	114 263	117 960	115 577
Encours sains	110 058	115 912	114 270
Encours en défaut	4 205	2 048	1 307
Provisions	-3 825	-2 356	-1 784
Total net	110 438	115 604	113 793

7.5 Reclassement d'actifs financiers dans le cadre de l'amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 publié le 13 octobre 2008

7.5.1 Reclassement d'actifs financiers

Aucun reclassement n'a été effectué sur le premier semestre 2009.

7.5.2 Variation de juste valeur comptabilisée pour les instruments financiers reclassés sur la période

Aucun reclassement n'a été effectué sur le premier semestre 2009.

7.5.3 Variations de juste valeur qui auraient dû être comptabilisées en l'absence de reclassement

La valorisation des instruments reclassés dans les conditions prévues par l'amendement du 13 octobre 2008 a été réalisée à partir de modèles de valorisation dont les principes sont décrits en note 5.1. Les variations de juste valeur des actifs reclassés, présentées dans le tableau ci-dessous, sont celles qui auraient dû affecter le résultat sur le premier semestre 2009 si ces instruments n'avaient pas été reclassés.

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2009	Valeur comptable au 30/06/2009	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en résultat sur des actifs antérieurement classés à la juste valeur par résultat	30/06/2009 Dépréciations qui auraient été reconnues en résultat sur des actifs antérieurement classés en AFS	Variations de juste valeur qui auraient été comptabilisées en capitaux propres recyclables sur des actifs antérieurement comptabilisés en AFS
Instruments reclassés dans la catégorie :					
Actifs disponibles à la vente					
Prêts et créances	9 540	10 257	-355	-114	-247
Actifs détenus jusqu'à l'échéance					
TOTAL	9 540	10 257	-355	-114	-247

7.5.4 Gains et pertes de la période sur les instruments financiers reclassés

Il s'agit des gains et pertes enregistrés en résultat sur les actifs reclassés après la date de reclassement.

(en millions d'euros)	30/06/2009		31/12/2008	
	PNB	Coût du risque	PNB	Coût du risque
Instruments reclassés dans la catégorie :				
Actifs disponibles à la vente				
Prêts et créances	37	-262	3	-73
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	37	-262	3	-73

7.6 Ecart d'acquisition

En millions d'Euros	01/01/2009	Acquisitions de la période	Affectations	Cessions/ Déconsolidations	Dépréciations	Ecart de conversion	Reclassements	30/06/2009
Valeurs nettes par secteur d'activité et par unité								
Gestion d'actifs	1 618					4		1 622
Groupe NGAM	1 618					4		1 622
Capital investissement et Gestion privée	44							44
Natexis Private Equity et filiales	23							23
Groupe Cie 1818	20							20
Autres	1							1
Services	620			-467		5		158
Groupe CACEIS	462			-467		5		158
Natexis Assurances	96							96
Natexis Interépargne	31							31
Groupe Natexis Garanties	12							12
Natexis Consumer Finance	10							10
Natexis Intertitres	6							6
Slib	3							3
Poste client	514	15						529
Groupe Coface	514	15						529
Autres activités	27							27
Autres	27							27
Total	2 823	15		-467		9		2 380

7.7 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire...) sont ventilées selon la nature de leur support à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « dettes subordonnées ».

Ces dettes sont évaluées à la juste valeur à l'initiation, c'est à dire à leur prix d'émission diminué des coûts de transaction puis évaluées au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) permettant un étalement des frais et des primes d'émission sur la durée de vie des titres.

En millions d'Euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Titres du marché interbancaire			3
Titres de créances négociables	19 800	21 408	25 428
BMTN	1 894	2 896	4 205
CDN	17 906	18 512	21 223
Emprunts obligataires	10 520	12 765	15 676
Autres dettes représentées par un titre		216	2 322
Dettes rattachées	72	217	356
Total	30 392	34 606	43 785

7.8 Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'Euros	Notes	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Autres passifs		14 982	18 219	17 541
Comptes de régularisation (hors assurance)		7 294	4 469	10 485
Comptes de régularisation de l'assurance		496	455	274
Total net		22 772	23 143	28 300

Retraitement du day-one P&L

Le tableau ci-dessous présente la marge différée au premier jour des instruments valorisés à partir de techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables (ou des modèles non reconnus sur le marché) : en début de période, en fin de période, et les variations en cours de période.

Les produits actions représentent la famille de produits qui contribue le plus au stock de marge différée non amortie au 30 juin 2009 compte tenu du caractère non observable des paramètres corrélation actions et volatilité longue actions.

	30/06/2009	31/12/2008
Marge restant à amortir en début de période	183	204
Marge des nouvelles opérations	8	54
Étalement et autres variations de la période	-40	-75
Marge non amortie en fin de période	151	183

La sensibilité du day-one P&L est fonction du profil d'amortissement des opérations. Les impacts d'un raccourcissement de la durée d'étalement du day-one P&L sur le résultat au 30 juin 2009 sont les suivants :

- sur le périmètre actions:

	Impact sur le résultat du 30 juin 2009 (en millions d'euros)
Raccourcissement de la durée d'étalement du day one P&L	
d'une année	4,6
de 5 ans	54,4
de 10 ans	62,0

- sur le périmètre taux-crédit:

	Impact sur le résultat du 30 juin 2009 (en millions d'euros)
Raccourcissement de la durée d'étalement du day one P&L	
d'une année	2,2
de 5 ans	41,9
de 10 ans	68,8

7.9 Provisions et dépréciations

7.9.1 Synthèse des provisions

	01/01/2009	Augmentations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Reclassements selon IAS 39	Variations de périmètre	Autres	30/06/2009
Provisions déduites de l'actif	3 794	2 823	-475	-402	-16		1	50	5 775
Provisions sur prêts et créances	2 720	2 349	-475	-368	-17		1	15	4 225
Dépréciations durables sur actifs financiers disponibles à la vente	1 017	452	-4	-28	1		0	5	1 443
Autres dépréciations	58	22	4	-6				30	107
Provisions de passif	1 482	438	-174	-89	-8		-22	-13	1 614
<u>Provisions pour risques et charges</u>	1 260	432	-170	-87	-10		-22	-20	1 383
Provisions pour risques de contrepartie	664	268	-82	-15	-11		-1	-39	784
Provisions pour risques de dépréciation	22	4		-4					22
Provisions pour engagements sociaux	257	18		-5			-13		257
Provisions pour risques d'exploitation	317	141	-88	-63	1		-8	19	319
Provisions pour épargne réglementée									
<u>Provisions pour impôt courant</u>	222	6	-4	-2	1			7	231
Total	5 276	3 261	-649	-491	-24		-22	37	7 389

Incidences sur le compte de résultat	Dotations	Reprises	Net
Produit Net Bancaire	-576	100	-476
Charges générales d'exploitation	-98	110	12
Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. incorp. et corp.	-2	0	-2
Résultat Brut d'exploitation	-676	210	-466
Coût du risque	-2 578	923	-1 655
Gains ou pertes sur autres actifs			
Résultat avant impôt	-3 254	1 133	-2 121
Impôt sur le résultat	-6	6	0
Résultat net	-3 260	1 139	-2 121

7.9.2 Provisions pour risques et charges

En millions d'Euros	01/01/2009	Augmentation	Reprises utilisées	Reprise non utilisée	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2009
Risques de contrepartie	664	268	-82	-15	-11	-1	-39	784
Engagements de financement et de garantie	214	76	-82	-7			-6	195
Litiges clientèle	24	1		-2		-1	1	23
Autres provisions (1)	426	191		-6	-11		-34	566
Risques de dépréciation	22	4		-4			0	23
Immobilisations financières	5	0		0			0	5
Promotion immobilière		1		0				1
Autres provisions	17	3		-4			0	17
Engagements sociaux	257	18		-5	0	-13	0	257
Risques d'exploitation	317	141	-88	-63	1	-8	19	319
Restructurations (2)	155	64	-85	-12	-1	0	15	135
Autres provisions (3)	162	77	-2	-50	2	-8	5	184
Total	1 260	432	-170	-87	-10	-22	-20	1 383

(1) dont 100 millions d'euros de dotations de la période au titre du risque Madoff

(2) dont 124 millions d'euros au titre des plans d'adaptation de l'emploi à fin juin 2009

(3) dont 3,5 millions d'euros comptabilisés à fin juin 2009 au titre du plan de rétention pour les salariés de la banque de financement et d'investissement

7.10 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations ou des titres de créances émis en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres super subordonnés. Elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti.

Les actions de préférence peuvent être classées, selon l'analyse des contrats, en dettes ou en capitaux propres. Toutes les actions de préférence émises par Natixis sont inscrites en dettes subordonnées.

En millions d'Euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Dettes subordonnées à durée déterminée	7 820	7 994	10 415
Dettes subordonnées à durée indéterminée	6 918	4 958	2 599
Actions de préférence	449	449	422
Dettes rattachées	297	230	249
Total	15 484	13 631	13 685

Evolution des dettes subordonnées au cours de la période

En millions d'Euros	01/01/2009	Emissions (1)	Remboursements (2)	Ecarts de conversion	Variation de périmètre (3)	Autres	30/06/2009
Dettes subordonnées à durée déterminée	7 994						7 820
Titres subordonnés	6 546			-2	-120	-17	6 395
Emprunts subordonnés	1 448		-34	-2	-120	-17	1 425
Dettes subordonnées à durée indéterminée	4 958	2 000		2	-20	-22	6 918
Titres super subordonnés	4 844	2 000		2	-20	-23	6 803
Titres subordonnés	86					1	87
Emprunts subordonnés	28						28
Total	12 952	2 000	-34		-140	-39	14 738

Ce tableau ne prend pas en compte

- les actions de préférence,
- les dettes rattachées.

(1) Les émissions d'emprunts et titres subordonnés du premier semestre 2009 concernent :

- deux tranches de Titres Super-Subordonnés de 1 milliard chacune souscrites respectivement par les groupes des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires en miroir de leurs propres émissions auprès de la Société de Prise de Participations de l'Etat (juin 2009)

(2) Au 30 juin 2009, les remboursements d'emprunts et titres subordonnés concernent :

- le remboursement d'un Emprunt Subordonné Remboursable par Natixis Funding : il s'agit de la tranche arrivée à échéance en mai 2009 qui avait été émise en francs, ayant une contre-valeur de 5 millions d'euros.
- les remboursements d'Emprunts Subordonnés Remboursables par Natixis, à savoir la tranche arrivée à échéance en février 2009 émise auprès de la Banque Fédérale des Banques Populaires en francs, ayant une contre-valeur 0,3 millions d'euros, ainsi que les tranches arrivées à échéance en mars et mai 2009 pour 17,9 millions d'euros.

De façon anticipée :

- le remboursement partiel de Titres Subordonnés Remboursables par Natixis suite au rachat d'une partie de ces titres par Natixis Funding pour un montant total de 11 millions d'euros : il s'agit des tranches émises en avril 2000, décembre 2006 et janvier 2007.

(3) Les variations de périmètre concernent la déconsolidation de CACEIS, entraînant une diminution des emprunts super-subordonnés de 20 millions d'euros et des autres titres subordonnés de 120 millions d'euros.

NOTE 8 Notes relatives au compte de résultat

8.1 Marge d'intérêt

Les postes « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » enregistrent les intérêts des titres à revenus fixes comptabilisés dans les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » et « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », ainsi que les intérêts sur les prêts/emprunts et créances/dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti donnent lieu à la comptabilisation d'intérêts calculés sur la base du taux d'intérêt effectif (TIE).

En millions d'Euros	30/06/2009			30/06/2008			31/12/2008		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Banque Centrale, CCP	11	-3	7	1	-10	-9	2	-26	-24
Intérêts sur titres	681	-352	329	1 138	-1 476	-339	1 723	-2 056	-333
Prêts et créances	3 777	-2 296	1 481	6 402	-5 416	986	12 573	-9 347	3 226
Sur les établissements de crédit	1 872	-2 042	-170	3 336	-4 289	-953	6 586	-6 774	-188
Sur la clientèle	1 713	-238	1 475	2 805	-1 116	1 688	5 583	-2 544	3 039
Location financement	192	-16	176	261	-10	251	404	-29	375
Dettes subordonnées		-351	-351		-186	-186		-504	-504
Autres	0	-1	-1	-4		-4	11	-25	-14
Instruments de couverture	1 084	-963	121	911	-166	745	2 214	-2 532	-318
interruption de la relation de couverture (CFH)				231	-149	82			
Intérêts courus ou échus sur instruments dérivés	1 084	-963	121	680	-18	662	2 214	-2 532	-318
Intérêts sur créances dépréciées y compris créances restructurées	12		12	3		3	13		13
Total	5 565	-3 967	1 598	8 451	-7 254	1 197	16 536	-14 490	2 046

8.2 Commissions nettes

Les modalités de comptabilisation des commissions reçues rattachées à des services ou à des instruments financiers dépendent de la finalité des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auquel le service est attaché. Les commissions rémunérant une prestation de service immédiate telles que les commissions d'apporteur d'affaires, sont enregistrées en produits dès l'achèvement de la prestation ; celles perçues dans le cadre d'une prestation de service continu, telles que les commissions de garantie ou les commissions de gestion, sont étalées prorata temporis sur la durée de la prestation.

Les commissions de fiducie ou d'activités analogues sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom de particuliers, de régimes de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument, telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits, sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée du celui-ci. En application des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ces commissions figurent donc parmi les produits d'intérêt et non dans le poste « Commissions ».

En millions d'Euros	30/06/2009			30/06/2008			31/12/2008		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations avec les établissements de crédit	1	-24	-23	1	-11	-10	16	-24	-8
Opérations avec la clientèle	221	7	228	325	-216	109	574	-73	501
Opérations sur titres	93	-406	-313	146	-71	75	251	-169	82
Opérations sur moyens de paiement	114	-44	70	104	-29	75	318	-87	231
Prestations de services financiers	188	-264	-76	188	-107	81	416	-64	-227
Opérations de fiducie	871		871	1 193	-277	916	2 163	-57	2 106
Commissions sur engagements de financement, de garantie, de titres, d'instruments dérivés	80	-20	60	59	-12	47	156	-24	132
Autres	116	-162	-46	18	-3	15	247	-284	-37
Total	1 684	-912	771	2 034	-724	1 310	4 141	-1 361	2 780

8.3 Gains ou pertes sur actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les gains ou pertes sur actifs et passifs à la juste valeur par résultat, y compris les intérêts générés par ces instruments sauf pour les dérivés de couverture.

En millions d'Euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture	-1 256	-1 659	-3 096
Gains nets sur les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction (1)	-2 145	-1 210	-2 026
<i>dont Dérivés hors couverture</i>	-2 430	-887	-555
Gains nets sur les autres actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option	-6	802	-1 385
Autres	895	-1 251	315
Dérivés de couverture et variation de l'élément couvert	-25	-24	72
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie (CFH)	-57	-6	9
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	32	-18	63
<i>Variation de la couverture de juste valeur</i>	-293	-39	628
<i>Variation de l'élément couvert</i>	325	21	-565
Total	-1 281	-1 683	-3 024

(1) La ligne « Gains nets sur les actifs et passifs financiers hors dérivés de couverture » inclut :

- les réfections appliquées à la juste valeur des CDS conclus avec des monolines, comme explicitées en note 5.2, pour un montant de 536 Millions d'euros au 30 juin 2009,
- Les réfections appliquées aux dérivés de crédit conclus avec des CDPC pour un montant de 120 millions d'euros au 30 juin 2009.
- les moins-values, résultant de la valorisation des CDO d'ABS à composante subprime, pour un montant de 300 Millions d'euros au 30 juin 2009 (cf. note 5.1),

La ligne « Dérivés de couverture et variation des éléments couverts » comprend les variations de juste valeur des dérivés classés en couverture de juste valeur, ainsi que la réévaluation symétrique des éléments couverts. Elle enregistre également la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

8.4 Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

Les gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comprennent essentiellement les résultats de cession des titres, les dividendes et les pertes de valeur (dépréciation durable) sur titres à revenu variable.

Les titres à revenu variable classés dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » font l'objet de tests de dépréciation lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

Les pertes de valeur des titres à revenu fixe sont comptabilisées en coût du risque.

Les encours dont la date de syndication théorique était dépassée au 30 juin 2009 ont fait l'objet sur base individuelle d'une analyse afin de prendre en compte dans le résultat les éventuelles décotes de marché observées à la date de clôture.

En millions d'Euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Dividendes	122	152	269
Résultats de cession	44	115	138
Pertes de valeur des titres à revenu variable	-447	-214	-730
Décotes sur crédits syndiqués	-72	-39	-96
Total	-353	14	-419

8.5 Autres produits et charges

Les produits et charges des autres activités recouvrent notamment les produits et charges accessoires sur la location-financement et les produits et charges sur les immeubles de placement.

Ce poste comprend également les charges et produits liés à l'activité d'assurance, et notamment les primes reçues de l'assurance vie, les charges de prestation et les dotations et reprises de provisions techniques des contrats d'assurance.

En millions d'Euros	30/06/2009			30/06/2008			31/12/2008		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations de location financement	59	-57	2	36	-92	-56	139	-105	34
Immeubles de placement	46	-25	21	67	-28	39	107	-47	60
Autres immobilisations hors exploitation					-1	-1			
Promotion immobilière									
Sous total activités immobilières	106	- 82	24	103	-121	-18	246	-151	94
Dotations/reprises nettes de provisions techniques sur contrats d'assurance		-236	-236		-133	-133		-128	-128
Autres charges et produits d'assurance	2 482	-2432	51	2578	-1851	727	4491	-3045	1446
Sous total assurance	2 482	- 2 668	-185	2578	-1983	595	4491	-3173	1318
Opération de location simple	14	-12	2	30	-21	9	41	-32	10
Autres produits et charges accessoires	280	-182	98	320	-191	129	594	-465	129
Total	2 882	(2 944)	(62)	3 030	(2 315)	715	5 372	(3 821)	1 551

8.6 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets des refacturations, les charges sociales ainsi que les avantages au personnel tels que les charges de retraite (partie relative aux régimes à prestations définies) ou encore les charges relatives aux paiements sur base d'actions, conformément à la norme IFRS 2. Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et les services extérieurs.

Le coût estimé du premier plan d'adaptation de l'emploi, soit 144 millions d'euros, a été intégralement provisionné dans les comptes du premier semestre 2008. Son montant est pris en compte sur la ligne « Frais de personnel - Autres » du tableau ci-dessous. Une dotation complémentaire de 8 millions d'euros a été comptabilisée au cours du 1^{er} semestre 2009 afin de tenir compte des caractéristiques finales de la population bénéficiaire. Sur la même période, une reprise de provision de 81,7 millions d'euros a été effectuée au titre des paiements déjà réalisés dans le cadre des premiers départs.

Le coût estimé du second plan d'adaptation de l'emploi a été entièrement provisionné dans les comptes du 1^{er} semestre 2009 pour un montant de 53,6 millions d'euros.

En millions d'Euros		30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Frais de personnel				
	Salaires et traitements (1)	(985)	(1 084)	(1 909)
	Avantages de retraite et autres	(74)	(70)	(123)
	Charges sociales	(232)	(223)	(432)
	Intéressement et participation	(26)	(47)	(93)
	Impôts et taxes liés aux rémunérations	(54)	(63)	(108)
	Autres	20	(134)	(142)
Total Frais de personnel		(1 352)	(1 622)	(2 807)
Autres charges d'exploitation				
	Impôts et taxes	(70)	(67)	(114)
	Services extérieurs	(843)	(958)	(1 868)
	Autres	(26)	12	(63)
Total Autres charges d'exploitation		(939)	(1 013)	(2 045)
Total		(2 291)	(2 635)	(4 852)
<i>(1) dont paiements en actions</i>		<i>(6)</i>	<i>(7)</i>	<i>(15)</i>

8.7 Coût du risque

Ce poste enregistre principalement la charge du risque sur les opérations de crédit : les dotations nettes de reprises de provisions, individuelles et collectives, les créances passées en perte sur la période et les récupérations sur les créances amorties.

En millions d'euros	30/06/2009					30/06/2008				
	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions pour risques et charges	-268	15			-253	-17	23			6
Engagement par signature	-76	7			-69	-15	4			-11
Autres	-192	8			-184	-2	19			17
Provisions sur actifs financiers	-2311	356	-11	5	-1961	-437	121	-67	4	-380
Coût du risque	-2 579	371	-11	5	-2 214	-454	144	-67	4	-374
dont										
. Reprises de dépréciations sans objet		371								
. Reprises de dépréciations utilisées		551								
sous-total reprises :		922								
. Pertes couvertes par provisions		-551								

8.8 Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

En millions d'Euros	30/06/2009		30/06/2008		31/12/2008	
	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat	Valeur des participations mises en équivalence	Résultat
Caisses d'Epargne	4 836	147	4 718	148	4 632	246
Banques Populaires	4 581	114	4 499	135	4 561	203
Autres	69	9	107	17	126	35
Total	9 487	270	9 323	300	9 319	484

8.9 Rapprochement entre la charge d'impôt totale et la charge d'impôt théorique

En millions d'euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
+ Résultat net- Part du groupe	-2 722	-948	-2 799
+ Résultat net- Part des minoritaires	23	56	72
+ Impôt de l'exercice	-949	-242	-705
+ Résultat des activités arrêtées			
+ Amortissement des écarts d'acquisition			73
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	-271	-300	-484
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	-3 918	-1 434	-3 843
+/- Différences permanentes (1)	-166	-200	-518
= Résultat fiscal consolidé	-4 084	-1 634	-4 361
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	1 361	545	1 454
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	23	7	40
+ Impôt au taux réduit	0	-5	-1
+ Défis limités par prudence	-545	-289	-932
+ Effets de l'intégration fiscale	39	18	20
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	-8	5	-42
+ Redressements fiscaux	-4	-20	59
+ Crédits d'impôt	4	-20	12
+ Impôt de distribution des CCI	-37	-36	-67
+ Impôt sur exercices antérieurs (2)	165		176
+ Autres éléments	-49	37	-14
= Charge d'impôt de l'exercice	949	242	705
dont: impôt exigible	85	-213	-103
impôt différé	864	455	808

(1) Les principales déductions opérées au titre des différences permanentes sont les résultats exonérés des filiales étrangères situées au Luxembourg et aux USA, l'amortissement fiscal du goodwill aux Etats-Unis et les résultats exonérés des filiales françaises à statut de SCR. Au 30 juin 2009 ces derniers ne sont pas significatifs.

(2) Ce produit comprend en 2009 un produit de carry-back de 188 millions d'euros enregistré par la maison mère du groupe d'intégration fiscale française et en 2008 des impôts différés actif pour 135 millions d'euros enregistrés par la succursale de New York.

NOTE 9 Notes relatives à l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	Mouvements de la période N (1 ^{er} janvier au 30 juin 2009)	Mouvements de la période N-1 (1 ^{er} janvier au 30 juin 2008)	Mouvements de la période (exercice 2008)
En millions d'euros			
Ecarts de conversion			
<i>Reclassement vers le résultat</i>	(15)	0	(36)
<i>Autres mouvements</i>	80	(169)	95
	65	(169)	59
Réévaluation des actifs disponibles à la vente ⁽¹⁾			
<i>Reclassement vers le résultat</i>	236	181	358
<i>Autres mouvements</i>	(110)	(746)	(1 459)
	126	(565)	(1 101)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture ⁽¹⁾			
<i>Reclassement vers le résultat</i>	164	(107)	88
<i>Autres mouvements</i>	(244)	219	(732)
	(80)	111	(644)
Quote part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence			
<i>Reclassement vers le résultat</i>	11	(17)	14
<i>Autres mouvements</i>	(68)	(136)	(482)
	(57)	(153)	(468)
Impôts	(2)	87	138
TOTAL	51	(688)	(2 016)

⁽¹⁾ Conformément à l'option retenue pour le Groupe, les montants sont présentés bruts d'impôt.

Détail de l'impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	30-juin-09			30-juin-08			31-déc-08		
	Montant			Montant			Montant		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	65	N/A (1)	65	-169	N/A (1)	-169	59	N/A (1)	59
Réévaluation des Actifs disponibles à la vente	126	-6	120	-565	125	-440	-1 101	55	-1 046
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-80	4	-77	111	-38	73	-644	83	-561
Quote part de gains ou pertes latents ou différés sur entités mises en équivalence	-57	N/A (2)	-57	-153	N/A (2)	-153	-468	N/A (2)	-468
Total des variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	53	-2	51	-776	87	-688	-2 154	138	-2 016

(1) les écarts de conversion ne génèrent pas d'impôts différés.

(2) les gains et pertes latents relatifs aux entités mises en équivalence sont présentés nets d'impôt.

NOTE 10 Analyse sectorielle du résultat

30/06/2009								
En millions d'Euros	Banque de détail	Banque de Financement et d'Investissement	Gestion d'actifs	Capital Investissement & Gestion Privée	Services	Poste Client	Autres activités	Total
	[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	
Produit net bancaire		-505	612	-5	578	181	-188	674
<i>évolution 2009/2008 (1)</i>		20%	-11%	-103%	-26%	-62%	20%	-57%
Frais généraux et assimilés		-913	-459	-81	-408	-365	-170	-2 398
<i>évolution 2009/2008 (1)</i>		-16%	-9%	-8%	-17%	5%	-15%	-12%
Résultat brut d'exploitation		-1 418	153	-87	170	-184	-358	-1 724
<i>évolution 2009/2008 (1)</i>		-6%	-16%	-191%	-41%	-248%	0%	47%
Résultat courant avant impôt	189	-3 580	150	-86	141	-177	-284	-3 647
<i>évolution 2009/2008 (1)</i>	-9%	99%	-20%	-191%	-52%	-246%	18%	222%

(1) Il s'agit de l'évolution entre le 30 juin 2008 et le 30 juin 2009.

Détail de la BFI entre activités pérenne et cantonnée

30/06/2009			
En millions d'Euros	BFI Pérenne	GAPC	BFI Total
Produit net bancaire	1 390	-1 895	-505
Frais généraux et assimilés	-833	-80	-913
Résultat brut d'exploitation	557	-1 975	-1 418
Résultat courant avant impôt	-599	-2 981	-3 580

Les soldes intermédiaires présentés ci-dessus sont répartis en fonction des six secteurs d'activité, correspondant aux six pôles métiers identifiés dans l'organigramme des activités de Natixis :

- le pôle « Banque de détail » [1] réunit les activités des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne qui sont intégrées par Natixis au travers de sa participation de 20% ;
- le pôle « Banque de Financement et d'Investissement » [2] rassemble les activités de financement et de marché tournées vers les grandes clientèles ;
- le pôle « Gestion d'actifs » [3] concentre les activités de gestion d'actifs exercées par plusieurs filiales dont NGAM ;
- le pôle « Capital-Investissement et Gestion Privée » [4] comprend le capital-investissement (Natixis Private Equity) et la gestion de fortune (Banque Privée 1818 et Natixis Private Banking Luxembourg) ;
- le pôle « Services » [5] rassemble les activités suivantes : titres avec la conservation retail (EuroTitres) et les services aux investisseurs (CACEIS), paiements, assurances et cautions (Natixis Assurances et Compagnie Européenne des Garanties et Cautions), ingénierie sociale (Natixis Interépargne), financements spécialisés avec le crédit à la consommation (Natixis Financement) et le crédit-bail (Natixis Lease) et les services bancaires internationaux (Natixis Pramex International) ;
- le pôle « Poste Client » [6] regroupe les métiers d'assurance-crédit et de services de « credit management » exercés par Coface avec les métiers d'affacturage de Natixis Factor et de VR Factorem ;
- les « Autres activités » [7] sont les activités non directement opérationnelles de Natixis, notamment sa propre activité holding auprès de ses filiales directes. Le produit net bancaire provient de la gestion de la trésorerie sociale, de revenus immobiliers et des activités institutionnelles exercées pour le compte de l'Etat. Les frais généraux représentent les charges de structure non réallouées par pôle. Figurent également en « Autres activités » certaines écritures de consolidation non affectables par filière.

NOTE 11 Autres informations

11.1 Parties liées

Relations entre les sociétés consolidées du groupe

Les principales opérations de Natixis avec les parties liées (le Groupe Banque Populaire incluant la Banque Fédérale et ses filiales et les Banques Populaires et leurs filiales, le Groupe Caisse d'Epargne incluant la CNCE et ses filiales et les Caisses d'Epargne et leurs filiales, les participations consolidées en intégration proportionnelle pour la part non éliminée en consolidation et l'ensemble des participations comptabilisées par mise en équivalence) sont détaillées ci-dessous :

En millions d'Euros	30/06/2009				30/06/2008				31/12/2008			
	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence (hors CCI des BP et des CEP)	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence (hors CCI des BP et des CEP)	Groupe Banque Populaire (dont CCI des BP)	Groupe Caisse d'Epargne (dont CCI des CEP)	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence (hors CCI des BP et des CEP)
ACTIF												
Actifs à la juste valeur par le résultat	777	5 799			2 375	2 199			1 130	5 311		50
Actifs financiers disponibles à la vente	2 232	5 126	760		395	737			2 465	5 752	1 618	
Prêts et créances sur établissements de crédit	19 278	8 358			22 871	8 849	150		16 511	9 557	86	
Prêts et créances sur la clientèle	552	59			618	83			583	4		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	100				19				131	44		
PASSIF												
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	12 903	8 637	104		1 336	1 250	628		5 086	12 046	1 095	
Dettes envers les établissements de crédit	14 434	25 491			5 869	4 399	518		14 994	13 278	1 227	
Dettes envers la clientèle	87				91	2			33	4		
Dettes représentées par un titre			105		1 587	82					868	
Dettes subordonnées	2 751	3 499			2 066	2 261			1 669	2 553	-45	
RESULTAT												
Intérêts et produits assimilés	293	159			843	232	5		1 036	417	8	2
Intérêts et charges assimilés	-266	-265	-1		-211	-189	-4		-178	-326	-46	
Commissions nettes	-73	-23			-115	25	-6		-18	-69	-12	
Gains /pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	246	881	-2		81	-86	-23		154	8	-45	
Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente												
Produits et Charges des autres activités	-56	-11			39	5			-70	-46	2	
Charges générales d'exploitation	-3	-13				-14			-1	-23	-18	
ENGAGEMENTS												
Engagements donnés	3 716	47 882			1 094	41 804			1 287	42 500	47	
Engagements reçus	4 757	1 272			4 513	3 335			5 346	3 986		

Information financière résumée des entreprises associées

En millions d'Euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
BILAN - ACTIF	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Caisse, Banques Centrales, CCP	2 972	3 621	3 937	952	902	1 186
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 747	7 944	6 042	6 064	6 384	6 329
Instruments dérivés de couverture	271	330	583	489	559	537
Actifs financiers disponibles à la vente	19 174	17 389	19 684	31 619	33 008	28 548
Prêts et créances sur établissements de crédit	24 945	8 264	26 207	140 344	126 670	135 159
Prêts et créances sur la clientèle	139 532	129 068	138 520	131 334	127 131	129 505
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	49	4	29	170	83	149
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	414			1 908	2 078	2 115
Actifs d'impôts courants, actifs d'impôts différés	748	656	813	952	778	1 222
Comptes de régularisation et actifs divers	8 659	7 589	9 167	3 851	3 496	5 172
Actifs non courants destinés à être cédés		135				
Participations dans les entreprises mise en équivalence	142		143			
Immeubles de placement	196	204	211	108	106	106
Immobilisations corporelles	1 528	1 369	1 482	1 512	1 513	1 528
Immobilisations incorporelles	82	67	81	113	110	113
Ecart d'acquisition	721	9	386			
TOTAL ACTIF	209 180	176 649	207 285	319 416	302 818	311 669

En millions d'Euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
BILAN - PASSIF	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Banques centrales, CCP	2	16		3	6	10
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 797	2 716	2 832	767	551	871
Instruments dérivés de couverture	790	326	853	1 517	382	970
Dettes envers les établissements de crédit	45 969	28 117	44 623	87 147	83 400	83 099
Dettes envers la clientèle	104 723	92 689	101 516	197 984	187 627	195 423
Dettes représentées par un titre	19 343	19 767	22 781	1 217	2 180	1 208
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	11	7	220	55	188
Passifs d'impôts courants, passifs d'impôts différés	301	270	209	160	138	72
Comptes de régularisation et passifs divers	3 453	3 433	3 058	4 266	3 693	4 898
Provisions techniques des contrats d'assurance	4 025	3 889	3 783			
Provisions pour risques et charges	1 257	1 254	1 220	1 425	1 442	1 453
Dettes subordonnées	2 290	428	2 216	1 896	1 124	1 881
Capitaux propres part du groupe	24 074	23 596	23 896	22 814	22 220	21 596
- Capital et réserves liées	6 198	13 669	5 884	11 687	10 392	10 876
- Réserves consolidées	12 500	3 748	11 670	10 645	10 017	10 025
- Gains ou pertes latents ou différés	4 843	5 519	5 317	-55	1 255	-223
- Résultat de l'exercice	533	660	1 025	537	556	918
Intérêts minoritaires	148	137	291			
TOTAL PASSIF	209 180	176 649	207 285	319 416	302 818	311 669

En millions d'Euros	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
COMPTE DE RESULTAT	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Banque Populaire	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne	CCI Caisse d'Epargne
Intérêts et produits assimilés	4 173	4 056	8 746	5 944	6 423	13 330
Intérêts et charges assimilés	-2 517	-2 620	-5 691	-4 197	-4 998	-10 510
Commissions (produits)	1 358	1 233	2 623	1 241	1 263	2 493
Commissions (charges)	-236	-162	-448	-213	-210	-418
Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat	59	80	-34	58	18	12
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	151	306	446	210	420	827
Produits des autres activités	633	553	1 075	91	82	167
Charges des autres activités	-595	-510	-1 019	-52	-67	-158
Produit Net Bancaire	3 026	2 936	5 698	3 082	2 931	5 743
Charges générales d'exploitation	-1 842	-1 760	-3 581	-2 102	-2 076	-4 229
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	-111	-104	-222	-109	-106	-221
Résultat Brut d'exploitation	1 073	1 072	1 895	871	749	1 293
Coût du risque	-342	-200	-529	-159	-98	-395
Résultat Net d'exploitation	731	872	1 366	712	651	898
Quote-part dans le résultat des entreprises mise en équivalence	4	6	10			
Gains ou pertes sur autres actifs	8	2	2	-4	1	14
Variation de la valeur des écarts d'acquisition			1			
Résultat avant impôt	743	880	1 379	708	652	912
Impôts sur les bénéfices	-198	-215	-329	-171	-96	6
Résultat net	545	665	1 050	537	556	918
Intérêts minoritaires	-12	-5	-25			
Résultat net part du Groupe	533	660	1 025	537	556	918
Résultat net part du groupe des CCI à 20%	107	132	205	107	111	184
Retraitements de consolidation :						
- Profit d'augmentation de la quote-part de résultat	16	21	25	40	38	78
- Autres retraitements	-9	-18	-27	-1	-1	-16
Quote-part de résultat dans les comptes de Natixis	114	135	203	146	148	246

11.2 Résultat des entreprises d'assurance

Les sociétés du périmètre Natixis concernées par la présentation assurance sont : Coface et ses filiales (assurance-crédit, information et gestion de créances), Natixis Assurances et ses filiales (assurance-vie, prévoyance, IARD).

Le tableau ci-dessous permet d'opérer un passage entre les comptes consolidés des entreprises d'assurance, tels qu'établis à leur niveau, et la traduction de ces comptes dans les comptes présentés au format bancaire. Ce tableau ne représente pas la contribution au résultat de ces filiales dans le résultat consolidé de Natixis, du fait de retraitements comptabilisés au niveau Groupe.

Les principaux reclassements concernent la différence de comptabilisation des frais généraux, imputés par destination selon le format assurances et par nature selon le format bancaire.

Au niveau du Produit Net Bancaire, les éléments d'assurance présentant une nature bancaire (intérêts et commissions principalement) ont été reclassés dans ces postes par homogénéisation avec les comptes bancaires présentés. Les provisions techniques et les charges de sinistres sont affectées en diminution du PNB et non en coût du risque.

Au bilan, les reclassements sont peu significatifs ; l'essentiel des postes spécifiques du bilan des entreprises d'assurance est présenté au poste « Placements des entreprises d'assurance » à l'actif et « Provisions techniques des entreprises d'assurance » au passif. Les créances et dettes rattachées, présentées en comptes de régulation dans le format assurance, ont été reclassées sur les mêmes lignes que le principal, conformément à la présentation bancaire.

COMPTE DE RESULTAT

En millions d'euros LIBELLE	30/06/2009	30/06/2009					
	Présentation assurance	Présentation bancaire					
		PNB	Frais Généraux	RBE	Impôts	Autres éléments	Résultat net
<i>Primes émises</i>	2 545	2 545		2 545			2 545
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1	-1		-1			-1
Primes acquises	2 544	2 544		2 544			2 544
Produits d'exploitation bancaire	105	105		105			105
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	172	172		172			172
Autres produits d'exploitation	8	8		8			8
<i>Produits des placements</i>	629	629		629			629
<i>Charges des placements</i>	-52	-50	-2	-52			-52
<i>Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	29	11		11		18	29
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	91	91		91			91
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-314	-302		-302		-12	-314
Produits des placements nets de charges	384	380	-2	378		6	384
Charges des prestations des contrats	-2 743	-2 709	-34	-2 743			-2 743
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	200	200		200			200
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	-173	-173		-173			-173
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	27	27		27			27
Coût du risque	-16	0		0		-16	-16
Charges d'exploitation bancaire							
Frais d'acquisition des contrats	-202	-141	-61	-202			-202
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-209	-84	-125	-209			-209
Autres produits et charges opérationnels courants	-188	-25	-163	-188			-188
Autres produits et charges opérationnels	22	26	-4	22			22
RESULTAT OPERATIONNEL	-94	304	-389	-85		-10	-94
Charge de financement	-17	-17		-17			-17
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	0		0		5	5
Impôts sur les résultats	36	0		0	36		36
Résultat après impôt des activités discontinuées							
Intérêts minoritaires	-2	0		0		-2	-2
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-72	287	-389	-102	36	-7	-72

11.3 Paiement sur base d'actions

■ Plans d'options de souscription Natixis

Natixis attribue à certains de ses salariés des options de souscription d'actions. Ces options sont exerçables sur une fenêtre de 3 ans à l'issue d'une période d'indisponibilité de 4 ans. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options attribuées après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date d'arrêté sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution aux salariés. Cette juste valeur, déterminée grâce au modèle de valorisation de Black & Scholes, est étalée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits par contrepartie des capitaux propres. Ce montant est révisé à chaque date d'arrêté et ajusté dès lors que des informations subséquentes viennent modifier les premières estimations de droits acquis.

La charge est alors recalculée ; les ajustements affectent les étalements de l'exercice en cours et des exercices suivants.

Natixis est concernée par la norme IFRS 2 pour quatre plans dont la date d'attribution est postérieure au 7 novembre 2002, conformément aux dispositions transitoires de cette norme, et dont les droits ne sont pas encore acquis au 30 juin 2009.

Plan d'options :

Année du plan	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options attribuées - Périmètre Natixis	Exerçables à compter du	Date d'expiration d'exercice des options	Prix d'exercice	Options en circulation au 30/06/09	Juste valeur	Cours de l'action à la date d'attribution
Plan 2005	15/11/2005	7 653 800	4 573 800	15/11/2009	14/11/2012	7,74	7 543 690	2,46	13,00
Plan 2007	29/01/2007	15 398 922	7 698 922	29/01/2011	28/01/2014	14,38	15 123 108	5,03	21,97
Plan 2008	21/01/2008	7 576 792		21/01/2012	20/01/2015	8,27	6 249 312	1,69	10,63

Aucun plan n'a été attribué sur l'exercice 2006.

	Plan 2005	Plan 2007	Plan 2008
Nombre d'options existantes au 01/01/2009	7 543 690	15 123 108	6 249 312
- Attribuées au cours du 1er semestre 2009			
- Perdues au cours du 1er semestre 2009			
- Expirées au cours du 1er semestre 2009			
- Exercées au cours du 1er semestre 2009			
Nombre d'options existantes au 30/06/2009	7 543 690	15 123 108	6 249 312

Principales hypothèses utilisées pour la valorisation des plans d'options par Natixis :

	Plan 2005	Plan 2007	Plan 2008
Méthode de valorisation	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes
Taux d'intérêt sans risque (1)	3%	4%	4%
Volatilité future de l'action (2)	20%	33%	43%
Taux de distribution des dividendes (3)	3,54% par an	4,75% par an	4,23% par an
Taux de perte des droits	2%	2%	2%

(1) Le taux sans risque est le taux des courbes standard de la banque, i.e. les courbes de taux de swaps interbancaires

(2) La volatilité des options a été estimée à partir de la volatilité historique du cours de l'action Natixis et du critère d'écart entre les volatilités historiques et implicites des sociétés ayant un profil similaire.

(3) Le taux de dividende correspond en général au dernier dividende versé sans progression dans le futur avec maintien du dernier niveau.

Montant de la charge enregistrée en résultat

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
<i>Charge nette provenant des plans d'options Natixis</i>	3 736	4 931	9 944

▪ **Schéma d'attribution gratuite d'actions Natixis (SAGA)**

Le Directoire de Natixis du 12 novembre 2007 a attribué gratuitement, de manière égalitaire et nominative, 60 actions Natixis au profit de chacun des salariés des groupes Natixis, Banque Populaire, et Caisse d'Epargne. Plus précisément, cette attribution concerne les salariés, travaillant en France et ayant au moins 3 mois d'ancienneté à la date d'attribution, des entités suivantes :

- Natixis,
- La Banque Fédérale des Banques Populaires,
- La Caisse Nationale des Caisses d'épargne,
- Les établissements de crédit affiliés à l'un ou à l'autre des organes centraux,
- Les entités dont le capital est détenu pour 50% et plus, directement ou indirectement, exclusivement ou conjointement par Natixis, l'un des organes centraux ou l'un des établissements de crédit affilié.

Ce sont au global 101 402 salariés à qui il a été attribué un total de 6.084.120 titres le 12 novembre 2007.

Le présent schéma d'attribution gratuite d'actions est encadré par la loi pour le financement de la participation et de l'actionnariat salarié de 2006. Il a été autorisé par l'assemblée générale extraordinaire de Natixis du 24 mai 2007.

Le plan se déroule en trois étapes sur 4 ans :

==> 12 novembre 2007 : date d'attribution et ouverture de la période d'acquisition de 2 ans.

A la date d'attribution, chaque salarié bénéficiaire dispose d'un droit de recevoir 60 actions dans 2 ans sous conditions de présence. A compter de cette date, court la période d'acquisition des droits de 2 ans prévue par la loi. Durant cette période, le salarié n'est pas propriétaire des actions. Il a un droit d'attribution incessible jusqu'à la fin de la période d'acquisition, mais il ne dispose pas du droit de vote, ni du droit au dividende.

==> 12 novembre 2009 : acquisition des actions sous conditions de présence et début de la période de conservation de 2 ans.

Au début de cette période, chaque salarié bénéficiaire encore présent à cette date, recevra ses actions et les affectera à un compte nominatif ou à un FCPE durant une nouvelle période de conservation obligatoire de 2 ans. Le salarié devient donc propriétaire au début de cette période. Il bénéficie du dividende, mais ne peut vendre ses titres.

==> 14 novembre 2011 : disponibilité des actions.

A partir de cette date, les actions seront disponibles. Elles pourront être conservées dans les mêmes conditions, sans frais pour son détenteur, ou être vendues à tout moment.

Date d'attribution	Nombre Total de droits attribués	Nombre de droits attribués - Périmètre Natixis	Période d'acquisition des droits	Date de disponibilité des actions	Juste valeur de l'action à la date d'attribution	Charge nette de l'exercice
12/11/07	6 084 120	918 180	2 ans	14-nov-11	11,39	2 503
08/12/08	3 139 356	480 942	1 an	14-nov-11	1,59	24

11.4 Engagements de financement

Conformément à la norme IAS 39 (§2), les engagements de financement exclus du périmètre de la norme IAS 39 sont comptabilisés selon la norme IAS 37 « Provisions, actifs et passifs éventuels ».

Les engagements de financement entrant dans le périmètre d'IAS 39 sont les suivants :

- engagements qualifiés de passifs financiers à la juste valeur par résultat. Une entité qui a une pratique de revente ou de titrisation des crédits juste après leur émission les assujettit à IAS 39 dès la phase d'engagement ;
- ceux qui font l'objet d'un règlement net (c'est-à-dire d'une cession) ;
- ceux qui vont se déboucler par un prêt en dessous des conditions de marché.

Les autres engagements de financement relèvent de la norme IAS 37.

Un engagement de financement donné est un passif éventuel, défini dans IAS 37 comme :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
 - o il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
ou
 - o le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

En millions d'euros	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Engagements de financement donnés			
<i>Aux établissements de crédit</i>	12 206	8 640	14 637
<i>A la clientèle</i>	45 522	46 680	54 471
- Ouverture de crédits documentaires	2 146	1 709	3 994
- Autres ouvertures de crédits confirmés	37 695	38 228	43 176
- Autres engagements	5 681	6 743	7 301
Total des engagements de financement donnés	57 728	55 320	69 108
Engagements de financement reçus			
- d'établissements de crédit	19 867	17 932	23 116
- de la clientèle	2 442	1 008	
Engagements de financement reçus	22 309	18 940	23 116

6.4 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle consolidée résumée

Natixis

Société Anonyme

30, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle consolidée résumée

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

DELOITTE & ASSOCIES

MAZARS

SALUSTRO REYDEL

185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly sur Seine Cedex

61, rue Henri Régnault
92075 Paris La Défense Cedex

Membre de KPMG
International
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense
Cedex

Natixis

Société Anonyme

30, avenue Pierre Mendès-France
75013 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle consolidée résumée

Période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Natixis, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une très grande volatilité sur les marchés financiers demeurés actifs, la raréfaction des transactions sur des marchés financiers devenus inactifs ainsi que le manque de visibilité sur le futur qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly sur Seine et Paris La Défense, le 28 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE &
ASSOCIES

MAZARS

SALUSTRO REYDEL
Membre de KPMG
International

Michel BARBET-MASSIN Charles DE
BOISRIOU

Damien LEURENT

Fabrice ODENT

III CHAPITRE 9 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

9.1. Responsable de la 2^{ème} actualisation du document de référence

M. Laurent Mignon

Directeur Général de Natixis

9.2 Attestation du responsable de la 2^{ème} actualisation du document de référence

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils m'indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence D.09-0208, de sa première actualisation D.09-0208-A.01 et de la présente actualisation A.02. »

Fait à Paris, le 8 septembre 2009

Le Directeur Général de Natixis

Laurent Mignon

9.3 Responsables du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte & Associés (représenté par M. Damien Leurent) – 185, avenue Charles-de-Gaulle – 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
- Salustro Reydel, (représenté par M. Fabrice Odent), membre de KPMG International – 1, cours Valmy – 92923 Paris La Défense Cedex.
- Mazars (représenté par MM. Charles de Boisriou et Michel Barbet-Massin) – Tour Mazars- 61, rue Henri Régnauld 92075 La Défense Cedex

Deloitte & Associés, Salustro Reydel et Mazars sont enregistrés comme commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes »

Commissaires aux comptes suppléants:

- BEAS, 7-9, Villa Houssay – 92200 Neuilly-sur-Seine ;
- M. François Chevreux - 40, rue Guersant - 75017 Paris ;
- M. Patrick de Cambourg,- Tour Mazars- 61, rue Henri-Régnauld - 92075 La Défense Cedex.

9.4 Documents accessibles au public

Les documents relatifs à Natixis (actes constitutifs, statuts, rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques sociales et consolidées pour chacun des deux exercices précédant la publication du document présent) sont partiellement inclus dans le document de référence de l'exercice 2008 et peuvent être librement consultés à son siège social, de préférence sur rendez-vous.

La présente actualisation du document de référence 2008 est disponible dans la rubrique « Actionnaires et Investisseurs » du site internet de Natixis (www.natixis.com).

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur Natixis, peut sans engagement et sans frais, demander les documents :

- par courrier :

Natixis

Département des Relations Investisseurs
Immeuble Arc de Seine
30, avenue Pierre Mendès-France
75013 Paris

- par téléphone :

01 58 32 06 94 ou 01 58 19 26 34

par mail :

relinvest@natixis.fr

TABLE DE CONCORDANCE

Rubriques	document de référence	première actualisation	seconde actualisation
1. Personnes responsables			
1.1. Indication des personnes responsables	489	76	221
1.2. Déclaration des personnes responsables	489	76	221
2. Contrôleurs légaux des comptes			
2.1. Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	300 ; 336	77	221
2.2. Information de la démission des contrôleurs légaux des comptes	n.a		
3. Informations financières sélectionnées			
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	2-3		
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	n.a.		
4. Facteurs de risque	118 à 127		58 à 72
5. Informations concernant l'émetteur			
5.1. Histoire et évolution de la société	486 à 487		
5.1.1. Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	433		
5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur	433		
5.1.3. Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	433		
5.1.4. Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant ses activités, son pays d'origine, adresse et numéro de téléphone de son siège	433 ; 489		
5.1.5. Evénements importants dans le développement des activités de l'émetteur	201 à 203 ; 486 à 487		3 ; 74 ; 147 à 149
5.2. Investissements	n.a.		
5.2.1. Principaux investissements réalisés	n.a.		
5.2.2. Principaux investissements en cours	n.a.		
5.2.3. Principaux investissements que compte réaliser l'émetteur dans l'avenir	n.a.		
6. Aperçu des activités			
6.1. Principales activités	47 à 78	18 à 19	
6.1.1. Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	47 à 78		
6.1.2. Nouveau produit	65 à 66 ;		
6.2. Principaux marchés	155 à 156-157 ;		

Rubriques	document de référence	première actualisation	seconde actualisation
	274 à 275 ; 287		
6.3. Événements exceptionnels	129 ; 134 ; 138 ; 148 ; 179 ; 225 à 226	61	128 ; 146 à 149 ; 186 à 188
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	178		127
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	47 à 48		
7. Organigramme			
7.1. Description sommaire du groupe	1		
7.2. Liste des filiales importantes	4		159 à 175
8. Propriétés immobilières, usines et équipements			
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	236 à 237		
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	112 à 116		
9. Examen de la situation financière et du résultat			
9.1. Situation financière	184 à 187		133 à 137
9.2. Résultat d'exploitation	131 à 132; 339		9 à 11 ; 142 à 143
9.2.1. Facteurs importants, influant sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	201 à 203		
9.2.2. Explication des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	201 à 203		
9.2.3. Stratégie ou facteur ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	173 ; 186 ; 188 190 ; 227		136 ; 149 ; 188 à 189
10. Trésorerie et capitaux			
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	185 ; 198 à 199		135 à 136 ; 144 à 145
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	200		
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	187 à 190		123 ; 135 ; 188 ; 200 à 201
10.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	n.a.		
10.5. Information concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	184 à 185		
11. Recherche et développement, brevets et licences	n.a.		
12. Information sur les tendances			

Rubriques	document de référence	première actualisation	seconde actualisation
12.1. Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice	n.a.		
12.2. Tendances connues, incertitudes ou demandes ou engagements ou événements raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	n.a.		
13. Prévisions ou estimations du bénéfice			
13.1. Déclaration énonçant les principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	n.a.		
13.2. Rapport élaboré par les contrôleurs légaux	n.a.		
13.3. Elaboration de la prévision ou de l'estimation	n.a.		
13.4. Déclaration sur la validité d'une prévision précédemment incluse dans un prospectus	n.a.		
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction générale			
14.1. Organes d'administration	14 à 17 ; 45	5 à 9	146
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	45		
15. Rémunération et avantages			
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	27 à 41		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	30 à 44 ; 296 à 297		
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction			
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	14 à 17	5 à 9	
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	45		
16.3. Information sur le comité d'audit et le comité des rémunérations de l'émetteur	22 à 24	14 à 16	
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme ou non au régime de gouvernement d'entreprise	18 à 22		
17. Salariés			
17.1. Nombre de salariés	87		
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	30 à 31 ; 440 à 441		
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	283		
18. Principaux actionnaires			
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	444		4 ; 149

Rubriques	document de référence	première actualisation	seconde actualisation
18.2. Droits de vote différents des actionnaires susvisés	6 ; 444		4
18.3. Contrôle de l'émetteur	445 à 448	74 à 76	4 ; 149
;18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	190 à 191 ; 487		
19. Opérations avec des apparentés	293 à 295		211 à 213
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur			
20.1. Informations financières historiques	195 à 334 ; 337 à 388		
20.2. Informations financières pro forma	n.a.		
20.3. États financiers	195 à 334 ; 337 à 388		139 à 218
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles			
20.4.1. Déclaration attestant que les informations financières historiques ont été vérifiées	335 à 336; 389 à 390		219 à 220
20.4.2. Indication des autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	n.a.		n.a
20.4.3. Indication de la source et de l'absence de vérification des informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	n.a.		n.a
20.5. Date des dernières informations financières	9 à 10		
20.6. Informations financières intermédiaires			
20.6.1. Informations financières semestrielles ou trimestrielles	n.a.	19 à 59 6 à 57 ;139 à 218	
20.6.2. Informations financières intermédiaires	n.a.		n.a
20.7. Politique de distribution des dividendes	7 ; 433 à 434	62 ; 72	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	178 à 179		127 à 129
20.9. Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	190 à 191		
21. Informations complémentaires			
21.1. Capital social			135
21.1.1. Montant du capital souscrit	6 à 7 ; 438	64 ; 74	135
21.1.2. Actions non représentatives du capital	440		
21.1.3. Actions détenues par l'émetteur lui-même	444		
21.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de Souscription	388		
21.1.5. Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à	n.a.		

Rubriques	document de référence	première actualisation	seconde actualisation
augmenter le capital			
21.1.6. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	n.a.		
21.1.7. Historique du capital social	7		
21.2. Acte constitutif et statuts	433 à 437	63 à 73	
21.2.1. Description de l'objet social de l'émetteur	433 ; 487	63	
21.2.2. Résumé de toute disposition contenue dans l'acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement de l'émetteur concernant les membres de ses organes d'administration, de direction et de surveillance	434 à 437 ;	65 à 69	
21.2.3. Description des droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	7 ; 26 ; 433 à 434	64	
21.2.4. Description des actions nécessaires pour modifier les droits des actionnaires	26 ; 433 ; 447	64	
21.2.5. Description des conditions régissant la manière dont les assemblées générales annuelles et extraordinaires sont convoquées	11 ; 25 à 26	17 à 18 ; 69 à 71	
21.2.6. Description de toute disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	120 ; 445 à 446	74 à 76	
21.2.7. Indication de toute disposition fixant le seuil au dessus duquel toute participation doit être divulguée	26	64	
21.2.8. Description des conditions régissant les modifications du capital lorsque ces conditions sont plus strictes que la loi ne le prévoit	26 ; 436 ; 447	12 ; 75	
22. Contrats importants	449 à 452		6 ; 8 ; 34 ; 61 à 62 ; 191
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts			
23.1. Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	n.a.		
23.2. Informations provenant d'une tierce partie	n.a.		
24. Documents accessibles au public	489		222
25. Informations sur les participations	301 à 334		156 à 176